

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.

Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

**SOMMAIRE** : Rythmes de production et rythmes d'investissement, par M. Flamant — Le budget économique de 1963 — Bibliographie relative aux problèmes économiques et financiers intéressant la Belgique — Législation économique — Statistiques.

## RYTHMES DE PRODUCTION ET RYTHMES D'INVESTISSEMENT \*

par Maurice FLAMANT,

*Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Dijon.*

Depuis quatre ans, c'est-à-dire depuis la dernière récession qu'elle ait connue, la conjoncture de l'Europe occidentale se caractérise dans son ensemble, par deux traits (1). D'une part, la demande est intense : stimulée au début par les exportations hors d'Europe, elle est maintenant alimentée surtout par les débouchés des pays considérés eux-mêmes. D'autre part, en réponse à ce développement vigoureux de la demande, l'offre s'est facilement adaptée. Nous constatons donc, dans une période récente, l'équilibre de la croissance, sous la réserve d'une tension sur les prix qui ne résulte d'ailleurs pas principalement d'une insuffisante élasticité de l'offre.

Cet équilibre est-il durable ? Dans le passé, il est fréquemment arrivé que la conjoncture connaisse freinages ou emballements, que des excédents de capacité soient restés inemployés de façon fort coûteuse, ou qu'à l'inverse, le potentiel productif se soit révélé insuffisant. Quelque provisoires qu'aient été ces mauvais ajustements, leurs conséquences n'en ont pas moins été dommageables pour les membres de la collectivité qui en supportaient le poids. Le rôle

de moteur de la croissance étant joué par l'investissement, c'est donc sur son rythme qu'il faut se pencher.

Que l'investissement ne procède pas au même rythme que la production, le conjoncturiste ne peut certes là trouver nul sujet d'étonnement. La sagesse des nations nous enseignait déjà que pour récolter ce que l'on a semé, il faut savoir attendre et les économistes ont de longue date mis en évidence ce retard relatif : depuis Böhm-Bawerk (*Umweg*, détour de production) jusqu'à Robertson (*Gestation Period*). Le point délicat est de savoir si les accroissements de l'investissement s'adaptent bien, temporellement, aux progrès de la production. Notre objet est de rechercher les facteurs qui peuvent expliquer une divergence éventuelle de ces cadences. Nous n'excluons rien « a priori », pas même l'hypothèse « classique libérale » d'une parfaite régulation spontanée. Il demeure entendu d'autre part que bien souvent, en particulier dans les domaines nouveaux, c'est l'investissement qui crée la demande nouvelle. Que des forces d'adaptation existent, on ne saurait le nier, mais il faut se demander comment elles fonctionnent. En d'autres termes : qu'est-ce qui, exactement, dans notre système économique, assure l'adaptation des rythmes d'investissement aux cadences de production ?

La conjoncture dans son ensemble connaît, entre autres, deux grands rythmes globaux : ils affectent

(\*) Cet article a été rédigé au Service d'étude de l'activité économique (Fondation nationale des sciences politiques). L'auteur a bénéficié notamment de l'aide précieuse de Mlle Madeleine Lecler, secrétaire générale du Service, de Mme Geneviève Rey, bibliothécaire, et de M. Antoine Deveughèle, dessinateur.

(1) *Bulletin Economique pour l'Europe*, Genève, vol. 13, n° 2, 1961, p. 24.

la production et les investissements. Dans le court terme, ils sont fréquemment « déphasés » — soit globalement, soit en certains secteurs particulièrement sensibles ; de ces divergences momentanées, naissent les fluctuations conjoncturelles de l'activité. Nous limitant aux rapports respectifs de ces deux éléments (production et investissements), c'est donc à une partie de l'explication des fluctuations que nous nous consacrerons. D'autres limitations de l'objet de la recherche seront adoptées : il s'agit ici du niveau d'ensemble de l'activité nationale, non des calculs et projets particuliers des entreprises que vise la théorie micro-économique de la firme. Nous négligerons — toutes les fois que les renseignements statistiques disponibles permettront de les éliminer — certains emplois de fonds considérés comme investissements par la comptabilité nationale : logements, biens de consommation durables des ménages, stocks des entreprises ; ceci dans le but de ne traiter que des immobilisations productives. Parmi celles-ci, nous passerons cependant sous silence les investissements à l'étranger.

Le problème de la cadence des investissements est particulièrement actuel en Europe. Après le « boom » de la reconstruction d'après-guerre et le « second souffle » des années récentes (depuis 1953), la réalisation progressive du Marché commun constitue un vif stimulant à l'investissement ; la considération de débouchés accrus et l'attente d'une transformation de structures poussent les industriels à des immobilisations à l'échelle de grands marchés élargis. On pourrait évoquer ici, toutes proportions gardées, l'effet « engageant » qu'exerça jadis le traité de commerce franco-anglais de 1860.

L'accélération du progrès des techniques, l'augmentation de la population, l'aspiration générale au mieux-être qui ne saurait se satisfaire de la seule passion ludique des « gadgets », le désir de faire face par des moyens économiques au « défi » représenté par la rapidité des croissances globales des pays de l'Est européen, tous ces facteurs parmi d'autres, poussent à une extensification et à une intensification des capitaux. En France, par exemple, le IV<sup>e</sup> Plan de modernisation et d'équipement (1962-1965) prévoit, pour cette période de quatre ans, une croissance de 24 p.c. de la production intérieure brute pendant que les seuls investissements productifs augmenteraient à un rythme légèrement supérieur : 28 p.c.

Si l'investissement augmente la capacité de production <sup>(2)</sup> — ce qui pose un problème de débouchés —, il l'augmente *brusquement* : c'est alors une affaire de cadence. Mais cette conséquence ne peut-elle être prévue ? Surprendrait-elle les sujets économiques ? La première question qui se pose à nous est bien celle de la prévision et des délais. Une seconde naîtra ensuite : quels sont les rapports qui unissent — à l'échelle globale toujours

— le capital et la production ? Enfin dans une troisième et dernière partie, nous nous demanderons si les modalités du financement des investissements ne contribuent pas à accentuer les « déphasages » éventuels entre les flux d'investissement (donc le volume du capital) et les exigences de la production.

## I. PREVISIONS ET DELAIS

Selon la célèbre distinction de Knight, l'avenir économique est fait d'incertitude et non de risques assurables. C'est précisément en matière d'investissements que l'incertitude affecte au maximum les prévisions faites et, par conséquent, les décisions prises. Notre propos n'est pas de rappeler selon quels calculs l'entrepreneur (privé ou public) ou plus généralement tout investisseur de capital nouveau, s'efforce d'« anticiper » la production nécessaire pour satisfaire la demande future probable. Certes, cette tâche est extrêmement difficile : les études de marché si utiles qu'elles soient ne résolvent pas entièrement le problème car elles négligent le plus souvent des facteurs apparemment éloignés de la branche considérée mais qui n'en exercent pas moins une action sur cette dernière. C'est ici que l'on voit l'utilité de la « planification indicative » du type de celle qui se perfectionne actuellement en France et aux Pays-Bas ; elle correspond à une généralisation des contrats de fournitures à long terme entre des entreprises imbriquées dans des processus de production apparentés. Mais l'incertitude inhérente à toute vie économique qui n'est pas figée dans des cadres immuables, ne suffirait pas à expliquer les à-coups de l'investissement par rapport à la production vendable. Certes, les erreurs qui peuvent être commises en ce domaine amènent, selon le caractère trop « optimiste » ou trop « pessimiste » de la prévision, à une surcapitalisation ou à une insuffisance d'investissement, l'une et l'autre exerçant par induction directe (flux) ou psychologique (imitation contagieuse) des effets cumulatifs. Mais, même si les prévisions étaient parfaites, il resterait au moins deux facteurs principaux pour provoquer des divergences de rythmes entre la *mélodie*, savoir : la production et les accords de la *basse*, les investissements. Recherchons ces facteurs.

### Les délais.

Une métaphore musicale peut, croyons-nous, éclairer les différences internes de rythme du processus économique. Le chant « legato » de la production ininterrompue est en effet soutenu, stimulé même par des accords successifs plaqués à la basse des investissements. Les chanteurs savent que le pianiste ou l'orchestre qui les accompagne peut, s'il est expérimenté, épauler, faciliter l'émission et l'expression vocale en la guidant et en la soutenant. La basse laisse la mélodie se développer et elle peut observer des pauses ; le chant ne connaît que de brèves interruptions imposées par la respiration.

(2) Certains investissements de recherche peuvent n'augmenter la capacité de production qu'après un long délai.

Cette comparaison peut surprendre en notre domaine. Elle n'est peut-être après tout ni plus futile ni plus inexacte que celles auxquelles nous sommes accoutumés et qui sont habituellement empruntées à la mécanique des fluides ou des solides... Nous l'arrêterons à son point principal : si le rythme est le plus souvent différent au chant et à la basse, il demeure indispensable qu'un même « tempo » général assure l'assemblage de deux rythmes propres. Les pulsations conjoncturelles s'accorderont alors dans le grand rythme d'ensemble de la croissance.

Si investissements et production n'observent pas les mêmes rythmes, c'est qu'ils n'ont pas les mêmes « temps opératoires », selon l'expression d'Alfred Marshall (3). Les investissements comportent des délais de maturation ; ils ne peuvent entrer en action avant une certaine période qui peut aller de quelques mois jusqu'à plusieurs années : trois ans pour une chaîne automobile ou un laminoir, cinq ans pour un grand barrage, huit ans pour un siège charbonnier par exemple. Ces retards ne sont pas seulement le fait des études préalables et des travaux de pure technique : ils résultent souvent des opérations juridiques et administratives ; c'est le cas des travaux publics en particulier (4).

La capacité de production se trouve donc augmentée effectivement à une date bien postérieure à celle où la décision a été prise. Mais le progrès technique s'étant poursuivi dans l'intervalle, il peut arriver — c'est une complication supplémentaire — que la désuétude (*obsolescence*) réduise partiellement — en termes économiques — la capacité de production avant même l'entrée en fonction de l'équipement nouveau. Car le progrès technique fait que la désuétude économique peut devancer l'usure physique, voire — en l'espèce — tout commencement d'usage. On comprend ici combien l'encouragement du progrès technique appelle un système d'impôts favorable, notamment par les taux d'amortissement pratiqués avec l'accord du fisc.

Le décalage trouve son origine dans une autre cause : la réserve de capacité disponible (*excess capacity*) des entreprises productrices de biens de consommation (5). Les commandes d'outillage peuvent être différées tant que les capacités existantes sont jugées suffisantes par les chefs d'entreprises. Mais, lorsque les entreprises situées tout à

fait « en aval » des processus de production, c'est-à-dire au contact de la demande finale, sont saisies de commandes nouvelles, elles prennent brusquement conscience de leurs perspectives propres de croissance et elles procèdent à une brutale accélération de leurs programmes : elles commandent installations, équipements et outillages. Du fait du caractère indivisible de la plupart de ces capitaux fixes, cela provoque un accroissement brutal des immobilisations. On desserre des goulots d'étranglement souvent très au-delà de ce qui est considéré comme nécessaire dans l'avenir immédiat (6). A l'échelle globale, l'accumulation des processus a en fait plus de chances de ne pas faire l'objet d'une compensation harmonieuse mais de donner au contraire une courbe saccadée d'investissements plutôt qu'une croissance régulière du capital nouveau, comme il apparaît sur les graphiques 1, 2 et 3 reproduits en annexe.

Ceci est renforcé enfin par le fait qu'une partie des investissements n'est adoptée par chaque entreprise qu'à titre « conditionnel », c'est particulièrement le cas dans les industries de biens de consommation. C'est ce qui résulte notamment des enquêtes par sondage faites en France par l'I.N.S.E.E. auprès des chefs d'entreprises (7). Or, des projets douteux, susceptibles de devenir « fermes », sont en réalité « révisés en hausse » si la conjoncture tourne au beau. En sorte qu'on peut se demander si les investissements loin d'anticiper et de provoquer les fluctuations de l'activité productive ne jouent pas, pour la plupart, un rôle inverse : ils la suivraient et l'accentueraient. C'est ce qui semble résulter de la comparaison des graphiques 5 et 5bis relatifs aux États-Unis : elle montre que les à-coups de l'investissement suivent d'un trimestre environ les changements relatifs de la production. Le graphique 5bis reproduit en effet les données du graphique 5 mais avec un décalage d'un trimestre entre production et investissement.

#### Les décisions non concertées.

Toujours, en termes de jargon musical, on pourrait dire que dans ce concert d'une espèce bien particulière, personne ne donne ni le « la » ni le « départ » ni la « mesure ». En l'absence de chef d'orchestre — le « plan indicatif » ne pouvant y suppléer, dans le meilleur des cas, que très imparfaitement —, chaque grande entreprise s'efforce non seulement de prévoir l'accroissement — ou, plus généralement, les changements — de la demande des produits de sa branche d'activité mais encore « la part du marché » qui lui reviendra, compte tenu des progrès relatifs vis-à-vis de ses concurrents, qu'elle espère réaliser.

(6) M. Malissen, *Investissement et financement. Origine et emploi des fonds de grandes sociétés*, Paris, A. Colin, 1957, p. 140.

(7) Cf. aussi les enquêtes menées chaque année depuis dix ans par la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier sur *Les investissements dans les industries du charbon et de l'acier de la Communauté*.

(3) A. Marshall, *Principles*, 1891, p. 421.

Sur l'utilisation de ce concept, cf. L.H. Dupriez, *Philosophie des conjonctures économiques*, pp. 77 et 348.

(4) Mlle Marguerite Perrot, chargée de recherche au C.N.R.S., a entrepris une étude sur les délais de réalisation des grands investissements hydrauliques. C'est ainsi que, pour le barrage de Serre-Ponçon, le délai total a été de huit ans (1953-1961) : pour celui de Roselend, de sept ans (1954-1961). Cet article paraîtra dans la *Revue de l'Economie du Centre-Est*, n° 17, sous le titre « Les délais de réalisation des investissements. L'exemple des centrales hydrauliques de Serre-Ponçon et de Roselend ».

(5) « Les comptes de la Nation de l'année 1959 », *Statistiques et Etudes financières*, Paris, n° 142, octobre 1960, pp. 1079-1080. Andrews a proposé de parler de « réserve de capacité » plutôt que de capacité excédentaire.

Cette attitude est, on le voit, étroitement liée à la structure oligopolistique du marché : c'est, parce que, pour certaines branches particulièrement importantes (sidérurgie, chimie et « plastiques », automobile par exemple) le nombre des entreprises est faible, que les prévisions d'entreprises — à l'intérieur d'une certaine prévision de branche — doivent reposer, au moins implicitement, sur une hypothèse concernant leur *part du marché*. Leur dessein peut être déjoué : une nouvelle incertitude pèse donc sur le destin des immobilisations réalisées. A plus forte raison dans le cas où les entreprises sont nombreuses, le fait que chacune d'elles entreprenne des investissements, de façon isolée, non concertée avec les autres, sous la pression de la concurrence attendue (on redoute l'avantage relatif, la rente différentielle qu'une meilleure technique pourrait donner au concurrent), constitue en lui-même un facteur d'engorgement potentiel du marché et, par là, de capacité excédentaire, c'est-à-dire : provisoirement excessive. Chaque décision d'entreprise était bien fondée mais leur addition dépasse maintenant la juste mesure : « des calculs individuellement exacts ont conduit à une erreur collective » (8).

## II. CAPITAL ET PRODUCTION

Ce n'est pas seulement parce qu'ils se déroulent au cours d'un temps par essence incertain et pour lequel les prévisions sont aléatoires, que l'investissement et la production connaissent des « déphasages » de rythmes; c'est aussi parce qu'il existe entre l'investissement, qui accroît le capital, et la production, des rapports techniques extrêmement complexes. Ils nous reportent aux origines mêmes de la théorie des fluctuations conjoncturelles.

Sans négliger l'apport précurseur de Sismondi, de Malthus, de Marx ou de Juglar, on peut dire que le corps de théorie explicatif des fluctuations n'a vraiment été fondé que le jour où a été mis en évidence le rôle de l'investissement dans le « cycle ». Ceci fut fait dès le début de ce siècle par M. Tugan-Baranovsky (*Les crises industrielles en Angleterre*, 1<sup>re</sup> édition russe, 1894, traduction française, 1913) : l'un des premiers, il souligna l'insuffisance des explications du cycle par la monnaie ou par la sous-consommation. L'apport de son contemporain A. Spiethoff (*Vorbemerkungen zu einer Theorie der Ueberproduktion* — Préliminaires d'une théorie de la surproduction, in *Schmollers Jahrbuch*, 1902) eut un retentissement beaucoup plus grand, encore que ses thèses aient été voisines de celles de Tugan-Baranovsky. C'est surtout avec A. Aftalion (« La réalité des surproductions générales — Essai d'une théorie des crises générales et périodiques », *Revue d'Economie politique*, 1908-1909) et J.M. Clark (« Business Acceleration and the Law of Demand :

A Technical Factor in Economic Cycles », *Journal of Political Economy*, 1917) qu'apparaît le principe d'accélération de la demande privée (9). L'approfondissement, la vérification et la critique de ce « principe » constitueront jusqu'à nos jours un extraordinaire ferment de perfectionnement dans l'explication conjoncturelle (10).

Le principe d'accélération relie, par un coefficient, un changement de la demande finale à un changement amplifié de l'investissement, le premier déclenchant le second. Son jeu effectif est soumis à des hypothèses extrêmement étroites (11); nous examinerons ici les principales.

### La réserve de capacité.

La première limitation est qu'il n'y a, on le suppose, aucune réserve de capacité productive dans les entreprises (12); or, cela n'est évidemment pas vrai dans la majorité des cas. Il y a presque toujours une marge d'utilisation disponible : l'offre reste, quoique inégalement selon les secteurs, élastique (13). La désuétude continue d'alimenter, en particulier, cette réserve de capacité qui apparaît alors comme une conséquence du progrès des techniques : une partie des équipements déjà « démodés » peut encore être remise en fonctionnement en cas de besoin. J.M. Clark, dans ses *Economics of Overhead Costs*, envisageait déjà des excédents de capacité dus à des investissements entrepris pour faire face à des demandes de « pointe ». En théorie, Chamberlin (14) a montré que la concurrence monopolistique permet d'expliquer la présence d'un excédent de capacité productive qui « peut se développer sur de longues périodes avec impunité », car les prix sont suffisamment élevés pour couvrir les coûts et, par définition, la concurrence ne porte pas sur les prix. Il en résulterait des « pertes », fruits de toute situation monopolistique.

De nombreux indices confirment l'existence de cette réserve. Les enquêtes de l'I.N.S.E.E. en France auprès des chefs d'entreprises montrent que le manque d'équipement ne constitue pas, dans la plupart des cas, un obstacle à une augmentation de la production de 10 p.c. environ. En Allemagne, une étude systématique par branches d'industries a

(9) L'ensemble de ces problèmes est étudié dans un livre remarquable de M. Rudloff, *L'investissement et la demande*. Essai sur la théorie de l'investissement induit. Préface de Paul Coulbois, Paris, S.E.D.E.S., 1960.

(10) En sens contraire : W.W. Rostow, *The Process of Economic Growth*, Oxford, 1953, p. 92.

(11) M. Rudloff, « Effets d'accélération et théorie du commerce international », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, Paris, série P, n° 4, 22 p.

(12) R. Maury, « L'influence des phénomènes d'élasticité sur l'accélérateur », *Revue économique*, Paris, n° 4, juillet 1954. L'auteur remarque : « La complexité du phénomène exclut l'hypothèse d'un accélérateur qui livre l'entrepreneur à des réflexes conditionnés », p. 546.

(13) L.H. Dupriez, *Des mouvements économiques généraux*, 2<sup>e</sup> édition, 1951, vol. 2, pp. 444 et 450-451.

(14) E.H. Chamberlin, *La théorie de la concurrence monopolistique*, Traduction française, Paris, P.U.F., 1953, pp. 119-120 (souligné par l'auteur).

(8) J.-M. Jeanneney, *Economie politique*, Paris, P.U.F., 1959, p. 273 (Coll. Thémis).

été faite en 1958 au Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung de Berlin par Rolf Krengel <sup>(15)</sup>. L'existence d'une réserve de capacité inemployée est d'autant plus certaine qu'au moment même où l'on saisit statistiquement le phénomène, il y a encore des investissements déjà entrepris mais qui vont s'achever et augmenter encore la capacité. L'utilisation de la capacité serait en général plus élevée dans les secteurs de base et dans les entreprises d'utilité publique que dans les industries de transformation. Ceci a été observé en Autriche en particulier <sup>(16)</sup>. Il serait d'un grand intérêt, remarquons-le, pour l'analyse et la prévision de la conjoncture, de procéder à un enregistrement sectoriel permanent du degré d'utilisation des capacités productives. Les fluctuations du taux d'utilisation de la capacité productive fournissent une vue intéressante et neuve du mouvement conjoncturel. Les enquêtes françaises déjà citées décèlent, par sondage :

1° le pour cent des entreprises qui pourraient produire davantage;

2° la nature principale des goulots d'étranglement (main-d'œuvre ou équipement) qui s'opposeraient à un accroissement éventuel de la production, s'il était sollicité par la demande.

Mais si l'on vise à mesurer la réserve de capacité disponible, dans les différents secteurs, les renseignements ainsi obtenus sont encore insuffisants.

Cette réserve de capacité modifie elle-même un deuxième élément de validité de l'accélérateur : la constante du prétendu « coefficient de capital ».

### Le coefficient de capital.

Qu'on l'exprime sous les formes moyenne  $C/P$  ou marginale  $\Delta C/\Delta P$ , « le » prétendu coefficient de capital (parfois dit : d'intensité du capital) rattache le produit  $P$  au capital  $C$  nécessaire pour le produire. Il caractérise l'importance de l'effort d'investissement qui a dû être effectué pour obtenir un certain accroissement quantitatif du produit.

Il varie beaucoup selon les industries (selon Léontieff, de 7 à 0,07 aux Etats-Unis en 1939, selon que l'on considère le secteur du logement ou — à l'extrême opposé — celui de l'habillement); de surcroît, il ne fournit pas, à lui seul, la mesure de la part des frais de capital dans la valeur ajoutée par l'unité productive : il faut aussi tenir compte de la durée d'emploi des équipements considérés. Plus cette durée est courte, plus la part de l'amor-

tissement dans la valeur ajoutée est grande <sup>(17)</sup>. Le coefficient de capital <sup>(18)</sup> est en général élevé dans la construction de logements, dans les chemins de fer et les transports; il est faible dans les biens de consommation durables et très faible dans les productions « de luxe ».

En France, on admet, pour les tâches de planification indicative, que le coefficient marginal de capital est de 4 en général, avec — il est vrai — de considérables écarts à cette moyenne <sup>(19)</sup> : 1,5 pour le charbon, 15 pour l'électricité d'origine hydraulique et 5 pour l'électricité d'origine thermique <sup>(20)</sup>.

En fait, l'utilisation à l'échelle d'une nation, du coefficient de capital entraîne beaucoup d'ambiguïtés : elle doit être pratiquée avec prudence <sup>(21)</sup>. Cela apparaît nettement dans le cas des pays « sous-développés ». Le raisonnement couramment présenté est le suivant : soit un coefficient de capital de 4 (estimation de Colin Clark) et soit un accroissement désiré du produit national brut de 6 p.c. par an; on devra investir chaque année  $4 \times 6 = 24$  p.c. du produit national brut de l'année. Si l'épargne locale ne peut pas fournir ces fonds, ou si elle ne le peut qu'en partie, on a — automatiquement par différence — la mesure de l'aide que devraient apporter les pays plus développés <sup>(22)</sup>.

Exprimé avec plus de rigueur, le raisonnement consiste à dire :

soit  $\frac{\Delta C}{\Delta P}$ , le coefficient de capital *additionnel* (*incremental capital - output ratio*), c'est-à-dire l'investissement net rapporté à l'accroissement du produit obtenu à la suite de cet investissement,

soit  $\frac{\Delta P}{P}$ , le taux de croissance recherché du produit brut;

la capitalisation, ou formation du capital, nécessaire par rapport au produit total s'écrit :

$$\frac{\Delta C}{\Delta P} \times \frac{\Delta P}{P} = \frac{\Delta C}{P}$$

<sup>(17)</sup> R. Courtin & P. Maillet, *Economie géographique*, Paris, Dalloz, 1962, pp. 309-317.

<sup>(18)</sup> A. Barrère, « L'analyse des relations entre le capital et la production », *Revue d'Economie politique*, Paris, mai-juin 1955, p. 384.

<sup>(19)</sup> S. Wickham & Mlle Fau, « Eléments d'appréciation sur la tendance à moyen terme d'investissements dans la construction électrique française », *La Construction électrique*, n° 195, janvier 1962. Cet article représente un intéressant essai d'évaluation des coefficients marginaux d'intensité du capital dans les quatre branches principales de la construction électrique.

<sup>(20)</sup> P. Massé, « L'investissement productif », in *Cycle de conférences sur le développement économique*, Université de Madrid, janvier-février 1961, O.E.C.E., 1961, p. 79.

<sup>(21)</sup> Surtout celle du coefficient moyen. Le graphique 4 montre combien il varie à court terme. Ceci illustre pourquoi le coefficient d'accélération est très fluctuant au cours du cycle. Cf. A. Marchal, *Intervention au Congrès des économistes de langue française*, Paris, Montchrestien, 1955, pp. 174-177.

<sup>(22)</sup> P. Moussa, *Les chances économiques de la communauté franco-africaine*, Paris, A. Colin, 1957, pp. 145-147.

<sup>(15)</sup> *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1958*, Genève, Nations Unies, Chap. II, p. 43.

Les travaux de R. Krengel ont fait l'objet de nombreuses publications en langue allemande. En langue française, les lecteurs du *Bulletin d'Information et de Documentation* ont pu lire, de R. Krengel, dans la livraison d'avril 1960, « Croissance économique et facteurs de production analysés dans le cadre de l'industrie de la République Fédérale Allemande ».

Cf. également du même auteur, « Evolution des investissements et du capital fixe dans l'industrie allemande », *Bulletin SEDEIS*, Paris, n° 819, suppl. 1, mai 1962.

<sup>(16)</sup> *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1955*, Genève, Nations Unies, p. 53 (Une large part de cette étude porte sur les investissements.)

Malheureusement, les faits ne paraissent guère étayer cette logique simple. Voici quelques coefficients de capital calculés pour des pays encore peu développés et ayant connu des taux de croissance différents <sup>(23)</sup> :

	Coefficient de capital	Taux de croissance
Irlande (1948-1958) . . . . .	12,0	1,3
Italie du Sud (1950-1957) . . . . .	4,0	5,9
Yougoslavie (1948-1959) . . . . .	3,5	6,9
Grèce (1950-1957) . . . . .	2,0	7,5

Ainsi, sur cet exemple, on constate que les taux de croissance les plus élevés vont de pair avec les plus faibles coefficients de capital. La croissance ne dépend donc pas d'un accroissement identiquement proportionnel des investissements; plus précisément, un pays peut être en mesure d'utiliser avec plus ou moins d'efficacité, des ressources modestes d'investissement. Il est en particulier évident que l'effort pour les logements et les équipements sociaux en faveur des travailleurs varie de pays à pays : si l'on revenait à la vieille méthode des « dortoirs ouvriers », la quasi-totalité de l'investissement pourrait être consacrée à des immobilisations directement productives. Ont alors autant (voire plus) d'importance que la masse des investissements : la structure des investissements (puisque le coefficient de capital varie selon la nature des immobilisations), la faculté de remettre au travail une main-d'œuvre peu, mal ou non employée, l'accroissement des rendements agricoles par des techniques simples mais très productives <sup>(24)</sup>, l'utilisation plus rationnelle <sup>(25)</sup> et plus intense de l'équipement moderne existant et — *last but not least* — des éléments culturels (lutte contre l'analphabétisme) <sup>(26)</sup>, idéologiques (enthousiasme pour des tâches collectives, esprit de sacrifice) et moraux (intégrité des administrateurs économiques).

Le cas des pays sous-développés <sup>(27)</sup> illustre donc de façon particulièrement claire combien le coeffi-

<sup>(23)</sup> *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1959*, Genève, Nations Unies, Chap. VII, p. 52.

<sup>(24)</sup> Sauf si la géographie physique et humaine du pays impose, pour commercialiser les produits agricoles, une amélioration des transports, ce qui est coûteux.

<sup>(25)</sup> Certains économistes suédois appellent « effet Horndal », l'amélioration de l'efficacité technique observée dans les aciéries de Horndal, dans le centre de la Suède (2 p.c. par an en moyenne de 1933 à 1950), alors que les investissements nets ont été pratiquement nuls au cours de la même période. E. Ruick, *Revue de la Mesure de la Productivité*, O.C.D.E., numéro spécial, décembre 1961, p. 18.

<sup>(26)</sup> A. Page, « L'investissement intellectuel », *Tiers-Monde*, Paris, janvier-juin 1962, pp. 27-113. Cf. également la communication faite par A. Page au colloque des Facultés de Droit et des Sciences économiques (Dakar, mai 1962) sous le titre *Education et développement économique*.

<sup>(27)</sup> Le problème est étudié également dans le cas des économies collectivistes. Cf. les articles de M. Bor, « Quelques facteurs déterminant le rythme et les proportions de la croissance économique socialiste », *Voprosi Ekonomiki*, 1959, n° 8, p. 44, et de J. Kronrod, *ibidem*, 1959, n° 9, p. 14). Ces articles sont analysés en français in « L'U.R.S.S. et les pays de l'Est », *Revue des Revues*, Strasbourg, nos 2-3, décembre 1960, avec une note de M. Lavigne.

cient moyen de capital est peu significatif que ce soit en lui-même ou dans les comparaisons internationales. Ce coefficient n'a guère de sens que pour un même pays et dans une évolution un peu prolongée. Peut-on estimer alors que le coefficient change selon une loi ? Tend-il à augmenter ? Diminue-t-il ? En ce dernier cas, cela signifierait que l'investissement nouveau est *capital-saving*. L'innovation économiserait non seulement du travail mais aussi du capital. Le problème a fait l'objet de nombreuses discussions et les longues séries statistiques avancées en particulier par Kuznets <sup>(28)</sup> ne permettent pas de trancher le débat. Il n'est pas actuellement prouvé que l'innovation contemporaine soit relativement économe de capital par rapport aux changements constatés il y a un demi-siècle. Nous ne disposons pas de loi en ce domaine et peut-être n'y en a-t-il pas. En ce qui concerne les investissements d'innovation, une distinction peut éclairer le problème : celle des recherches fondamentale, appliquée et technique. Elles exigent des investissements d'importance très différente : cette importance croît au fur et à mesure que l'on se rapproche du stade de la fabrication industrielle. Soit par exemple, la recherche d'un système de moteur à combustion : elle constitue une recherche *fondamentale* relevant de laboratoires universitaires ou du C.N.R.S. Elle demande beaucoup moins de capitaux qu'une recherche *appliquée* telle qu'une étude métallurgique sur les parois des cylindres, menée par un institut de recherches industriel. Mais les besoins financiers seront beaucoup plus élevés encore s'il s'agit de passer à la réalisation industrielle qui demandera de très nombreux essais : ainsi en serait-il pour la mise au point d'une chaîne de fabrication d'un moteur nouveau. Il s'agit, en ce dernier cas, de recherche *technique*.

D'une façon générale, le coefficient de capital semble varier selon la composition des investissements exécutés. Si ces derniers comportent beaucoup d'investissements coûteux d'infrastructure, le coefficient s'élève. S'ils sont composés surtout d'immobilisations directement productives, le coefficient tend à s'abaisser <sup>(29)</sup>.

Les principaux tenants de la thèse de la décroissance du coefficient de capital ont été les auteurs « stagnationnistes » américains. Pour Hansen, en particulier <sup>(30)</sup>, l'investissement « induit » serait extensif (*widening*) : il élargirait le stock de capital

<sup>(28)</sup> Aux Etats-Unis, pour obtenir un dollar de produit par an à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, il fallait 3,30 dollars de capital. Dans les années 1920 et suivantes, il en fallait 3,70; de 1946 à 1955, il n'en a fallu en moyenne que 2,70. Cf. S. Kuznets, *Capital in the American Economy, its Formation and Financing*, National Bureau of Economic Research, Studies in Capital Formation and Financing, n° 9, 1961. Une tendance semblable a été mise en évidence par D. Creamer, *Capital and Output Trends in Manufacturing Industries 1880-1948*, National Bureau of Economic Research, Occasional Paper, n° 41, 1954.

<sup>(29)</sup> B. de Jouvenel, Le coefficient de capital, *Bulletin SEDEIS*, Paris, n° 821, suppl. 1, 20 mai 1962, p. 20.

<sup>(30)</sup> A.H. Hansen, *Business Cycles and National Income*, 1951, pp. 190-194.

de type ancien. Il permettrait de mettre au travail une plus grande quantité de main-d'œuvre prise dans la masse des chômeurs ou parmi les nouveaux travailleurs. Au contraire, l'investissement « autonome » serait, lui, intensif (*deepening*) : il augmenterait le coefficient de capital. Tandis que selon Hawtrey, en effet, l'intensification consiste à utiliser plus de capital par unité produite, selon Hansen, elle revient à mettre en œuvre plus de capital par travailleur (ce qui n'est pas le cas de l'extensification).

Le « boom » naîtrait de la conjonction des deux investissements (induit et autonome). Mais si l'investissement autonome n'est pas suffisant, l'économie considérée ne pourra se maintenir au plein emploi. Or, Hansen — et les « stagnationnistes » — pensent que le progrès technique peut être insuffisant pour stimuler l'investissement autonome; si ce dernier décroît, il y aurait donc, dans l'ensemble de l'économie, une baisse des coefficients de capital <sup>(31)</sup>.

On a discuté ce caractère plus capitalistique attribué par Hansen aux investissements autonomes <sup>(32)</sup>; il semble bien que l'accroissement du coefficient de capital puisse caractériser tous les investissements qu'ils soient autonomes ou induits, — et ajouterons-nous — qu'ils soient extensifs ou intensifs.

Les effets d'un accroissement de capital sur la production sont, en réalité, très incertains. La fonction de Cobb et Douglas <sup>(33)</sup> qui combine quantités de travail et de capital assorties de certains paramètres ne tient compte ni du progrès technique ni de l'« effet de dimension », c'est-à-dire cette augmentation de la capacité productive plus que proportionnelle à l'accroissement des facteurs employés et que déjà Proudhon décrivait en ces termes : « Deux cents grenadiers ont, en quelques heures, dressé l'obélisque de Louqsor sur sa base : suppose-t-on qu'un seul homme, en 200 jours, en serait venu à bout ? » <sup>(34)</sup>.

La notion d'investissement autonome nous amène à une troisième limitation de l'accélérateur.

### L'investissement « autonome ».

Une dernière condition d'application du principe d'accélération est qu'il ne concerne que l'investissement « tiré » par la demande si l'on peut dire, c'est-à-dire l'investissement *induit* dans un état donné de technique et d'organisation. C'est en partant de cette insuffisance congénitale de l'accélérateur que Hicks a pu ajouter à son modèle, l'investissement autonome <sup>(35)</sup>, catégorie qui apparaît comme le *deus ex machina* de la croissance. Hicks y range l'investissement public, l'investissement provoqué par l'apparition des inventions et l'investissement « à longue portée » (*long range*) qui ne serait rentable qu'à long terme. Le phénomène essentiel marqué par cette distinction est que l'accélérateur ne concerne principalement pas les investissements nés des changements de la technique. Car l'accélérateur, s'il ne repose pas, à vrai dire, sur l'absence de tout progrès technique, en suppose la « neutralité » <sup>(36)</sup>. Les grandes inventions sont en effet favorables à des déclenchements d'investissements à la fois extensifs et intensifs. Ceux-ci bouleversent l'utilisation relative des divers facteurs de production, c'est-à-dire les fonctions de fabrication <sup>(37)</sup>. Ils constituent sans doute les facteurs de l'expansion fondamentale.

Un élément essentiel de l'investissement autonome est représenté par les dépenses dites militaires de recherche et de développement (électronique, missiles, astronautique, etc...). A cet égard, le progrès technique a profondément transformé la composition des budgets de défense depuis dix ans cependant que l'économie civile bénéficiait bien vite de quelques-unes des plus remarquables découvertes militaires, telles que le transistor, l'avion à réaction ou les calculatrices électroniques. Elle utilisera bientôt l'énergie nucléaire. Pour l'année fiscale 1963, les Etats-Unis consacreront 14 p.c. du budget de leur Defense Department, à la recherche et au développement — ce qui représente une somme de près de 7 milliards de dollars.

Dans le même ordre d'idées, J.-L. Guglielmi <sup>(38)</sup> a opéré un clivage très suggestif, à l'intérieur même du secteur des biens de production. Il y distingue trois catégories d'industries :

— celles qui sont guidées par une évolution technique fondamentale (par exemple : électronique) et

<sup>(31)</sup> A. Lamfalussy, *Investment and Growth in Mature Economies. The Case of Belgium*, Londres, Macmillan, 1961, 206 p.

Dans un cadre tout différent, l'auteur oppose l'*entreprise investment* au *defensive investment*. Le premier vise à l'expansion, il fait place aux innovations majeures, il se produit sur des marchés en croissance. Le second « se produit sur des marchés stagnants ou en déclin » (p. 77), il ne porte que sur des innovations mineures; aussi ses effets seraient-ils limités et s'épuiseraient-ils vite. Certaines des positions d'A. Lamfalussy ont été critiquées par R. Beauvois dans le *Bulletin de l'Institut de Recherches économiques et sociales*, Louvain, septembre 1959, p. 605.

<sup>(32)</sup> T. Wilson, « Cyclical and Autonomous Inducements to Invest », *Oxford Economic Papers*, Oxford, n° 1, 1953, p. 81.

<sup>(33)</sup> Cette fonction fut présentée par C.W. Cobb et P.H. Douglas dans leur article « A Theory of Production », *American Economic Review*, Menasha-Wisconsin, mars 1928, supplément. Elle a fait l'objet de nombreux essais de vérification. Cf. R. Fruit, « La fonction de production de Cobb-Douglas », *Revue économique*, Paris, mars 1962, pp. 186-236.

<sup>(34)</sup> P.J. Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?* Chap. III, paragr. V.

<sup>(35)</sup> T. Wilson, *op. cit.*, pp. 77-78. L'auteur critique la distinction de J.R. Hicks et montre qu'il vaudrait mieux se référer non aux actes d'investissement mais à la nature des incitations à investir. Les unes seraient endogènes (investissement induit), les autres exogènes (investissement autonome).

<sup>(36)</sup> J. Robinson, « A Model of Technical Progress », *Rivista di Politica Economica*, Rome, février 1962, p. 169. R.F. Harrod, *Towards a Dynamic Economics*, p. 23, appelle « neutre » le progrès technique qui ne change pas la valeur du coefficient de capital.

<sup>(37)</sup> L.H. Dupriez, *Philosophie des conjonctures économiques*, pp. 118 et 480.

<sup>(38)</sup> J.-L. Guglielmi, *Conjoncture économique lorraine*, octobre 1960, p. 4.

qui sont indépendantes de la conjoncture. On s'explique alors « qu'un ralentissement dans les secteurs de biens de consommation peut se répercuter assez superficiellement dans le secteur des biens de production » ;

— celles qui dépendent surtout « du rythme d'usure du matériel qu'elles produisent (par exemple : constructions navales, chemins de fer) ». Personnellement, nous y rangerions l'automobile, au moins pour un avenir prochain ;

— celles qui — c'est un cas intermédiaire entre les deux précédents — « entretiennent à la fois des relations avec les industries des biens de consommation et les industries des biens de production » (par exemple : métallurgie, chimie). Elles « paraissent plus vulnérables à la conjoncture à court terme ».

### III. FINANCEMENT INTERNE ET EXTERNE

L'intérêt théorique essentiel du coefficient de capital, malgré ses lacunes, est qu'il amène à distinguer, tout en les reliant, deux problèmes :

a) l'efficacité technique du capital, le rapport entre investissement net et produit additionnel caractérisant l'intensité « capitalistique » de la production ;

b) la formation du capital, à savoir : la part dans un revenu entre consommation et investissement, ceci marquant l'importance relative de l'accumulation.

Ces deux aspects d'un même problème : intensité capitalistique, d'une part, capitalisation de l'autre, sont bien liés ; ils marquent, l'un combiné à l'autre, l'importance des sacrifices que doit consentir une collectivité, pour atteindre un taux désiré de croissance.

L'investissement ne peut donc être séparé du financement. Par exemple, les améliorations techniques *capital-saving* qui permettent, avec l'emploi de la même force de travail, d'obtenir un accroissement de produit à un coût plus bas en termes d'investissement brut <sup>(39)</sup> sont souvent adoptées pour des raisons financières. C'est la rareté des ressources de financement qui peut commander le choix entre diverses techniques *capital-saving* ou *capital-using*. On voit alors que la difficulté de l'accumulation financière commande la cadence du progrès technique.

Du point de vue de la question posée ici (à savoir : les différences de rythmes entre production et investissement), demandons-nous si elles ne s'expliqueraient pas en partie — et conjointement avec les autres facteurs déjà indiqués — par les particularités du financement.

Si nous fallait trouver en ce domaine un lointain patronage, ce serait à Wicksell qu'il faudrait remon-

ter. Sa distinction des taux d'intérêt réel et monétaire, l'accent mis sur leur disparité et la thèse que cette disparité a un caractère moteur et qu'elle déclenche des processus cumulatifs de hausse ou de baisse : tel est bien l'apport principal de Wicksell. Encore que ses thèses soient aujourd'hui difficiles à soutenir dans les termes où il les a présentées, elles nous mettent sur le chemin d'une explication. En matière de financement des investissements, nous allons retrouver une disparité, d'un autre type il est vrai.

Les investissements peuvent en effet être financés soit de façon interne à l'entreprise (autofinancement), soit par des moyens externes (appel au marché financier, aux banques ou à l'Etat). Notre but n'est évidemment pas d'évaluer, pour différents pays, la part relative de chacune de ces sources : on sait que celle de l'autofinancement est très importante. En France, son pourcentage, représente 40 p.c. environ du total des investissements publics et privés réalisés au cours des trois années 1959-1961 <sup>(40)</sup>. C'est le fait même de l'importance massive de l'autofinancement qui mérite réflexion. Il ne s'agit pas d'en critiquer le principe : peut-être l'autofinancement ne serait-il, en admettant le pire, qu'un mal nécessaire et tout au plus pourrait-on incriminer une fiscalité qui le favorise souvent. Mais il serait, d'autre part, sans doute artificiel d'opposer trop nettement autofinancement et appel au marché financier. Plutôt que concurrents, ils apparaissent comme complémentaires : plus une entreprise prospère par autofinancement, plus elle attire les capitaux externes lorsqu'elle en sollicite le concours. Au cours des péripéties de la conjoncture enfin, on voit l'appel au marché épouser les variations de l'autofinancement ; leurs variations ne se compensent pas : elles se cumulent. Mais la part étant ainsi faite à tout ce que l'on peut dire en faveur de l'autofinancement, quels sont, de notre point de vue, les effets de l'autofinancement ?

L'autofinancement, en isolant l'entreprise des régulations auxquelles sont soumises les autres sources de capitaux (relèvements des taux d'intérêt, voire refus de prêts), ne permettrait-il pas des rythmes d'investissement supérieurs à ceux de la production vendable ? Ce risque de surcapitalisation par épargne forcée évoque les thèses de M. Bouniatian (*Les crises économiques*, 1<sup>o</sup> édition, 1908).

Car le financement interne réserve une grande part des possibilités d'investissement aux entreprises qui réalisent actuellement des profits. Or, dans une économie à forte croissance, les changements rapides des branches et des entreprises ne

<sup>(39)</sup> J. Robinson, *op. cit.*, p. 175.

<sup>(40)</sup> Selon une estimation directe de M. Malissen, *op. cit.*, faite sur cinquante-trois grandes entreprises, en France, de 1949 à 1955, l'autofinancement brut aurait représenté pour ces sociétés un apport triple de celui du marché financier. D'après le premier rapport d'exécution du IV<sup>e</sup> Plan (en 1961 et 1962), la part de l'autofinancement aurait tendance à diminuer par suite de la réduction des marges de profit.

sont pas homothétiques. Qui assure que ce sont les entreprises à profits présents élevés dont la production se développera le plus dans l'avenir prochain ? Il y a là un facteur de sclérose et de surcapitalisation sectorielle. L'investissement peut être artificiellement stimulé dans la mesure où l'entreprise considère à tort que les fonds d'autofinancement sont gratuits, alors qu'ils ont un « coût d'opportunité » (le supplément qu'ils rapporteraient s'ils étaient placés hors de l'entreprise) <sup>(41)</sup>.

Les enquêtes par sondage sur les prévisions des chefs d'entreprises ont, en France, confirmé, nous l'avons vu, qu'une part des investissements est prévue comme « fixée ou quasi certaine » cependant qu'un volant supplémentaire n'est que « conditionnel ». Il semble bien que cette seconde part soit plus faible pour les investissements des entreprises les plus grandes. On pourrait interpréter cette observation en disant que le « volant » à l'échelle nationale est constitué en bonne part par les investissements conditionnels de petites entreprises. Ces dernières subordonneraient une grande part de la réalisation de leurs immobilisations nouvelles à l'état de la conjoncture. Nous serions alors en présence du type même d'investissements « induits » — en un sens différent de la théorie de l'accélérateur <sup>(42)</sup> — par l'accroissement de la production, en haute conjoncture. Les ressources financières de l'entreprise apparaîtraient ici comme plus décisives que l'accroissement des ventes.

Mettre en évidence les à-coups conjoncturels que peut provoquer une pratique intense ou trop exclusive de l'autofinancement ne revient pas à prétendre que l'appel au marché financier soit toujours d'une parfaite rationalité dans ses motifs comme dans ses résultats. Dans l'abstrait, le régulateur possible de l'investissement exécuté par les entreprises privées serait le taux de l'intérêt; il ajusterait les efforts d'investissement d'une part à l'« accord » des capitalistes prêteurs et d'autre part aux perspectives de rentabilité ouvertes aux entreprises emprunteuses.

On sait cependant que le taux de l'intérêt ne joue qu'un rôle mineur dans les décisions d'appel au marché financier. Cela tient essentiellement au fait que deux des éléments que les modèles d'investissement tiennent pour constants, ne le sont nullement :

— tout d'abord, le pouvoir d'achat de la monnaie se déprécie. Qu'on le veuille ou non, les prix s'élèvent (*Eppur, si muove*, « pourtant ils bougent », pourrait-on répondre à toutes les solennelles déclara-

tions en faveur de la stabilité des prix) dans tous les pays du monde depuis une génération, depuis dix ans, ou depuis moins longtemps encore. C'est donc un processus continu sinon régulier;

— en second lieu, le prix des produits de l'entreprise n'est pas un simple résultat de la confrontation du marché. Les grandes entreprises « fixent leurs prix » — l'expression traduit bien, pour l'essentiel, la réalité — les entreprises pétrolières, sidérurgiques et automobiles par exemple, l'ont souvent montré.

Bien entendu, les deux phénomènes sont en partie liés : c'est en particulier parce que les grandes sociétés, sur ces marchés d'oligopole, peuvent relever plus aisément leurs prix que le pouvoir d'achat de la monnaie se trouve plus vite dégradé.

Dans un monde d'inflation, le prix n'est donc pas alors une « donnée de plan » (Eucken) de la firme (ou une variable indépendante de son action); il devient une variable dépendante, il fait partie de la stratégie de l'entreprise. Quant à la hausse des prix, elle rabaisse l'intérêt payé en termes réels. Des investissements pour lesquels la charge d'intérêt réelle devient nulle <sup>(43)</sup> peuvent alors apparaître comme rentables. A la limite, dans la mesure où les entreprises en ont pris conscience, ce fait peut les amener à décider des investissements qui ne seront rentables qu'à la condition que la monnaie se déprécie <sup>(44)</sup>.

Peut-on escompter que les investissements publics exercent un effet compensateur des perturbations possibles décrites plus haut ? Le problème mériterait une étude particulière; il est encore plus complexe, car il dépend de tout l'appareil socio-politique des finances publiques, dont les procédures semblent trop inertes pour s'adapter souplement et rapidement à la régulation conjoncturelle, idéal de la « finance compensatoire ». Ici encore se pose probablement un problème d'harmonisation entre investissements publics et privés : la croissance doit s'accompagner d'un développement des premiers, sinon l'on risque d'avoir trop de voitures et pas assez d'autoroutes, par exemple. Des blocages localisés d'expansions peuvent donc naître des insuffisances relatives d'investissements publics. Ceci d'autant plus que l'investissement public, dans la mesure — croissante aujourd'hui — où il alimente la recherche scientifique et technique, constitue un facteur puissant de la croissance.

\*  
\*\*

<sup>(41)</sup> On sait que J. Dean, in *Managerial Economics*, chap. 10, a présenté une suggestion pour pallier cet inconvénient. L'entrepreneur classerait ses projets d'investissement par ordre décroissant de rentabilité. Il réalise les premiers par autofinancement et les autres par appel au marché à la condition que la rentabilité attendue soit supérieure au taux d'intérêt courant.

<sup>(42)</sup> Les modèles de l'accélérateur — comme ceux du multiplicateur — sont conçus en termes réels : ils sont fondés sur une élasticité parfaite de l'offre des fonds prêtables.

<sup>(43)</sup> Si le taux annuel de dépréciation monétaire est égal au taux d'intérêt nominal.

<sup>(44)</sup> Une grande masse d'emprunts obligataires constitue, à cet égard, un danger d'inflation. Cela crée dans un pays de nombreux réseaux de droits de créance; or, l'accumulation de créances dont le poids est lié à la valeur de la monnaie constitue — de façon diffuse — une incitation à faire appel à l'inflation dans le but de débarrasser les entreprises des charges obligataires qui les obèrent.

La croissance serait, dit-on souvent, équilibrée si l'investissement était suffisant pour assurer la mise au travail de la population active nouvelle, et ce à peine de récession, mais si — à l'opposé — les immobilisations n'étaient pas excessives compte tenu des ressources de financement disponibles, faute de quoi l'inflation éroderait la monnaie. La réalisation de cet équilibre en mouvement est certes extrêmement malaisée. La planification indicative n'a pas résolu le problème, il s'en faut; elle se heurte précisément dans ses efforts d'orchestration, aux trois obstacles qui ont fourni les jalons de cet essai. Une conclusion pourrait apparaître inquiétante. Il serait possible de corriger les erreurs d'adaptation en réalisant la concentration des entreprises. Elle permet en effet l'extension et la rationalisation des unités de production : c'est déjà ce qui se passe dans le cadre de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Une structure oligopolistique accentuée apparaît comme l'un des résultats des forces qui animent les rythmes d'investissement.

Le facteur décisif est certainement ici l'évolution de la technique (45). Si la technique contemporaine fait apparaître sans cesse des produits nouveaux fabriqués par des procédés neufs, elle n'en bouleverse pas moins considérablement les procédés anciens. Ainsi, il y a trente ans, la puissance maximum d'une turbine à vapeur n'était que de 40.000 kW; il y en aura bientôt, ne serait-ce qu'en France, quinze de 250.000 kW et aux Etats-Unis une turbine atteindra 1 million de kW : le rendement technique est amélioré et le coût unitaire du kWh s'en trouve fortement abaissé. Même amélioration spectaculaire dans la consommation spécifique des centrales thermiques depuis trente ans : cette consommation est passée de 4.800 à 2.400 calories par kWh. Dans les usines d'aluminium, la consommation spécifique est tombée de 25 kWh par kilo de métal à 16 kWh. On pourrait multiplier sans peine ces exemples. Nous les citons pour montrer combien les effets des progrès techniques méritent d'être étudiés en détail — au lieu d'être pris comme de simples paramètres dans des modèles. Les rythmes relatifs de la production et de l'investissement sont en effet commandés par les progrès techniques.

Si les économistes considèrent souvent l'étude du progrès des techniques comme l'affaire des ingénieurs, cela tient à ce qu'ils y voient une matière de pure technologie à la fois rationnelle et étroite. Cette attitude entraîne des conséquences fâcheuses du point de vue scientifique : un vaste *no man's land* reste ainsi inexploré où se produisent pourtant des phénomènes essentiels pour notre civilisation. Il s'agit de l'adoption économique des progrès techniques. Ni dans ses délais, ni dans ses mobiles, ni dans

ses conséquences quantifiables, elle ne devrait échapper à la prise de l'économiste.

Soit d'abord les délais. Jadis, un laps de temps prolongé séparait l'invention scientifique de son application industrielle : entre les découvertes d'Ampère, de Faraday et l'utilisation industrielle de l'électricité, il s'écoula plusieurs dizaines d'années. L'ordre de grandeur de ce délai était habituelle à l'époque, comme l'a montré R.-L. Meier (46). Aujourd'hui, la mise en œuvre des découvertes est assurée de manière extrêmement rapide : entre les sphères respectives d'étude du savant, de l'ingénieur et de l'économiste, un rapprochement s'opère.

Les mobiles mêmes de l'innovation méritent l'attention de l'économiste. Ils sont moins purement techniques, moins donc l'affaire des seuls ingénieurs qu'il pourrait sembler. Le jeu de l'imitation entre firmes, l'ambiance de « modernisation », le fait que la concurrence technique est plus redoutée que directement ressentie, sont quelques-uns des facteurs qui laissent place à une étude économique, voire sociologique, des mobiles et des effets des améliorations productives. Il n'est pas jusqu'à la mesure du progrès technique ou plus précisément de ses effets, qui ne doive retenir l'attention de l'économiste. La recherche d'indicateurs approximatifs de la vitesse du progrès, l'essai de prévoir cette vitesse pour l'avenir prochain apparaissent comme des tâches fort utiles à une planification indicative de l'économie.

\*  
\*\*

On aura peut-être remarqué que nous sommes souvent sortis du cadre du « cycle » pour traiter des problèmes ressortissant au long terme (47). Nous n'avons fait, en cela, croyons-nous, que suivre les chemins de la théorie contemporaine du ci-devant « cycle ». L'étude des fluctuations est aujourd'hui inséparable de la croissance (48); ceci d'autant plus que l'influence de la politique économique (jamais peut-être l'économie n'aura été aussi « politique » que de nos jours) a infléchi l'objet des études de conjoncture : là où naguère encore, il ne s'agissait que d'expliquer ou de prévoir le cycle, on vise maintenant à rechercher ce qui peut à la fois provoquer, faciliter et régulariser la croissance. L'élimination statistique du « trend » ne consisterait plus seulement aujourd'hui à « jeter le bébé avec le bain » mais à supprimer tout contact avec la réalité dans l'explication recherchée. En particulier, l'étude de l'investissement apparaît bien comme un pont

(46) *Science and Economic Development : New Patterns of Living*, p. 211.

(47) Aussi bien le fait que nous disposions de statistiques d'investissements modifie-t-il notre vue des fluctuations cycliques elles-mêmes. Cf. graphique 6 *in fine*.

(48) Comme l'a écrit H. Guittou, *Les fluctuations économiques*, Paris, Sirey, 1951, p. 4, « Tout mouvement entretenu est de nature rythmique. Si le rythme est de l'essence du mouvement, quoi d'étonnant alors qu'il n'y ait pas de mouvement économique sans fluctuations ? ». Cf. *ibidem*, pp. 248 sq.

(45) J.-L. Guglielmi, *op. cit.*, pp. 5-6, a souligné ce point avec une grande lucidité. En particulier, il remarque que les Etats-Unis connaissent une révolution des techniques de production qui n'a encore que partiellement touché l'Europe. Cf. sa série d'articles de « Point économique » publiée dans la *Revue de l'Economie du Centre-Est*.

entre ces deux catégories de problèmes que l'on dissociait naguère encore : le cycle et le *trend*.

Une régulation des investissements peut obtenir une croissance sans alternance trop brutale de phases d'essor et de récession : ce ne peut être d'ailleurs qu'une certaine « flexibilité », tant il est difficile de bouleverser un projet d'investissement donné sans encourir de lourdes pertes. A tout le moins, la prévision conjoncturelle serait-elle utilement éclairée par une évaluation : a) des investissements en cours, b)

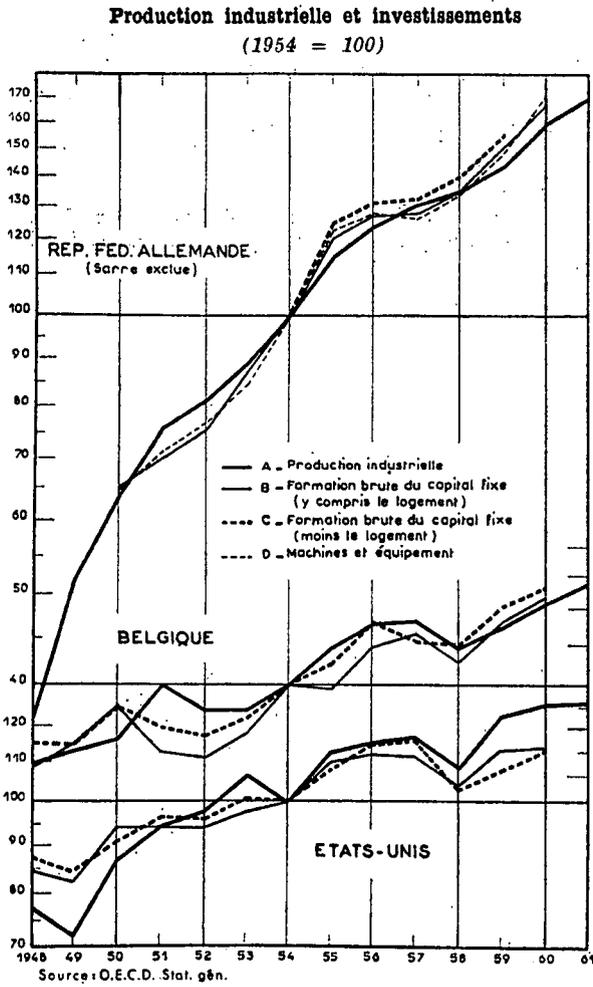
de leur venue à maturité et c) de l'état prévisible de la demande à cette époque.

On voit combien reste difficile la solution, au cours du temps, du problème général « de la répartition de l'effort humain entre la production des biens capitaux et leur utilisation » (49).

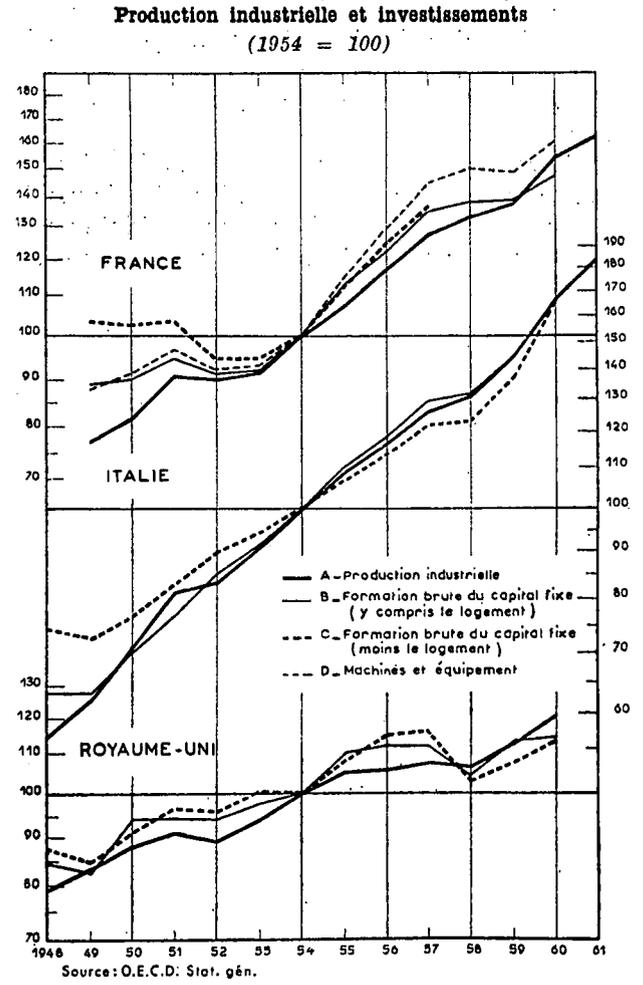
---

(49) A. Barrère, « La combinaison des facteurs productifs et l'intensité du capital », *Revue économique*, Paris, janvier 1959, p. 43.

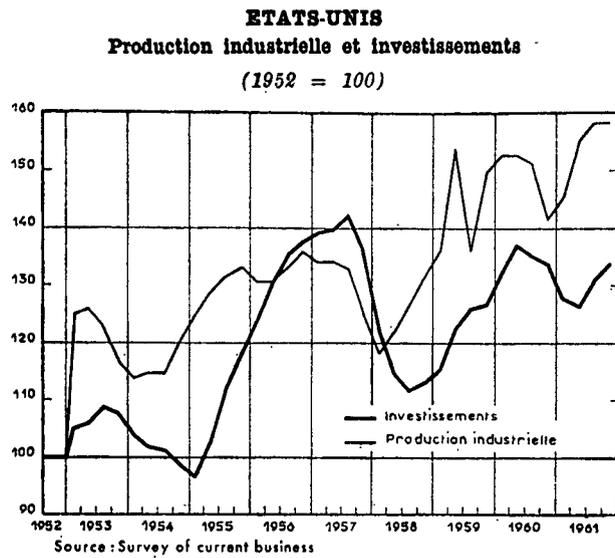
Graphique 1.



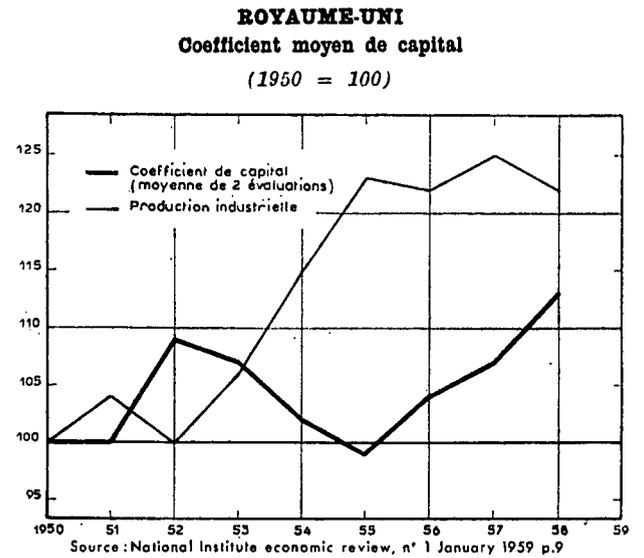
Graphique 2.



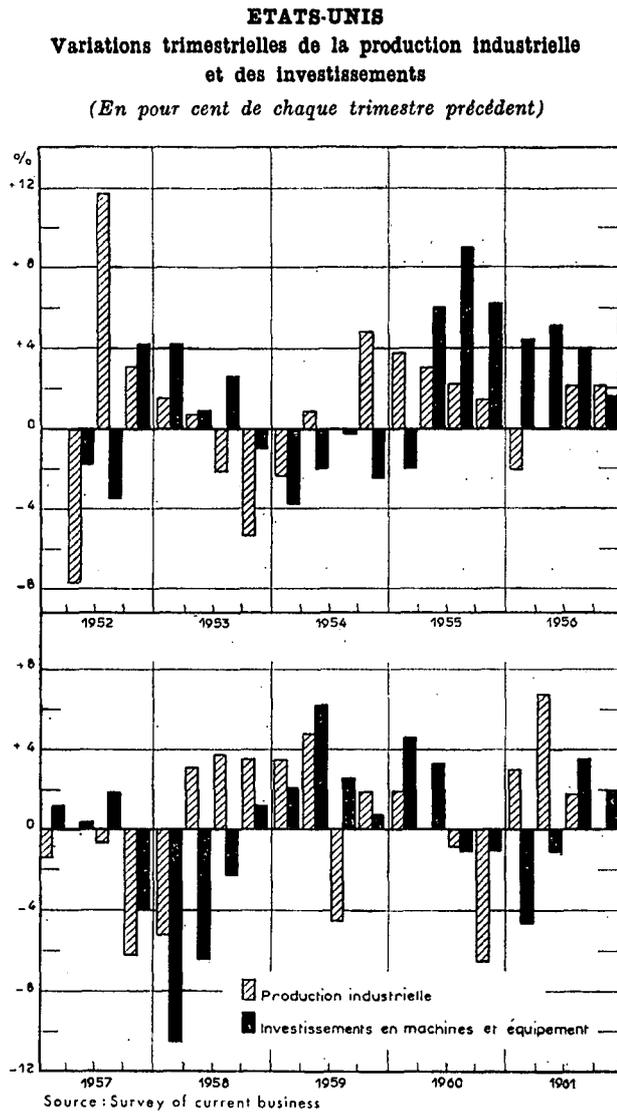
Graphique 3.



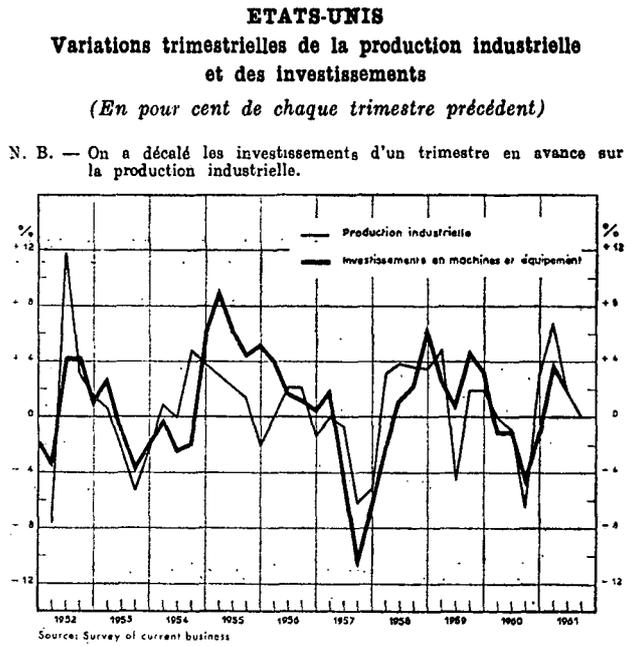
Graphique 4.



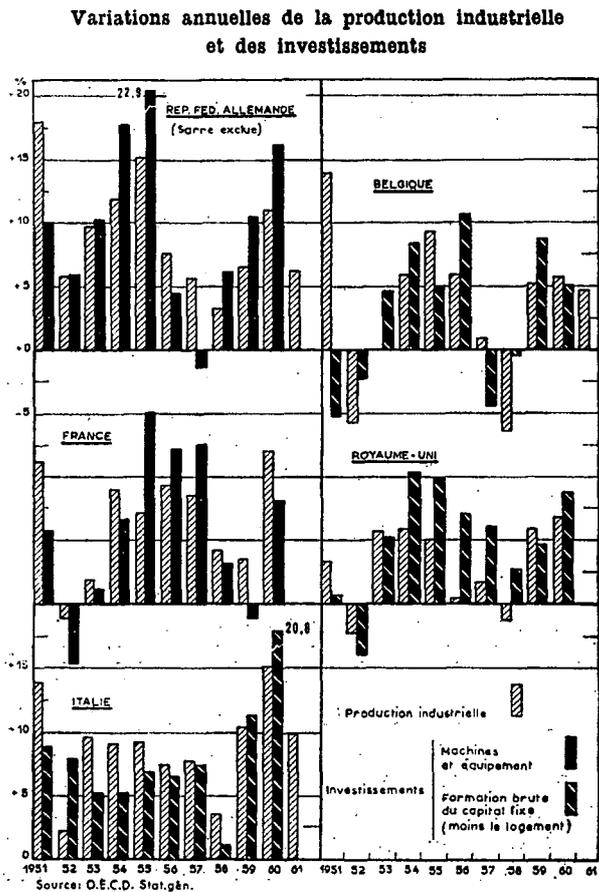
Graphique 5.



Graphique 5bis.



Graphique 6.



## LE BUDGET ECONOMIQUE DE 1963

*Issue de la méthode des comptes nationaux rétrospectifs, la pratique des budgets économiques prévisionnels tend à se généraliser parmi les pays économiquement évolués. C'est ainsi que, récemment, le Comité de Politique conjoncturelle de la Communauté Economique Européenne prit la décision d'établir un budget économique pour la Communauté dans son ensemble, sur la base de budgets nationaux préparés de façon concertée, suivant une méthode uniforme.*

*En fait, la politique économique sous ses aspects macro-économiques a toujours impliqué une vue de l'avenir. Celle-ci sera désormais présentée, sous une forme quantitative, dans un cadre méthodique obéissant à une série de relations logiques. La première tentative dans ce sens en Belgique se trouve concrétisée dans le budget économique de 1963, qui vient d'être rendu public sous la forme d'un document parlementaire. Il est reproduit ci-après à l'attention des lecteurs du Bulletin.*

\*\*

Le Gouvernement, dans sa déclaration du 2 mai 1961 au Parlement, avait annoncé qu'il procéderait « sans délai à la mise en place des instruments d'action et de coordination indispensables » dans le secteur économique. Le budget économique national est un de ces instruments.

Le budget économique, qui contient les prévisions économiques pour l'année à venir, adopte la forme de la comptabilité nationale. Tous deux, ils visent à saisir les transactions entre les grandes entités de la vie économique. Le système y correspondant comprend les comptes des entreprises, des pouvoirs publics, des particuliers, de l'étranger ainsi que le compte capital.

La comptabilité nationale se différencie du budget économique par le fait que la première donne les résultats des années écoulées, tandis que le second évalue ceux de l'année à venir.

Ces évaluations sont faites sur base de l'évolution conjoncturelle et des décisions des pouvoirs publics.

A partir d'un certain nombre d'hypothèses de base au sein desquelles, comme il sied à un pays comme la Belgique, une place considérable a été réservée aux prévisions conjoncturelles faites à l'étranger, et surtout dans les pays membres de la Communauté Economique Européenne, une vue d'ensemble du développement futur de l'activité économique globale est obtenue. Ainsi peut être évaluée de façon plus exacte la répercussion sur l'économie, de la politique du Gouvernement, telle qu'elle est indiquée dans le budget de l'Etat.

L'établissement du budget économique est confié au Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.

L'arrêté royal du 18 décembre 1961 stipule que la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie prépare « le budget économique qui sera présenté annuellement au Parlement, en collaboration avec les autres services d'études et notamment avec l'Institut National de Statistique et le service d'études du Ministère des Finances ».

De cette disposition ressort l'intention de joindre au budget de l'Etat un budget économique constituant la toile de fond pour l'estimation des recettes figurant au budget de l'Etat.

L'exposé ci-après comporte des prévisions économiques pour 1963, précédées d'estimations pour l'année en cours.

Ces prévisions sont susceptibles de revision. Dans l'état actuel de la science économique et de la statistique, il est malaisé de faire des prévisions à court terme. Il semble néanmoins possible de traduire de façon assez exacte l'évolution probable de grandeurs économiques importantes au cours de l'année prochaine.

Le Gouvernement est convaincu que l'établissement et la tenue à jour du budget économique contribueront à mieux saisir l'évolution de la conjoncture et à améliorer la coordination dans le domaine économique et financier.

## SOMMAIRE

L'année 1962 est pour l'économie mondiale une période de progrès modéré. Aux Etats-Unis, la reprise est moins forte que prévu, tandis qu'en Europe et spécialement dans la C.E.E., le rythme de l'expansion s'est ralenti. Par suite des progrès importants encore réalisés en France, en Italie et en Allemagne occidentale, l'augmentation du P.N.B. de la C.E.E. en volume est encore évaluée à près de 5 p.c. contre 5,2 p.c. en 1961. Pour la Belgique, la hausse est estimée à environ 3,5 p.c. en 1962 contre 3,7 p.c. en 1961.

### Evolution au cours des mois écoulés de 1962

#### Production par secteur.

##### *Sidérurgie.*

Corrigée pour la saison, la production de l'industrie sidérurgique belge a été un peu plus élevée au premier trimestre qu'à la fin de 1961. Cette amélioration a persisté au deuxième trimestre. La concurrence demeure vive par suite des excédents de capacité et les prix restent bas, tant sur le marché intérieur qu'à l'exportation.

##### *Métaux non ferreux.*

La production de métaux non ferreux a été moins favorable au premier semestre, en partie par suite d'un approvisionnement moins abondant en minerais congolais.

##### *Fabrications métalliques.*

Pendant le premier semestre de 1962, l'activité a été très vive dans l'industrie des fabrications métalliques. Les commandes n'ont plus augmenté, mais la réserve d'ordres est suffisante pour garantir une bonne production durant toute l'année dans la plupart des secteurs.

##### *Construction.*

Dans la construction, l'activité a été défavorisée au premier trimestre par le mauvais temps, mais, au cours du second trimestre, le retard par rapport à l'année précédente fut rattrapé. Le nombre d'heures de travail a, au cours du premier semestre, été à peu près égal au montant enregistré au cours du premier semestre de 1961.

L'évolution de la demande est moins favorable que l'année passée, mais, à la suite du retard considérable qu'a subi l'exécution des travaux, l'activité demeurera très intense, au second semestre. Seul le manque de main-d'œuvre entrave la production. La demande de matériaux de construction demeure élevée.

##### *Textile.*

Dans l'industrie textile, l'activité du premier semestre, après correction saisonnière, semble être

plus favorable que celle du second semestre de 1961. Tous les secteurs n'ont pas participé à l'expansion.

##### *Evolution de l'emploi.*

L'emploi a de nouveau accusé une hausse légère dans l'industrie et dans le secteur tertiaire. Dans les charbonnages, qui rencontrent des difficultés de recrutement de personnel, il a diminué.

#### Evolution des prix.

##### *Prix de gros.*

L'indice des prix de gros a, pendant le premier semestre, subi l'influence de l'augmentation, en grande partie fortuite, des prix des produits agricoles. Les prix d'usine des produits industriels sont demeurés à peu près stables. Entre-temps, les prix agricoles ont de nouveau baissé, de sorte que l'indice global s'est établi, en août, à peu près au niveau de un an plus tôt.

##### *Prix de détail.*

En général, les prix de détail sont demeurés stables au début de 1962, avec, cependant, une légère tendance à la hausse dans le commerce de textiles et dans le secteur des services. A partir d'avril, les prix des pommes de terre ont accusé une hausse considérable par suite de la pénurie. Le mouvement de l'indice qui s'en est suivi a déclenché une adaptation des salaires dans une grande partie des secteurs d'activité. Dès que la pénurie de pommes de terre eut cessé, l'index a baissé et, en août, il n'a dépassé que de 0,5 p.c. celui d'août 1961.

#### Evolution des salaires.

Depuis le début de l'année, des hausses de salaires ont été consenties dans différentes branches d'activité, abstraction faite de la liaison à l'indice des prix de détail. De même, les charges sociales augmentent (adaptation du plafond des revenus pour le calcul des cotisations à la sécurité sociale au mouvement de l'indice des prix de détail, relèvement du plafond des retenues pour le calcul des cotisations pour allocations familiales, augmentation du pécule de vacances et intervention de l'employeur dans le prix de l'abonnement social). L'indice des salaires-coûts dans l'industrie manufacturière, calculé par l'I.R.E.S.P., a dépassé de près de 6,8 p.c., au premier semestre, le niveau de l'année précédente. L'augmentation pour l'année entière atteindra probablement 6,5 p.c. environ pour le secteur des entreprises.

#### Evolution des exportations.

Pendant les huit premiers mois de 1962, la moyenne journalière des exportations de marchandises a été de près de 12 p.c. plus élevée que l'année passée. Les progrès sont considérables dans le secteur des fabrications métalliques, surtout en ce qui

concerne les machines et le matériel de transport. Les exportations de produits textiles et de produits alimentaires augmentent aussi de façon sensible.

Quant à la destination des exportations, la part de la C.E.E. continue d'augmenter. Les exportations vers l'A.E.L.E. augmentent faiblement et leur quote-part dans les exportations totales fléchit.

#### **Evolution des importations.**

La moyenne journalière des importations de marchandises des huit premiers mois est de près de 6,5 p.c. plus élevée que l'année passée. Comme en 1961, l'augmentation des importations est considérable pour les biens d'investissement. Pour les matières premières, elle est plus faible.

#### **Prévisions pour l'année 1962**

Le commerce mondial continuant de progresser, l'exportation constitue un soutien notable de l'activité économique de la Belgique en 1962.

En valeur, un progrès des exportations de marchandises de près de 8,5 p.c. est attendu. Surtout dans l'industrie des fabrications métalliques, une forte expansion de l'exportation est prévue. Dans le secteur textile aussi, une notable augmentation est prévue.

#### **Evolution des dépenses intérieures.**

Dans l'ensemble, le marché intérieur constitue un stimulant quelque peu moins puissant que l'année antérieure.

#### *Consommation privée.*

Il est vraisemblable que l'augmentation du volume de la consommation privée sera moindre que l'année précédente. La hausse des prix sera vraisemblablement un peu plus importante.

#### *Dépenses publiques.*

La consommation publique croît : en valeur, la hausse atteint environ 10,5 p.c. Les investissements publics accusent encore un accroissement considérable.

#### *Investissements privés.*

Les investissements privés accusent un progrès moins considérable qu'en 1961. Dans la construction de logements, la production est freinée par la pénurie de main-d'œuvre. Bien que la demande évolue moins favorablement, les carnets de commandes sont toujours bien garnis. Le rythme de l'expansion faiblit pour les bâtiments professionnels. Le ralentissement du progrès est moins fort pour le matériel. Par ailleurs, il semble que les investissements sont plus orientés vers la rationalisation.

#### **Evolution de la production des entreprises.**

La production des entreprises peut croître de près de 3,8 p.c. Le progrès est estimé à 5 p.c. dans l'industrie, à 3 p.c. dans la construction, à 3,2 p.c. dans le secteur des services et à 1,5 p.c. dans l'agriculture, défavorisée par le mauvais temps du début de l'année.

#### **Réserve de main-d'œuvre.**

Le manque de main-d'œuvre est considérable dans diverses branches d'activité, surtout dans l'industrie des fabrications métalliques et dans la construction. Les disponibilités de main-d'œuvre étant devenues très faibles, une augmentation de la production doit découler surtout d'une amélioration de la productivité. Tant dans l'industrie que dans le secteur tertiaire, l'emploi augmente légèrement.

#### **Evolution des prix.**

La lente expansion va de pair avec un niveau de prix assez stable. Dans l'industrie, le coût de la main-d'œuvre par unité produite augmente, mais il est difficile d'incorporer cette hausse dans les prix, la concurrence devenant plus forte. Dans le secteur de la consommation, la hausse des prix est due, en grande partie, à l'augmentation accidentelle des prix agricoles.

#### **Abondance des marchés financiers.**

Le marché monétaire et le marché des capitaux sont fort liquides. Dans les caisses d'épargne privées et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, les dépôts marquent une augmentation rapide.

#### **Balance des paiements.**

L'augmentation des importations étant plus faible que celle des exportations, le solde du compte des transactions courantes de la balance des paiements s'améliore.

#### **Prévisions pour l'année 1963**

D'après les hypothèses retenues, le produit national brut augmentera en volume un peu moins qu'en 1962 (3 p.c. au lieu de 3,5 p.c.).

#### **Evolution de la production et de l'emploi.**

Il est admis que l'augmentation de l'activité sera d'environ 2,5 p.c. dans la construction et d'environ 4 p.c. dans l'industrie. L'emploi augmenterait d'environ 1 p.c. dans ces secteurs. Les réserves de main-d'œuvre disponibles sont cependant presque épuisées et la plus grande partie des chômeurs recensés se compose d'ouvriers non qualifiés, souvent peu aptes au travail, d'autant plus que les entreprises, à la

suite des progrès de la rationalisation, font de plus en plus appel à la main-d'œuvre qualifiée. Néanmoins, le nombre des salariés dans l'industrie augmentera encore en dépit des progrès de la scolarité, l'augmentation étant due à l'accroissement de la population d'âge actif et à la persistance du glissement du secteur des indépendants vers celui des salariés. Grâce à cette hausse, l'accroissement de production prévu pourra être réalisé.

**Evolution des salaires.**

La hausse des salaires entraîne une nouvelle augmentation du coût salarial, qui demeure cependant dans la ligne de l'évolution à l'étranger. Vraisemblablement, la capacité concurrentielle de l'industrie belge ne sera pas affectée par cette hausse.

**Evolution des prix.**

La productivité s'améliore aussi et l'offre s'accroît, entraînant une concurrence des prix, de sorte que les prix à la production ne subiront pas en 1963 de modifications importantes.

**Dépenses intérieures.**

*Consommation privée.*

On admet que la nouvelle augmentation du revenu disponible des particuliers provoquera un accroissement de la consommation privée; cet accroissement sera plus important en volume qu'en 1962.

*Consommation publique.*

La consommation publique augmentera encore. La masse des salaires payés croîtra à la suite de l'adaptation des barèmes, et les achats de biens et de services progresseront également.

*Investissements.*

Les investissements publics seront plus considérables que l'année antérieure.

Conformément aux prévisions en matière conjoncturelle, on s'attend à un léger fléchissement du rythme d'accroissement des investissements privés. La demande de bâtiments professionnels sera soutenue grâce à l'érection de nouvelles entreprises et les achats de matériel augmenteront de nouveau.

**Commerce extérieur.**

Il est prévu que le commerce extérieur, qui est largement influencé par l'évolution de la conjoncture dans la C.E.E., évoluera dans des conditions un peu moins favorables qu'en 1962. Un nouveau progrès, probablement un peu moins considérable qu'en 1962, est donc attendu, conformément à l'évolution du commerce mondial. Une augmentation de 5 p.c. environ est prévue pour les exportations et de 4,5 p.c. pour les importations.

**Situation financière.**

Dans le domaine financier, il ne semble pas que les développements à prévoir en 1963 soient fort différents de ceux observés en 1962.

CHAPITRE I

**Production et compte des entreprises**

**Situation économique en 1962.**

Durant les mois écoulés de 1962, l'activité économique a crû de façon modérée. Relativement, l'exportation a été le soutien le plus puissant de l'activité industrielle. De fait, la tendance à investir a moins augmenté qu'en 1961, notamment à cause d'une évolution moins favorable des marges bénéficiaires. En outre, l'accroissement du volume de la consommation a été faible au premier semestre.

Pour le deuxième semestre, une continuation de l'expansion est prévue, l'augmentation du pouvoir d'achat est à même d'accroître la demande et la production de biens de consommation, alors que les exportations continuent de croître elles aussi.

Le taux annuel de l'augmentation en volume de la contribution des entreprises au P.N.B. peut être évalué à 3,8 p.c. par rapport à 1961.

**Prévisions pour 1963.**

D'après l'hypothèse retenue, la contribution des entreprises progressera en 1963 de près de 3,3 p.c.

Tableau I.

**Evolution de la valeur ajoutée des entreprises**  
(A prix constants)

Désignation	Augmentation du volume en 1962 par rapport à 1961	Augmentation du volume en 1963 par rapport à 1962
1. Agriculture .....	101,5	102,5
2. Industrie .....	105,0	104,0
3. Construction .....	103,0	102,5
4. Services .....	103,2	103,0
Total des entreprises .....	103,8	103,3

**1. PRODUCTION**

**Agriculture.**

**Production en 1962.**

En ce qui concerne l'année 1962, il est à prévoir que la valeur ajoutée de l'agriculture, calculée à prix constants, demeurera inférieure à la tendance qui se dégage des données relatives aux dix dernières années. La hausse de la valeur ajoutée est évaluée à 1,5 p.c.

Par suite des mauvaises conditions climatiques au cours des premiers mois de l'année, la récolte de certaines cultures est moins favorable. C'est ainsi que le rendement des betteraves sucrières est sans doute inférieur à celui de 1960 et 1961. La production de fourrages est également moins abondante que l'année passée.

Une progression continue est attendue pour les produits de l'élevage.

#### **Prévisions pour 1963.**

On prévoit que le volume de la production agricole, sauf si le temps est défavorable, croîtra en 1963 de près de 2,5 p.c. En valeur, l'augmentation peut s'établir à 3,5 p.c.

### **Industrie.**

#### **Evolution de la production industrielle en 1962.**

Pendant les mois écoulés de 1962, la production industrielle a été marquée par une activité élevée et, dans certaines branches, par l'utilisation presque complète des capacités de production et par des pénuries de main-d'œuvre. Une expansion modérée est apparue, soutenue par un progrès des commandes de l'étranger et, surtout au second semestre, par une demande croissante de biens de consommation. Pour l'année entière, l'augmentation peut être évaluée à près de 5 p.c. par rapport à l'année précédente.

#### **Prévisions pour 1963.**

Pour 1963, un nouvel accroissement est prévu. Il est provoqué surtout par une large demande de biens de consommation — conséquence de l'augmentation du pouvoir d'achat — et une hausse non négligeable du volume des exportations. Bien que la demande de biens d'investissement augmente peu ou ne croisse plus, les livraisons prennent encore de l'ampleur, vu le retard d'exécution des commandes.

Les prévisions pour 1963 s'appuient donc sur l'hypothèse que le freinage de la demande de biens d'équipement et la baisse du taux d'accroissement des exportations sont pour une large part compensés par l'augmentation des commandes dans le secteur de la consommation. La production industrielle pourrait augmenter de près de 4 p.c.

### **Energie.**

#### **Production en 1962.**

En 1962, moins de charbonnages seront fermés que prévu à la fin de 1961. Par ailleurs, le manque de personnel persiste et la production sera de nouveau inférieure à celle de l'année précédente. Le recrutement de mineurs étrangers évolue moins favorablement que prévu.

La production de coques dépassera légèrement celle de l'année antérieure.

A cause du froid, la production de gaz a été très élevée au cours du premier trimestre. Les besoins supplémentaires ont en partie été couverts par le gaz de pétrole. Si l'amélioration du marché de l'acier entraîne une consommation de gaz plus élevée, les besoins de l'industrie de la synthèse baissent, sa production ayant reculé. Quant aux autres consommations, une hausse modérée peut être escomptée.

La production devrait s'accroître respectivement de 7 et 9 p.c. dans les usines d'électricité et les raffineries de pétrole. La capacité de production de ce dernier secteur s'étend fortement, mais la concurrence internationale y demeure vive.

#### **Prévisions pour 1963.**

En 1963, le rythme d'expansion du secteur de l'énergie dans son ensemble sera probablement un peu plus rapide que les années précédentes. Malgré la réduction de 800.000 tonnes subie par la capacité de production, le tonnage de charbon extrait pourrait atteindre le niveau de 1962, si le recrutement de personnel étranger pour le fond s'accélère quelque peu.

### **Sidérurgie.**

Au cours du second semestre de 1961, le marché international de l'acier avait été assez faible. Dans les pays de la C.E.C.A., les commandes avaient fléchi en raison du fait que les utilisateurs entamaient leurs stocks couvrant une activité de quatre à cinq mois. La baisse intervenue n'était que partiellement compensée par l'accroissement des commandes émanant des pays tiers et, de la sorte, l'industrie de l'acier, dont la capacité de production avait encore augmenté, devait affronter une concurrence plus vive et une baisse de prix.

#### **Production en 1962.**

Toutefois, au cours des premiers mois de 1962, la demande de produits sidérurgiques s'est améliorée, du moins en quantité. Pendant le premier semestre, la production sidérurgique a été supérieure d'environ 15 p.c. à celle de la période correspondante de 1961. D'après les prévisions, le rythme de production ne variera guère au second semestre.

Au total, la production de l'industrie sidérurgique devrait s'accroître de 7 p.c. environ pour l'ensemble de l'année.

#### **Prévisions pour 1963.**

Comme les stocks sont revenus à un niveau normal, on peut prévoir pour 1963 une légère augmentation de la demande, surtout si l'on tient compte de l'augmentation de l'activité de l'industrie des fabrications métalliques.

## **Métaux non ferreux.**

### **Production en 1962.**

Déjà à la fin de 1961, une évolution défavorable s'est dessinée dans le secteur des métaux non ferreux. Au cours du premier semestre de 1962, la production a été nettement inférieure à celle de la période correspondante de 1961.

Pour l'ensemble de l'année en cours, on escompte une baisse de 6 p.c. L'activité subit l'influence défavorable de la politique protectionniste de certains producteurs.

### **Prévisions pour 1963.**

La mise en marche de quelques nouvelles entreprises de produits demi-finis et la possibilité d'importer des minerais de régions autres que le Congo font présumer que la production sera en 1963 au moins aussi élevée que l'année précédente.

## **Industrie des fabrications métalliques.**

### **Production en 1962.**

La pénurie de main-d'œuvre qui s'était déjà manifestée dans l'industrie des fabrications métalliques en 1961, s'est encore accentuée au début de 1962. Il a pourtant été possible d'augmenter les effectifs et d'accroître la production.

Au printemps, un certain rétrécissement des commandes enregistrées est apparu. Cependant, même dans les secteurs où la demande a connu une évolution moins favorable, le volume des commandes non exécutées est tel que l'on peut s'attendre à une activité intense pour l'ensemble de l'année. L'accroissement de la production est évalué à 7 p.c. pour l'année entière.

### **Prévisions pour 1963.**

On admet que la production va, en 1963, augmenter à peu près d'autant. La situation demeure favorable au point de vue des commandes. Celles de biens de consommation durables subiront l'influence favorable de l'augmentation du pouvoir d'achat.

## **Textile et vêtement.**

### **Production en 1962.**

Pour certains produits textiles, le fléchissement de la demande intérieure, apparu pendant la seconde moitié de 1961, a persisté pendant les premiers mois de 1962. Cette baisse a été compensée par un accroissement des commandes extérieures, qui a provoqué une hausse notable des exportations.

En raison de la majoration des droits d'entrée américains sur les tapis à partir du 17 juin, l'acti-

tivité des tissages de tapis a été poussée pendant les premiers mois. Pendant les cinq premiers mois, l'activité de l'industrie textile belge a dépassé de 4 p.c. le niveau de 1961; pour l'année entière, la hausse pourrait être de 2,5 à 3 p.c.

### **Prévisions pour 1963.**

En 1963, un relèvement de la production peut être prévu. Ce redressement sera favorisé par une nouvelle réduction des droits d'entrée à l'intérieur de la C.E.E. et par la hausse du pouvoir d'achat.

## **Industries alimentaires, boissons et tabac.**

### **Production en 1962.**

Depuis plusieurs années, la production du secteur « aliments, boissons et tabac » connaît un progrès lent, mais régulier. Cette avance concerne surtout les nouvelles branches axées sur des habitudes de consommation nouvelles. L'expansion de ces nouveaux secteurs est favorisée par l'accroissement des revenus, ainsi que par l'élargissement des possibilités d'exportation. En dépit de la régression de certains secteurs traditionnels, il est à prévoir que l'industrie alimentaire dans son ensemble progressera, en 1962, de 2 p.c.

### **Prévisions pour 1963.**

En 1963, le volume de la production sera, comme chaque année, influencé par le rendement des exploitations agricoles. Vu les perspectives dans ce secteur, les tendances marquées dans le passé et l'évolution de la consommation, une augmentation de près de 3 p.c. est prévue.

## **Industrie chimique.**

Au cours des dernières années, l'industrie chimique dans son ensemble a connu la plus forte expansion parmi les grands secteurs d'activité. En effet, en 1960 et en 1961, l'accroissement annuel a atteint près de 10 p.c.

### **Production en 1962.**

En 1962, l'avance devrait être un peu supérieure. Dans certains secteurs, l'expansion est appuyée par la création de nouvelles entreprises. Par contre, dans plusieurs autres branches, l'offre dépasse la demande. Tel est notamment le cas pour l'industrie de l'azote et pour certains nouveaux produits organiques.

### **Prévisions pour 1963.**

Suivant les prévisions, l'activité de l'industrie chimique accusera en 1963 la même tendance qu'en

1962. Il se peut toutefois que la hausse soit moindre.

#### **Industries diverses.**

##### **Production en 1962.**

Bien que les imprimeries et la production de papier poursuivent leur expansion, on s'attend en 1962 à un niveau de production quasi stationnaire dans l'industrie du papier, dont la capacité couvre amplement la demande.

Pour l'industrie du cuir, on escompte, en 1962, une légère progression en dépit du fait que les ventes de chaussures et d'autres produits en cuir ont été faibles au début de l'année.

##### **Prévisions pour 1963.**

Dans les deux branches, le taux de croissance pourrait, en 1963, avoir le même ordre de grandeur qu'en 1962.

#### **Matériaux de construction.**

##### **Production en 1962.**

En 1962, l'expansion de l'industrie des matériaux de construction est fortement influencée par l'évolution de l'industrie du verre plat. Au premier semestre, la demande de verre plat a nettement progressé, mais, par la suite, la majoration des droits d'entrée américains a eu une influence défavorable. Entre-temps, les entreprises américaines ont haussé leurs prix et, dès lors, il se pourrait que les mesures prises affectent la production belge moins qu'on ne l'avait craint. En outre, la reprise de l'industrie automobile en Europe occidentale pourrait avoir un effet compensateur.

Quant à l'industrie du verre creux, la situation est favorable.

L'activité intense de la construction a soutenu la production de matériaux de construction.

En raison de la grande exportation et de la demande intérieure élevée, la production de ciment devrait s'accroître mais modérément. Quant à la production des carrières, une progression par rapport à 1961 est également prévisible.

##### **Prévisions pour 1963.**

Le rythme de l'expansion peut un peu fléchir en 1963, à la suite notamment d'un ralentissement de la construction dans les pays voisins, lié à un progrès de la production de matériaux de construction dans ces pays.

#### **Construction.**

Nonobstant l'accroissement de la production, le volume des commandes a augmenté en 1961.

##### **Production en 1962.**

En 1962, la construction devrait progresser dans une mesure moindre qu'en 1961, ceci notamment en raison de la pénurie sur le marché du travail et des circonstances climatiques peu favorables au cours des premiers mois de l'année. L'accroissement est évalué à 3 p.c.

##### **Prévisions pour 1963.**

Pour 1963, on admet une augmentation du même ordre de grandeur. Le manque de main-d'œuvre ferait éventuellement obstacle à un progrès plus important.

## **2. PRIX A LA PRODUCTION**

##### **Evolution des prix à la production en 1961.**

En dépit des influences contradictoires, les prix à la production sont généralement demeurés stables en 1961. Il est vrai que les coûts salariaux dans l'industrie manufacturière ont haussé de 4,5 p.c., tandis que la taxe de transmission a été portée de 5 à 6 p.c. Par contre, le volume des investissements a entraîné un accroissement de la productivité et un élargissement de l'offre qui, sous l'influence de la réalisation progressive de la C.E.E., a accentué davantage la concurrence des prix. Les tarifs douaniers sur les importations en provenance des pays de la C.E.E., qui constituent une part considérable dans l'ensemble des échanges extérieurs, ont été légèrement réduits. Cette mesure allant de pair avec la revalorisation du Deutsche Mark et du florin, le niveau des prix en Belgique ne semble pas en avoir été affecté.

##### **Evolution des prix à la production en 1962.**

Certains facteurs décrits plus haut se font encore sentir en 1962. La concurrence au sein de la C.E.E. demeure très vive et les tarifs douaniers ont été à nouveau abaissés; par ailleurs, les coûts salariaux augmentent de près de 6,5 p.c.

En moyenne, les prix agricoles sont en 1962 environ au même niveau que la moyenne de 1961.

Les prix des produits textiles sont en général faibles. Ceci est vrai également pour les prix de l'acier et ceux des demi-produits métalliques. Par contre, les prix à la construction et ceux des matériaux de construction continuent d'augmenter.

##### **Prévisions pour 1963.**

En 1963, les prix à la construction peuvent hausser, les salaires continuant à augmenter. Pour les autres prix à la production, ceux du secteur agricole compris, une hausse modérée est possible.

### 3. REVENUS ET DEPENSES DES ENTREPRISES

#### Evolution de la masse salariale en 1962.

Le rythme de progression de la masse des salaires payés par les entreprises sera vraisemblablement un peu plus élevé en 1962 que l'année antérieure. Cette augmentation résultera d'une augmentation de l'emploi dans les entreprises, d'une hausse des salaires et d'un relèvement des charges sociales.

#### Hausse de l'emploi.

L'augmentation du nombre des heures de travail prestées dans l'agriculture, l'industrie et le secteur des services peut être estimée à 1 p.c.

#### Hausse du taux des salaires.

Depuis le début de l'année, des hausses de salaires ont été octroyées dans diverses branches d'industrie, notamment dans l'industrie des fabrications métalliques, le bâtiment, l'industrie charbonnière, l'industrie de la confection, l'industrie de la transformation du bois, l'industrie pétrolière et l'industrie de l'alimentation. L'indice du coût des salaires dans l'industrie manufacturière calculé par l'I.R.E.S.P. dépasse nettement le niveau de l'année précédente : près de 6,8 p.c. au premier semestre (+ 7,2 p.c. dans l'industrie charbonnière). Dans le secteur des entreprises, l'augmentation peut être évaluée à près de 6,5 p.c. Ce pourcentage tient compte de l'adaptation des salaires à l'indice des prix de détail — dans de nombreuses branches d'activité à partir du 1<sup>er</sup> juin — et de l'augmentation des charges sociales : nouvelle augmentation du pécule de vacances, relèvement du plafond des retenues pour le calcul de certaines cotisations sociales et instauration d'une intervention de l'employeur dans les prix des abonnements sociaux.

#### Evolution du résultat d'exploitation des entreprises.

Le résultat d'exploitation des entreprises progressera moins que le montant des salaires payés. L'augmentation est évaluée à près de 3,5 p.c. Il faut noter que le résultat d'exploitation des entreprises agricoles accusera une hausse plus faible en 1962 que la moyenne des entreprises. D'après les hypothèses retenues, la valeur ajoutée du secteur agricole exprimée en prix courants dépassera de 2 p.c. le niveau de l'année précédente.

#### Prévisions salariales pour 1963.

En 1963, le taux salarial augmentera, de même que les charges sociales. Les cotisations pour les pensions de vieillesse et de survie seront relevées. Le pécule de vacances sera encore une fois augmenté

et le relèvement du plafond des retenues pour le calcul de certaines cotisations sociales, entré en vigueur en 1962, sera appliqué durant toute l'année 1963, de même que l'intervention de l'employeur dans les abonnements sociaux. Probablement, l'avantage du salaire hebdomadaire garanti sera élargi. Le coût salarial total augmentera d'environ 6 p.c. par rapport à la moyenne de 1962. En outre, l'emploi peut de nouveau augmenter de 1 p.c. dans l'industrie et dans le secteur tertiaire. Ceci est possible grâce à l'augmentation de la population en âge de travailler, une nouvelle réduction du nombre des indépendants et du nombre des chômeurs et un solde d'immigration probable. La masse salariale totale dépasserait, en conséquence, d'environ 7 p.c. le niveau de l'année précédente.

#### Capacité concurrentielle de l'industrie belge.

La capacité concurrentielle de l'industrie belge ne sera probablement pas touchée par cette nouvelle hausse du coût salarial. Une évolution similaire des salaires est en effet prévisible dans les autres pays de la C.E.E. En outre, le coût salarial par unité produite est demeuré, entre 1958 et 1961, d'après les estimations de la C.E.E., à peu près stable en Belgique, alors qu'il augmentait notablement dans les autres pays du Marché commun, l'Italie exceptée.

### 4. INVESTISSEMENTS

#### Accroissement des investissements en 1962.

Les investissements bruts des entreprises ont connu, en 1962, un rythme d'expansion moins rapide que l'année précédente. Par ailleurs, il semble que les investissements sont à nouveau plus axés sur la rationalisation que pendant les dernières années.

En valeur, l'accroissement de la construction de nouveaux bâtiments professionnels est beaucoup moins fort que l'année précédente.

Quant au matériel d'équipement, le rythme de croissance a beaucoup moins ralenti, du moins dans l'industrie. Dans les autres secteurs, une accélération serait même apparue. Par contre, les achats de véhicules commerciaux ne dépasseront guère ceux de 1961.

La construction de logements reste élevée.

Quant à la formation de stocks, elle sera du même ordre de grandeur que l'année antérieure.

#### Prévisions pour 1963.

Pour l'année 1963, un accroissement moindre est prévu, conformément à l'évolution conjoncturelle escomptée. La demande de bâtiments professionnels

sera appuyée par l'érection de nouvelles entreprises. Les achats de matériel seront également en hausse. Dans la construction de logements, une activité satisfaisante est prévue.

La formation de stocks sera un peu plus ample qu'en 1962.

Tableau II.

**Entreprises**  
(Milliards de francs courants)

Désignation	1961	1962	1963
<b>1. Compte d'exploitation</b>			
<b>A. — Emplois</b>			
Masse des salaires bruts .....	219,8	235,6	252,1
Impôts indirects .....	73,1	78,8	82,7
Résultat brut d'exploitation ...	289,7	299,5	310,0
	582,6	613,9	644,8
<b>B. — Ressources</b>			
Contribution au P.N.B. ....	572,6	603,4	634,2
Subventions .....	10,0	10,5	10,6
	582,6	613,9	644,8
<b>2. Compte d'affectation</b>			
<b>A. — Emplois</b>			
1. Part de l'étranger .....	7,2	7,5	7,5
2. Part des particuliers (revenu de la propriété et des indépendants) .....	213,5	219,5	226,6
3. Part des pouvoirs publics ...	4,1	4,4	4,8
4. Impôts directs .....	10,2	11,1	11,9
5. Epargne brute .....	68,0	70,5	73,0
	303,0	313,0	323,8
<b>B. — Ressources</b>			
Résultat brut d'exploitation ...	289,7	299,5	310,0
Intérêt de la dette publique ...	9,0	9,2	9,5
Revenu de l'étranger .....	4,3	4,3	4,3
	303,0	313,0	323,8

CHAPITRE II

**Consommation et compte des particuliers**

D'après les estimations, l'accroissement de la consommation des ménages à prix courants sera de 4 p.c. en 1962.

Pour 1963, une accélération du rythme d'accroissement est prévue.

**1. PRIX A LA CONSOMMATION**

**Evolution des prix de détail en 1962.**

De septembre 1961 à avril 1962, les prix de détail sont demeurés stables, bien qu'une légère tendance

haussière soit apparue dans le commerce de textiles et dans le secteur des services.

Au deuxième trimestre, les prix des légumes, et plus spécialement ceux des pommes de terre, sont montés en flèche, par suite des mauvaises conditions atmosphériques au printemps. L'indice est monté au point de déclencher une hausse salariale dans plusieurs secteurs importants.

Après le mois de juin, les prix des pommes de terre ont baissé. Par ailleurs, il faut tenir compte d'une hausse de plusieurs produits au cours de l'été et de l'automne, notamment pour le charbon, le tabac et les cigarettes, le pain et d'autres produits alimentaires.

Partant de ces hypothèses, on peut admettre que, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, le rythme de croissance de l'indice atteindra 1,3 p.c. pour le dernier trimestre contre 1 p.c. au cours du premier trimestre. Au cours du deuxième trimestre, le rythme de croissance a été accéléré par des circonstances occasionnelles, à savoir la pénurie de pommes de terre. La hausse de la moyenne annuelle peut être estimée à 1,5 p.c. environ.

**Prévisions pour 1963.**

D'après les prévisions, la hausse de la moyenne annuelle de l'indice des prix de détail sera moindre en 1963 que l'année antérieure, celle-ci ayant été affectée par des circonstances fortuites.

**2. REVENUS**

Suivant les prévisions, la hausse du taux salarial et l'augmentation de l'emploi donneront lieu, en 1962, à un accroissement de plus de 7,5 p.c. de la masse salariale globale (près de 7,5 p.c. pour les entreprises et plus de 9 p.c. pour le secteur public). Les revenus des indépendants augmenteront vraisemblablement moins vite, notamment en raison d'une nouvelle diminution du nombre total des indépendants et de la hausse assez faible des revenus agricoles. Les revenus de la propriété privée augmentent plus lentement, à la suite de la réduction des marges bénéficiaires.

**Part des salaires dans le revenu national.**

La part des salaires dans le revenu national augmentera de la sorte de 53,5 p.c. en 1961 à 54,5 p.c. en 1962.

**Transferts des pouvoirs publics en 1962.**

Les dépenses de transfert du secteur public sont en 1962 beaucoup plus importantes que l'année pré-

cédente. Les allocations de chômage, de même que les pensions de vieillesse et de survie, ont déjà été relevées au début de l'année et, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, les allocations familiales et la prime de naissance ont été augmentées.

**Evolution des impôts directs et des cotisations sociales.**

Du côté des charges, le montant des contributions directes et des cotisations sociales augmente encore. Par solde, le revenu disponible dépassera vraisemblablement de 5 p.c. le niveau de 1961.

**Prévisions pour 1963.**

En 1963, le revenu disponible augmentera de nouveau. Pour l'emploi et le coût salarial, une évolution à peu près semblable à celle de 1962 est prévue. Par conséquent, l'augmentation de la masse salariale payée par les entreprises, y compris les charges sociales, différera peu de celle de l'année antérieure. Les adaptations des traitements du personnel de l'Etat porteront sur toute l'année 1963, contre seulement un semestre en 1962, de sorte que la masse des rémunérations payées par le secteur public augmentera de nouveau. En ce qui concerne le revenu des indépendants, une hausse du même ordre de grandeur qu'en 1962 est attendue.

**Part des salaires dans le revenu national.**

De même que l'année précédente, la part des salaires dans le revenu national augmentera, à savoir de 54,5 p.c. environ à près de 55,5 p.c.

**3. CONSOMMATION**

**Evolution de la consommation pendant le premier semestre de 1962.**

Au printemps de 1962, l'augmentation de la consommation privée a paru assez faible, en dépit d'un accroissement notable du revenu disponible des particuliers. Le mauvais temps a visiblement retenu certains consommateurs d'acheter des articles de demi-saison. Certains produits sont donc demeurés invendus. Les magasins de produits textiles surtout ont attiré moins de clients que d'habitude.

Au cours du premier semestre, les ventes de voitures automobiles ont légèrement augmenté par rapport à la période correspondante de 1961. De janvier à juillet, on a mis en circulation 5 p.c. de voitures de plus que l'année passée.

Le mauvais temps du début de l'année a certainement provoqué un déplacement des dépenses de consommation au profit des combustibles. En outre, l'augmentation de la valeur des ventes de légumes, de fruits et de pommes de terre reflète la hausse des

prix qui est apparue dans ce secteur à la suite de la pénurie.

Pendant les six premiers mois, les dépenses d'habillement n'ont dépassé que de peu le niveau des mêmes mois de l'année antérieure. La demande de livres et de journaux a continué de croître, de même que les dépenses des loisirs. Les ventes des parfumeries, d'articles de toilette et de tabac ont également haussé.

**Evolution de la consommation pendant le second semestre de 1962.**

Dans l'ensemble, une augmentation plus forte de la consommation est escomptée au deuxième semestre de 1962. La masse salariale continue d'ailleurs d'augmenter sous l'influence des nouvelles hausses de salaires, notamment à la suite de leur adaptation à l'indice des prix de détail. Il est vraisemblable que la part de l'épargne sera un peu plus faible au deuxième semestre qu'au printemps. Pour l'année entière, l'augmentation de la consommation est évaluée à environ 2,5 p.c. en volume et à 4 p.c. en valeur.

**Prévisions pour 1963.**

Il est admis que la consommation progressera un peu plus fort en 1963.

Tableau III.

**Estimation de la consommation privée**  
(Milliards de francs courants)

	1961	1962	1963
Produits alimentaires et boissons	135,1	140,7	146,2
Vêtements, soins personnels, enseignement .....	74,4	75,8	79,4
Loyers, chauffage, entretien de la maison, communications, articles ménagers durables .	135,8	141,3	148,7
Loisirs, services de transport, tabac, dépenses personnelles à l'étranger .....	79,8	83,2	87,0
Services divers .....	10,9	11,5	11,7
	436,0	452,5	473,0

**4. EPARGNE**

**Epargne en 1962.**

La comparaison des revenus et de la consommation montre que l'épargne privée a fort augmenté au cours du premier semestre. Au deuxième semestre, le progrès sera vraisemblablement un peu moindre, par suite d'un nouvel accroissement de la consommation privée.

Tableau IV.

**Ressources disponibles des ménages**

(Milliards de francs courants)

Désignation	1961	1962	1963
<b>A. — Recettes</b>			
Salaires et traitements nets (y compris sécurité sociale) .....	273,0	293,7	313,2
en provenance :			
des entreprises .....	219,0	235,0	251,5
des pouvoirs publics .....	49,2	53,8	56,8
de l'étranger .....	4,8	4,9	4,9
Autres revenus (de la propriété et des indépendants) .....	220,0	225,9	233,0
en provenance :			
du pays .....	213,5	219,5	226,6
de l'étranger .....	6,5	6,4	6,4
Intérêt de la dette publique .....	8,1	8,6	8,9
Transferts des pouvoirs publics .....	68,7	74,7	78,0
Sécurité sociale .....	55,8	61,3	64,8
Autres .....	12,9	13,4	13,2
Transferts de l'étranger .....	5,2	4,9	5,0
Ressources brutes .....	575,0	607,8	638,1
<b>B. — Dépenses</b>			
Impôts directs .....	— 36,4	— 41,4	— 44,8
Cotisations sociales .....	— 42,0	— 45,2	— 49,0
Transferts à l'étranger .....	— 2,9	— 2,8	— 2,8
Ressources disponibles .....	493,7	518,4	541,5

**Prévisions pour 1963.**

Le rythme d'accroissement de l'épargne fléchira en 1963, la consommation augmentant plus qu'en 1962.

CHAPITRE III

**Compte des pouvoirs publics**

Ce compte peut être commenté assez brièvement, l'exposé général du budget des recettes et des dépenses comportant des renseignements détaillés sur les finances de l'Etat, dont la part est prépondérante dans le compte des pouvoirs publics. Celui-ci comporte, outre l'Etat, les pouvoirs locaux et la sécurité sociale.

Les résultats généraux de ce compte, qui, conformément aux règles de la comptabilité nationale, ne groupe que les opérations courantes, les dépenses d'investissement et les transferts de capitaux étant donc exclus, sont retracés ci-après.

Tableau V.

**Résultats généraux du compte des pouvoirs publics**

(Milliards de francs)

Années	Recettes	Dépenses	Solde
1961 .....	169,4	172,2	— 2,8
1962 .....	184,7	187,0	— 2,3
1963 .....	196,7	195,3	+ 1,4

Il est à remarquer que ces soldes ne correspondent pas à ceux du regroupement économique des budgets

de l'Etat, tel qu'il est repris à l'Exposé Général, à savoir : 0 milliard en 1961, +0,1 milliard en 1962 et +5,6 milliards en 1963.

Pour aboutir au solde d'épargne tel qu'il est conçu dans le budget économique national, il convient, en ce qui concerne le compte de l'Etat, d'y inclure les opérations réelles des Fonds autonomes et certaines dépenses qui figurent provisoirement dans des comptes de trésorerie. Par ailleurs, l'année 1962, ajustée par les crédits supplémentaires y compris les reports d'années antérieures, doit être amputée des annulations de crédits en fin d'exercice qui, en l'occurrence et pour les dépenses courantes, ont été évaluées à 2 milliards.

Quant aux opérations courantes des provinces et des communes, elles se traduisent par un solde d'épargne modéré. Ce solde s'explique notamment par le fait que les budgets ordinaires de ces pouvoirs comportent, tout comme ceux de l'Etat d'ailleurs, un certain montant d'amortissements de dettes. Or, ceux-ci, dans l'optique de la comptabilité nationale, figurent en dépenses de capital.

De leur côté, les opérations de la sécurité sociale se traduisent par un déficit, spécialement dans le secteur des pensions. Pour l'établissement du compte de la sécurité sociale, on n'a pris en considération que les opérations des organismes du secteur public, en y comprenant, le cas échéant, les secteurs d'activité qu'ils partagent avec des organismes privés; ainsi, le secteur de capitalisation dans le régime des pensions pour employés est inclus dans le compte des pouvoirs publics pour la part gérée par la Caisse nationale, mais il en est exclu pour la part gérée par la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite et les compagnies d'assurances; il en va de même dans le

régime des travailleurs indépendants. L'épargne du secteur de capitalisation géré par les organismes privés est donc considérée comme de l'épargne privée. Sans cette distinction, la sécurité sociale présenterait une position équilibrée, voire un léger boni.

Finalement, le compte des pouvoirs publics est grevé d'amortissements économiques à concurrence d'environ 1 milliard; il est fait état de la dépréciation des immeubles et du matériel, à l'exclusion de celle de tous les autres éléments du patrimoine des pouvoirs publics (routes, canaux, installations diverses, etc.).

**Compte de 1962.**

En 1962, la consommation publique, dont une partie importante est constituée par des traitements, accuse une augmentation en valeur de 10,5 p.c. Celle-ci découle surtout de la revalorisation des barèmes et du relèvement des rémunérations en fonction de l'évolution de l'indice des prix de détail. Les achats courants de biens et de services, qui incluent la totalité des dépenses militaires d'immobilisation, montrent aussi une forte expansion.

Parmi les transferts, ceux aux particuliers ont subi l'incidence de l'amélioration des pensions, des allocations de chômage et familiales et de leur adaptation au mouvement de l'indice des prix de détail. Les subventions aux entreprises ne dénotent qu'une faible augmentation; celles aux charbonnages ont été réduites, tandis que les subventions-intérêts octroyées en vertu des lois relatives à l'expansion économique progressent dans une forte mesure.

Les recettes courantes de l'Etat, constituées en majeure partie par les recettes fiscales, marquent une nette avance, due à l'expansion économique et au relèvement de l'impôt. Ce dernier facteur a encore eu une incidence en 1962, car le relèvement du taux de la taxe de transmission et entre autres le précompte n'ont porté que sur une partie de l'année 1961.

**Compte de 1963.**

Sur base des budgets initiaux, le compte des pouvoirs publics accusera en 1963 une nette amélioration de l'épargne publique, grâce à une expansion moins forte des dépenses courantes que des

recettes. Les premières ne dénotent qu'une augmentation de 4,4 p.c. contre 8,6 p.c. en 1962 par rapport à 1961.

La consommation publique augmenterait en valeur d'environ 6,5 p.c. La réduction du taux par rapport à celui observé en 1962 résulte d'un ralentissement dans l'expansion des achats de biens et de services et de la masse des salaires, malgré l'incidence de la revalorisation de la fonction publique.

Les transferts aux particuliers subissent encore l'effet des facteurs qui, en 1962, ont entraîné une assez forte expansion. Au total, les subventions aux entreprises ne varient guère par rapport à 1962.

Parmi les recettes courantes de l'Etat pour 1963, les prévisions d'impôts dénotent une augmentation d'environ 6 p.c. par rapport à 1962. Ces prévisions recèlent une expansion de l'activité économique à concurrence d'environ 5 p.c. pour le produit national brut à prix courants; par ailleurs, des recettes supplémentaires sont escomptées de la nouvelle fiscalité communale.

Tableau VI.

**Dépenses des pouvoirs publics**  
(Opérations courantes + investissements)  
(Milliards de francs)

	1961	1962	1963
Achats de biens et services ...	20,7	23,3	25,2
Traitements et salaires .....	49,2	53,8	56,8
Intérêt de la dette publique ...	18,4	19,0	19,6
Transferts aux particuliers ...	68,7	74,7	78,0
Transferts aux entreprises (subsidés) .....	10,0	10,5	10,6
Transferts à l'étranger .....	2,9	3,2	2,4
Investissements bruts des pouvoirs publics .....	11,7	13,3	15,6
	181,6	197,8	208,2

**Charge fiscale.**

Exprimée en pour cent du produit national brut à prix courants, la charge fiscale a légèrement progressé au cours des dernières années. Cette évolution est imputable à la progressivité des impôts directs et à l'aggravation des impôts indirects, notamment la taxe de transmission. La quote-part des impôts indirects dans l'ensemble des recettes fiscales, qui

Tableau VII.

**Evolution de la charge fiscale et des cotisations sociales**  
(Milliards de francs)

Années	Impôts <sup>1</sup>				Cotisations sociales
	Impôts directs	Impôts indirects	Total	En p.c. du P.N.B.	
1960 .....	43,5	64,7	108,2	18,1	39,5
1961 .....	46,6	73,1	119,7	19,0	42,0
1962 .....	52,5	78,8	131,3	19,7	45,2
1963 .....	56,7	82,7	139,4	19,9	49,0

<sup>1</sup> Il s'agit d'impôts perçus par l'Etat et les pouvoirs subordonnés; le montant a été établi selon les règles de la comptabilité nationale.

était remontée à 61,1 p.c. en 1961, sera ramenée à 59,3 p.c. en 1963.

A titre de comparaison, la charge fiscale de l'Allemagne, de la France et des Pays-Bas, exprimée en pour cent du P.N.B. aux prix du marché, s'élevait en 1960 respectivement à 24,2, 23,6 et 22,3 p.c.

#### CHAPITRE IV

### Relations extérieures

#### Evolution de nos relations extérieures en 1962.

En 1962, nos relations commerciales avec les autres pays du Marché commun sont favorisées par la poursuite de l'intégration dans le cadre de la C.E.E. A partir du 1<sup>er</sup> juillet, les droits d'entrée ont de nouveau été abaissés de 10 p.c. pour les produits industriels à l'intérieur du Marché commun. Les tarifs sont ainsi déjà réduits de 50 p.c. par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 1957.

En ce qui concerne les produits agricoles, d'importantes mesures sont entrées en vigueur le 30 juillet.

#### Situation économique de certains partenaires.

Dans les pays de la C.E.E., où l'expansion faiblit, l'augmentation de la production industrielle est cependant évaluée à 5,5 p.c. et celle du P.N.B. à près de 5 p.c. Les prévisions les plus favorables concernent la France et l'Italie, où on prévoit une augmentation du P.N.B. respectivement de 5 et 7 p.c.

Par contre, la reprise est assez hésitante en Amérique du Nord; de plus, la récente hausse des tarifs douaniers y rend l'exportation belge plus difficile.

En Grande-Bretagne, l'évolution économique est caractérisée par une expansion modérée.

#### Evolution des exportations en 1962.

Sous l'influence de ces divers facteurs, l'exportation belge de marchandises peut augmenter en 1962 d'environ 8,5 p.c. en valeur. Pour les biens et les services pris ensemble, une hausse d'environ 8 p.c. a été retenue. Pour les services, le pourcentage d'augmentation est moins élevé.

#### Evolution des importations en 1962.

L'augmentation des importations est fixée à 6,5 p.c. pour les marchandises.

#### Prévisions pour 1963.

D'après l'hypothèse retenue, le commerce extérieur se situera en 1963 dans une conjoncture quelque peu moins favorable que celle de 1962.

L'expansion du commerce mondial, estimée à 6 p.c. pour 1962, fléchirait à 3 p.c.

## 1. EXPORTATIONS

#### Evolution actuelle des exportations.

Pour les huit premiers mois de 1962, les exportations de marchandises ont dépassé, en moyenne journalière, de près de 12 p.c. le niveau correspondant de l'année antérieure.

La capacité concurrentielle de l'industrie belge a été renforcée au cours des dernières années par la stabilité relative du coût de la main-d'œuvre par unité produite. Le volume des commandes extérieures demeure considérable, surtout dans le secteur de la construction mécanique. On peut admettre que le taux d'augmentation s'élèvera pour l'année entière à environ 8,5 p.c. Pour les biens et les services, l'augmentation est évaluée à environ 8 p.c., compte tenu d'un taux d'accroissement moins élevé pour les services.

#### Exportations par produit.

L'augmentation des exportations concerne notamment les produits agricoles et ceux des industries alimentaires.

Pour l'industrie des fabrications métalliques, l'accroissement des exportations est, comme en 1961, fort supérieur à la moyenne, surtout pour le matériel de transport, et les machines. Les produits textiles accusent un progrès assez sensible.

En ce qui concerne la répartition par destination, il faut noter que la part de la C.E.E. continue d'augmenter. Celle de l'A.E.L.E. a, par contre, diminué. C'est aussi le cas pour les pays producteurs de matières premières.

## 2. IMPORTATIONS

#### Evolution actuelle des importations.

La moyenne journalière des importations de marchandises a été pour les huit premiers mois de 1962 de près de 6,5 p.c. plus élevée qu'au cours de la période correspondante de 1961.

#### Importations par produit.

Comme l'an dernier, l'augmentation concerne surtout les biens d'équipement, en particulier les machines et le matériel de transport.

Les importations de matières premières augmentent peu. Pour certains biens de consommation non durables (notamment certains produits textiles et des produits alimentaires), on enregistre même un recul.

En liaison avec l'accroissement de la demande dans le secteur de la consommation et un certain

affaiblissement de la propension à investir, il est prévu que les importations de biens d'équipement augmenteront moins, tandis que celles de biens de consommation s'accéléreront.

Pour l'année entière, l'augmentation en valeur des importations de marchandises est évaluée à près de 6,5 p.c. Il semble que les importations de biens et de services prises ensemble progresseront un peu moins.

### 3. CONTRIBUTION DE L'ETRANGER

#### Stabilisation de la contribution de l'étranger en 1962.

La contribution de l'étranger à la formation du produit national sera en 1962 probablement du même ordre que l'année précédente. La somme des salaires octroyés aux ouvriers frontaliers augmente, mais les revenus des investissements à l'étranger ne

varient guère, les marges bénéficiaires étant en recul. La part du revenu national cédée à l'étranger reste à peu près stable.

### 4. BALANCE DES PAIEMENTS

Au cours du premier semestre de 1961, le compte des transactions courantes de la balance des paiements avait laissé un déficit, mais la situation s'est redressée au cours du second semestre. Un excédent a persisté pendant la première moitié de 1962.

Selon des indications partielles, l'évolution favorable des transactions sur biens et services aurait persisté au cours du troisième trimestre.

Dès lors, l'excédent annuel sera plus élevé qu'en 1961.

Cette tendance se maintiendra probablement en 1963.

Tableau VIII.

#### Commerce extérieur

Désignation	1961 (milliards de francs)	1962				1963			
		Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur	Valeur en prix courants (milliards de francs)	Indice de volume	Indice de prix	Indice de valeur	Valeur en prix courants (milliards de francs)
Exportations de biens .....	190,5	109,0	99,5	108,5	206,7	105,0	100,5	105,5	218,1
Exportations de services ...	31,7	103,5	101,0	104,5	33,1	103,5	101,0	104,5	34,6
Exportations de biens et services .....	222,2	108,0	100,0	108,0	239,8	105,0	100,5	105,5	252,7
Revenus des facteurs .....	15,6	100,0	100,0	100,0	15,6	100,0	100,0	100,0	15,6
Exportations .....	237,8	107,5	100,0	107,5	255,4	104,5	100,5	105,0	268,3
Importations de biens .....	194,1	106,5	100,0	106,5	207,2	105,5	100,0	105,5	218,6
Importations de services ...	34,8	100,5	101,0	101,5	35,3	100,5	101,0	101,5	35,8
Importations de biens et de services .....	228,9	106,0	100,0	106,0	242,5	105,0	100,0	105,0	254,4
Revenus des facteurs .....	9,3	100,0	100,0	100,0	9,3	100,0	100,0	100,0	9,3
Importations .....	238,2	105,5	100,0	105,5	251,8	104,5	100,0	104,5	263,7
Solde de la balance commerciale .....	- 3,6				- 0,5				- 0,5
Solde des transactions de services .....	- 3,1				- 2,2				- 1,2
Solde des revenus des facteurs <sup>1</sup> .....	+ 6,3				+ 6,3				+ 6,3
Exportations — importations	- 0,4				+ 3,6				+ 4,6

<sup>1</sup> Salaires payés aux ouvriers frontaliers, dividendes et intérêts en provenance de l'étranger.

## CHAPITRE V

### Aspects financiers

#### Situation en 1962.

La situation financière, telle qu'elle s'est développée dans le courant de cette année, ne semble guère devoir se modifier. La progression de l'activité économique s'est traduite sur le plan monétaire par une expansion importante de l'ensemble des liquidités monétaires et quasi monétaires. Pendant les sept

premiers mois de 1962, le stock monétaire s'est accru de 7,1 milliards contre 5 milliards pendant la même période de 1961.

Les contreparties du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires furent surtout constituées par les transactions des entreprises et des particuliers avec l'étranger et par les opérations avec le secteur privé. L'ampleur du financement monétaire des pouvoirs publics s'est fort réduite, ceux-ci ayant eu davantage recours au marché des capitaux pour la

**COMPTES DE LA NATION**

couverture d'une partie de leurs dépenses budgétaires.

La liquidité monétaire se manifeste dans la proportion croissante de la monnaie scripturale dans le stock monétaire total et dans la progression rapide des épargnes constituées auprès des intermédiaires financiers.

L'avoir auprès de la Caisse d'Epargne, considéré sous l'angle de l'épargne des particuliers, a progressé de 4 milliards pendant les huit premiers mois de 1962 contre 2,1 milliards pendant la période correspondante de 1961. La tendance à l'expansion se manifeste aussi pour les dépôts à gérer par les caisses d'épargne privées. Les dépôts à caractère d'épargne auprès des banques de dépôts ont augmenté de 7 milliards au cours des sept premiers mois contre 5,3 milliards pendant la même période de 1961.

Les inscriptions hypothécaires ont atteint une moyenne mensuelle de 2,88 milliards au deuxième trimestre de 1962 contre 2,84 milliards au deuxième trimestre de 1961.

Les émissions brutes de capitaux (à l'exclusion des émissions continues) émanant de l'Etat, des pouvoirs subordonnés et des organismes publics, marquent aussi une forte expansion. Pour les neuf premiers mois, elles ont atteint 23,9 milliards contre 14,4 milliards pour la période similaire de 1961. Il y a lieu de noter que les amortissements ont été plus importants qu'en 1961. Les émissions des sociétés semblent aussi dénoter une certaine expansion.

L'expansion de l'activité économique n'est donc nullement gênée par des facteurs financiers. L'accumulation d'avoirs quasi monétaires a élargi les possibilités d'intervention des banques et des autres intermédiaires financiers. Ainsi s'explique que sans devoir recourir au réescompte de la Banque Nationale, les banques de dépôts ont pu augmenter considérablement les crédits accordés aux entreprises et aux particuliers; cette tendance a, par ailleurs, été favorisée par la réforme du marché monétaire mise en vigueur au début de 1962.

La baisse des taux d'intérêt amorcée en 1961 a pris plus d'ampleur depuis le début de 1962. Cette évolution de même que le développement satisfaisant de la balance des paiements ont suscité des réductions progressives du taux d'escompte de la Banque Nationale.

**Prévisions pour 1963.**

Les tendances qui se sont dessinées sur les marchés financiers en 1962 ne semblent guère devoir se modifier en 1963. L'épargne augmentera sans doute encore, les opérations courantes des pouvoirs publics accusant un solde positif.

**Méthode de calcul.**

Le produit national peut être calculé suivant trois optiques : celle de la production, celle des revenus et celle des dépenses. En vue de l'établissement du budget économique, la préférence a été donnée à la méthode basée sur la production, celle-ci étant notamment la plus aisée pour l'établissement de prévisions.

Pour les entreprises (de l'agriculture, de l'industrie, de la construction et des services), le calcul s'établit comme suit. On applique, pour le secteur considéré, à la valeur ajoutée admise pour l'année précédente, le taux d'accroissement prévu. Ce pourcentage d'accroissement est fixé compte tenu de la tendance antérieure et des prévisions sur l'évolution économique. Pour l'industrie, des indices ont été établis à cette fin sur la base de 1960, avec le nombre d'heures de travail prestées au cours de cette année comme coefficient de pondération. Pour les services, on peut admettre que leur évolution présente un certain parallélisme avec celle des autres secteurs.

La contribution des pouvoirs publics a été fixée d'après des données fournies par le Ministère des Finances et complétées par des évaluations; celle de l'étranger est estimée sur la base de l'évolution présumée des revenus de facteur. La contribution des pouvoirs publics aussi bien que celle de l'étranger ont été calculées en prix courants; l'évolution à prix constants est déterminée par après sur base d'un indice des prix.

Le montant global des dépenses découle de l'équilibre nécessaire entre les moyens et les dépenses. Pour ce qui concerne la répartition des dépenses, on a tenu compte de l'évolution antérieure. On a, en même temps, tenu compte de tous les renseignements disponibles en matière d'évolution future de la consommation, des investissements et des exportations.

Le montant global du revenu national découle du système. Pour ce qui concerne la répartition entre les particuliers, les entreprises et les pouvoirs publics, il a surtout été tenu compte de l'évolution prévue de la masse salariale et des marges bénéficiaires. On a tenu compte également de la tendance observée dans le passé.

Il faut enfin remarquer que les données de base qui ont servi de point de départ à ces calculs diffèrent quelque peu des montants pouvant être trouvés dans certaines publications, notamment internationales. Ces écarts concernent surtout le compte des pouvoirs publics. Bien que l'importance des chiffres absolus ne soit pas à négliger, ce sont surtout les variations annuelles qui importent dans le budget économique.

Tableau A.

**Ressources et emplois des biens et services**

*(Milliards de francs courants)*

Désignation	1961	1962	1963
<b>A. — Ressources</b>			
Produit national net au coût des facteurs .....	511,6	538,9	566,5
en provenance :			
des entreprises .....	454,5	477,1	501,6
des pouvoirs publics .....	50,8	55,5	58,6
de l'étranger .....	6,3	6,3	6,3
Amortissements .....	55,7	58,8	61,4
des entreprises .....	55,0	58,0	60,5
des pouvoirs publics .....	0,7	0,8	0,9
Produit national brut au coût des facteurs .....	567,3	597,7	627,9
Impôts indirects moins subventions .....	63,1	68,3	72,1
Produit national brut au prix du marché .....	630,4	666,0	700,0
Importations .....	238,2	251,8	263,7
Total général ...	868,6	917,8	963,7
<b>B. — Emplois</b>			
Consommation privée .....	436,0	452,5	473,0
Consommation publique .....	70,6	77,9	83,0
Investissements bruts des entreprises .....	112,5	118,7	123,8
Capital fixe .....	108,0	114,5	119,0
Stocks .....	4,5	4,2	4,8
Investissements bruts des pouvoirs publics .....	11,7	13,3	15,6
Exportations .....	237,8	255,4	268,3
Total général ...	868,6	917,8	963,7

Tableau B.

**Ressources et emplois des biens et services**

*(Variations en pour cent par rapport à l'année précédente)*

Désignation	1962			1963		
	Volume	Prix	Valeur	Volume	Prix	Valeur
<b>A. — Ressources</b>						
Produit national brut aux prix du marché	+ 3,5	+ 2,0	+ 5,5	+ 3,0	+ 2,0	+ 5,0
Importations .....	+ 5,5	—	+ 5,5	+ 4,5	—	+ 4,5
<b>B. — Emplois</b>						
Consommation privée .....	+ 2,5	+ 1,5	+ 4,0	+ 3,5	+ 1,0	+ 4,5
Consommation publique .....	+ 5,0	+ 5,0	+10,5	+ 2,5	+ 4,0	+ 6,5
Investissements bruts des entreprises ...	+ 3,5	+ 2,0	+ 5,5	+ 2,5	+ 2,0	+ 4,5
Investissements des pouvoirs publics ...	+10,0	+ 3,0	+13,5	+14,0	+ 3,0	+17,5
Exportations .....	+ 7,5	—	+ 7,5	+ 4,5	+ 0,5	+ 5,0

Tableau C.

Compte des entreprises

(Milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1961	1962	1963
<b>A. — Recettes</b>					
101		Ventes .....	671,1	707,6	742,7
101a	324a	aux particuliers .....	428,4	444,7	465,0
101b	222a	aux pouvoirs publics .....	20,5	23,1	25,0
101c	421	à l'étranger .....	222,2	239,8	252,7
102		Formation brute de capital .....	124,2	132,0	139,4
102a	522a	Capital fixe .....	119,7	127,8	134,6
102b	522b	Stocks .....	4,5	4,2	4,8
103	223a	Intérêt de la dette publique .....	9,0	9,2	9,5
104		Autres recettes en provenance :			
104a	224a	des pouvoirs publics (transferts) .....	10,0	10,5	10,6
104b	423a <sup>1</sup>	de l'étranger (revenus) .....	4,3	4,3	4,3
Recettes totales .....			818,6	863,6	906,5
Contribution au P.N.B. (101+102-121) .....			572,6	603,4	634,2
Part dans le revenu national (123a+126) .....			23,2	23,6	24,4
<b>B. — Dépenses</b>					
121		Achats courants .....	222,7	236,2	247,9
121a	401a	à l'étranger .....	221,3	234,7	246,4
121b	203a <sup>1</sup>	aux pouvoirs publics .....	1,4	1,5	1,5
122		Salaires distribués .....	219,8	235,6	252,1
122a	301	à l'intérieur .....	219,0	235,0	251,5
122b	402a <sup>2</sup>	à l'étranger .....	0,8	0,6	0,6
123		Contributions :			
123a	201a <sup>1</sup>	directes .....	10,2	11,1	11,9
123b	201b	indirectes .....	73,1	78,8	82,7
124	502	Consommation de capital .....	55,0	58,0	60,5
125		Autres dépenses :			
125a	301	Particuliers (part du revenu) .....	213,5	219,5	226,6
125b	203a <sup>2</sup>	Pouvoirs publics (part du revenu) .....	4,1	4,4	4,8
125c	402a <sup>1</sup>	Etranger (part du revenu) .....	7,2	7,5	7,5
Dépenses totales .....			805,6	851,1	894,0
126	501	Epargne .....	13,0	12,5	12,5
Total (dépenses + épargne) .....			818,6	863,6	906,5

Tableau D.

**Compte des pouvoirs publics**  
(Milliards de francs)

Postes	Contro-écriture		1961	1962	1963
<b>A. — Recettes</b>					
201		Impôts :			
201a		directs .....	46,6	52,5	56,7
201a <sup>1</sup>	123a	des entreprises .....	10,2	11,1	11,9
201a <sup>2</sup>	321	des particuliers .....	36,4	41,4	44,8
201b	123b	indirects .....	73,1	78,8	82,7
202	322	Contribution à la sécurité sociale .....	42,0	45,2	49,0
203		Autres recettes ordinaires .....	7,7	8,2	8,3
		en provenance :			
203a		des entreprises .....	—	—	—
203a <sup>1</sup>	121b	des achats .....	1,4	1,5	1,5
203a <sup>2</sup>	125b	des revenus .....	4,1	4,4	4,8
203b	324b	des particuliers .....	0,2	0,2	0,2
204	221b	Revenu imputé .....	1,6	1,7	1,8
205	423c	Transferts en provenance de l'étranger .....	0,4	0,4	—
Recettes totales .....			169,4	184,7	196,7
Part dans le revenu national (203a <sup>2</sup> +204-223) .....			— 12,7	— 12,9	— 13,0
<b>B. — Dépenses</b>					
221		Contribution des pouvoirs publics au P.N.B. ...	51,5	56,3	59,5
221a	301	1. Traitements et salaires .....	49,2	53,8	56,8
221b	204	2. Charges afférentes au revenu imputé .....	1,6	1,7	1,8
221c	502	3. Consommation de capital .....	0,7	0,8	0,9
222		Achats de biens et services :			
222a	101b	aux entreprises .....	20,5	23,1	25,0
222b	401c	à l'étranger .....	0,2	0,2	0,2
223		Intérêt de la dette publique .....	18,4	19,0	19,6
223a	103	aux entreprises .....	9,0	9,2	9,5
223b	301	aux particuliers .....	8,1	8,6	8,9
223c	402c <sup>1</sup>	à l'étranger .....	1,3	1,2	1,2
224		Transferts .....	81,6	88,4	91,0
224a	302	Particuliers .....	68,7	74,7	78,0
224b	104a	Entreprises .....	10,0	10,5	10,6
224c	402c <sup>2</sup>	Etranger .....	2,9	3,2	2,4
Dépenses totales .....			172,2	187,0	195,3
225	501	Epargne .....	— 2,8	— 2,3	+ 1,4
Total (dépenses+épargne) .....			169,4	184,7	196,7
Consommation .....			70,6	77,9	83,0

Tableau E.

**Compte des particuliers**  
(Milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1961	1962	1963
<b>A. — Recettes</b>					
301	122a/125a 221a/223b 422/423b <sup>1</sup>	Participation au revenu national .....	501,1	528,2	555,1
302	224a	Transferts en provenance des pouvoirs publics .....	68,7	74,7	78,0
303	423b	Transferts en provenance de l'étranger .....	5,2	4,9	5,0
		Revenus bruts .....	575,0	607,8	638,1
<b>B. — Dépenses</b>					
321	201a <sup>2</sup>	Impôts directs .....	36,4	41,4	44,8
322	202	Contribution à la sécurité sociale .....	42,0	45,2	49,0
323	402b	Transferts à l'étranger .....	2,9	2,8	2,8
324		Consommation (achats) .....	436,0	452,5	473,0
324a	101a	aux entreprises .....	428,4	444,7	465,0
324b	203b	aux pouvoirs publics .....	0,2	0,2	0,2
324c	401b	à l'étranger .....	7,4	7,6	7,8
		Dépenses totales .....	517,3	541,9	569,6
325	501	Épargne .....	57,7	65,9	68,5
		Total (dépenses + épargne) .....	575,0	607,8	638,1

Tableau F.

**Compte de l'étranger**  
(Milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1961	1962	1963
<b>A. — Recettes</b>					
401		Ventes de biens et services .....	228,9	242,5	254,4
401a	121a	aux entreprises .....	221,3	234,7	246,4
401b	324c	aux particuliers .....	7,4	7,6	7,8
401c	222b	aux pouvoirs publics .....	0,2	0,2	0,2
402		Autres recettes .....	15,1	15,3	14,5
		en provenance :			
		des entreprises :			
402a		Revenu .....	7,2	7,5	7,5
402a <sup>1</sup>	125c	Salaires .....	0,8	0,6	0,6
402a <sup>2</sup>	122b	des particuliers (transferts) .....	2,9	2,8	2,8
402b	323	des pouvoirs publics :			
402c		Intérêt de la dette publique .....	1,3	1,2	1,2
402c <sup>1</sup>	223c	Transferts .....	2,9	3,2	2,4
402c <sup>2</sup>	224c	Recettes totales .....	244,0	257,8	268,9
403	501	Prêt net à l'étranger .....	- 0,6	+ 2,9	+ 4,4
		Total .....	243,4	260,7	273,3
<b>B. — Dépenses</b>					
421	101c	Achats de biens et services (aux entreprises belges) .....	222,2	239,8	252,7
422	301	Rémunérations versées .....	4,8	4,9	4,9
423		Autres dépenses .....	16,4	16,0	15,7
		Entreprises :			
423a		Revenu .....	4,3	4,3	4,3
423a <sup>1</sup>	104b	Transferts .....	—	—	—
423a <sup>2</sup>		Particuliers :			
423b		Revenu .....	6,5	6,4	6,4
423b <sup>1</sup>	301	Transferts .....	5,2	4,9	5,0
423b <sup>2</sup>	303	Pouvoirs publics (transferts) .....	0,4	0,4	—
423c	205	Dépenses totales .....	243,4	260,7	273,3
Contribution au P.N.B. (422+423a <sup>1</sup> +423b <sup>1</sup> +402a <sup>1</sup> -402a <sup>2</sup> -402c <sup>1</sup> )			6,3	6,3	6,3
Exportations (421+422+423a <sup>1</sup> +423b <sup>1</sup> )			237,8	255,4	268,3
Importations (401+402a <sup>1</sup> +402a <sup>2</sup> +402c <sup>1</sup> )			238,2	251,8	263,7
Exportations—importations			- 0,4	+ 3,6	+ 4,6

Tableau G.

**Compte capital**  
(Milliards de francs)

Postes	Contre-écriture		1961	1962	1963
		<i>Epargne brute</i>			
501		Epargne .....	68,5	73,2	78,0
	225	des pouvoirs publics .....	- 2,8	- 2,3	+ 1,4
	126/325	des particuliers et des entreprises .....	70,7	78,4	81,0
	403	de l'étranger .....	+ 0,6	- 2,9	- 4,4
502		Amortissements .....	55,7	58,8	61,4
	124	des entreprises .....	55,0	58,0	60,5
	221c	des pouvoirs publics .....	0,7	0,8	0,9
		<i>Investissements bruts</i>			
521	102	Pouvoirs publics .....	11,7	13,3	15,6
522	102	Entreprises .....	112,5	118,7	123,8
a		Capital fixe .....	108,0	114,5	119,0
b		Stocks .....	4,5	4,2	4,8

## BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES ECONOMIQUES ET FINANCIERS INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-dessous une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans notre *Bulletin* d'octobre 1962. Il y a lieu de remarquer que cette bibliographie ne reprend pas les rapports des différentes institutions ni les sources statistiques.

### 4. FINANCES PUBLIQUES

COOREMAN A., Aperçu des dispositions fiscales en faveur du développement économique en Belgique. (*Bulletin de Documentation du Ministère des Finances, Bruxelles, n° 9, septembre 1962, pp. 5-27.*)

Les interventions financières de l'Etat en matière de sécurité et de prévoyance sociales dans le budget de 1961. (*Revue belge de Sécurité sociale, Bruxelles, IV, n° 9, septembre 1962, pp. 1.170-1.196.*)

LINDEMANS I., Drie jaar toepassing van de wetten van 17-18 juli 1959 : Staatshulp uitzondering of regel ? (*De Gids op maatschappelijk gebied, Bruxelles, LIII, n° 10, octobre 1962, pp. 905-910.*)

SCAILTEUR C., Le système fiscal belge et le Traité de la C.E.E. (*La Fiscalité du Marché commun, Deventer, n° 2, 1962, pp. 48-50.*)

### 6. DEMOGRAPHIE

SCHOONBROODT R., Le rapport Delpérée. (*Les Dossiers de l'Action sociale catholique, Bruxelles, XXXVIII, n° 3, octobre 1962, pp. 601-610.*)

### 7. PRIX ET SALAIRES

VAN RIJCKEGHEM W., De verklaring van regionale loonverschillen. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, VII, n° 3, 1962, pp. 324-328.*)

### 10. SITUATION ECONOMIQUE — POLITIQUE ECONOMIQUE

ANDRE J., Aperçu de l'économie liégeoise. (*Le Bulletin du Grand Liège, Liège, n° 47, octobre 1962, pp. 8-16.*)

CLERDENT P., Une politique nouvelle d'immigration, condition essentielle du développement liégeois. (*Conseil provincial de Liège, Liège, 1962, 45 p.*)

DUPRIEZ L., Le diagnostic de la conjoncture économique de la Belgique. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXVIII, n° 7, 31 octobre 1962, pp. 689-704.*)

Etudes économiques : Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. (*Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Paris, 1962, 43 p.*)

Evolution de l'activité et des commandes au cours du premier semestre 1962. (*Bulletin hebdomadaire de Fabrimétal, Bruxelles, n° 850, 20 octobre 1962, pp. 745-758.*)

La situation économique de la Belgique. 3<sup>e</sup> trimestre 1962. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 41, 27 octobre 1962, pp. 369-375.*)

Les régions du Borinage et du Centre à l'heure de la reconversion. (*Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 1962, 464 p.*)

WISEUR G., Le rapport Sauvy peut-il laisser les communes inactives ? (*Le Mouvement communal, Bruxelles, XLIV, n° 366, octobre 1962, pp. 416-418.*)

### 11. INDUSTRIE — AGRICULTURE — PECHE

Le commerce extérieur de l'industrie chimique belge en 1961 (*Industrie chimique belge, Bruxelles, XXVII, n° 9, septembre 1962, pp. 1.057-1.062.*)

L'industrie belge du tabac et la C.E.E. (*Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank, Bruxelles, XVII, n° 42, 3 novembre 1962, pp. 381-385.*)

LOIR P., Facteurs déterminants de l'accroissement de la productivité dans l'industrie textile. (*Recherches économiques de Louvain, Louvain, XXVIII, n° 6, septembre 1962, pp. 603-614.*)

### 14. COMMERCE EXTERIEUR — BALANCE DES PAIEMENTS

Le commerce extérieur de l'U.E.B.L. (au cours du premier semestre 1962). (*Bulletin commercial belge, Bruxelles, LXXVI, n° 10, octobre 1962, pp. 47-64.*)

### 15. TRANSACTIONS FINANCIERES INTERNATIONALES

COOMBS C., Treasury and Federal Reserve Foreign Exchange Operations. (*Monthly Review of the Federal Reserve Bank of New York, New-York, XLIV, n° 10, octobre 1962, pp. 131-140.*)

HAWTREY R., Too Little Liquidity, or Too Much ? (*The Banker, Londres, CXII, n° 441, novembre 1962, pp. 707-712.*)

HIRSCH F., International Credit - Needless Discord. (*The Banker, Londres, CXII, n° 441, novembre 1962, pp. 700-706.*)

REINHARDT E., Problèmes du marché des capitaux au point de vue atlantique. (*Bulletin du Crédit Suisse, Zurich, n° 3, octobre 1962, pp. 157-173.*)

TRAPPENIERS F., De Amerikaanse directe investeringen in Europa en in de wereld. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, VII, n° 3, 1962, pp. 295-320.*)

ZOLOTAS X., International Monetary Order - Problems and Policies. (*Banque de Grèce, Athènes, 1962, 28 p.*)

#### 16. INTEGRATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE

DESTEXHE W., La Communauté européenne. (*Synthèses, Bruxelles, XVII, n° 196-197, septembre-octobre 1962, pp. 283-294.*)

FRUMENTO A., Orientamento sovranazionale e i programmi nazionali nella C.E.C.A. (*Giornale degli economisti e Annali di economia, Padoue, XXI, n° 5-6, mai-juin 1962, pp. 354-379.*)

JANSSENS P., Où en est l'Europe ? (*L'Industrie textile belge, Bruxelles, IV, n° 10, octobre 1962, pp. 31-34.*)

L'Europe et l'énergie. Le mémorandum des trois exécutifs européens apporte-t-il une solution au problème ? (*Bulletin d'Information du Comité d'étude des producteurs de charbon d'Europe occidentale, Bruxelles, n° 6, octobre 1962, 18 p.*)

MALVESTITI P., La révision des traités des Communautés européennes. (*Bulletin de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, Luxembourg, VII, n° 3, 1962, pp. 5-12.*)

NORRO M., Le rôle du temps dans l'intégration économique. (*Nauwelaerts, Louvain, 1962, XV+259 p.*)

PAELINCK J. & VAN OVERBEKE J., Forces économiques, flux de transports et infrastructure dans l'Europe des Six. Essai de synthèse. (*Recherches*

*économiques de Louvain, Louvain, XXVIII, n° 6, septembre 1962, pp. 525-602.*)

ROGISSART G. & DUMOULIN A., Problèmes posés aux entreprises publiques au sein du Marché commun. (*Les Annales de l'Economie collective, Liège, L, n° 3, juillet-septembre 1962, pp. 443-460.*)

TRAPPENIERS F., Het zogenoemde protectionisme van de Euromarkt : een paar kritische opmerkingen. (*V.E.V.-Berichten, Anvers, XXXVII, n° 20, 31 octobre 1962, pp. 2.563-2.571.*)

VAN GINDERACHTER J. & ABRAHAM J.-P., Een nieuwe etappe in de Europese economische integratie. (*Tijdschrift voor Economie, Louvain, VII, n° 3, 1962, pp. 329-382.*)

VAN MEERBEKE E., Le problème des entraves dans le Benelux. (*Bulletin Benelux, Bruxelles, n° 4, 1962, pp. 22-29.*)

VERBEECK G., Aperçu du contenu du Traité d'Union Benelux. (*Bulletin Benelux, Bruxelles, n° 4, 1962, pp. 8-21.*)

von der GROEBEN H., Systèmes fiscaux nationaux et Marché commun. (*La Fiscalité du Marché commun, Deventer, n° 1, 1962, pp. 6-14.*)

#### 17. DIVERS

VAN HOUTTE J., Traité des sociétés de personnes à responsabilité limitée. (*Larcier, Bruxelles, 3<sup>e</sup> édition, Vol. I., 1962, VIII+314 p.*)

## LEGISLATION ECONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

1. — Economie générale
2. — Monnaie, crédit et banque
3. — Finances publiques
4. — Agriculture
5. — Industrie
6. — Travail
7. — Commerce intérieur
8. — Commerce extérieur
9. — Transports
10. — Prix et salaires
11. — Pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers

### 1. — ECONOMIE GENERALE

#### Loi du 2 mai 1962

portant approbation des actes internationaux suivants : A. Accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce, annexes, protocoles, acte final et ses annexes, et échange de lettres; B. Accord relatif aux mesures à prendre et aux procédures à suivre pour l'application de l'accord créant une association entre la Communauté Economique Européenne et la Grèce et accord relatif au protocole financier annexé à l'accord créant une association entre la Commu-

nauté Economique Européenne et la Grèce, signés à Athènes, le 9 juillet 1961 (Moniteur du 31 octobre 1962, p. 9.626).

#### Loi du 23 juillet 1962

portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord international sur l'huile d'olive et annexe, conclus à New-York, le 15 février 1956; b) Protocole modifiant cet accord, conclu à Genève le 3 avril 1958 (Moniteur du 6 octobre 1962, p. 8.831).

### 2. — MONNAIE, CREDIT ET BANQUE

#### Caisse Nationale de Crédit Professionnel

Relèvement du plafond des engagements (Moniteur du 6 octobre 1962, p. 8.846).

Par arrêté royal du 26 septembre 1962, le montant de neuf milliards de francs, fixé par l'arrêté royal du 14 août 1962, pris en exécution de la loi du 14 février 1962 portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, est porté, par libération d'une quatrième tranche de cinq cents millions de francs, à neuf milliards cinq cents millions de francs.

#### Arrêté royal du 9 octobre 1962

modifiant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1939 pris en exécution de l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office National du Dueroire (Moniteur du 17 octobre 1962, p. 9.181).

Article 1<sup>er</sup>. — L'article 16 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> septembre 1939 est remplacé par la disposition suivante :  
« Article 16. L'Office National du Dueroire peut conclure :  
a) des conventions avec des sociétés belges d'assurance-crédit agréées dans les conditions prévues au titre III, par

lesquelles il s'engage à réassurer certains risques pris en charge par ces sociétés, pourvu que lesdites conventions spécifient la nature des risques qui peuvent ainsi être réassurés;

b) des conventions avec des institutions étrangères d'assurance-crédit par lesquelles il s'engage à réassurer une fraction des risques pris en charge par ces institutions ou par lesquelles il stipule les conditions de la réassurance d'une fraction de risques assurés par lui;

c) des conventions d'assistance technique avec des institutions étrangères d'assurance-crédit;

d) des conventions avec des institutions étrangères d'assurance-crédit, en vertu desquelles, tout en limitant son assurance à la partie belge d'une opération réalisée par des entreprises de divers pays, il accepte soit de gérer l'ensemble des risques afférents à l'opération, soit de confier la gestion de l'ensemble des risques afférents à l'opération, en ce compris la part belge, à une institution étrangère d'assurance-crédit.

Les conventions visées aux alinéas a, b et c ci-dessus devront prévoir qu'elles ne produiront leurs effets qu'après leur approbation par le Ministre des Affaires Economiques. L'Office doit en tous cas se réserver le droit de les dénoncer à tout moment, moyennant un préavis qui ne peut excéder un an. »

Art. 2. — L'article 17, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté royal, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 17. Pourront seules être agréées par l'Office National du Ducroire, en vue de passer avec celui-ci les traités de réassurance visés à l'article 16, a, ci-dessus, les sociétés anonymes ayant pour objet unique l'assurance-crédit et qui réunissent les conditions énumérées ci-après :

a) être régulièrement constituées suivant les lois en vigueur en Belgique;

b) avoir leur siège principal en Belgique.

Ces conditions doivent être remplies au jour de la demande d'agrément. »

### 3. — FINANCES PUBLIQUES

#### Arrêté royal du 17 septembre 1962

*d'exécution des articles 96 à 98 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier (Moniteur du 9 octobre 1962, p. 8.894).*

#### Loi du 21 septembre 1962

*portant approbation de l'accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G, prévue au traité instituant la Communauté Economique Européenne, de l'annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des protocoles et de l'acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960 (Moniteur du 16 octobre 1962, p. 9.115).*

#### Arrêté royal du 28 septembre 1962

*autorisant la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 220 millions de francs (Moniteur du 18 octobre 1962, p. 9.252).*

Article 1<sup>er</sup>. — La garantie de l'Etat est attachée à un nouvel emprunt, au montant effectif de deux cent vingt millions de francs, à émettre par la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne.

Art. 2. — L'emprunt sera émis par tranches et à des conditions qui seront préalablement approuvées par le Ministre des Finances.

#### Arrêté ministériel du 5 octobre 1962

*modifiant l'arrêté ministériel du 7 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 13 octobre 1962, p. 9.057).*

#### Arrêté royal du 18 octobre 1962

*relatif à deux emprunts à émettre, sous la garantie de l'Etat, par la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) (Moniteur du 24 octobre 1962, p. 9.391).*

Article 1<sup>er</sup>. — La Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (SABENA) est autorisée à contracter deux emprunts, l'un, d'un montant nominal de dix millions sept cent mille francs suisses, l'autre, d'un montant nominal de seize millions trois cent septante mille florins des Pays-Bas, dont le produit sera affecté au renouvellement d'emprunts antérieurs, émis pour le financement d'acquisitions de matériel volant et des dotations initiales en rechanges.

Art. 3. — Les billets à ordre libellés en francs suisses porteront intérêt à partir du 21 septembre 1962, au taux de 3 5/16 p.c. l'an et seront remboursables le 21 décembre 1962, ceux libellés en florins des Pays-Bas porteront intérêt à partir du 17 septembre 1962, au taux de 3,20 p.c. l'an et seront remboursables le 17 décembre 1962.

Art. 5. — Les intérêts sont exempts de tous impôts et taxes réels belges, présents et futurs, au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Art. 6. — Conformément à l'article 4 de la loi du 23 juin 1960, les intérêts sont supportés par l'Etat à concurrence d'un taux de 2 p.c. l'an, pour chacun des emprunts.

Art. 7. — Le paiement des intérêts et le remboursement du capital sont garantis par l'Etat.

#### Arrêté royal du 19 octobre 1962

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 24 octobre 1962, p. 9.377).*

#### Arrêté royal du 19 octobre 1962

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 26 octobre 1962, p. 9.460).*

#### 4. — AGRICULTURE

**Arrêté royal du 18 septembre 1962**

*relatif à la répartition équitable des charges de l'incorporation du froment indigène de la récolte 1961 entre les meuniers industriels (Moniteur du 5 octobre 1962, p. 8.794).*

**Arrêté ministériel du 17 octobre 1962**

*relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de flocons d'avoine destinés à l'alimentation humaine (Moniteur du 25 octobre 1962, p. 9.408).*

**Arrêté ministériel du 5 octobre 1962**

*fixant le montant des primes accordées aux industries produisant, à base de lait belge, certains dérivés du lait (Moniteur du 12 octobre 1962, p. 9.003).*

**Arrêté ministériel du 26 octobre 1962**

*relatif à l'intervention du Fonds agricole en matière de froment utilisé dans les meuneries industrielles agréées (Moniteur du 30 octobre 1962, p. 9.590).*

#### 5. — INDUSTRIE

**Arrêté royal du 11 septembre 1962**

*modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1959 relatif à la permission d'exploitation des minières (Moniteur du 4 octobre 1962, p. 8.748).*

**Arrêté royal du 21 septembre 1962**

*portant modification de l'arrêté royal du 18 avril 1962 déterminant les modalités de fonctionnement et le règlement d'ordre intérieur du Directoire de l'Industrie charbonnière (Moniteur du 4 octobre 1962, p. 8.748).*

#### 6. — TRAVAIL

**Arrêté royal du 26 septembre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 11 juillet 1962 de la Commission paritaire nationale de la fourrure et de la peau en poil, modifiant la décision du 8 avril 1959 de la même commission concernant la durée du travail et les salaires dans les entreprises de l'apprêt et de la teinture de pelleteries autres que de lapin, modifiée par la décision du 22 mars 1961, rendues obligatoires respectivement par les arrêtés royaux des 8 mai 1959 et 19 juin 1961 (Moniteur du 17 octobre 1962, p. 9.185).*

#### 8. — COMMERCE EXTERIEUR

**Loi du 11 septembre 1962**

*relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.491).*

*instituant la Communauté Economique Européenne, de l'annexe contenant les taux des droits fixés pour les produits de la liste G, des protocoles et de l'acte final, signés à Rome, le 2 mars 1960 (Moniteur du 16 octobre 1962, p. 9.115).*

**Loi du 21 septembre 1962**

*portant approbation de l'accord concernant l'établissement d'une partie du tarif douanier commun relative aux produits de la liste G, prévue au traité*

**Arrêté ministériel du 5 octobre 1962**

*modifiant l'arrêté ministériel du 17 février 1960 réglant les franchises en matière de droits d'entrée (Moniteur du 13 octobre 1962, p. 9.057).*

**Arrêté royal du 19 octobre 1962**

*relatif au tarif des droits d'entrée (Moniteur du 24 octobre 1962, p. 9.377).*

**Arrêté royal du 19 octobre 1962**

*modifiant l'arrêté royal du 11 mars 1953 majorant le taux de la taxe de transmission à l'importation (Moniteur du 26 octobre 1962, p. 9.460).*

**Arrêté royal du 24 octobre 1962**

*réglementant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.493).*

**Arrêté ministériel du 29 octobre 1962**

*relatif à l'importation de marchandises de Grèce (Moniteur du 31 octobre 1962, p. 9.683).*

**Arrêté ministériel du 25 octobre 1962**

*soumettant à licence l'importation de certaines marchandises (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.495).*

**Arrêté ministériel du 25 octobre 1962**

*soumettant à licence l'exportation de certaines marchandises (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.513).*

**Arrêté ministériel du 25 octobre 1962**

*soumettant à licence le transit de certaines marchandises (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.538).*

**10. — PRIX ET SALAIRES**

**Arrêté royal du 26 septembre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 26 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie fixant les salaires et les conditions de travail dans les services de remorquage et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 13 octobre 1962, p. 9.067).*

**Arrêté royal du 27 septembre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 16 mai 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie du bois, modifiant la décision du 7 mars 1962 de la même commission fixant les salaires minimums des travailleurs manuels occupés dans les scieries et le commerce du bois (Moniteur du 10 octobre 1962, p. 8.936).*

**Arrêté royal du 27 septembre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 22 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie alimentaire modifiant la décision du 2 mai 1961 de la même commission fixant les salaires minimums dans les boulangeries industrielles, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 7 août 1961 (Moniteur du 17 octobre 1962, p. 9.187).*

**Arrêté royal du 27 septembre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 26 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la batellerie fixant les salaires et les conditions de travail du personnel de réserve dans les entreprises dont l'activité s'étend aussi bien à la navigation intérieure qu'à la navigation rhénane et rattachant ces salaires à l'indice des prix de détail du Royaume (Moniteur du 25 octobre 1962, p. 9.420).*

**Arrêté royal du 15 octobre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 26 juin 1962 de la Commission paritaire nationale de l'industrie des carrières modifiant celle du 3 juillet 1961 de la même commission, fixant les conditions de travail des ouvriers et ouvrières occupés dans les carrières et scieries de marbre (Moniteur du 27 octobre 1962, p. 9.545).*

**Arrêté royal du 17 octobre 1962**

*rendant obligatoire la décision du 3 juillet 1962 de la Commission paritaire nationale pour les entreprises de battage, modifiant la décision du 1<sup>er</sup> juillet 1959, fixant les conditions de travail des travailleurs batteurs, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 3 décembre 1959 (Moniteur du 30 octobre 1962, p. 9.600).*

11. — PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS

**Arrêté royal du 26 septembre 1962**

*pris en exécution de l'article 2bis de la loi du 12 avril 1960 portant création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires (Moniteur du 13 octobre 1962, p. 9.065).*

**Arrêté royal du 26 septembre 1962**

*modifiant l'arrêté royal du 21 novembre 1960 fixant les statuts du Fonds social pour les ouvriers diamantaires (Moniteur du 13 octobre 1962, p. 9.065).*

**Arrêté royal du 27 septembre 1962**

*modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 6 octobre 1962, p. 8.846).*

**Arrêté royal du 3 octobre 1962**

*pris en exécution de l'article 25, § 4, de la loi du 3 avril 1962 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers et des employés (Moniteur du 11 octobre 1962, p. 8.960).*

**Arrêté royal du 9 octobre 1962**

*portant majoration d'allocations familiales pour travailleurs salariés (Moniteur du 17 octobre 1962, p. 9.190).*

**Arrêté royal du 15 octobre 1962**

*modifiant l'arrêté royal organique du 22 décembre 1938, prévu par la loi du 10 juin 1937, qui étend les allocations familiales aux employeurs et aux travailleurs non salariés (Moniteur du 17 octobre 1962, p. 9.193).*

**Arrêté ministériel du 25 octobre 1962**

*modifiant l'arrêté du Régent du 16 janvier 1945 concernant le fonctionnement de l'Office National de Sécurité Sociale (Moniteur du 31 octobre 1962, p. 9.700).*

---

# STATISTIQUES

(La table des matières et la liste des abréviations utilisées figurent à la fin du Bulletin)

A la suite de chaque chapitre, le lecteur trouvera des références bibliographiques; elles font mention de quelques publications statistiques qui contiennent des données plus détaillées concernant l'objet du chapitre ou des données correspondantes pour les pays étrangers.

## I. — POPULATION ET COMPTES NATIONAUX

### 1. — POPULATION

Sources : Institut National de Statistique et Ministère du Travail.

	Source	1947	1959	1960	1961
		(milliers, à fin d'année)			
Population totale .....	I.N.S.	8.512	9.129	9.178	9.229
Population en âge de travailler (15 à 65 ans) .....	»	5.850	5.902	5.906	
dont : Hommes .....	»	2.902	2.927	2.928	
Femmes .....	»	2.948	2.975	2.978	
Population active <sup>1</sup> :	Revue du Travail	3.481	3.506	3.505	p 3.525
dont : Agriculture .....	»	423	264	257	p 250
Industries extractives .....	»	191	151	131	p 114
Industries manufacturières .....	»	1.311	1.174	1.204	p 1.241
Bâtiment et construction .....	»	197	240	241	p 250
Transports .....	»	243	244	240	p 242
Commerce, banques, assurances, et services .....	»	1.024	1.291	1.312	p 1.333
Chômeurs complets .....	»	92	142	120	p 95

<sup>1</sup> Y compris les chômeurs et non compris les forces armées.

**I - 2. REVENU NATIONAL NET AU COUT DES FACTEURS**

**I - 2 a. — ESTIMATIONS DE L'I.N.S.**

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<b>1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) :</b>									
a) Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale ou à certaines dispositions spéciales	112,5	115,8	122,4	132,0	143,8	145,7	145,7	154,5	163,3
b) Contribution des employeurs à la sécurité sociale	21,2	21,8	23,8	26,1	29,7	30,5	29,8	32,8	35,1
c) Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale (y compris forces armées)	41,8	43,3	45,6	48,5	51,6	56,3	57,3	61,6	63,6
d) Corrections diverses	4,3	4,8	5,7	6,4	6,5	6,3	7,0	8,3	9,9
<b>Total ...</b>	<b>179,8</b>	<b>185,7</b>	<b>197,5</b>	<b>213,0</b>	<b>231,6</b>	<b>238,8</b>	<b>239,8</b>	<b>257,2</b>	<b>271,9</b>
<b>2. Revenu des travailleurs indépendants (avant taxation) :</b>									
a) Agriculture, horticulture et sylviculture	19,6	19,3	20,0	19,3	22,6	20,9	22,0	22,7	26,3
b) Professions libérales	8,7	9,3	9,5	10,0	10,2	11,3	11,9	12,7	13,3
c) Commerce et artisanat	66,1	69,3	71,6	73,9	73,0	72,7	74,1	76,6	79,5
<b>Total ...</b>	<b>94,4</b>	<b>97,9</b>	<b>101,1</b>	<b>103,2</b>	<b>105,8</b>	<b>104,9</b>	<b>108,0</b>	<b>112,0</b>	<b>119,1</b>
<b>3. Revenu de l'entreprise résultant de l'activité exercée par des sociétés de personnes (après taxation)</b>	4,9	5,3	6,0	6,5	6,2	5,5	5,9	6,4	7,1
<b>4. Intérêts, loyers et dividendes versés aux particuliers et institutions privées sans but lucratif (avant taxation) :</b>									
a) Intérêts	11,8	12,9	14,3	15,3	16,3	17,9	19,2	21,4	23,3
b) Loyers	26,9	30,3	30,7	30,6	30,6	30,4	30,0	29,3	29,0
c) Dividendes et tantièmes	8,8	8,9	10,3	11,9	12,9	11,9	11,0	12,7	14,0
<b>Total ...</b>	<b>47,5</b>	<b>52,1</b>	<b>55,3</b>	<b>57,8</b>	<b>59,8</b>	<b>60,2</b>	<b>60,2</b>	<b>63,4</b>	<b>66,3</b>
<b>5. Libéralités des sociétés</b>	0,3	0,4	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,6
<b>6. Revenus non distribués des sociétés par actions (après taxation)</b>	6,2	8,8	11,4	12,5	9,4	6,3	9,7	10,6	13,0
<b>7. Impôts directs des sociétés quelle que soit leur forme juridique</b>	6,8	6,2	6,1	7,6	7,9	6,9	6,6	8,1	8,0
<b>8. Revenus de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat</b>	2,0	2,5	2,3	2,4	3,1	2,1	2,3	2,9	2,8
<b>9. Revenus non distribués des entreprises publiques autonomes</b>	0,5	0,7	1,0	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8
<b>10. Moins : intérêts de la dette publique</b>	- 8,8	- 9,2	-10,1	-11,0	-11,7	-11,8	-12,5	-14,5	-16,7
<b>11. Revenu national net au coût des facteurs</b> <sup>1</sup>	<b>333,6</b>	<b>350,4</b>	<b>371,1</b>	<b>393,3</b>	<b>413,4</b>	<b>414,2</b>	<b>421,3</b>	<b>447,4</b>	<b>472,9</b>

<sup>1</sup> Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 8) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc pas être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 8.

**I - 2 b. — ESTIMATIONS DULBEA**

(milliards de francs)

(Système normalisé)

Source : Département d'Economie Appliquées de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Rémunération des salariés et appointés (avant taxation) .....	148,7	171,8	179,5	185,0	189,4	200,4	216,7	234,0	240,9	247,3	
2. Autres revenus .....	158,8	184,3	177,9	180,1	196,0	203,4	220,5	230,3	219,1	226,3	
3. Revenu national net au coût des facteurs <sup>1</sup> .....	307,5	356,1	357,4	365,1	385,4	403,8	437,2	464,3	460,0	473,6	502,9
<i>Relations avec le P.N.B. (rubrique W du tableau I - 3a et rubrique 7 du tableau I - 3b) .....</i>											
4. Consommation de capital	27,4	31,8	35,2	35,9	37,3	39,2	41,5	45,7	49,2	51,2	53,1
5. Impôts indirects moins subventions .....	28,6	31,3	35,4	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
6. Produit national brut aux prix du marché (6) = (3) + (4) + (5)	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

<sup>1</sup> Bien qu'elles soient toutes deux établies suivant le système normalisé, les estimations de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) et de DULBEA (tableau I - 2 b, rubrique 3) présentent un écart sensible en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes. L'estimation de l'I.N.S. (tableau I - 2 a, rubrique 11) ne peut donc être rapprochée des données figurant dans les tableaux I - 2 b et I - 8.

I - 3. — PRODUIT NATIONAL BRUT

(Estimations Dulbéa, système normalisé)

I - 3a. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DE LA PRODUCTION AUX PRIX COURANTS

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
A. Agriculture, sylviculture et pêche .....	30,6	33,4	33,6	35,3	35,6	35,5	34,3	37,2	36,3	38,7	37,4
B. Industries extractives (charbonnages uniquement) .....	17,1	18,9	20,2	19,6	18,9	20,0	20,8	23,8	21,7	16,9	16,2
C. Industries alimentaires ..	25,9	30,4	31,6	30,4	32,8	33,4	37,4	39,3	40,2	41,3	44,4
D. Textile et vêtement ...	18,2	20,3	15,8	16,7	18,1	17,2	19,3	20,6	16,7	18,3	20,4
E. Matériaux de construction .....	7,9	9,8	8,9	9,5	10,6	12,2	13,7	13,1	13,1	13,7	15,0
F. Métallurgie de base ...	10,0	17,0	16,2	12,6	12,6	17,5	20,3	22,2	21,0	21,8	26,3
G. Fabrications métalliques	22,0	25,2	27,6	28,3	29,6	29,9	32,9	33,6	31,7	34,5	37,4
H. Autres industries <sup>1</sup> .....	26,6	33,9	32,5	32,7	35,8	40,5	44,2	45,5	45,6	50,2	54,1
<i>Ensemble de l'industrie manufacturière (C à H)</i>	<i>110,6</i>	<i>136,6</i>	<i>132,6</i>	<i>130,2</i>	<i>139,5</i>	<i>150,7</i>	<i>167,8</i>	<i>174,3</i>	<i>168,3</i>	<i>179,8</i>	<i>197,6</i>
I. Construction .....	25,7	25,7	25,7	27,7	29,6	29,3	32,4	37,9	36,0	38,2	40,9
J. Electricité, gaz et eau ..	7,3	8,5	9,2	9,4	11,0	11,4	12,9	12,4	12,4	13,0	14,6
K. Transport et communications .....	24,4	28,3	29,5	30,0	30,5	33,0	36,6	37,8	38,3	40,2	42,9
L. Commerce de gros et de détail .....	25,6	27,7	27,3	27,5	28,7	30,1	31,8	35,3	32,5	34,3	35,9
M. Banques, assurances et affaires immobilières ...	7,2	8,3	8,9	9,3	9,9	10,5	11,6	12,4	12,5	13,1	13,9
N. Immeubles d'habitation	19,8	21,4	22,1	27,2	31,0	31,8	32,2	32,6	32,6	33,3	33,9
O. Etat <sup>2</sup> .....	26,4	31,3	34,4	36,3	37,6	38,8	40,8	43,3	47,8	51,2	56,5
P. Autres services <sup>3</sup> .....	39,7	42,3	43,5	43,9	45,1	47,3	49,7	52,1	56,3	56,5	58,5
Q. Produit intérieur brut identifié au coût des facteurs (A à P) .....	334,4	382,4	387,0	396,4	417,4	438,4	470,9	499,1	494,7	515,2	548,3
R. Contribution du Reste du monde .....	4,9	5,7	5,1	5,0	5,5	6,3	8,6	8,8	8,9	7,7	9,9
S. Produit national brut identifié au coût des facteurs (Q + R) .....	339,3	388,1	392,1	401,4	422,9	444,7	479,5	507,9	503,6	522,9	558,2
T. Impôts indirects moins subventions .....	28,6	31,3	35,4	35,4	35,8	39,4	41,7	44,2	41,8	47,6	51,9
U. Produit national brut aux prix du marché (S + T) .....	367,9	419,4	427,5	436,8	458,7	484,1	521,2	552,1	545,4	570,5	610,1
V. Ajustement statistique ..	- 4,4	- 0,2	+ 0,4	- 0,4	- 0,1	- 1,7	- 0,8	+ 2,1	+ 5,5	+ 1,9	- 2,1
W. Produit national brut aux prix du marché (U + V) .....	363,5	419,3	428,0	436,4	458,6	482,4	520,4	554,2	551,0	572,4	608,0

<sup>1</sup> Comprend : bois et meubles, pâtes et papier, impression, chimie et caoutchouc et autres industries.

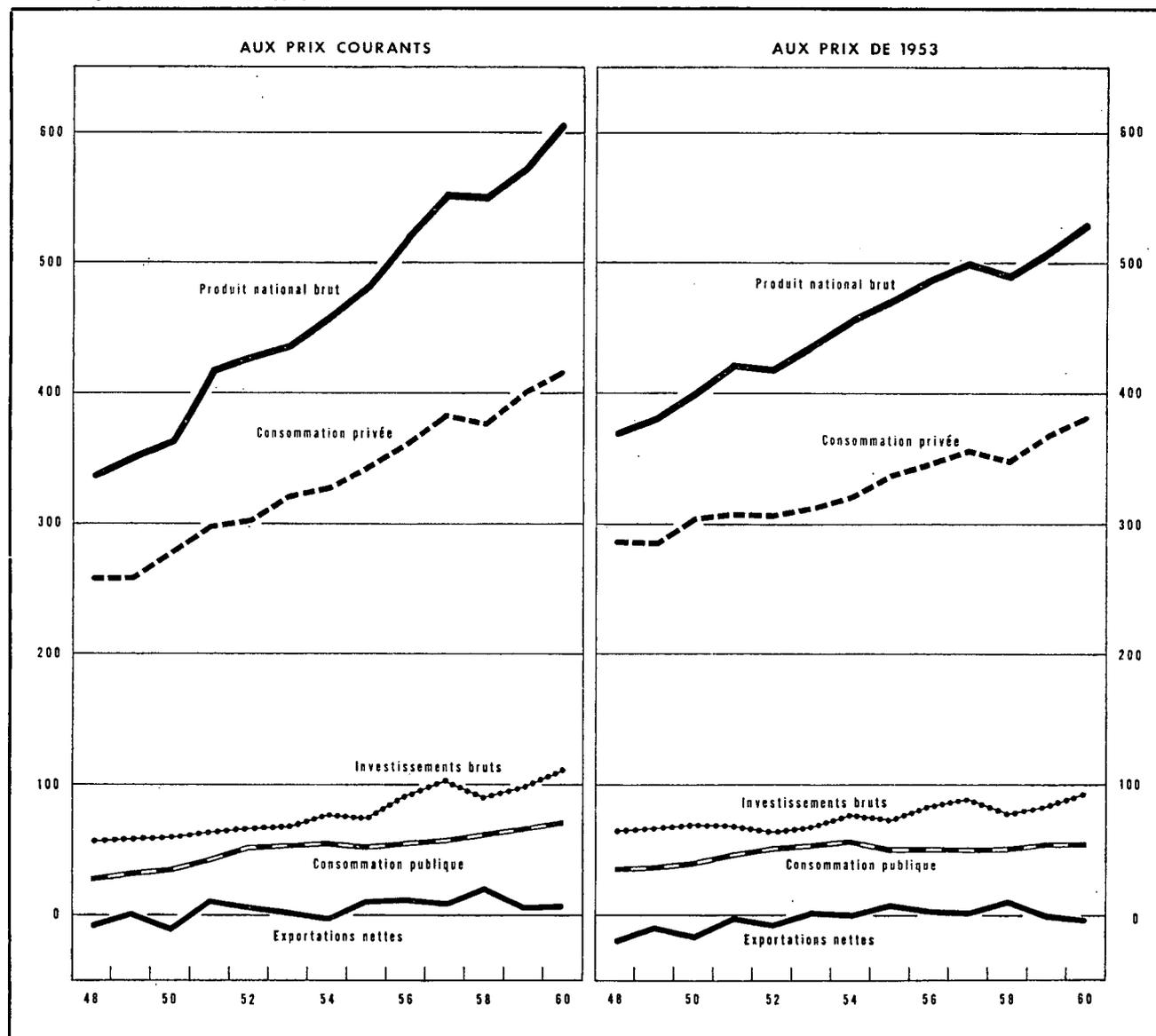
<sup>2</sup> Y compris la santé publique et l'enseignement public.

<sup>3</sup> Comprend : professions médicales et autres services.

**I - 3b et 3c. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES**

(Système normalisé)  
(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).



**I - 3b. — DEPENSES AUX PRIX COURANTS**

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	278,0	299,4	303,7	312,0	328,4	344,0	361,6	384,1	377,2	401,0	417,4
2. Consommation publique	35,6	44,2	52,8	54,9	55,8	53,2	55,6	58,2	62,8	67,0	72,3
3. Formation brute de capital fixe : .....	59,9	57,8	61,5	65,0	72,3	74,7	86,4	95,2	89,6	98,5	106,5
<i>Entreprises</i> .....	52,9	49,9	54,7	58,0	65,6	66,5	76,7	85,2	80,6	88,1	95,8
<i>Etat</i> .....	7,0	7,9	6,8	7,0	6,7	8,2	9,7	10,0	9,0	10,4	10,7
4. Accroissement de stocks	— 0,1	6,0	3,8	1,8	3,0	— 0,4	4,0	6,7	0,8	— 1,3	3,7
5. <b>Dépenses intérieures de l'économie</b> .....	<b>373,4</b>	<b>407,4</b>	<b>421,8</b>	<b>433,7</b>	<b>459,5</b>	<b>471,5</b>	<b>507,6</b>	<b>544,2</b>	<b>530,4</b>	<b>565,2</b>	<b>599,9</b>
6. Exportations nettes : ...	— 9,9	11,9	6,2	2,7	— 0,9	10,9	12,8	10,0	20,6	7,2	8,1
<i>Exportations</i> .....	97,1	146,8	135,8	130,1	136,9	162,6	188,7	195,8	191,6	194,7	221,8
<i>Moins importations</i> ...	107,0	134,9	129,6	127,4	137,8	151,7	175,9	185,8	171,0	187,5	213,7
7. <b>Produit national brut</b> ...	<b>363,5</b>	<b>419,3</b>	<b>428,0</b>	<b>436,4</b>	<b>458,6</b>	<b>482,4</b>	<b>520,4</b>	<b>554,2</b>	<b>551,0</b>	<b>572,4</b>	<b>608,0</b>

**I 3c. — DEPENSES AUX PRIX DE 1953**

(Système normalisé)

(milliards de francs)

Source : Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa).

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
1. Consommation privée ...	305,1	308,7	308,1	312,0	321,2	338,1	347,0	356,9	349,6	368,5	382,5
2. Consommation publique	40,7	47,5	52,8	54,9	57,9	51,7	52,0	51,8	52,5	55,2	55,7
3. Formation brute de capital fixe : .....	69,8	62,2	61,2	65,0	73,3	72,8	80,5	82,8	77,6	85,2	90,5
<i>Entreprises</i> .....	61,3	54,4	54,3	58,0	66,1	65,7	72,5	75,2	70,0	76,5	82,0
<i>Etat</i> .....	8,5	7,8	6,9	7,0	7,2	7,1	8,0	7,6	7,6	8,7	8,5
4. Accroissement de stocks	- 0,3	5,5	3,6	1,8	3,0	- 0,4	3,7	6,1	0,4	- 0,7	3,6
5. Dépenses intérieures de l'économie .....	415,3	423,9	425,7	433,7	455,4	462,4	483,2	497,6	480,1	508,2	532,3
6. Exportations nettes : ...	-15,0	- 0,7	- 6,0	2,7	1,2	8,5	4,9	2,7	11,3	1,4	- 1,2
<i>Exportations</i> .....	108,1	123,9	116,7	130,1	144,2	165,6	182,0	184,4	190,1	203,2	226,5
<i>Moins importations</i> ...	123,1	124,6	122,7	127,4	143,0	157,1	177,1	181,7	178,8	201,8	227,7
7. Produit national brut ...	400,3	423,2	419,7	436,4	456,6	470,7	488,1	500,3	491,4	509,6	531,1

**I - 4. — INVESTISSEMENTS BRUTS DANS L'ENSEMBLE DE L'ECONOMIE \***

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques et de l'Energie, Direction Générale des Etudes et de la Documentation.

Années	Secteur privé								Secteur public 1				Total général (secteur public et privé)
	Immeubles d'habitation	Locaux professionnels	Outillage industriel	Autre outillage 2	Véhicules utilitaires	Autres véhicules	Divers 3	Total	Bâtiment et génie civil	Outillage	Défense nationale	Total	
1951 .....	14,0	7,1	n.d.	n.d.	2,0	2,8	n.d.	46,5	n.d.	n.d.	4,4	19,1	65,6
1952 .....	14,3	6,4	n.d.	n.d.	2,4	3,0	n.d.	50,1	n.d.	n.d.	9,2	23,1	73,2
1953 .....	15,6	7,5	19,3	5,1	2,1	3,3	0,8	53,7	9,9	4,1	8,5	22,5	76,2
1954 .....	18,1	8,1	18,9	5,5	2,6	4,1	0,7	58,0	10,2	3,8	6,4	20,4	78,4
1955 .....	18,0	8,9	20,2	5,8	2,4	4,6	0,4	60,3	11,7	5,8	5,0	22,5	82,8
1956 .....	19,0	9,8	25,6	7,7	2,3	4,6	0,5	69,5	13,3	4,3	4,3	21,9	91,4
1957 .....	28,0	10,9	25,4	7,8	2,4	4,8	1,2	80,5	13,2	4,7	5,0	22,9	103,4
1958 .....	24,3	10,4	24,6	8,4	2,3	4,8	0,9	75,7	13,6	4,7	4,1	22,4	98,1
1959 .....	25,2	10,0	25,2	7,2	2,1	5,0	1,3	76,0	17,1	5,5	2,8	25,4	101,4
1960 .....	28,5	12,0	27,9	9,9	2,7	5,5	0,3	86,8	15,2	4,5	3,4	23,1	109,9
1961 .....	30,0	16,0	32,0	10,1	3,0	6,0	1,0	98,1	16,4	4,9	3,0	24,3	122,4

1 Etat, Administrations subordonnées, S.N.C.B., O.N.J., S.N.C.V., R.V.A., Postes et Office des Chèques Postaux, R.T.T., R.T.B., S.N.D.E., voies hydrauliques, ports de mer et ports intérieurs.

2 Avions, navires et bateaux, outillage agricole, chemins de fer et tramways et outillage destiné à d'autres branches.

3 Travaux agricoles et variation du cheptel.

\* Cette estimation, établie par le Ministère des affaires économiques et de l'Energie, ne peut être rapprochée des données figurant au tableau I - 3b en raison de l'utilisation de séries statistiques, de méthodes et de bases d'évaluation différentes.

**Références bibliographiques :**

Population : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Publications du Centre National de Calcul Mécanique*. — *Recensement général de la population, de l'industrie et du commerce au 31 décembre 1947*. — *Bulletin de l'I.R.E.S.P.* — *Annuaire démographique* (O.N.U.). — *Revue Internationale du Travail* (B.I.T.). — *Annuaire des Statistiques du Travail* (B.I.T.).

Revenu national et P.N.B. : *Cahiers Economiques de Bruxelles* (D.U.L.B.E.A.) — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Yearbook of International Accounts Statistics* (O.N.U.).

Investissements : *L'Economiste belge* (Ministère des Affaires économiques).

## II. — EMPLOI ET CHOMAGE

### 1. — INDICES DE L'EMPLOI DANS L'INDUSTRIE (ouvriers)

Base 1958 = 100

Source : Ministère du Travail.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Industries extractives	Industries manufacturières							Textiles (sans confection)	Construction
			Ensemble	Métallurgie de base	Fabrications métalliques						
					Fabrication de produits métalliques à l'exclusion des machines et du matériel de transport	Construction de machines à l'exclusion des machines électriques	Construction de machines, appareils et fournitures électriques	Construction de matériel de transport			
1959	96,4	89,3	97,2	99,6	92,4	97,7	94,6	88,3	98,7	97,8	
1960	97,6	76,9	100,7	103,4	98,8	103,8	100,3	89,5	99,5	99,7	
1961	99,6	67,6	104,0	107,1	106,5	118,5	113,7	89,2	99,1	100,7	
1960 3 <sup>e</sup> trimestre	98,3	73,9	101,6	103,8	99,1	110,8	101,7	92,9	98,6	102,4	
4 <sup>e</sup> trimestre	98,6	72,7	102,6	105,1	101,8	112,9	106,8	88,5	100,3	100,7	
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	97,1	71,0	101,9	106,2	103,0	113,2	110,6	86,2	99,9	93,0	
2 <sup>e</sup> trimestre	99,6	68,6	103,6	106,7	106,3	116,3	111,4	88,9	99,7	101,8	
3 <sup>e</sup> trimestre	100,1	66,4	104,8	107,5	106,8	121,5	114,4	90,6	98,2	104,3	
4 <sup>e</sup> trimestre	100,9	64,6	105,7	108,1	109,9	122,9	118,3	91,1	98,7	103,6	
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	100,4	62,9	104,9	106,6	109,2	124,0	118,1	95,8	98,0	101,1	
1961 Mars	99,1	70,2	103,4	107,1	103,3	115,6	110,1	88,7	100,9	98,6	
Avril	99,2	69,4	103,3	106,4	105,2	115,3	110,7	88,9	99,7	100,1	
Mai	99,6	68,6	103,7	106,7	107,5	115,2	111,7	89,0	99,9	101,6	
Juin	100,0	67,8	103,9	107,0	106,2	118,5	111,8	88,7	99,4	103,6	
Juillet	99,2	67,2	104,0	106,9	105,6	120,4	112,3	90,6	97,6	103,0	
Août	99,7	66,2	104,9	107,3	106,4	122,4	115,2	90,5	98,6	104,2	
Septembre	101,3	65,7	105,5	108,2	108,3	121,6	115,7	90,6	98,4	105,6	
Octobre	101,5	65,3	106,0	108,3	109,2	122,8	117,6	88,8	98,1	105,3	
Novembre	101,3	64,6	106,1	108,2	109,7	123,3	118,8	92,1	99,4	104,0	
Décembre	100,0	63,8	105,0	107,7	110,8	122,6	118,6	92,3	98,7	101,6	
1962 Janvier	100,3	63,3	104,8	107,4	109,6	123,3	118,5	94,5	97,9	100,6	
Février	100,4	62,9	105,0	106,6	108,7	123,9	118,5	96,7	98,2	100,8	
Mars	100,5	62,6	104,9	105,9	109,2	124,8	117,3	96,3	98,0	101,9	

### II - 2. — CHOMAGE

#### Renseignements généraux

Source : Office National de l'Emploi.

	Nombre de jours ouvrables par période 1	Chômeurs contrôlés (milliers) 2			Moyenne mensuelle des journées perdues (milliers)	Nombre moyen de jours de chômage par mois 3		Milliers de chômeurs mis au travail par les pouvoirs publics 3	Demandes d'emploi 4 5	Offres d'emploi 4	
		Total	Complets	Partiels et accidentels		Complets	Partiels et accidentels			reques pendant le mois	en suspens à fin de mois
1953	303	245,8	183,6	62,2	6.207	20,8	8,7	8,7	128,3	24,9	7,0
1954	303	224,8	167,0	57,8	5.677	20,7	7,9	14,0	111,4	25,7	7,2
1955	304	172,4	116,5	55,9	4.366	20,2	8,9	22,7	70,9	27,7	13,4
1956	308	144,8	91,0	53,8	3.717	20,5	8,5	9,8	49,2	23,9	14,9
1957	302	116,8	77,9	38,9	2.942	19,9	7,6	5,3	40,1	19,4	12,9
1958	302	180,9	109,7	71,2	4.556	20,0	7,0	10,5	73,1	16,2	5,6
1959	302	199,2	125,0	74,2	5.014	20,7	8,2	17,3	82,8	19,3	5,3
1960	304	158,1	110,1	48,0	4.005	20,9	6,8	9,8	61,2	18,9	7,5
1961	308	126,3	87,9	38,4	3.241	21,2	7,7	7,1	31,4	20,1	12,5
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	78	177,4	119,2	58,2	4.614	22,0	8,2	4,3	55,6	19,5	8,3
2 <sup>e</sup> trimestre	74	111,2	85,0	26,2	2.408	20,4	6,5	8,5	26,8	23,5	13,7
3 <sup>e</sup> trimestre	76	90,3	70,6	19,7	2.288	20,9	6,3	8,5	18,6	19,9	15,4
4 <sup>e</sup> trimestre	80	124,5	76,5	48,0	3.320	21,0	8,5	6,9	24,7	17,6	12,8
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	* 60	140,9	74,6	66,3	2.819	16,1	6,8	4,4	28,2	20,1	13,1
2 <sup>e</sup> trimestre	61	64,0	41,8	22,2	1.302	15,5	5,9	7,6	14,6	20,6	16,6
3 <sup>e</sup> trimestre	69	52,1	34,5	17,6	1.199	16,8	6,6	8,1	12,5	17,1	15,5
1961 Novembre	23	101,8	75,6	26,2	2.341	19,0	6,3	6,9	25,3	17,2	13,0
Décembre	28	176,2	84,7	91,5	4.933	21,6	10,0	5,7	30,9	13,6	10,9
1962 Janvier	* 20	158,3	90,4	67,9	3.166	16,9	6,5	3,8	31,3	21,2	11,6
Février 6	20	151,0	77,7	73,3	3.020	15,6	7,2	4,4	29,2	17,8	12,7
Mars	20	113,4	55,8	57,6	2.268	15,8	6,7	5,0	24,1	21,2	15,0
Avril	23	71,1	46,6	24,5	1.636	17,2	6,4	6,6	17,8	21,9	17,0
Mai	19	62,0	41,2	20,8	1.179	14,7	5,7	7,9	14,3	21,9	17,0
Juin	19	57,4	36,6	20,8	1.092	14,5	5,6	8,2	11,8	18,0	15,7
Juillet	25	54,4	35,4	19,0	1.360	18,6	7,0	7,6	12,7	14,7	14,3
Août	19	50,4	33,3	17,1	958	14,8	5,9	8,3	11,4	17,6	15,5
Septembre	25	51,1	34,5	16,6	1.278	17,0	6,9	8,4	13,3	19,0	16,7
Octobre	19	51,1	34,4	16,7	918	13,5	5,6	8,0	12,8	20,9	14,8
Novembre	20	65,6	39,0	26,6							

1 Le mois de chômage comprend 4 ou 5 semaines.

2 Moyenne journalière par mois de chômage.

3 Durée moyenne du chômage =  $\frac{\text{Nombre de journées perdues par mois}}{\text{Nombre de chômeurs inscrits dans les bureaux de pointage communaux, par mois}}$

4 Demandes et offres d'emploi se rapportant uniquement aux ouvriers et ouvrières.

5 Chômeurs complets normalement aptes.

6 Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

\* Depuis 1962, la semaine n'est plus comptée que pour 5 jours dans le total du nombre de jours ouvrables; auparavant elle était de 6 jours.

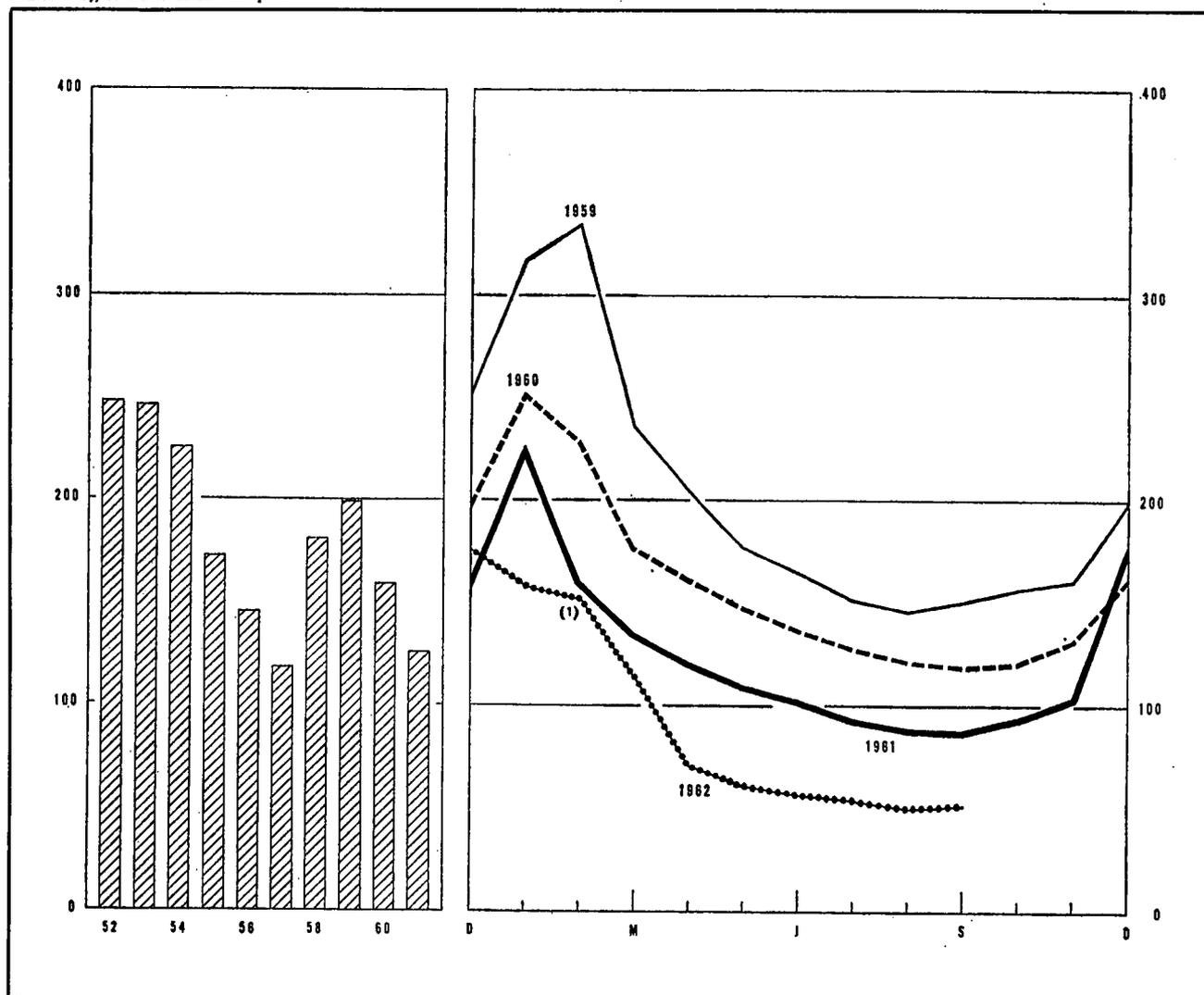
## II - 3. — CHOMAGE

### Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés

Chômeurs complets + chômeurs partiels

(milliers)

Source : Office National de l'Emploi.



	Année	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.		1959	1960	1961	1962
1953	246	296	230	212	243	Janvier	317	252	226	158
1954	225	319	219	179	179	Février	335	229	160	151 <sup>1</sup>
1955	172	280	152	116	137	Mars	236	177	135	113
1956	145	247	122	95	115	Avril	205	161	120	71
1957	117	144	96	88	138	Mai	177	148	109	62
1958	181	204	166	149	204	Juin	165	137	102	57
1959	199	292	182	150	171	Juillet	152	128	93	54
1960	158	221	149	123	137	Août	146	122	89	50
1961	126	177	111	90	124	Septembre	151	119	88	51
1962		141 <sup>1</sup>	64	52		Octobre	157	121	93	51
						Novembre	161	132	102	66
						Décembre	199	162	176	

Références bibliographiques : *Communiqués mensuels de l'O.N.E.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Revue du Travail.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.).* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Informations statistiques (C.E.C.A.).* — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.).*

<sup>1</sup> Depuis février 1962, les chiffres ne tiennent plus compte des chômeurs dispensés du contrôle communal en application de l'arrêté ministériel du 29-12-61.

### III. — AGRICULTURE ET PECHE

#### 1. — PRODUCTION AGRICOLE

Sources : Ministère de l'Agriculture (production végétale). — Institut National de Statistique (nombre d'animaux, production animale et superficie cultivée).

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962
<b>Superficie cultivés <sup>1</sup></b> (milliers d'hectares)									
Céréales panifiables .....	274	272	260	280	296	275	273	256	252
dont : froment .....	184	191	188	208	219	201	203	206	209
seigle .....	82	74	68	66	69	66	63	44	39
Céréales non panifiables .....	233	234	254	238	240	256	252	263	260
Plantes industrielles .....	95	98	99	92	94	89	96	92	93
Plantes racines et tuberculifères .....	163	152	151	145	141	143	131	120	116
Légumes cultivés pour la graine .....	13	13	14	13	12	12	11	11	10
Prés et prairies .....	815	815	818	814	811	827	819	821	829
Divers .....	149	147	132	137	128	133	134	142	135
<b>Total ...</b>	<b>1.742</b>	<b>1.731</b>	<b>1.728</b>	<b>1.719</b>	<b>1.722</b>	<b>1.735</b>	<b>1.716</b>	<b>1.705</b>	<b>1.695</b>
<b>Production végétale</b> (milliers de tonnes)									
Froment .....	575	714	597	751	779	793	773	722	
Autres céréales .....	972	1.008	985	961	983	1.046	1.036	992	
Betteraves sucrières .....	2.132	2.246	2.203	2.486	2.832	1.485	3.063	2.703	
Lin (graines et paille) .....	236	272	235	182	170	125	214	196	
Chicorées à café .....	109	95	54	51	56	44	55	60	
Pommes de terre .....	2.634	2.184	2.034	2.044	1.914	1.466	1.894	1.780	
<b>Nombre d'animaux <sup>1</sup></b> (milliers d'unités)									
Chevaux agricoles .....	208	195	189	182	178	170	159	148	141
Total des bovidés .....	2.373	2.393	2.413	2.485	2.596	2.630	2.690	2.728	2.832
dont : vaches laitières et de trait .....	971	985	973	976	995	1.012	1.022	1.025	1.051
Porcs .....	1.310	1.419	1.471	1.366	1.423	1.447	1.726	1.772	2.053
<b>Production animale</b>									
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres) .....	1.153	1.168	1.198	1.277	1.319	1.303	1.420	1.538	
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes) .....	381	392	400	391	412	424	441	429	

<sup>1</sup> Recensements au 15 mai de chaque année.

#### III - 2. — PECHE MARITIME

##### Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges

(moyennes mensuelles en tonnes)

Source : Institut National de Statistique.

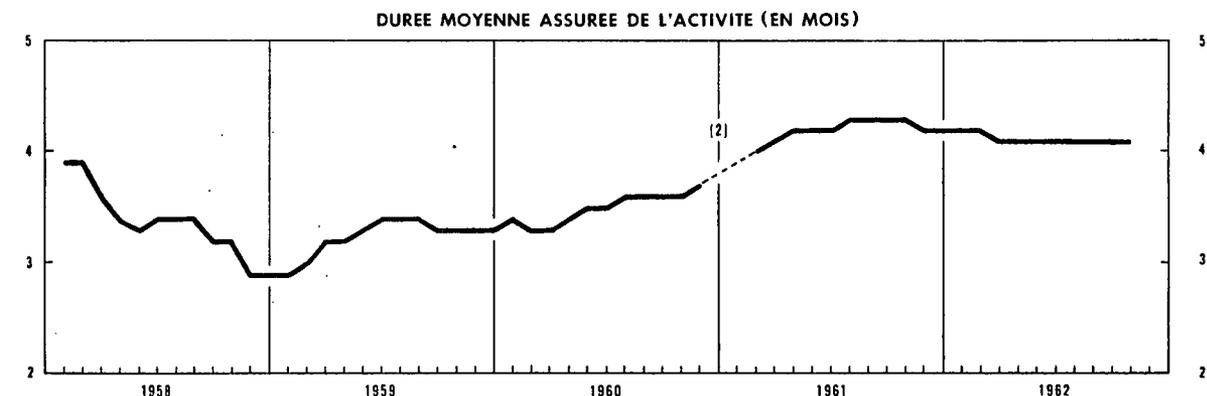
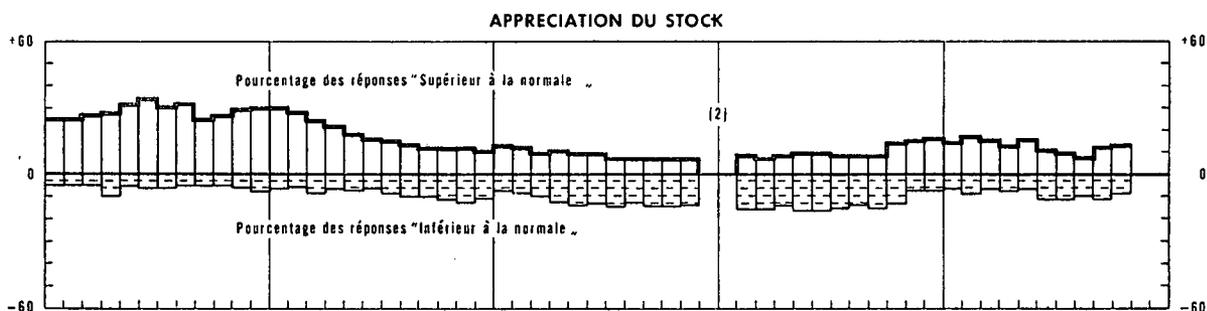
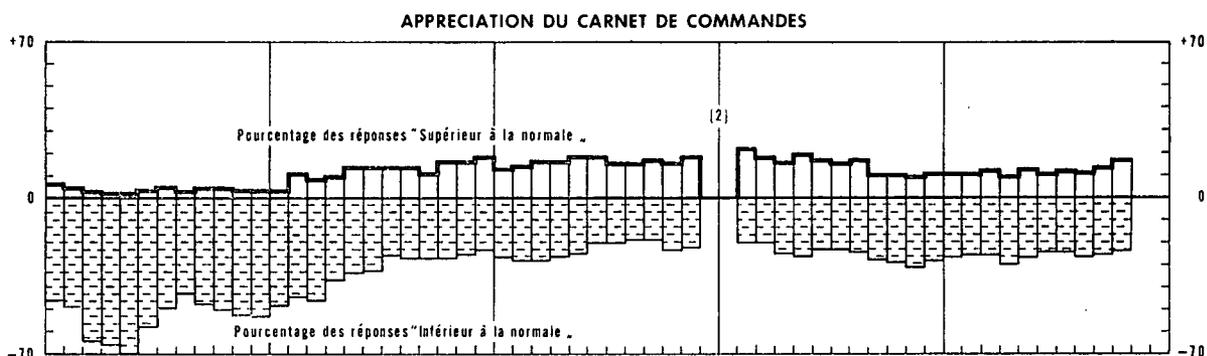
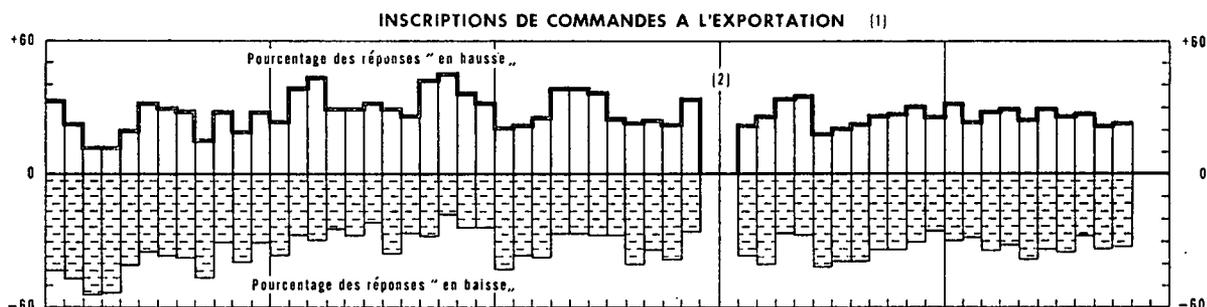
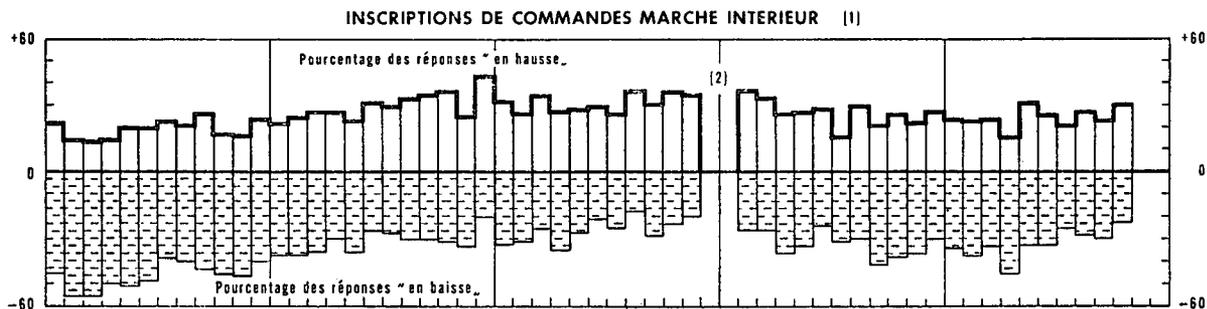
	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Aiglefin .....	383	448	546	519	445	374	232	262	285
Cabillaud .....	852	715	870	764	662	834	653	689	698
Plie .....	421	378	392	379	427	451	381	390	291
Sole .....	502	465	323	299	289	315	257	350	314
Raie .....	277	241	312	314	356	337	342	323	328
Hareng .....	1.370	1.400	1.650	716	254	201	260	528	409
Crevettes .....	164	122	178	266	84	64	89	39	80

Références bibliographiques : *Revue de l'Agriculture* (Ministère de l'Agriculture). — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Données statistiques* (Conseil de l'Europe). — *Bulletin mensuel : Economie et statistique agricole* (F.A.O.).

# IV. — INDUSTRIE

## IV - 1. — RESULTATS DES ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Ensemble des industries : Textile — Sidérurgie — Fabrications métalliques — Papier — Bois — Cuir.

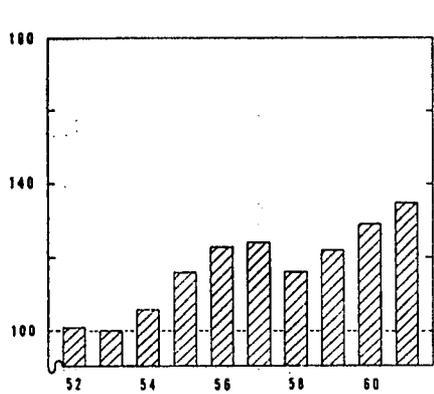


1 Mouvements saisonniers éliminés.  
2 Grèves dans les industries de la sidérurgie et des fabrications métalliques.

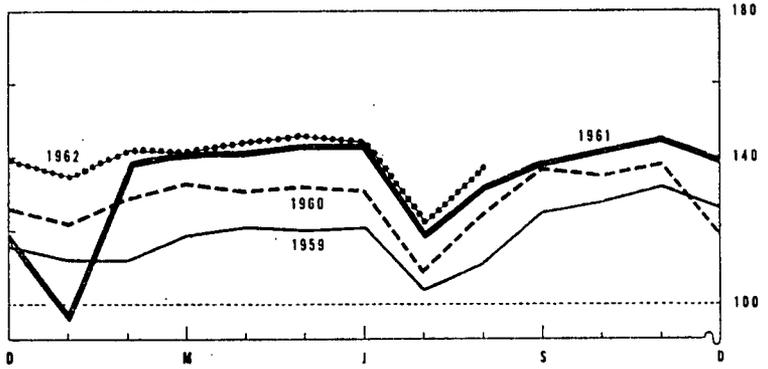


### IV - 2. — INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (I.R.E.S.P.)

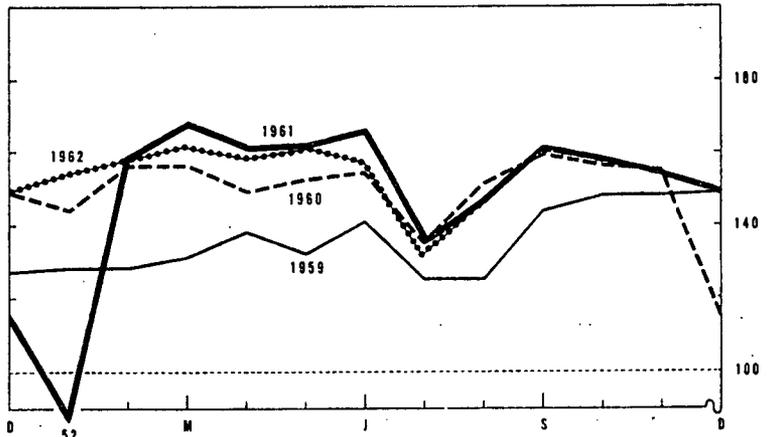
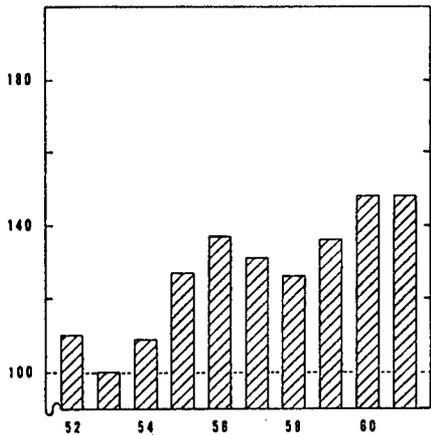
Base 1953 = 100



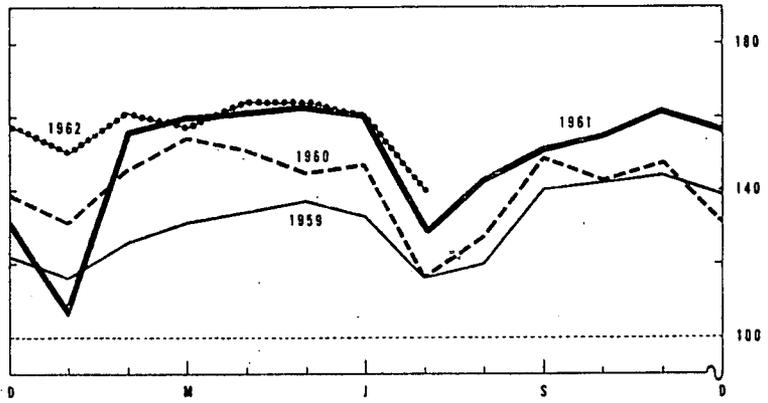
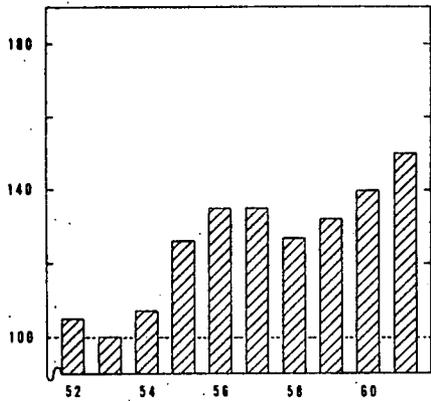
ENSEMBLE DES INDUSTRIES



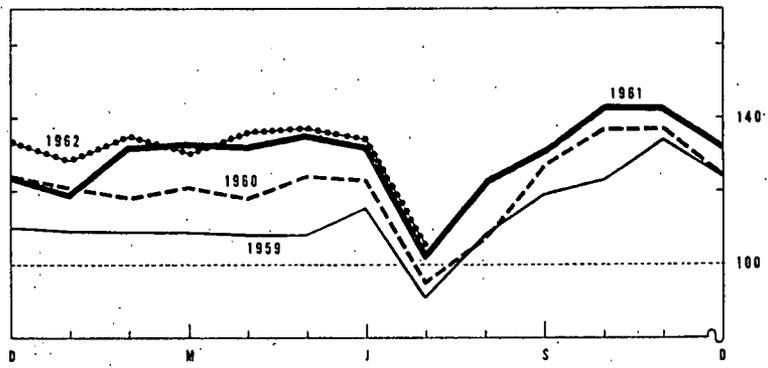
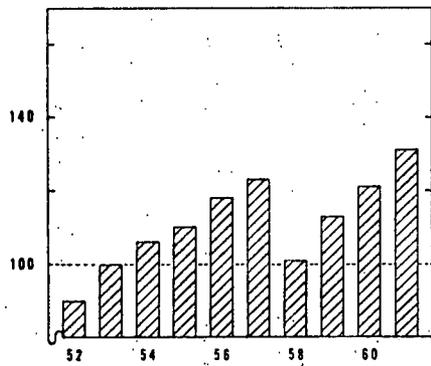
SIDERURGIE ET METAUX NON FERREUX



FABRICATIONS METALLIQUES



TEXTILES



### IV - 3. — ENERGIE

Sources : Direction générale des Mines [col. (1), (2) et (5)] — Administration de l'Industrie [col. (8) et (9)] — Calculs B.N.B. [col. (4)] — I.N.S. [col. (3), (6) et (7)].

Moyennes mensuelles ou mois	Houille					Electricité	Pétroles bruts	Gaz	
	Production globale	Stock sur le carreau des char- bonnages à fin de période	Importations nettes	Consom- mation apparente de houille crue 1	Rendement journalier par ouvrier fond et surface	Production totale	Mise en œuvre	Production des cokeries destinée aux fournitures industrielles directes	Total de gaz disponible
	(milliers de tonnes)				(kg)	(millions kWh)	(millions l.)	(millions de m <sup>3</sup> )	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)
1953 .....	2.505	3.074	— 133	2.479	766	799	308	75	145
1954 .....	2.437	2.815	— 125	2.563	784	862	365	84	159
1955 .....	2.498	371	— 287	2.702	826	912	453	92	168
1956 .....	2.463	179	35	2.777	841	987	522	99	182
1957 .....	2.424	1.413	126	2.738	838	1.051	520	97	180
1958 .....	2.255	6.928	221	2.319	841	1.043	630	100	182
1959 .....	1.896	7.496	233	2.410	907	1.097	643	103	188
1960 .....	1.872	6.565	159	2.472	1.019	1.174	669	109	200
1961 .....	1.794	4.394	122	2.486	1.090	1.247	769	102	196
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.761	6.505	162	2.326	1.071	1.194	712	88	187
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.913	6.203	116	2.530	1.104	1.199	769	115	201
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.656	5.384	94	2.394	1.074	1.189	836	104	185
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1.844	4.394	137	2.684	1.110	1.406	759	102	212
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.790	3.360	96	2.584	1.119	1.378	778	103	227
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.801	2.597	118	2.591	1.148	1.274	854	106	206
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 1.612	p 1.984			p 1.148	1.253	805		
1961 Octobre .....	1.864	5.109	145	2.677	1.091	1.412	684	107	203
Novembre .....	1.888	4.826	98	2.573	1.126	1.400	788	100	210
Décembre .....	1.780	4.394	167	2.802	1.113	1.405	804	99	224
1962 Janvier .....	1.924	4.143	68	2.623	1.122	1.426	777	103	231
Février .....	1.608	3.747	93	2.459	1.111	1.285	749	96	211
Mars .....	1.837	3.360	126	2.669	1.123	1.423	808	110	239
Avril .....	1.743	3.030	98	2.622	1.146	1.280	851	102	208
Mai .....	1.844	2.808	116	2.574	1.141	1.304	872	111	215
Juin .....	1.817	2.597	141	2.577	1.156	1.238	840	105	194
Juillet .....	1.370	2.434	184	2.069	1.124	1.133	837	95	178
Août .....	1.812	2.221			1.153	1.266	836	106	192
Septembre .....	p 1.655	p 1.984			p 1.166	1.360	742		
Octobre .....	p 1.924	p 1.820							

1 Production de houille + importations nettes de charbon, de coke et d'agglomérés + la variation des stocks (1,8 tonne de coke et 0,9 tonne d'agglomérés = 1 tonne de houille crue).

### IV - 4. — METALLURGIE

Sources : I.N.S. [col. (1) et (2)] — Fabrimétal [col. (3) à (6)].

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions totales
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
1953 .....	369	280	2,93	1,26	4,19	4,69
1954 .....	413	302	3,12	1,67	4,79	4,86
1955 .....	492	366	3,49	1,96	5,45	5,54
1956 .....	532	397	4,34	2,78	7,12	6,32
1957 .....	523	371	3,87	2,27	6,14	6,63
1958 .....	501	350	3,44	1,99	5,43	6,62
1959 .....	536	386	3,98	2,55	6,53	6,69
1960 .....	599	407	4,40	2,93	7,33	7,26
1961 .....	584	405	5,43	3,76	9,19	8,09
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	480	339	4,94	3,25	8,19	7,50
2 <sup>e</sup> trimestre .....	649	440	5,96	4,02	9,98	8,23
3 <sup>e</sup> trimestre .....	614	403	4,89	3,06	7,95	7,97
4 <sup>e</sup> trimestre .....	594	437	5,93	4,71	10,64	8,67
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	622	462	p 5,40	p 4,17	p 9,57	p 8,72
2 <sup>e</sup> trimestre .....	626	458	p 5,32	p 3,73	p 8,95	p 8,86
3 <sup>e</sup> trimestre .....	592 <sup>1</sup>					
1961 Octobre .....	634	455	7,56	4,54	12,10	8,96
Novembre .....	574	431	5,00	4,99	9,98	8,17
Décembre .....	573	425	5,24	4,59	9,83	8,89
1962 Janvier .....	606	469	p 5,54	p 3,90	p 9,44	p 8,12
Février .....	597	421	p 4,85	p 3,83	p 8,68	p 8,76
Mars .....	662	497	p 5,82	p 4,76	p 10,58	p 9,28
Avril .....	605	444	p 4,89	p 3,57	p 8,46	p 8,43
Mai .....	648	476	p 5,64	p 4,21	p 9,85	p 9,16
Juin .....	626	454	p 5,13	p 3,40	p 8,53	p 9,01
Juillet .....	527	365	p 4,33	p 2,88	p 7,21	p 8,21
Août .....	623 <sup>1</sup>		p 5,33	p 3,28	p 8,61	p 8,47
Septembre .....	627 <sup>1</sup>					
Octobre .....	616 <sup>1</sup>					

1 Estimation sur base chiffre Agefi.

### IV - 5. — CONSTRUCTION : données annuelles

Source : Institut National de Statistique.

Années	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation					Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation				
	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées				Bâtiments commencés
	Constructions nouvelles ou reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles			Constructions nouvelles et reconstructions totales		Transformations, extensions ou reconstructions partielles		
	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	Volume à construire (milliers de m <sup>3</sup> )	Nombre	
1952	28.622	18.584	8.080	1.110	—	2.566	5.204	1.624	2.027	—
1953	35.536	22.764	9.028	1.153	—	3.082	7.519	2.202	2.633	—
1954	38.600	25.220	8.752	1.114	32.783	3.288	7.450	2.318	2.791	5.029
1955	36.615	23.564	9.468	1.220	31.698	3.588	8.561	2.569	3.731	5.422
1956	33.742	22.793	9.266	1.226	32.604	3.921	10.997	3.123	4.482	5.982
1957	34.904	24.063	9.407	1.318	31.724	3.618	9.255	3.009	3.772	6.090
1958	32.329	21.732	9.368	1.192	30.605	2.636	6.059	2.619	2.843	4.809
1959	38.989	26.683	9.724	1.368	35.333	3.036	8.661	3.135	4.951	5.209
1960	41.102	28.881	9.645	1.230	34.800	3.151	11.805	3.567	6.360	5.530

### IV - 6. — CONSTRUCTION : données mensuelles

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Bâtiments destinés exclusivement ou principalement à l'habitation 1		Bâtiments destinés principalement à un autre usage que l'habitation 2	
	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés	Autorisations de bâtir accordées	Bâtiments commencés
1960 3 <sup>e</sup> trimestre	3.370	3.131	618	531
4 <sup>e</sup> trimestre	3.096	2.506	529	436
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	3.824	2.780	575	440
2 <sup>e</sup> trimestre	4.262	3.922	731	602
3 <sup>e</sup> trimestre	3.594	3.492	671	582
4 <sup>e</sup> trimestre	3.110	2.477	560	433
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	3.603	1.869	628	287
1961 Mai	4.270	4.157	695	572
Juin	4.497	3.707	824	648
Juillet	3.693	3.450	724	546
Août	3.743	3.404	671	622
Septembre	3.345	3.622	619	578
Octobre	3.065	2.952	610	485
Novembre	3.291	2.594	554	440
Décembre	2.975	1.884	517	373
1962 Janvier	3.456	1.307	549	214
Février	3.296	1.632	581	220
Mars	4.058	2.668	755	427
Avril	4.700	3.372	864	474
Mai		3.376		415

1 Constructions nouvelles ou reconstructions totales pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

2 Constructions, reconstructions, transformations et extensions pour lesquelles une autorisation de bâtir a été accordée.

**IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.**

Indices généraux de la production industrielle (non ajustés pour variations saisonnières)

Base 1953 = 100

Source : O.C.D.E.

	Ensemble des pays C.E.E.			Belgique			Allemagne occidentale <sup>1</sup>		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	166	179	+ 7,8	130	126 <sup>2</sup>	- 2,6	169	185	+ 9,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	175	187	+ 6,9	133	142	+ 6,7	182	193	+ 6,0
3 <sup>e</sup> trimestre .....	164	170	+ 3,7	125	130	+ 4,1	174	181	+ 4,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	184	195	+ 6,0	131 <sup>2</sup>	143	+ 9,3	194	202	+ 4,1
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	179	189	+ 5,6	126 <sup>2</sup>	140	+ 10,9	185	188	+ 1,6
2 <sup>e</sup> trimestre .....	187	198	+ 5,9	142	145	+ 1,8	193	203	+ 5,2
3 <sup>e</sup> trimestre .....	170	182	+ 7,1	130	136	+ 5,2	181	191	+ 5,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	195			143			202		
	France			Italie			Pays-Bas		
	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *	1960	1961	% variat. *
1 <sup>er</sup> trimestre .....	174	186	+ 6,9	175	193	+ 10,3	150	160	+ 6,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	180	192	+ 6,7	182	196	+ 7,7	160	162	+ 1,3
3 <sup>e</sup> trimestre .....	155	159	+ 2,6	179	194	+ 8,4	154	154	0,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	189	201	+ 6,3	190	214	+ 12,6	165	164	- 0,6
	1961	1962		1961	1962		1961	1962	
1 <sup>er</sup> trimestre .....	186	199	+ 7,0	193	217	+ 12,4	160	162	+ 1,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	192	206	+ 7,3	196	216	+ 10,2	162	167	+ 3,1
3 <sup>e</sup> trimestre .....	159	174	+ 9,4	194	208	+ 7,2	154	161	+ 4,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	201			214			164		

\* Pourcentage de variation par rapport à l'indice du trimestre correspondant de l'année précédente.

<sup>1</sup> A l'exclusion de la Sarre et de Berlin-Ouest.

<sup>2</sup> Grève.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Annales des Mines de Belgique*. — *Revue du Travail*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Bulletin de Fabrimétal*. — *Bulletin statistique mensuel de Fédéchar*. — *Bulletin mensuel du M.A.E.* (Administration de l'Industrie - Energie électrique). — *Energis*. — *Figas*, circulaire d'information de la Fédération de l'Industrie du Gaz. — *Agence économique et financière*. — *L'Construction*. — *Statistiques générales (O.C.D.E.)*.

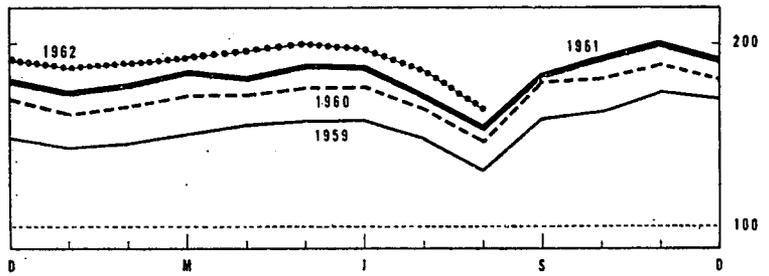
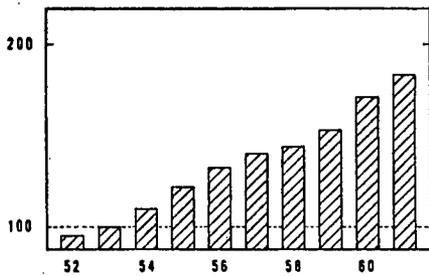
IV - 7. — EVOLUTION COMPAREE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE  
DES PAYS DE LA C.E.E.

Indices généraux de la production industrielle (O.C.D.E.)

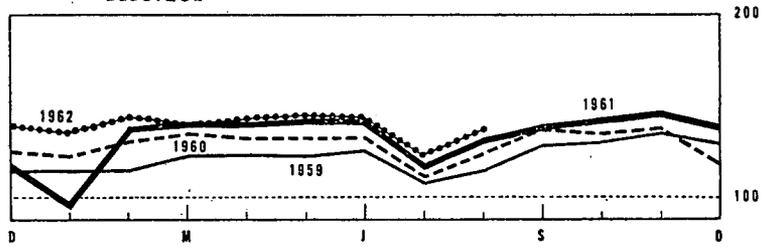
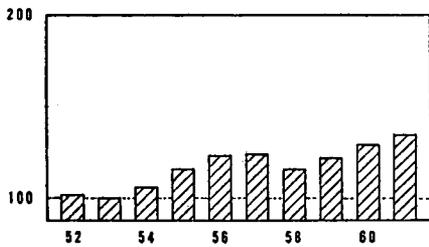
Base 1953 = 100

(non ajustés pour variations saisonnières)

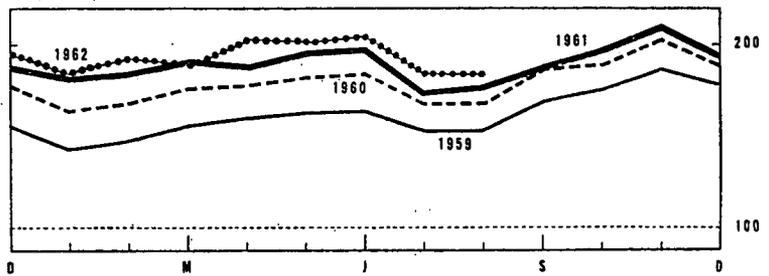
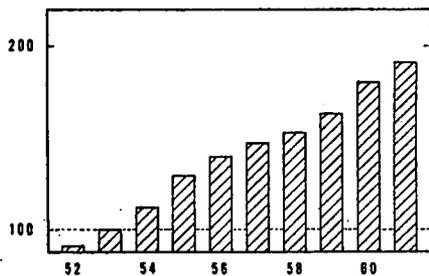
ENSEMBLE DES PAYS DE LA C. E. E.



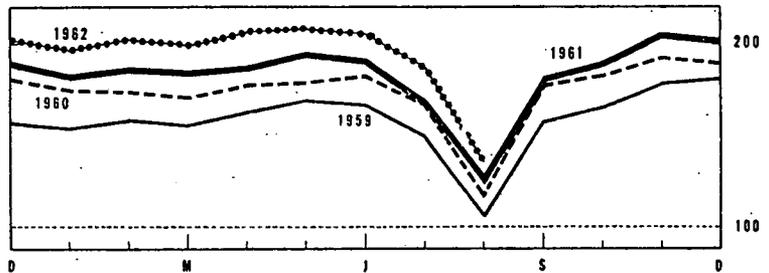
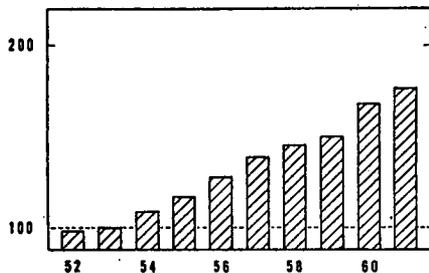
BELGIQUE



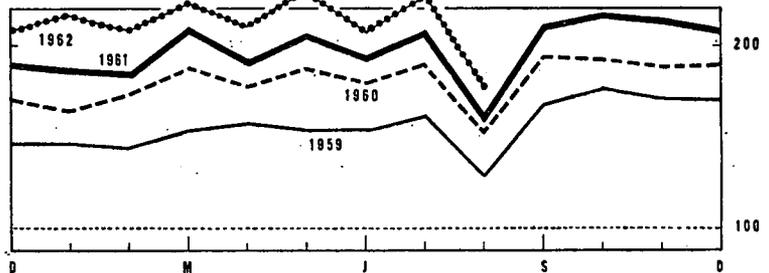
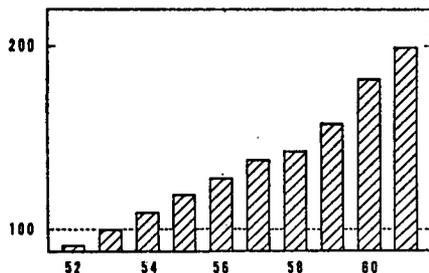
ALLEMAGNE OCCIDENTALE (à l'exclusion de la Sarre et de Berlin - Ouest)



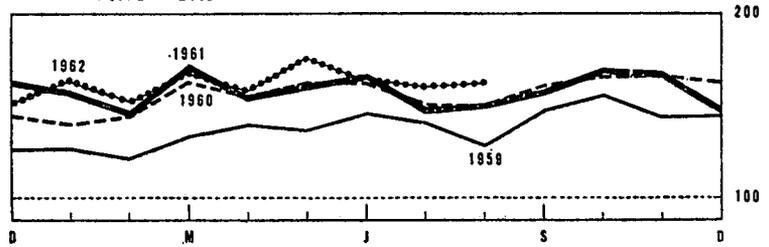
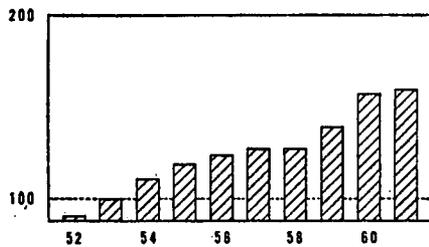
FRANCE



ITALIE



PAYS - BAS



## V. — SERVICES

### 1. — TRANSPORTS

#### a). — Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B., S.N.C.V. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					S.N.C.V. Tonnes-km transportées 2	SABENA		
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)					Trafic payant aérien régulier	(millions de passagers-km)	(millions de tonnes-km)
		Nombre de voyageurs- km	Nombre de tonnes-km productives 1	Tonnage total	dont				
	combustible et huiles minérales				Minerais				
(millions)	(milliers de tonnes)	(milliers de tonnes)	(milliers)	(milliers)	(milliers)				
1953 .....	627	477	5.150	2.154	802	2.019	37,3	5,4	
1954 .....	630	470	5.104	2.239	794	1.423	40,8	6,0	
1955 .....	654	547	5.745	2.504	946	1.201	48,2	7,0	
1956 .....	694	577	5.874	2.389	980	965	56,7	8,2	
1957 .....	713	548	5.558	2.321	966	797	77,4	10,0	
1958 .....	755	486	4.818	1.876	959	618	99,7	12,2	
1959 .....	710	505	4.874	1.866	1.043	364	88,7	11,3	
1960 .....	715	525	5.070	1.935	1.155	294	108,7	13,8	
1961 .....	724	538	5.115	1.937	1.178	225	98,2	12,9	
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	668	468	4.415	1.733	930	117	76,9	11,2	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	737	557	5.360	2.031	1.251	154	98,1	13,1	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	759	543	5.153	1.913	1.270	196	137,2	16,3	
4 <sup>e</sup> trimestre .....	733	584	5.534	2.071	1.255	432	80,4	11,1	
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	p 728	536	5.130	2.004	1.208	233	77,5	10,1	
2 <sup>e</sup> trimestre .....	p 753	546	5.232	1.984	1.259	234	122,7	14,3	
3 <sup>e</sup> trimestre .....	p 766	505	4.897	1.856	1.173	188			
1961 Septembre .....	759	563	5.433	2.045	1.304	223	135,1	16,0	
Octobre .....	724	588	5.668	2.047	1.217	450	103,8	13,3	
Novembre .....	768	596	5.657	2.072	1.297	598	65,9	9,8	
Décembre .....	708	567	5.276	2.095	1.252	247	71,6	10,1	
1962 Janvier .....	p 748	560	5.303	2.183	1.221	262	76,7	9,9	
Février .....	p 693	490	4.723	1.845	1.106	205	69,2	9,2	
Mars .....	p 744	558	5.363	1.984	1.297	233	86,6	11,2	
Avril .....	p 744	520	4.997	1.935	1.184	233	103,8	12,7	
Mai .....	p 749	561	5.372	2.009	1.322	239	111,2	13,4	
Juin .....	p 767	556	5.327	2.008	1.270	230	153,1	16,9	
Juillet .....	p 768	492	4.577	1.631	1.216	192	183,2	19,9	
Août .....	p 781	512	5.082	1.987	1.148	170	170,1	18,4	
Septembre .....	p 749	511	5.032	1.949	1.154	202			

1 Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

2 Les tonnes-km transportées sont calculées en faisant la somme des produits du tonnage transporté par le nombre de kilomètres du transport effectué.

#### V - 1b). — Navigation maritime

Sources : Administration du Port d'Anvers [col. (1)], du Port de Gand [col. (4)], I.N.S. (autres colonnes).

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand		
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)	
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
1953 .....	2.538	1.201	1.147	116	117	76
1954 .....	2.634	1.276	1.091	119	113	85
1955 .....	2.830	1.439	1.234	154	155	118
1956 .....	3.172	1.865	1.279	178	216	82
1957 .....	3.296	1.828	1.227	171	209	79
1958 .....	3.545	1.723	1.210	163	169	82
1959 .....	3.622	1.668	1.266	145	152	83
1960 .....	3.774	1.816	1.288	150	166	75
1961 .....	3.846	1.936	1.284	139	167	61
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3.567	1.674	1.160	121	154	51
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3.872	1.960	1.275	146	153	67
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.935	2.019	1.295	161	195	56
4 <sup>e</sup> trimestre .....	4.011	2.090	1.408	128	168	69
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	4.142	2.005	1.427	121	133	70
2 <sup>e</sup> trimestre .....	4.213	2.322	1.359	127	141	71
3 <sup>e</sup> trimestre .....	4.181			153		
1961 Octobre .....	3.905	2.230	1.491	137	185	60
Novembre .....	3.997	1.910	1.445	123	170	71
Décembre .....	4.131	2.130	1.289	123	150	77
1962 Janvier .....	4.400	2.156	1.538	124	123	73
Février .....	3.733	2.040	1.302	103	137	74
Mars .....	4.294	1.818	1.442	135	140	64
Avril .....	4.071	2.178	1.402	117	107	55
Mai .....	4.382	2.495	1.202	128	101	75
Juin .....	4.185	2.292	1.474	136	216	82
Juillet .....	4.272	2.111	1.138	157	139	53
Août .....	4.221			157		
Septembre .....	4.049			145		
Octobre .....	4.258			139		

1 Trafic intérieur + importations + exportations + transit.

#### V - 1c). — Navigation intérieure

Source : I.N.S.

Ensemble des trafics 1	
(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes km.)
(1)	(2)
3.912	327
4.258	343
4.737	385
4.659	374
4.642	383
4.269	361
4.534	402
5.097	436
5.426	456
4.645	393
5.702	491
5.917	489
5.440	452
5.276	422
5.858	471
5.685	478
5.616	468
5.018	409
5.084	401
4.841	385
5.903	481
5.368	434
6.074	482
6.133	498
5.873	479

### V - 2. — TOURISME

(milliers de nuitées)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	Allemagne occ.	U.S.A.
1953 .....	761	577	41	28	45	14	16
1954 .....	911	692	50	31	57	19	17
1955 .....	1.019	766	60	33	68	22	19
1956 .....	1.084	815	66	35	71	23	19
1957 .....	1.186	898	71	33	81	25	19
1958 .....	1.341	877	84	37	102	69	51
1959 .....	1.249	979	55	30	82	27	20
1960 .....	1.307	982	69	33	99	33	25
1961 .....	1.387	1.061	74	34	89	38	21
1960 4 <sup>e</sup> trimestre .....	373	235	23	19	15	18	15
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	347	226	23	16	13	16	9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.184	874	50	32	93	39	26
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3.602	2.794	196	66	231	76	34
4 <sup>e</sup> trimestre .....	383	232	27	20	17	20	15
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	322	194	22	18	13	19	12
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.369	997	77	36	115	42	28
1961 Juin .....	1.692	1.316	51	37	136	45	30
Juillet .....	4.855	3.864	197	64	238	63	42
Août .....	4.792	3.786	299	96	334	105	33
Septembre .....	1.158	732	91	38	121	60	27
Octobre .....	439	256	28	23	23	27	22
Novembre .....	357	218	27	18	14	18	12
Décembre .....	352	221	25	20	15	16	11
1962 Janvier .....	309	187	21	16	11	17	10
Février .....	304	184	21	17	12	17	11
Mars .....	354	210	24	20	15	22	14
Avril .....	1.258	918	97	31	93	34	21
Mai .....	785	517	45	31	58	32	29
Juin .....	2.065	1.555	88	47	193	60	38

### V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a). — Indices des ventes

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Grands magasins à rayons multiples					Coopératives	Grandes entreprises spécialisées dans l'habillement 4		Gros-sistes	Entre-prises à suc-cursales	Indices après élimination des variations de prix et des variations saisonnières (Calculs B.N.B.)		
	Indice général	Alimen-tation	Habille-ment	Ameu-blement	Ménage 1		Hom-mes 2	Sous-vête-ments et acces-soires 3			Alimen-tation générale	Alimen-tation	Grands maga-sins
1953 .....	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1954 .....	108	113	102	105	105	109	104	80	107	103	104	107	104
1955 .....	114	120	111	108	114	115	113	88	111	107	113	114	109
1956 .....	124	133	120	114	127	125	123	97	132	120	119	121	126
1957 .....	129	132	126	124	139	125	125	105	131	123	121	117	122
1958 .....	139	140	138	129	149	131	132	105	139	131	128	121	129
1959 .....	144	145	149	126	150	132	136	104	145	138	131	120	132
1960 .....	156	159	159	141	162	138	144	106	155	144	143	125	142
1961 .....	161	160	164	145	165	144	168	116	163	152	145	130	147
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	146	155	148	152	156	142	146	120	154	144	145	129	148
2 <sup>e</sup> trimestre .....	156	154	169	144	162	142	212	109	159	151	146	132	145
3 <sup>e</sup> trimestre .....	154	152	151	147	169	139	141	116	169	147	144	127	145
4 <sup>e</sup> trimestre .....	187	180	190	136	173	154	173	118	169	167	143	131	150
1962 1 <sup>er</sup> trimestre ..... p	149	173	139	151	155	149	139	146	161	165	146	134	153
2 <sup>e</sup> trimestre ..... p	168	168	184	153	165	149	210	129	174	166	154	135	153
3 <sup>e</sup> trimestre ..... p	159	153	157	159	172	136	134	172	162	149	149	136	146
1961 Septembre .....	153	158	145	152	166	142	152	83	169	151	145	126	146
Octobre .....	163	163	179	142	163	145	195	105	162	152	140	125	147
Novembre .....	181	168	176	125	149	142	150	107	169	151	144	132	164
Décembre .....	216	210	216	141	208	175	173	143	177	198	144	136	140
1962 Janvier ..... p	148	168	147	149	142	152	150	212	165	156	142	134	156
Février ..... p	134	161	114	141	153	140	107	99	153	158	143	132	152
Mars ..... p	165	190	155	164	169	156	159	127	166	180	154	136	152
Avril ..... p	166	172	180	151	158	142	243	129	170	151	148	129	153
Mai ..... p	165	169	174	155	170	153	199	123	175	169	150	137	155
Juin ..... p	174	164	198	153	168	153	188	134	177	178	165	139	151
Juillet ..... p	162	143	173	158	175	137	142	157	166	157	139	124	141
Août ..... p	153	154	139	150	167	145	109	129	178	163	154	136	150
Septembre ..... p	163	162	160	168	175	156	156	117	171	165	153	136	147

1 Articles de ménage et appareils ménagers. — 2 Comprend principalement des vêtements de dessus. — 3 Sous-vêtements : hommes et/ou femmes.  
4 Un certain nombre de firmes supplémentaires ayant été incorporées à l'échantillon, les indices, à partir de 1962, ne sont plus entièrement comparables à ceux des années antérieures.

V - 3b). — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : Institut National de Statistique.

	Nombre de contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.208	534	144	530	9,48	2,19	3,34	3,95	4,71	1,48	1,53	1,70
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.339	620	153	566	10,20	2,54	3,44	4,22	4,90	1,57	1,50	1,83
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.418	643	159	616	11,36	2,82	3,72	4,82	5,14	1,68	1,58	1,88
2 <sup>e</sup> semestre ...	1.430	625	169	636	11,75	2,92	3,80	5,03	4,99	1,67	1,51	1,81
1962 1 <sup>er</sup> semestre ...	1.405	634	170	601	11,86	3,15	3,91	4,80	5,29	1,73	1,65	1,91

2° — Retards de paiement

	Nombre de débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Total des montants de 3 termes impayés par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (millions de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers		vendeurs	banques	organismes de financement ou particuliers
1959 2 <sup>e</sup> semestre .....	50	24	1	25	72,2	28,1	6,4	37,7
1960 1 <sup>er</sup> semestre .....	46	22	1	23	72,3	27,2	6,1	39,0
2 <sup>e</sup> semestre .....	51	24	1	26	81,1	27,8	6,8	46,5
1961 1 <sup>er</sup> semestre .....	55	27	1	27	87,1	31,4	6,3	49,4
2 <sup>e</sup> semestre .....	50	26	1	23	81,8	30,0	5,9	45,9

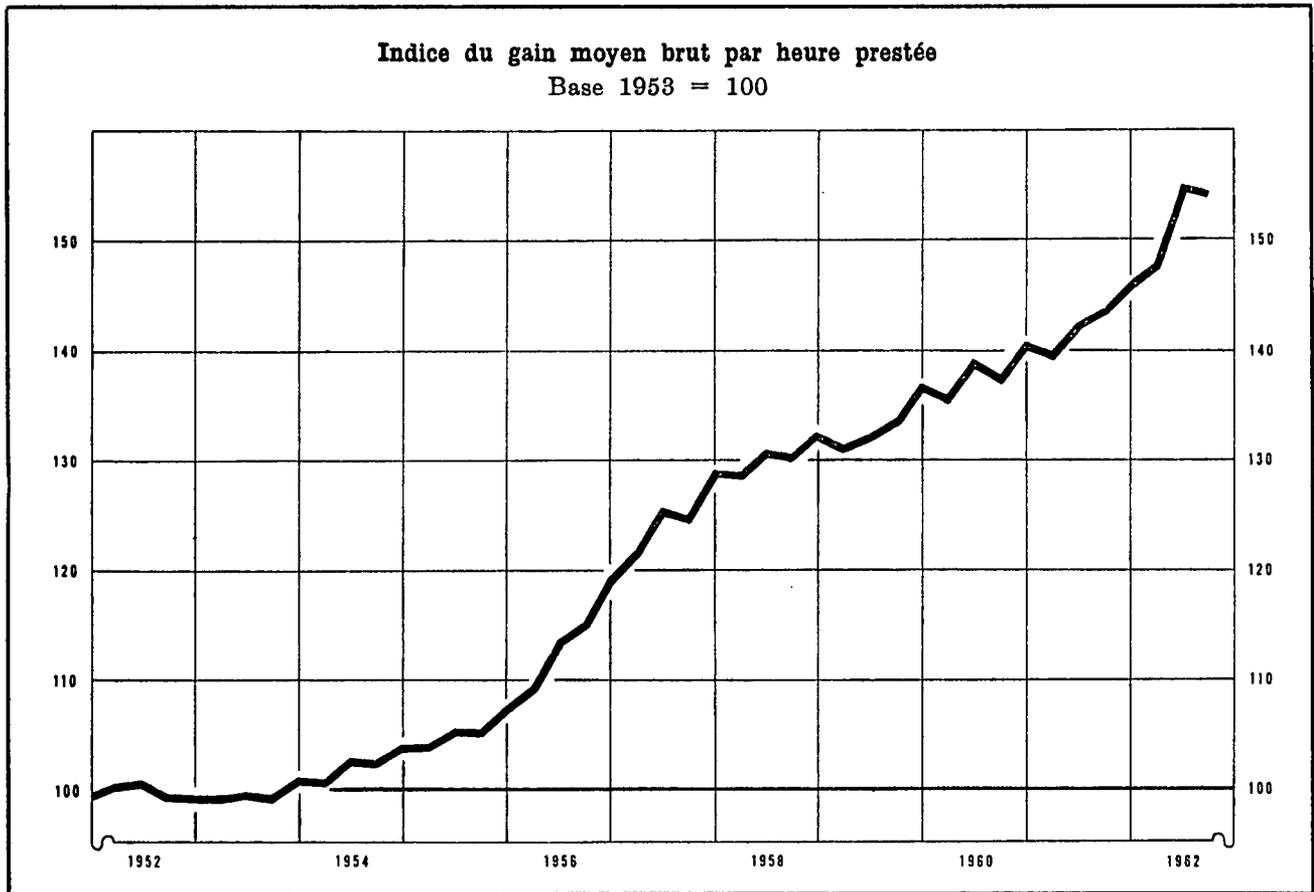
3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel agricole, tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes exceptés autobus		Motos, scooters, vélomoteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtement	Livres	Equipement professionnel autre que articles cités antérieurement (commerce, artisanat, industrie, professions libérales)	Articles ménagers et à usage personnel, non dénommés ailleurs	Services (voyages, réparations de véhicules à moteur)
		neufs	usagés		neufs	usagés						
Nombre de contrats (milliers)												
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	603	4,0	1,1	2,3	25,7	13,6	20,1	243,9	19,2	10,7	254,8	7,5
2 <sup>e</sup> semestre ...	722	3,4	1,0	2,8	24,3	12,6	18,1	324,0	22,3	8,5	298,6	6,4
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	754	4,1	1,1	3,2	28,6	15,1	18,8	368,0	25,4	8,9	274,3	6,6
2 <sup>e</sup> semestre ...	829	3,5	1,2	2,6	24,4	12,6	14,4	433,1	19,6	9,5	299,1	8,9
1962 1 <sup>er</sup> semestre ...	742	3,7	1,2	2,8	30,5	15,3	15,8	337,6	21,4	8,0	300,6	5,1
Crédit accordé (millions de francs)												
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	4.708	453	56	84	1.379	339	160	322	35	328	1.502	50
2 <sup>e</sup> semestre ...	4.899	386	51	128	1.300	313	129	358	41	337	1.810	46
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	5.141	488	69	104	1.496	390	147	297	38	388	1.666	58
2 <sup>e</sup> semestre ...	4.991	419	66	123	1.268	334	124	354	39	444	1.751	69
1962 1 <sup>er</sup> semestre ...	5.290	475	76	89	1.626	411	122	294	45	423	1.689	40
Crédit accordé — Répartition en % par rapport au total												
1960 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,6	1,2	1,8	29,3	7,2	3,4	6,8	0,7	7,0	31,9	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	7,9	1,1	2,6	26,5	6,4	2,6	7,3	0,8	6,9	37,0	0,9
1961 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,5	1,4	2,0	29,1	7,6	2,9	5,8	0,7	7,5	32,4	1,1
2 <sup>e</sup> semestre ...	100,0	8,4	1,3	2,4	25,4	6,7	2,5	7,1	0,8	8,9	35,1	1,4
1962 1 <sup>er</sup> semestre ...	100,0	9,0	1,4	1,7	30,7	7,8	2,3	5,6	0,8	8,0	31,9	0,8

Références bibliographiques : Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Bulletin de la Chambre de Commerce d'Anvers. — Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.). — Statistique mensuelle du trafic international des ports (I.N.S.). — Chronique du Transport (bimensuel). — Les transports maritimes, Etude Annuelle (O.C.D.E.). — Bulletin général de Statistique (Office statistique des Communautés européennes).

## VI. — REVENUS

### 1. — REMUNERATIONS DES OUVRIERS (hommes + femmes)



#### Indices des rémunérations dans l'industrie

Base 1953 = 100

Sources : col. (1) - (3) : B.N.B. (méthode d'établissement, voir Bulletin de novembre 1957, p. 418). — col. (4) : O.N.S.S. calculs B.N.B. (voir note) — col. (5) : I.R.E.S.P.

	Gain moyen brut par heure prestée (1)	Salaire horaire type 1		Indice de la masse salariale 2 (4)	Indice du coût de la main-d'œuvre 3 (5)
		Ouvrier qualifié (2)	Ouvrier non-qualifié (3)		
1953 .....	100	100	100	100	100
1954 .....	103	103	102	102	103
1955 .....	106	105	106	108	106
1956 .....	115	114	114	118	114
1957 .....	125	125	125	129	125
1958 .....	131	129	129	125	132
1959 .....	133	131	132	121	135
1960 .....	138	135	137	128	141
1961 .....	143	140	141	134	148
1961 Mars .....	140	137	139		145
Juin .....	142	139	140		148
Septembre ..	144	141	142		148
Décembre ..	146	141	142		152
1962 Mars ... p	148	144	146		152
Juin ... p	155	148	151		160
Sept. ... p	154	150	152		

#### Moyennes générales des salaires horaires des ouvriers

(charges sociales comprises)

Source : Fédération des Industries belges.

4	Belgique (francs belges)	Alle-	Roy-	Paya-
		magne occidentale	aume-Uni	Baa
p.c. par rapport aux salaires belges 5				
1953 .....	28,25	85,8	91,0	63,9
1954 .....	28,74	86,0	94,3	69,0
1955 .....	29,91	88,2	98,4	71,9
1956 .....	32,68	87,9	97,6	72,5
1957 .....	35,67	90,6	93,7	70,4
1958 .....	37,04	94,0	95,0	70,2
1959 .....	38,30	97,4	95,0	70,4
1960 .....	39,71	102,8	98,4	74,8
1961 .....	41,76	114,8	100,6	p78,4
1958 Août-Octobre .	37,53	94,2	94,6	68,2
1959 Février-Avril .	37,80	95,1	95,4	69,1
Août-Octobre .	38,80	96,7	94,6	68,6
1960 Février-Avril .	39,48	99,0	97,3	72,7
Août-Octobre .	39,93	106,7	99,5	75,6
1961 Février-Avril .	41,20	112,8	100,0	p77,9
Août-Octobre .	42,32	116,7	101,3	p78,9

1 Non compris les ouvriers du transport.

2 Il s'agit de l'indice simple des rémunérations globales allouées aux ouvriers assujettis à la sécurité sociale et appartenant aux industries extractives et manufacturières, à celles du bâtiment et de la construction, et aux transports et communications. (Pour la définition des rémunérations globales, voir XV<sup>e</sup> Rapport annuel O.N.S.S., p. 141.)

3 Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le coût horaire de la main-d'œuvre, et non pas le coût par unité produite.

4 Les chiffres annuels sont des moyennes des taux horaires de février-avril et de août-octobre.

5 La F.I.B. publie les salaires horaires étrangers exprimés en francs belges sur la base des cours du change. Les pourcentages obtenus n'ayant pas été pondérés par les indices du coût de la vie, ils ne reflètent pas le rapport des salaires réels.

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *Rapports annuels de l'O.N.S.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie, revue de la F.I.B.* — *Le coût de la main-d'œuvre dans l'industrie européenne, Etudes et Documents nouvelle série, no 52, 1959 (B.I.T.)*. — *Annuaire des statistiques du Travail (B.I.T.)*.

VII. — PRIX ET INDICES DE PRIX

1. — PRIX DE GROS MONDIAUX

Moyennes journalières	Froment à New-York	Café à New-York Santos IV	Laine Mérinos 64S au Royaume- Uni	Coton 15/16 middling (New-York- Spot)	Caoutchouc à Londres « Spot » price no 1	Cuivre à Londres	Etain à Londres clôture	Ferrailles aux Etats-Unis	Pétrole brut à West-Texas
	cents par 60 lbs	cents par lb.	d par lb.	cents par lb.	d par lb.	£ par long ton	\$ par long ton	\$ par baril	
1953	271	57,9	147	33,8	20	256	732	41,1	2,54
1954	278	78,1	128	35,1	20	249	719	29,8	2,65
1955	271	56,8	107	34,6	34	352	740	40,5	2,65
1956	270	57,9	113	35,5	29	329	788	53,5	2,65
1957	272	56,4	125	36,4	26	219	755	47,7	2,90
1958	256	48,2	89	36,2	23	197	735	37,8	2,90
1959	251	36,8	91	34,6	30	238	785	40,3	2,78
1960	252	36,5	89	33,2	31	246	797	33,0	2,77
1961	254	35,8	90	34,3	24	230	888	35,3	2,86
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	255	37,2	85	32,7	25	223	797	32,3	2,78
2 <sup>e</sup> trimestre	247	37,5	95	34,1	25	236	865	36,3	2,89
3 <sup>e</sup> trimestre	254	35,3	93	35,1	25	230	937	36,7	2,89
4 <sup>e</sup> trimestre	259	33,5	86	35,4	23	229	953	36,0	2,89
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	259	34,1	91	35,5	24	233	954	36,7	2,89
2 <sup>e</sup> trimestre	267	34,2	97	35,8	23	234	915	28,7	2,89
3 <sup>e</sup> trimestre	270	34,2	92	35,5	22	234	855	27,3	2,89
1961 Novembre	260	32,3	87	35,6	22	229	964	34,0	2,89
Décembre	260	34,1	86	34,9	23	230	949	36,0	2,89
1962 Janvier	258	34,3	86	35,5	24	230	947	39,0	2,89
Février	258	34,1	92	35,5	24	235	952	38,0	2,89
Mars	261	34,0	96	35,6	24	235	962	33,0	2,89
Avril	264	34,0	98	35,7	23	234	949	32,0	2,89
Mai	268	34,0	97	35,7	23	234	919	28,0	2,89
Juin	270	34,7	97	36,0	22	234	876	26,0	2,89
Juillet	272	34,8	96	36,0	22	234	863	26,0	2,89
Août	268	34,2	90	35,5	22	234	852	29,0	2,89
Septembre	269	33,5	90	34,9	22	234	851	27,0	2,89
Octobre	p 270	p 34,0		p 34,9	p 23	p 234	p 856		
Novembre		p 34,4		p 34,8	p 24	p 234	p 874		

VII - 2. — INDICES DES PRIX DE GROS MONDIAUX

Base 1953 = 100

Sources : Comtel Reuter — Moody's Investors Service — Der Volkswirt — Chamber of Shipping.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice Reuter	Indice Moody	Indice Volkswirt (anciens indices Schulze)			Fret Royaume-Uni (affrètement au voyage) 1 2
			général	industriel	alimentaire	
1953	100	100	100	100	100	100
1954	99	103	102	101	104	111
1955	100	98	103	105	99	165
1956	98	102	105	108	100	203
1957	93	100	104	107	98	145
1958	84	96	98	100	96	87
1959	84	93	100	103	94	93
1960	85	90	99	104	90	95
1961	84	90	99	103	90	102
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	83	88	99	103	91	100
2 <sup>e</sup> trimestre	85	89	100	104	90	104
3 <sup>e</sup> trimestre	84	91	99	104	90	103
4 <sup>e</sup> trimestre	83	90	99	102	90	102
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	83	90	99	103	90	92
2 <sup>e</sup> trimestre	83	89	98	101	91	90
3 <sup>e</sup> trimestre	83	90	97	100	89	
1961 Novembre	83	89	98	102	90	105
Décembre	84	91	99	102	91	97
1962 Janvier	83	91	99	103	90	93
Février	83	90	98	103	90	91
Mars	83	89	99	102	91	93
Avril	84	89	99	102	91	95
Mai	83	89	98	101	91	94
Juin	83	89	97	101	90	81
Juillet	83	90	97	101	90	75
Août	83	90	97	100	89	76
Septembre	83	89	96	100	89	78
Octobre	83	88	97	100	89	
Novembre	85	88				

1 Affrètement au voyage pour cargaisons sèches.

2 La composition de la statistique ayant été élargie, les chiffres à partir de 1960 ne sont plus tout à fait comparables à ceux des périodes précédentes.

VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

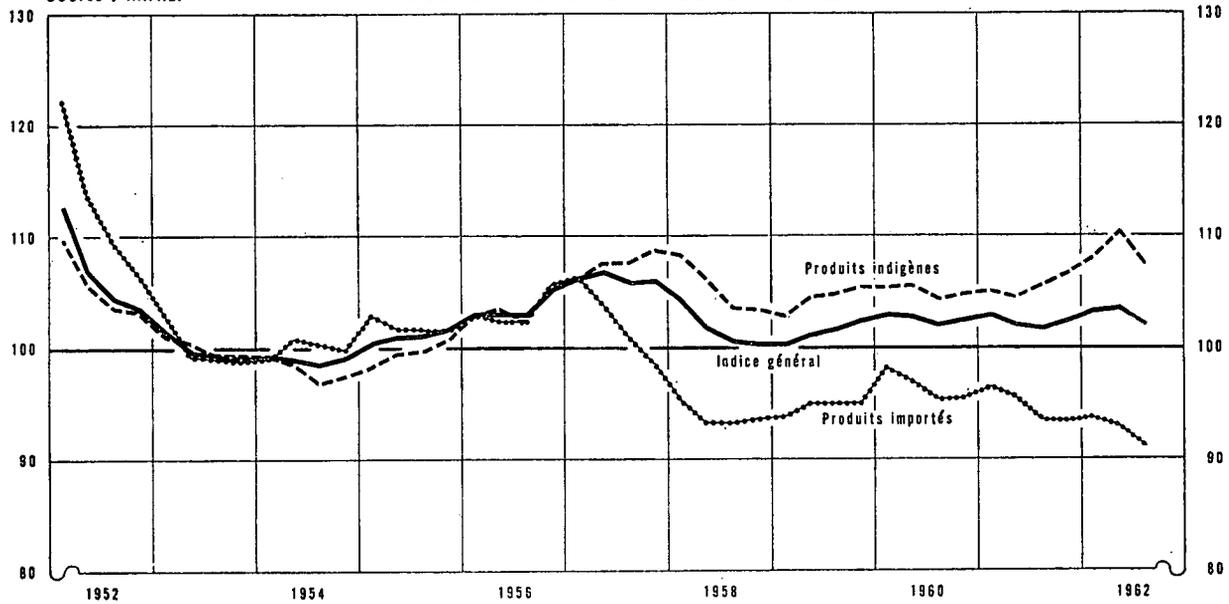
Moyennes mensuelles ou mois	Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie											Source : I.R.E.S.P.				
	Indice général	Produits		Produits agricoles			Produits industriels					Ensemble des produits industriels pris à trois stades de fabric.				
		indigènes	importés	indice général	animaux	végétaux	indice général	minéraux	métaux et prod. métal.	textiles	chimiques	matériaux de construction	matières brutes	demi-produits	produits finis	
1953	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1954	98,8	97,8	100,0	97,8	99,2	96,4	99,2	98,1	97,5	98,7	100,3	103,8	95,6	97,4	98,6	
1955	101,0	99,4	101,8	94,0	97,7	90,3	102,9	100,7	105,0	97,7	104,6	105,4	98,1	100,1	102,2	
1956	103,5	103,5	103,3	97,2	101,0	93,5	105,4	105,8	111,6	95,8	105,6	106,9	104,3	103,9	105,4	
1957	106,3	107,4	102,2	98,7	103,1	94,5	108,3	112,1	114,4	98,2	108,9	111,9	112,2	107,5	110,6	
1958	101,8	105,4	93,9	96,0	92,8	98,9	103,2	105,8	109,6	87,5	107,9	115,0	100,3	99,6	106,6	
1959	101,4	104,7	95,2	95,0	95,9	94,1	103,0	103,7	109,8	84,9	107,6	115,4	95,7	99,3	105,5	
1960	102,6	105,0	96,5	92,2	98,2	86,8	105,4	101,4	110,2	92,2	107,0	121,4	94,5	99,3	107,1	
1961	102,4	105,0	94,8	94,3	110,2	81,5	104,5	99,4	109,1	93,3	104,5	121,7	90,8	97,1	105,6	
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	102,9	105,0	96,5	93,2	109,8	79,9	105,4	101,2	109,4	95,1	106,1	121,6	91,2	97,9	106,6	
2 <sup>e</sup> trimestre	102,1	104,5	95,8	91,4	110,1	76,8	105,0	99,7	109,6	94,5	104,6	121,7	91,9	98,0	106,0	
3 <sup>e</sup> trimestre	101,9	105,5	93,5	94,3	111,3	80,9	103,9	98,4	109,0	92,3	103,2	121,8	91,0	96,5	105,1	
4 <sup>e</sup> trimestre	102,6	106,6	93,4	98,2	109,4	88,6	103,7	98,4	108,3	91,4	104,0	121,9	89,2	96,1	104,8	
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	103,4	108,1	93,7	100,7	110,7	92,0	104,1	98,2	108,6	91,0	105,3	122,1	89,7	96,0	104,3	
2 <sup>e</sup> trimestre	103,6	110,3	93,0	103,4	106,2	100,7	103,7	97,1	108,7	90,5	105,0	123,8	89,8	95,6	103,2	
3 <sup>e</sup> trimestre	102,1	107,4	91,3	96,9	102,2	92,1	103,4	97,5	108,3	89,5	103,0	127,9	88,4	95,5	103,7	
1961 Novembre	102,6	106,7	93,4	98,5	110,1	88,6	103,6	98,4	108,2	91,4	104,0	121,9	88,7	96,0	104,9	
Décembre	102,8	106,8	93,8	98,8	109,8	89,5	103,7	98,6	108,2	91,1	104,3	121,9	88,4	96,0	104,8	
1962 Janvier	102,8	106,8	93,4	98,2	107,9	89,8	103,9	98,3	108,1	91,0	104,8	122,1	90,0	96,0	104,8	
Février	103,4	108,0	93,8	100,3	111,4	90,8	104,3	98,2	108,9	91,3	105,5	122,1	89,1	96,2	104,2	
Mars	104,0	109,6	94,0	103,5	112,7	95,3	104,0	98,1	108,8	90,8	105,7	122,1	90,1	95,8	104,0	
Avril	103,6	109,7	93,5	102,8	107,3	98,5	103,8	97,1	108,8	91,0	105,7	122,1	90,0	95,6	103,3	
Mai	103,5	110,2	92,8	103,5	106,5	100,4	103,5	97,1	108,9	90,3	104,7	122,5	89,9	95,6	103,2	
Juin	103,8	111,0	92,7	104,0	104,7	103,2	103,7	97,0	108,5	90,3	104,7	126,8	89,4	95,5	103,2	
Juillet	102,5	108,3	91,9	98,6	101,4	95,8	103,5	97,1	108,5	89,9	103,8	127,3	88,8	95,2	103,4	
Août	102,0	107,2	91,1	97,3	104,4	90,9	103,2	97,4	108,1	89,2	102,4	127,9	88,4	95,7	103,9	
Septembre	101,7	106,6	90,9	94,9	100,8	89,5	103,4	97,9	108,4	89,5	102,9	128,6	88,0	95,7	103,9	
Octobre	103,0	108,1	92,3	99,9	105,8	94,3	103,7	98,0	108,3	89,9	103,9	128,6	87,3	95,7	103,9	
Novembre													87,7	95,9	103,6	

### VII - 3. — INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base 1958 = 100

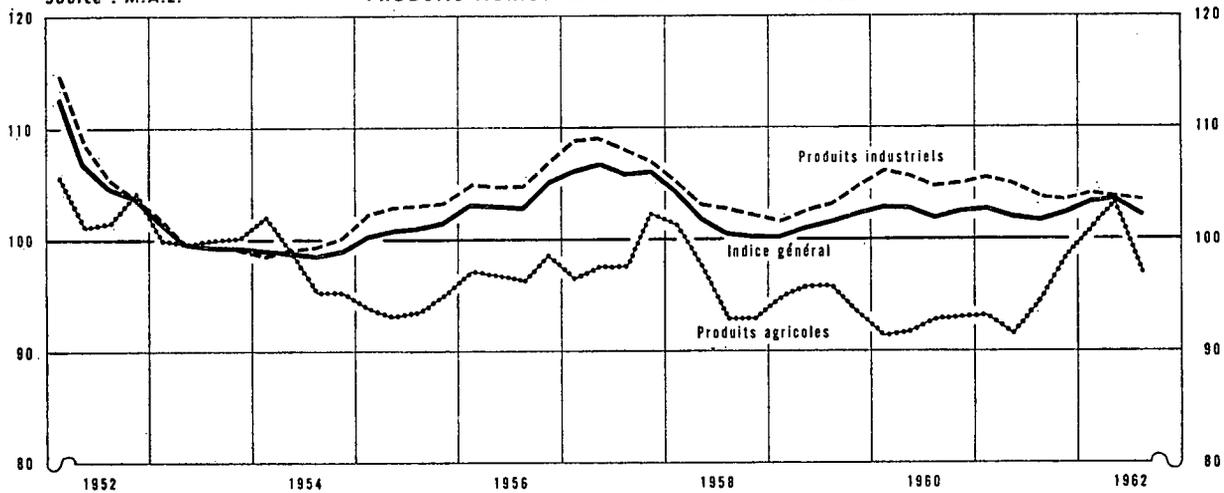
Source : M.A.E.

#### PRODUITS INDIGENES ET PRODUITS IMPORTES



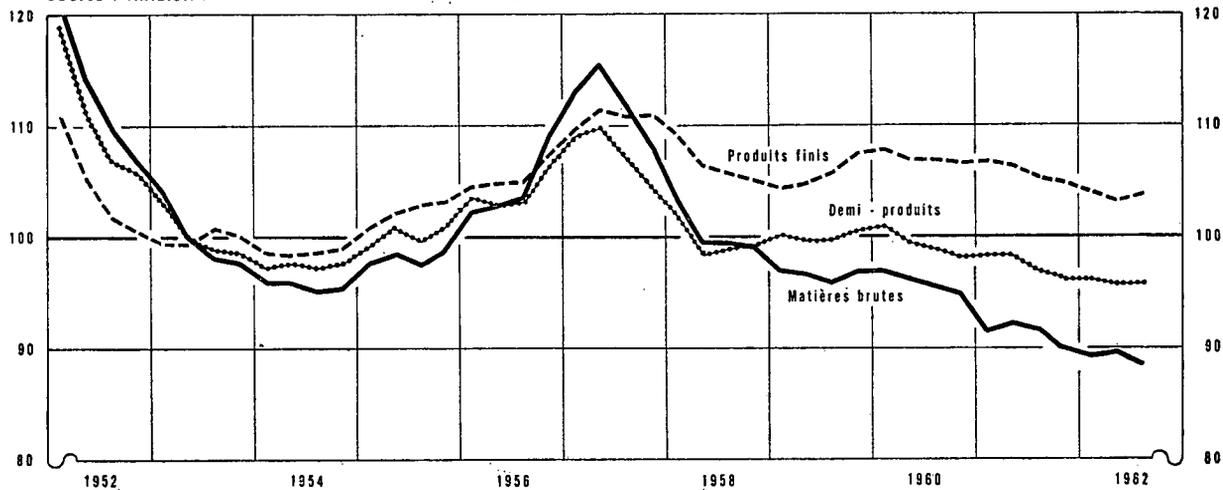
Source : M.A.E.

#### PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS INDUSTRIELS



Source : I.R.E.S.P.

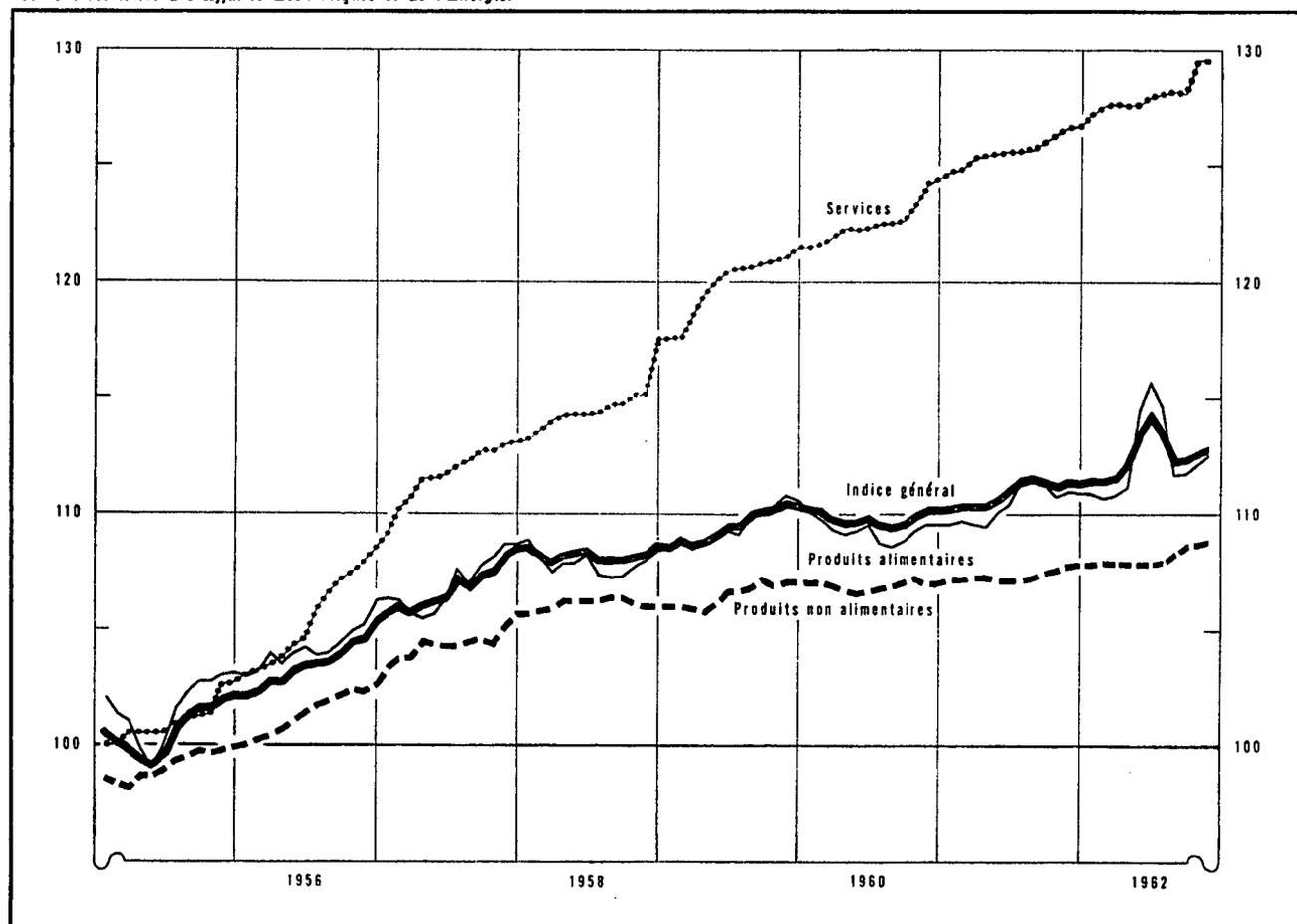
#### PRIX A TROIS STADES DE FABRICATION



## VII - 4. — INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base 1953 = 100

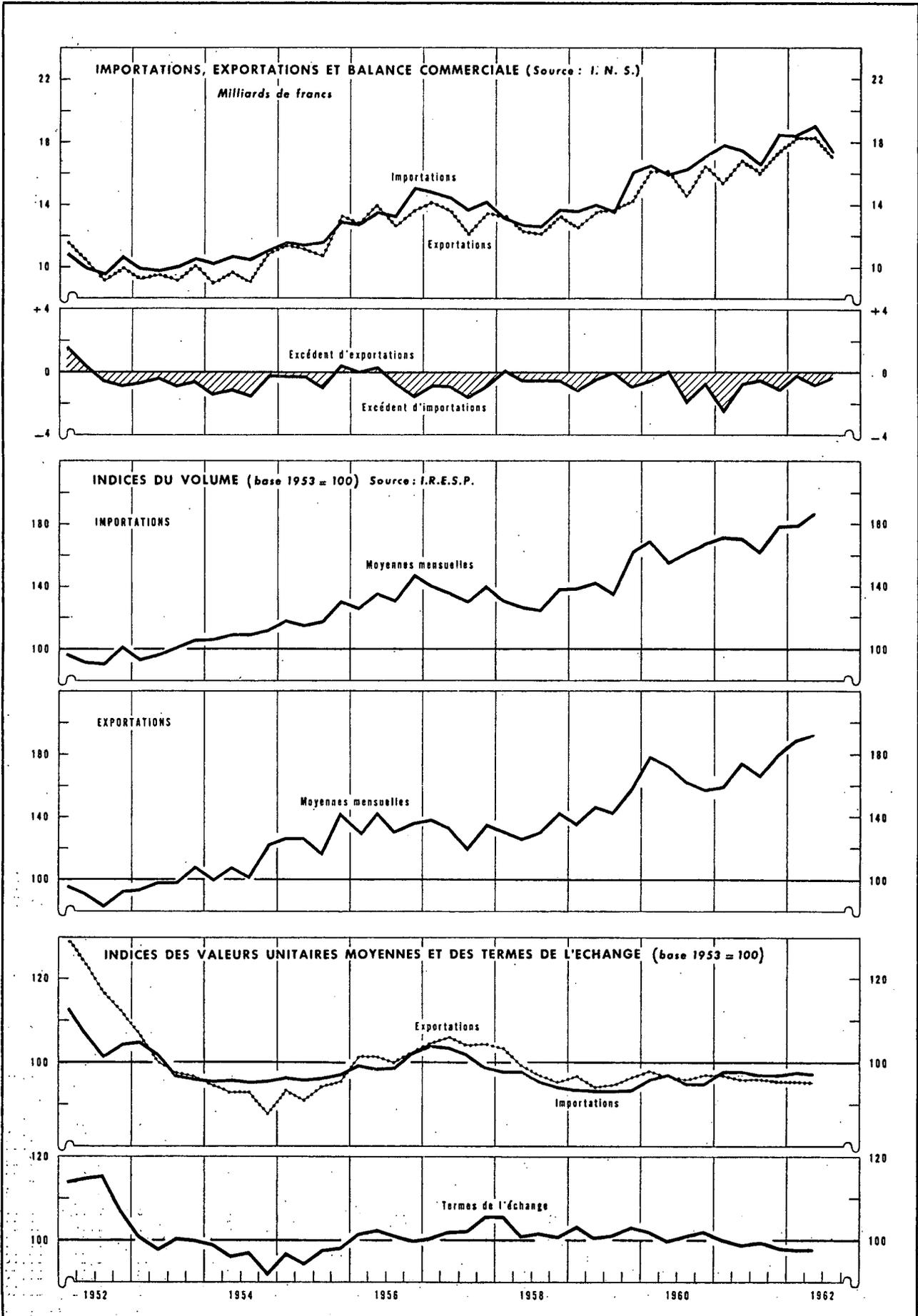
Source : Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général 65 produits		Produits alimentaires 85 produits		Produits non alimentaires 25 produits		Services 5 produits	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1953 .....	100,00		100,0		100,0		100,0	
1954 .....	101,30		102,7		99,2		100,0	
1955 .....	100,80		101,6		99,2		101,0	
1956 .....	103,65		104,2		101,5		105,5	
1957 .....	106,93		107,0		104,5		111,7	
1958 .....	108,31		107,9		106,2		114,6	
1959 .....	109,64		109,5		106,6		120,0	
1960 .....	109,97		109,3		107,0		122,6	
1961 .....	111,06		110,5		107,4		125,7	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1 <sup>er</sup> trimestre .....	110,48	111,56	109,7	110,8	107,2	107,9	125,0	127,5
2 <sup>e</sup> trimestre .....	110,81	113,36	110,0	114,1	107,2	107,9	125,5	127,8
3 <sup>e</sup> trimestre .....	111,54	112,77	111,4	112,7	107,3	108,3	125,8	128,1
4 <sup>e</sup> trimestre .....	111,42		110,9		107,7		126,5	
Janvier .....	110,43	111,51	109,6	110,9	107,2	107,9	124,8	127,2
Février .....	110,49	111,49	109,8	110,7	107,2	108,0	124,9	127,6
Mars .....	110,53	111,67	109,6	110,9	107,3	107,9	125,3	127,7
Avril .....	110,55	112,22	109,5	112,1	107,3	107,9	125,4	127,6
Mai .....	110,83	113,61	110,1	114,5	107,2	107,9	125,5	127,7
Juin .....	111,06	114,26	110,5	115,8	107,2	107,9	125,6	128,0
Juillet .....	111,45	113,66	111,3	114,7	107,2	108,0	125,6	128,1
Août .....	111,68	112,25	111,7	111,7	107,3	108,3	125,7	128,2
Septembre .....	111,48	112,41	111,3	111,8	107,5	108,7	126,0	128,1
Octobre .....	111,32	112,74	110,8	112,1	107,6	108,8	126,3	129,6
Novembre .....	111,49	112,92	111,0	112,5	107,8	108,9	126,6	129,6
Décembre .....	111,46		110,9		107,8		126,7	

Références bibliographiques : *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Revue du Travail*. — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *L'industrie textile belge*, revue de Febeltex. — *Der Volkswirt*. — *Wirtschaft und Statistik*. — *Bulletin mensuel de Statistique (O.N.U.)*. — *Monthly Digest of Statistics*. — *Bulletin statistique de l'I.N.S.E.E.* — *Bulletins statistiques : Statistiques générales (O.C.D.E.)*. — *Données statistiques (Conseil de l'Europe)*. — *Journaux financiers* : *Agéfi*, *Hot Finansiële Dagblad*, *The Financial Times*, *L'Information*.

### VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.



**VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL**

Moyennes mensuelles ou mois	Source : I.N.S.				Source : I.R.E.S.P.				
	Valeur (milliards de francs)			Pourcent. exportations importations	Indices base 1953 = 100		des termes de l'échange 1		
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume	des prix à			
				importations	exportations	l'importation	l'exportation		
1953	10,1	9,4	- 0,7	93	100	100	100	100	100
1954	10,6	9,6	- 1,0	90	110	108	95	92	96
1955	11,8	11,6	- 0,2	98	120	128	96	93	97
1956	13,6	13,2	- 0,4	97	135	135	100	101	101
1957	14,3	13,3	- 1,0	93	137	132	102	105	103
1958	13,0	12,7	- 0,3	97	131	133	96	98	102
1959	14,3	13,7	- 0,6	96	145	146	93	95	102
1960	16,5	15,7	- 0,8	95	160	164	96	97	101
1961	17,6	16,4	- 1,2	93	171	169	97	96	99
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	17,8	15,3	- 2,5	86	172	159	97	97	100
2 <sup>e</sup> trimestre	17,5	16,8	- 0,7	96	171	173	97	96	99
3 <sup>e</sup> trimestre	16,5	16,0	- 0,5	97	162	165	97	96	99
4 <sup>e</sup> trimestre	18,5	17,3	- 1,2	94	179	179	97	95	98
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	18,5	18,2	- 0,3	98	180	190	98	96	98
2 <sup>e</sup> trimestre	19,1	18,2	- 0,9	95	186	192	97	95	98
3 <sup>e</sup> trimestre	17,2	17,0	- 0,2	99					
1961 Octobre	18,7	18,4	- 0,3	98	179	179	97	95	98
Novembre	18,0	17,5	- 0,5	97					
Décembre	17,8	16,1	- 1,7	90					
1962 Janvier	18,4	18,7	+ 0,3	102	180	190	98	96	98
Février	17,3	17,2	- 0,1	99					
Mars	19,7	18,8	- 0,9	96					
Avril	18,0	17,8	- 0,2	99	186	192	97	95	98
Mai	19,9	18,0	- 1,9	91					
Juin	19,2	18,7	- 0,5	98					
Juillet	18,0	17,7	- 0,3	98					
Août	17,0	15,2	- 1,8	89					
Septembre	16,8	18,2	+ 1,4	108					
Octobre	20,8	20,0	- 0,8	96					

1 Termes de l'échange =  $\frac{\text{indice des prix à l'exportation}}{\text{indice des prix à l'importation}}$

N.B. — En raison des rectifications apportées aux chiffres cumulés, le chiffre du trimestre ne correspond pas nécessairement à la moyenne des chiffres mensuels.

**VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS**

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce international de l'O.N.U.)

Moyennes mensuelles ou mois	Produits sidérurgiques	Fabrications métalliques	Métaux non ferreux	Textiles	Produits chimiques	Industrie houillère	Industrie pétrolière	Verres et glaces	Perles et pierres précieuses	Produits agricoles	Divers	Total
<i>Ancienne série</i>												
1953	1,9	1,7	0,9	1,8	0,7	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	1,1	9,4
1954	1,8	1,7	0,9	1,9	0,8	0,4	0,2	0,2	0,4	0,2	1,1	9,6
1955	2,5	2,1	1,1	1,9	0,9	0,5	0,3	0,3	0,5	0,3	1,2	11,6
1956	3,0	2,3	1,2	2,1	1,0	0,5	0,4	0,3	0,6	0,3	1,5	13,2
1957	3,1	2,5	1,0	2,2	1,0	0,5	0,4	0,3	0,5	0,3	1,5	13,3
1958	2,8	2,6	0,9	1,8	1,0	0,3	0,5	0,3	0,5	0,4	1,6	12,7
1959	2,8	2,7	1,1	2,1	1,2	0,2	0,5	0,4	0,7	0,4	1,6	13,7
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1960 4 <sup>e</sup> trimestre	3,5	3,4	1,3	2,5	1,0	0,3	0,4	0,5	0,9	0,6	2,0	16,4
<i>Nouvelle série</i>												
1960	3,5	3,2	1,3	2,4	1,2	0,2	0,5	0,5	0,7	0,4	1,8	15,7
1961	3,1	3,8	1,3	2,6	1,2	0,2	0,4	0,4	0,8	0,5	2,1	16,4
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	2,78	3,44	1,43	2,50	1,23	0,19	0,37	0,42	0,62	0,52	1,82	15,32
2 <sup>e</sup> trimestre	3,37	4,07	1,32	2,54	1,24	0,22	0,43	0,45	0,81	0,42	1,93	16,80
3 <sup>e</sup> trimestre	3,15	3,62	1,22	2,42	1,20	0,24	0,49	0,45	0,78	0,45	1,93	15,95
4 <sup>e</sup> trimestre	3,13	3,96	1,38	2,76	1,22	0,24	0,44	0,48	0,98	0,64	2,10	17,33
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	3,28	4,37	1,40	2,90	1,31	0,23	0,50	0,54	0,93	0,61	2,16	18,23
2 <sup>e</sup> trimestre	3,36	4,46	1,45	2,90	1,35	0,22	0,48	0,54	0,75	0,54	2,11	18,16
1961 Août	2,91	2,79	1,20	2,14	1,17	0,24	0,56	0,43	0,73	0,46	1,80	14,43
Septembre	3,46	4,31	1,28	2,75	1,23	0,27	0,49	0,49	0,92	0,48	2,05	17,73
Octobre	3,32	4,39	1,39	2,88	1,34	0,23	0,46	0,49	1,09	0,60	2,21	18,40
Novembre	3,37	3,84	1,40	2,77	1,19	0,24	0,42	0,53	0,90	0,64	2,16	17,46
Décembre	2,69	3,66	1,36	2,63	1,12	0,25	0,43	0,42	0,95	0,68	1,94	16,13
1962 Janvier	3,53	4,30	1,41	2,90	1,34	0,27	0,54	0,58	0,99	0,59	2,21	18,66
Février	2,94	4,34	1,29	2,79	1,23	0,22	0,44	0,44	0,89	0,58	2,03	17,19
Mars	3,38	4,46	1,50	3,01	1,36	0,21	0,53	0,58	0,89	0,66	2,22	18,80
Avril	3,24	4,36	1,40	2,89	1,27	0,19	0,44	0,54	0,72	0,61	2,14	17,80
Mai	3,39	4,42	1,37	2,84	1,47	0,22	0,45	0,56	0,78	0,50	2,00	18,00
Juin	3,44	4,60	1,58	2,97	1,31	0,25	0,53	0,54	0,73	0,52	2,23	18,70
Juillet	3,11	4,75	1,14	2,73	1,26	0,21	0,45	0,47	0,89	0,58	2,11	17,70
Août	2,79	3,68	0,98	2,40	1,22	0,21	0,50	0,44	0,49	0,56	1,92	15,19

N. B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.

Pour une analyse du commerce extérieur de 1948 à 1957 : voir le *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXXIV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1959. — Pour l'analyse de l'année 1959 : XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1960; de l'année 1960 : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, août 1961; de l'année 1961 : XXXVII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 1, juillet 1962.

## VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. PAR GROUPES DE PRODUITS

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés														Biens de consommation					Total général				
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques 1	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires 2	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir 3	aux industries du papier et des arts graphiques 4	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction 5	aux industries du caoutchouc 6	aux raffineries de pétrole 7	à divers secteurs de production				Total	non durables			Biens d'équipement 13			
													combustibles		produits chimiques 9	produits métalliques 9		autres produits 10	alimentaires			durables 12		
													liquides 8	autres					produits animaux				produits végétaux	autres 11
<b>Ancienne série</b>																								
1952 .....	6.876	2.153	1.035	1.043	234	142	106	109	73			478	329	208		966	2.316	478	599		1.239	1.060	10.252	
1953 .....	6.652	1.864	1.236	958	279	159	114	84	76			484	340	202		856	2.311	390	608		1.313	1.131	10.094	
1954 .....	7.197	1.957	1.212	1.033	293	194	118	103	74			541	439	250		983	2.263	349	643		1.271	1.164	10.624	
1955 .....	8.238	2.540	1.211	912	417	240	116	127	74			649	474	306		1.172	2.367	369	637		1.361	1.245	11.850	
1956 .....	9.434	3.065	1.277	1.089	507	196	124	132	78			809	612	367		1.178	2.554	385	735		1.434	1.647	13.635	
1957 .....	9.814	2.827	1.427	1.045	532	227	124	147	88			1.022	717	401		1.257	2.844	404	767		1.673	1.644	14.302	
1958 .....	8.596	2.437	935	1.059	451	193	106	121	94			957	700	410		1.133	2.758	351	742		1.665	1.683	13.037	
1959 .....	9.682	2.858	1.088	1.170	675	206	142	244	98	111		897	677	445		1.071	2.969	376	751	275	1.567	1.690	14.341	
1960 .....	11.453	3.808	1.270	1.278	773	271	172	244	105	227		946	652	666		1.041	3.085	359	804	313	1.609	1.950	16.488	
1959 2 <sup>e</sup> semestre .....	10.061	3.016	1.147	1.240	690	260	135	265	96	121		832	641	463		1.155	3.084	417	742	288	1.637	1.732	14.877	
1960 1 <sup>er</sup> semestre .....	11.198	3.684	1.325	1.339	634	201	175	196	103	222		997	632	635		1.054	3.062	338	848	310	1.566	2.003	16.263	
2 <sup>e</sup> semestre .....	11.707	3.931	1.214	1.216	912	342	170	293	107	232		894	672	696		1.028	3.109	380	761	315	1.553	1.897	16.713	
<b>Nouvelle série</b>																								
1960 * .....	11.549	3.922	1.271	1.300	773	272	172	245	104	222	88	595	351	685	667	235	647	3.089	353	798	307	1.630	1.850	16.488
1961 .....	12.070	4.045	1.472	1.245	793	283	196	247	109	242	81	623	344	724	696	277	691	3.285	395	812	309	1.769	2.224	17.579
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	12.165	3.909	1.644	1.393	894	192	214	219	98	222	88	610	396	671	657	265	693	3.299	364	774	303	1.858	2.360	17.824
2 <sup>e</sup> trimestre .....	12.064	4.190	1.433	1.171	733	257	195	237	105	248	81	667	310	743	692	277	725	3.261	336	837	319	1.769	2.131	17.456
3 <sup>e</sup> trimestre .....	11.275	3.937	1.283	995	680	342	184	248	103	253	76	599	278	728	661	267	641	3.113	394	734	281	1.704	2.133	16.521
4 <sup>e</sup> trimestre .....	12.777	4.147	1.527	1.418	868	347	191	284	131	246	77	618	390	757	773	297	706	3.466	486	901	334	1.745	2.273	18.516
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	12.758	4.259	1.683	1.505	733	194	222	220	94	213	79	627	457	720	756	308	688	3.281	367	742	337	1.835	2.472	18.511
2 <sup>e</sup> trimestre .....	13.115	4.461	1.566	1.523	792	206	182	226	100	259	72	765	396	765	766	313	723	3.411	346	914	313	1.838	2.542	19.068

\* Chiffres approximatifs constitués au moyen des anciennes positions tarifaires.

- 1 Rubrique modifiée, à partir de 1960 :
  - a) par l'incorporation de certains produits classés précédemment soit dans les « Biens de production servant aux divers secteurs de production — autres produits », soit dans les « Biens de consommation durables », soit dans les « Biens d'équipement »;
  - b) par l'exclusion de produits qui sont dorénavant repris dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production — autres produits ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les pièces détachées d'automobiles.
- 2 Rubrique modifiée par l'incorporation de produits repris précédemment sous la rubrique « Biens de consommation non durables — autres que alimentaires ». Cette rubrique comprend, avant et après 1960, les céréales.
- 3 La nouvelle série reprend les chaussures de toute nature, sauf celles en caoutchouc.
- 4 Rubrique modifiée, à partir de 1959, par l'incorporation de produits classés précédemment dans le poste : « Biens de production destinés à divers secteurs de production : autres produits ».
- 5 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de production destinés à divers secteurs de la production : autres produits ».
- 6 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : produits chimiques et autres produits ».
- 7 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant dans les « Biens de production servant à divers secteurs de production : combustibles liquides ».
- 8 Rubrique scindée, à partir de 1960, : voir note 7.
- 9 Nouvelle rubrique, à partir de 1960, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste : « Biens de production servant à divers secteurs de production : autres produits ».
- 10 Rubrique modifiée, voir notes 1, 4, 5, 8 et 9.
- 11 Nouvelle rubrique, à partir de 1959, dont le contenu figurait auparavant en ordre principal dans le poste « Biens de consommation durables ».
- 12 Rubrique modifiée :
  - a) en 1959 : voir note 11.
  - b) en 1960, par incorporation de produits venant des « Biens d'équipement » et par exclusion d'autres produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».
- 13 Rubrique modifiée : voir note 12 b) et par des produits allant aux « Biens de production destinés aux industries métallurgiques et aux fabrications métalliques ».

VIII - 4 a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960			1961				1962
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1e trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.)</b>																	
Biens de production .....	108,7	94,5	96,8	101,3	104,7	95,7	94,4	96,5	95,9	96,7	95,5	95,2	95,8	96,6	95,6	95,9	95,5
Biens de consommation .....	103,3	98,4	96,7	95,7	97,3	94,1	91,2	91,3	93,3	90,4	89,1	93,8	92,9	93,3	92,8	94,6	93,0
Biens d'équipement .....	100,4	93,6	95,9	94,3	102,3	101,6	93,6	99,1	102,8	103,0	99,2	95,5	103,9	106,7	104,4	105,1	108,8
<b>Ensemble ...</b>	<b>106,2</b>	<b>95,1</b>	<b>96,7</b>	<b>99,1</b>	<b>102,8</b>	<b>96,1</b>	<b>93,6</b>	<b>95,6</b>	<b>96,1</b>	<b>95,9</b>	<b>94,6</b>	<b>94,9</b>	<b>95,9</b>	<b>96,8</b>	<b>95,9</b>	<b>96,5</b>	<b>96,5</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.)</b>																	
Sidérurgie .....	133,2	88,5	98,9	110,2	118,0	104,0	96,9	107,1	102,4	107,8	107,7	106,0	103,6	103,5	102,3	100,8	98,5
Fabrications métalliques .....	99,7	90,1	94,0	97,3	107,5	104,1	99,1	96,8	98,6	97,9	93,4	97,8	98,3	98,3	98,8	100,2	100,0
Métaux non ferreux .....	123,0	95,7	110,7	121,1	99,2	83,6	93,1	97,5	92,5	98,0	97,4	94,5	91,8	94,7	91,1	92,7	92,8
Textiles .....	109,8	94,5	90,0	88,2	90,8	82,0	77,7	82,1	83,1	81,9	83,0	81,6	82,8	82,8	83,5	83,4	82,8
Produits chimiques .....	117,6	96,9	99,0	97,9	93,4	90,9	89,6	89,2	89,6	88,7	91,2	86,3	91,3	88,9	88,5	90,8	87,1
Industrie houillère .....	128,5	90,5	92,6	112,0	130,5	127,1	104,0	94,8	89,3	97,1	90,5	98,7	92,1	89,0	87,0	89,9	86,7
Industrie pétrolière .....	104,8	93,2	94,8	170,6	210,3	202,5	190,1	172,4	172,4	173,4	171,3	173,6	177,9	175,5	167,7	170,7	171,5
Verres et glaces .....	100,0	97,9	101,2	108,2	110,1	111,3	111,4	110,7	112,5	108,8	109,1	109,2	111,8	113,5	114,5	113,2	113,3
Produits agricoles .....	108,7	105,4	101,9	113,2	108,0	106,6	105,9	104,7	106,9	102,4	96,2	110,3	106,2	107,8	104,0	108,7	112,5
Ciments .....	104,5	100,1	96,9	102,0	101,6	102,6	100,1	97,0	101,6	96,9	92,1	97,7	99,4	98,3	103,1	104,8	105,2
Carrières .....	102,9	99,9	105,1	111,7	120,3	118,4	113,8	120,3	116,3	119,6	114,6	119,9	121,6	116,3	115,2	113,8	119,0
Céramiques .....	104,4	96,4	102,9	110,1	114,5	113,8	111,3	100,5	103,7	104,8	94,9	100,6	103,3	100,8	103,9	104,1	104,4
Bois et meubles .....	105,5	97,0	103,7	105,7	108,7	103,2	99,6	101,5	102,5	98,2	102,1	102,9	101,8	104,0	101,0	102,3	98,1
Peaux, cuirs et chaussures .....	105,9	89,4	82,5	83,2	89,2	86,0	93,7	95,1	94,8	94,3	95,0	92,7	95,9	90,4	96,2	95,9	98,3
Papier et livre .....	118,2	98,4	98,9	96,7	95,8	96,7	89,5	91,3	89,3	90,0	93,7	89,1	92,4	91,8	90,8	91,4	92,6
Tabacs manufacturés .....	108,9	92,8	94,5	93,0	94,7	93,3	88,9	89,3	93,8	87,6	90,3	89,5	89,1	93,8	95,9	96,5	97,9
Caoutchouc .....	122,0	93,0	96,7	96,6	92,7	88,6	86,3	82,1	78,4	82,4	76,4	80,3	79,6	77,7	78,4	78,1	76,4
Industries alimentaires .....	125,5	101,4	96,7	94,0	100,5	91,7	83,5	83,5	83,5	85,8	83,7	80,7	83,4	83,4	84,0	84,3	82,7
Divers .....	112,7	84,2	85,1	87,6	106,5	102,5	101,6	97,7	92,3	97,0	95,2	100,0	92,7	95,1	89,3	92,5	86,9
<b>Ensemble ...</b>	<b>115,7</b>	<b>92,8</b>	<b>96,6</b>	<b>101,5</b>	<b>105,8</b>	<b>98,3</b>	<b>94,8</b>	<b>97,1</b>	<b>96,2</b>	<b>97,5</b>	<b>96,5</b>	<b>96,7</b>	<b>96,5</b>	<b>96,5</b>	<b>95,8</b>	<b>96,5</b>	<b>95,5</b>
<b>INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE <sup>1</sup></b>																	
<b>Ensemble ...</b>	<b>108,9</b>	<b>97,6</b>	<b>99,9</b>	<b>102,4</b>	<b>102,9</b>	<b>102,3</b>	<b>101,3</b>	<b>101,6</b>	<b>100,1</b>	<b>101,7</b>	<b>102,0</b>	<b>101,9</b>	<b>100,6</b>	<b>99,7</b>	<b>99,9</b>	<b>100,0</b>	<b>99,0</b>

<sup>1</sup> Indices des termes de l'échange :  $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}}$

VIII - 4 b. — INDICES DU VOLUME

Base 1953 = 100

Source : Institut National de Statistique. — Calculs B.N.B.

	1952	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1960			1961				1962
										2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.	2e trim.	3e trim.	4e trim.	1er trim.
<b>IMPORTATIONS (C.I.F.)</b>																	
Biens de production .....	96,6	113,6	124,5	136,7	137,4	131,6	146,5	163,8	172,3	158,8	163,5	172,7	172,0	173,5	163,8	184,4	186,9
Biens de consommation .....	98,4	101,2	108,4	118,7	129,1	129,2	143,3	157,1	165,6	162,2	157,6	157,5	169,2	166,7	160,4	173,9	168,4
Biens d'équipement .....	94,6	110,5	114,4	142,8	137,4	141,7	159,4	174,2	209,4	173,7	160,8	199,7	200,5	208,3	197,4	215,1	219,7
<b>Ensemble ...</b>	<b>96,8</b>	<b>110,6</b>	<b>119,7</b>	<b>133,8</b>	<b>135,7</b>	<b>132,4</b>	<b>147,5</b>	<b>163,9</b>	<b>175,2</b>	<b>161,4</b>	<b>162,4</b>	<b>172,9</b>	<b>174,6</b>	<b>175,9</b>	<b>166,7</b>	<b>185,7</b>	<b>186,9</b>
<b>EXPORTATIONS (F.O.B.)</b>																	
Sidérurgie .....	105,7	107,0	131,2	143,3	140,1	140,8	156,0	179,4	165,4	179,2	171,3	179,2	146,4	178,1	168,6	169,4	182,1
Fabrications métalliques .....	111,5	114,9	131,6	137,8	137,4	149,1	162,7	194,6	210,6	210,7	186,0	203,7	205,1	232,7	204,3	231,8	250,2
Métaux non ferreux .....	101,3	107,2	110,3	118,8	110,5	122,0	135,8	151,7	161,0	153,3	134,7	159,7	174,0	155,9	149,3	166,9	167,0
Textiles .....	81,0	110,2	119,8	133,2	134,9	122,6	146,6	158,8	170,4	155,5	146,0	171,2	167,8	169,8	160,7	184,4	194,3
Produits chimiques .....	85,9	115,7	125,2	137,6	152,5	161,2	186,3	185,7	198,7	189,3	178,1	172,1	198,1	204,6	199,6	195,0	219,4
Industrie houillère .....	72,7	130,0	163,7	121,0	108,7	78,9	62,2	65,0	71,6	57,0	67,7	74,8	58,2	71,2	80,1	76,8	76,8
Industrie pétrolière .....	97,0	104,8	128,0	160,3	140,3	171,3	171,5	177,8	166,4	177,7	179,0	148,5	136,5	164,8	194,2	170,2	193,8
Verres et glaces .....	70,7	117,0	153,9	163,6	145,6	159,6	207,8	229,4	231,7	232,9	220,7	223,4	200,7	214,0	258,5	226,6	275,3
Produits agricoles .....	82,4	112,9	131,1	151,7	137,1	191,1	185,2	191,3	211,2	165,4	182,6	240,2	237,2	183,5	199,1	271,3	250,9
Ciments .....	78,3	91,4	103,7	89,4	94,3	66,1	75,7	71,5	73,6	71,5	82,4	72,1	47,5	83,4	89,7	73,6	57,7
Carrières .....	92,8	103,1	114,8	126,4	125,8	116,1	129,3	136,5	152,7	139,5	146,9	140,8	122,0	161,5	165,2	165,7	149,5
Céramiques .....	107,4	119,5	135,8	147,6	124,9	112,9	136,3	195,0	259,0	198,9	205,0	213,7	189,5	281,2	297,6	290,6	229,0
Bois et meubles .....	87,2	110,5	162,0	187,1	179,6	158,4	205,0	257,1	325,5	272,9	243,5	269,8	276,4	333,7	326,8	408,3	417,3
Peaux, cuirs et chaussures .....	76,0	107,6	123,8	128,0	113,9	115,6	139,8	143,9	185,2	141,2	130,2	155,9	185,6	188,9	179,2	190,7	195,8
Papier et livre .....	84,6	125,9	146,8	180,4	202,8	206,0	234,8	274,7	288,7	287,9	255,9	294,0	274,4	297,8	277,7	284,9	328,0
Tabacs manufacturés .....	93,1	89,0	131,5	172,0	244,2	295,2	372,5	436,6	527,8	453,3	444,8	455,2	537,9	520,4	511,3	540,9	548,4
Caoutchouc .....	83,9	121,9	148,4	181,2	167,4	167,7	196,2	209,3	248,4	224,8	197,0	202,5	232,7	276,5	226,0	266,6	274,5
Industries alimentaires .....	75,6	74,3	96,0	97,2	92,7	100,3	113,1	130,9	154,6	114,1	110,3	183,0	142,2	143,1	159,3	174,4	179,0
Divers .....	86,1	85,6	94,8	110,8	85,9	86,8	101,9	120,2	128,4	125,5	111,0	119,7	138,7	120,4	123,7	135,2	156,3
<b>Ensemble ...</b>	<b>94,4</b>	<b>109,4</b>	<b>125,7</b>	<b>135,3</b>	<b>131,8</b>	<b>134,7</b>	<b>150,3</b>	<b>168,3</b>	<b>175,0</b>	<b>170,1</b>	<b>158,9</b>	<b>173,9</b>	<b>167,6</b>	<b>179,9</b>	<b>173,0</b>	<b>185,1</b>	<b>197,7</b>

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Allemagne occidentale 1			France 1			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953 .....	1,24	0,88	- 0,36	1,12	0,75	- 0,37	1,38	1,68	+ 0,30
1954 .....	1,45	0,93	- 0,52	1,27	0,92	- 0,35	1,42	2,01	+ 0,59
1955 .....	1,64	1,36	- 0,28	1,47	1,16	- 0,31	1,56	2,40	+ 0,83
1956 .....	2,03	1,34	- 0,69	1,62	1,41	- 0,21	1,78	2,89	+ 1,11
1957 .....	2,23	1,36	- 0,87	1,70	1,46	- 0,24	2,02	3,02	+ 1,00
1958 .....	2,23	1,46	- 0,77	1,51	1,34	- 0,17	2,05	2,63	+ 0,58
1959 .....	2,34	1,82	- 0,52	1,80	1,25	- 0,55	2,26	2,92	+ 0,66
1960 .....	2,81	2,48	- 0,33	2,24	1,64	- 0,60	2,45	3,35	+ 0,90
1961 .....	3,14	2,51	- 0,63	2,59	1,84	- 0,75	2,69	3,83	+ 1,14
1960 4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,00	2,57	- 0,43	2,37	1,88	- 0,49	2,63	3,66	+ 1,03
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3,10	2,41	- 0,69	2,76	1,78	- 0,98	2,72	3,67	+ 0,95
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,15	2,45	- 0,70	2,69	1,98	- 0,71	2,65	4,12	+ 1,47
3 <sup>e</sup> trimestre .....	3,04	2,52	- 0,52	2,33	1,64	- 0,69	2,58	3,59	+ 1,01
4 <sup>e</sup> trimestre .....	3,26	2,66	- 0,60	2,57	1,96	- 0,61	2,81	3,93	+ 1,12
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	3,44	2,79	- 0,65	2,76	2,15	- 0,61	2,86	4,07	+ 1,21
2 <sup>e</sup> trimestre .....	3,48	3,17	- 0,31	2,72	2,30	- 0,42	2,65	4,15	+ 1,50
1961 Août .....	3,00	2,31	- 0,69	2,24	1,43	- 0,81	2,62	3,15	+ 0,53
Septembre .....	3,05	2,68	- 0,37	2,31	1,74	- 0,57	2,78	4,00	+ 1,22
Octobre .....	3,40	2,60	- 0,80	2,59	2,05	- 0,54	2,96	4,26	+ 1,30
Novembre .....	3,07	2,85	- 0,22	2,50	1,84	- 0,66	2,83	3,84	+ 1,01
Décembre .....	3,19	2,55	- 0,64	2,53	1,99	- 0,54	2,58	3,69	+ 1,11
1962 Janvier .....	3,23	2,65	- 0,58	2,64	2,19	- 0,45	2,92	4,09	+ 1,17
Février .....	3,40	2,79	- 0,61	2,70	2,00	- 0,70	2,65	3,77	+ 1,12
Mars .....	3,69	2,93	- 0,76	2,94	2,25	- 0,69	3,00	4,36	+ 1,36
Avril .....	3,34	2,90	- 0,44	2,59	2,25	- 0,34	2,53	4,37	+ 1,84
Mai .....	3,71	3,16	- 0,55	2,70	2,19	- 0,51	2,83	3,94	+ 1,11
Juin .....	3,34	3,45	+ 0,11	2,86	2,45	- 0,41	2,59	4,14	+ 1,55
Juillet .....	3,53	2,92	- 0,61	2,68	2,22	- 0,46	2,62	4,01	+ 1,39
Août .....	3,48	3,39	- 0,09	2,20	1,48	- 0,72	2,46	3,50	+ 1,04
Moyennes mensuelles ou mois	Italie			Communauté Economique Européenne			Total métropoles O.C.D.E. 2		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953 .....	0,15	0,31	+ 0,16	3,89	3,62	- 0,27	5,67	5,72	+ 0,05
1954 .....	0,16	0,27	+ 0,11	4,30	4,13	- 0,17	6,07	6,05	- 0,02
1955 .....	0,18	0,25	+ 0,07	4,87	5,17	+ 0,30	6,78	7,44	+ 0,66
1956 .....	0,20	0,26	+ 0,07	5,63	5,90	+ 0,27	7,75	8,26	+ 0,51
1957 .....	0,27	0,28	+ 0,01	6,22	6,12	- 0,10	8,47	8,42	- 0,05
1958 .....	0,28	0,29	+ 0,01	6,01	5,72	- 0,29	8,03	7,92	- 0,11
1959 .....	0,34	0,36	+ 0,02	6,74	6,35	- 0,39	8,94	8,71	- 0,23
1960 .....	0,39	0,48	+ 0,09	7,89	7,95	+ 0,06	10,35	10,78	+ 0,43
1961 .....	0,48	0,53	+ 0,05	8,90	8,71	- 0,19	11,51	11,68	+ 0,17
1960 4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,39	0,55	+ 0,16	8,39	8,66	+ 0,27	11,02	11,76	+ 0,74
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,46	0,45	- 0,01	9,04	8,30	- 0,74	11,58	11,10	- 0,48
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,49	0,52	+ 0,03	8,98	9,07	+ 0,09	11,46	12,00	+ 0,54
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,47	0,50	+ 0,03	8,42	8,25	- 0,17	10,87	11,29	+ 0,42
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,51	0,64	+ 0,13	9,15	9,19	+ 0,04	12,10	12,35	+ 0,25
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,56	0,69	+ 0,13	9,62	9,70	+ 0,08	12,37	12,79	+ 0,42
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,55	0,68	+ 0,13	9,40	10,30	+ 0,90	12,20	13,29	+ 1,09
1961 Août .....	0,51	0,41	- 0,10	8,37	7,30	- 1,07	10,67	10,11	- 0,56
Septembre .....	0,45	0,60	+ 0,15	8,59	9,02	+ 0,43	10,99	12,61	+ 1,62
Octobre .....	0,58	0,65	+ 0,07	9,53	9,56	+ 0,03	12,43	13,04	+ 0,61
Novembre .....	0,55	0,68	+ 0,13	8,95	9,21	+ 0,26	12,01	12,16	+ 0,15
Décembre .....	0,38	0,59	+ 0,21	8,68	8,82	+ 0,14	11,39	11,84	+ 0,45
1962 Janvier .....	0,52	0,70	+ 0,18	9,31	9,63	+ 0,32	11,93	12,92	+ 0,99
Février .....	0,54	0,63	+ 0,09	9,29	9,19	- 0,10	11,88	11,97	+ 0,09
Mars .....	0,60	0,73	+ 0,13	10,23	10,27	+ 0,04	13,26	13,48	+ 0,22
Avril .....	0,50	0,68	+ 0,18	8,96	10,20	+ 1,24	11,57	13,05	+ 1,48
Mai .....	0,56	0,63	+ 0,07	9,80	9,92	+ 0,12	12,76	12,93	+ 0,17
Juin .....	0,57	0,75	+ 0,18	9,36	10,79	+ 1,43	12,17	13,89	+ 1,72
Juillet .....	0,55	0,70	+ 0,15	9,38	9,85	+ 0,47	11,97	12,58	+ 0,61
Août .....	0,60	0,53	- 0,07	8,74	8,90	+ 0,16	11,20	11,52	+ 0,32

1 La Sarre est incluse dans la France jusqu'au 1<sup>er</sup> semestre 1959 et dans l'Allemagne occidentale à partir du 2<sup>e</sup> semestre 1959.  
2 Y compris l'Espagne à partir de 1960.

**VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.**

(milliards de francs)

Source : Institut National de Statistique.

Moyennes mensuelles ou mois	Etats-Unis			Royaume-Uni			Pays de la zone sterling autres que le Royaume-Uni		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953 .....	1,04	0,96	- 0,08	0,91	0,73	- 0,18	1,00	0,56	- 0,44
1954 .....	1,09	0,77	- 0,32	0,89	0,60	- 0,29	0,93	0,69	- 0,24
1955 .....	1,31	1,01	- 0,30	1,00	0,74	- 0,26	1,12	0,80	- 0,32
1956 .....	1,70	1,26	- 0,44	1,10	0,84	- 0,26	1,14	0,94	- 0,20
1957 .....	1,77	1,09	- 0,68	1,17	0,74	- 0,43	1,18	0,87	- 0,31
1958 .....	1,29	1,17	- 0,12	0,98	0,72	- 0,26	0,95	0,80	- 0,15
1959 .....	1,35	1,81	+ 0,46	1,19	0,81	- 0,38	1,11	0,68	- 0,43
1960 .....	1,63	1,49	- 0,14	1,21	0,87	- 0,34	0,95	0,83	- 0,12
1961 .....	1,56	1,50	- 0,06	1,33	0,86	- 0,47	0,94	0,81	- 0,13
1960 4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,61	1,31	- 0,30	1,29	1,02	- 0,27	0,86	0,91	+ 0,05
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,64	1,23	- 0,41	1,32	0,86	- 0,46	1,01	0,90	- 0,11
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1,55	1,56	+ 0,01	1,24	0,87	- 0,37	0,87	0,85	- 0,02
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1,33	1,57	+ 0,24	1,25	0,79	- 0,46	0,87	0,69	- 0,18
4 <sup>e</sup> trimestre .....	1,73	1,65	- 0,08	1,49	0,92	- 0,57	1,04	0,79	- 0,25
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1,81	1,94	+ 0,13	1,48	0,85	- 0,63	1,18	0,83	- 0,35
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2,04	1,83	- 0,21	1,54	0,88	- 0,66	1,27	0,68	- 0,59
1961 Août .....	1,37	1,38	+ 0,01	1,07	0,71	- 0,36	0,99	0,65	- 0,34
Septembre .....	1,35	1,79	+ 0,44	1,21	0,79	- 0,42	0,69	0,69	...
Octobre .....	1,60	1,86	+ 0,26	1,53	1,08	- 0,45	0,88	0,89	+ 0,01
Novembre .....	1,59	1,63	+ 0,04	1,53	0,84	- 0,69	1,01	0,81	- 0,20
Décembre .....	1,86	1,44	- 0,42	1,32	0,83	- 0,49	1,20	0,66	- 0,54
1962 Janvier .....	1,90	2,08	+ 0,18	1,37	0,89	- 0,48	1,28	0,89	- 0,39
Février .....	1,65	1,77	+ 0,12	1,38	0,79	- 0,59	0,98	0,72	- 0,26
Mars .....	1,88	1,97	+ 0,09	1,70	0,89	- 0,81	1,33	0,87	- 0,46
Avril .....	2,03	1,98	- 0,05	1,44	0,82	- 0,62	1,16	0,65	- 0,51
Mai .....	1,91	1,86	- 0,05	1,68	0,85	- 0,83	1,52	0,64	- 0,88
Juin .....	2,16	1,66	- 0,50	1,49	0,98	- 0,51	1,05	0,69	- 0,36
Juillet .....	1,81	1,68	- 0,13	1,42	0,82	- 0,60	1,07	0,67	- 0,40
Août .....	1,53	1,29	- 0,24	1,34	0,81	- 0,53	0,86	0,58	- 0,28
Moyennes mensuelles ou mois	Amérique latine 1			Congo et Ruanda-Urundi			Europe orientale		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1953 .....	0,78	0,38	- 0,40	0,75	0,55	- 0,20	0,24	0,38	+ 0,14
1954 .....	0,75	0,50	- 0,25	0,82	0,52	- 0,30	0,31	0,38	+ 0,07
1955 .....	0,60	0,55	- 0,05	0,97	0,55	- 0,42	0,36	0,41	+ 0,05
1956 .....	0,70	0,55	- 0,15	1,01	0,59	- 0,42	0,43	0,45	+ 0,02
1957 .....	0,65	0,80	+ 0,15	0,79	0,58	- 0,21	0,44	0,40	- 0,04
1958 .....	0,63	0,77	+ 0,14	0,69	0,49	- 0,20	0,39	0,37	- 0,02
1959 .....	0,63	0,72	+ 0,09	0,81	0,38	- 0,43	0,46	0,37	- 0,09
1960 .....	0,75	0,68	- 0,07	1,11	0,26	- 0,85	0,50	0,57	+ 0,07
1961 .....	0,72	0,64	- 0,08	0,96	0,19	- 0,77	0,56	0,55	- 0,01
1960 4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,65	0,68	+ 0,03	1,32	0,13	- 1,19	0,56	0,58	+ 0,02
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,73	0,55	- 0,18	1,02	0,17	- 0,85	0,48	0,53	+ 0,05
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,76	0,61	- 0,15	0,93	0,21	- 0,72	0,44	0,60	+ 0,16
3 <sup>e</sup> trimestre .....	0,67	0,69	+ 0,02	0,97	0,19	- 0,78	0,61	0,52	- 0,09
4 <sup>e</sup> trimestre .....	0,71	0,72	+ 0,01	0,92	0,20	- 0,72	0,71	0,57	- 0,14
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	0,71	0,67	- 0,04	0,69	0,26	- 0,43	0,51	0,54	+ 0,03
2 <sup>e</sup> trimestre .....	0,93	0,59	- 0,34	0,88	0,22	- 0,66	0,52	0,57	+ 0,05
1961 Août .....	0,64	0,65	+ 0,01	0,58	0,19	- 0,39	0,54	0,50	- 0,04
Septembre .....	0,64	0,77	+ 0,13	1,23	0,17	- 1,06	0,65	0,62	- 0,03
Octobre .....	0,79	0,73	- 0,06	0,96	0,18	- 0,78	0,72	0,47	- 0,25
Novembre .....	0,69	0,88	+ 0,19	0,91	0,23	- 0,68	0,66	0,57	- 0,09
Décembre .....	0,68	0,56	- 0,12	0,76	0,18	- 0,58	0,65	0,66	+ 0,01
1962 Janvier .....	0,71	0,87	+ 0,16	0,62	0,29	- 0,33	0,58	0,53	- 0,05
Février .....	0,63	0,53	- 0,10	0,60	0,23	- 0,37	0,41	0,57	+ 0,16
Mars .....	0,79	0,60	- 0,19	0,78	0,25	- 0,53	0,55	0,51	- 0,04
Avril .....	0,72	0,52	- 0,20	0,76	0,21	- 0,55	0,45	0,48	+ 0,03
Mai .....	0,97	0,65	- 0,32	1,03	0,22	- 0,81	0,49	0,61	+ 0,12
Juin .....	1,09	0,60	- 0,49	0,86	0,22	- 0,64	0,62	0,63	+ 0,01
Juillet .....	0,81	0,56	- 0,25	0,70	0,24	- 0,46	0,62	0,50	- 0,12
Août .....	0,91	0,43	- 0,48	0,94	0,18	- 0,76	0,60	0,43	- 0,17

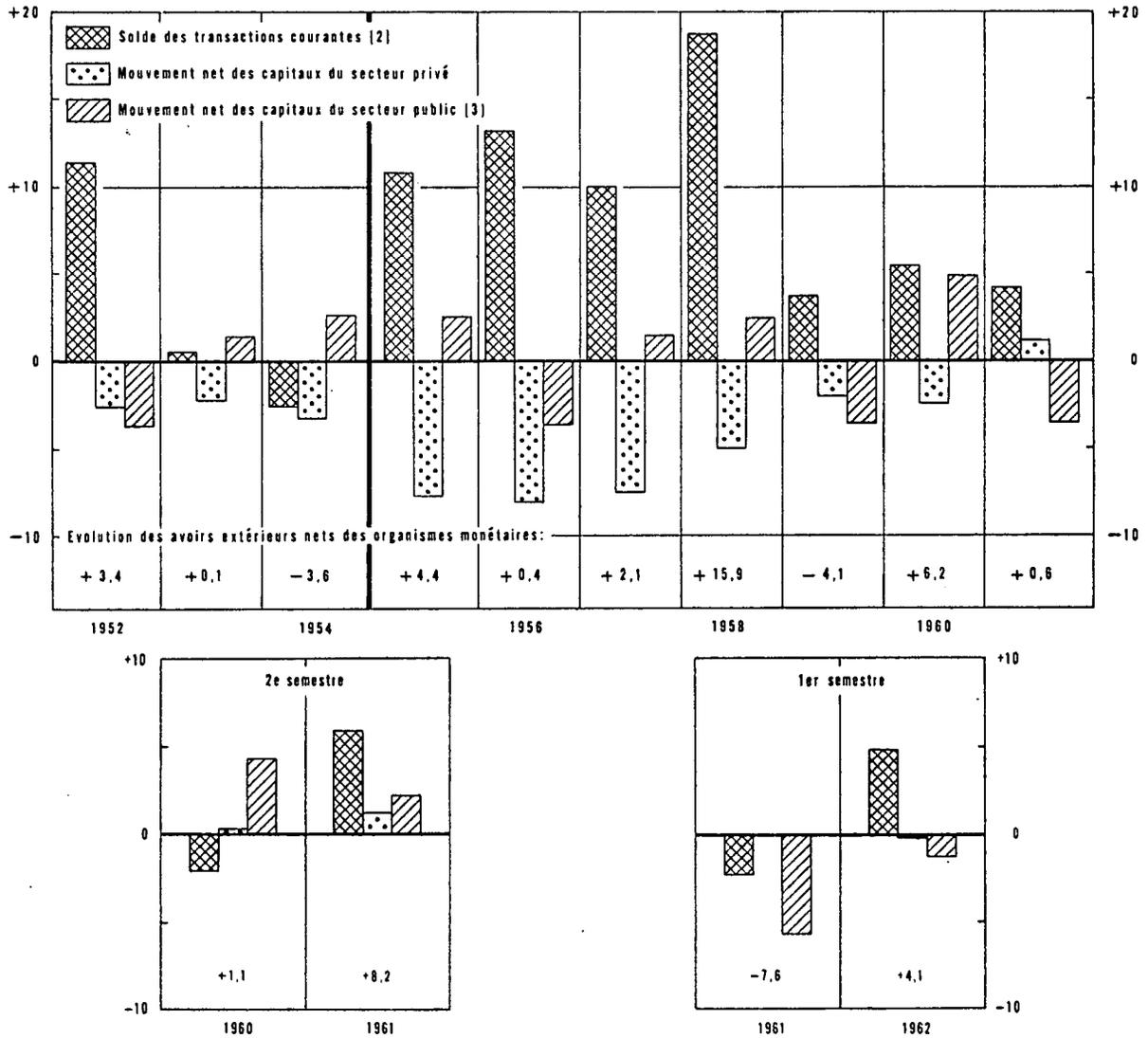
1 Comprend : Amérique Centrale, Amérique du Sud et Mexique.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Industrie*, revue de la F.I.B. — *L'industrie textile belge*, revue mensuelle de Febeltex. — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Revue Commerciale de la Chambre Néerlandaise pour la Belgique et le Luxembourg.* — *Bulletins statistiques : commerce extérieur (O.C.D.E.)* — *Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.)*, *Bulletin général de Statistiques (Office statistique des Communautés européennes)*. — *Recherches économiques de Louvain (I.R.E.S.P.)*. — *cfr. N. B. du tableau VIII - 2.*

## IX. — BALANCE DES PAIEMENTS

### 1. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'U.E.B.L. <sup>1</sup>

(milliards de francs)



<sup>1</sup> Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

<sup>2</sup> Les transactions courantes groupent les transactions sur biens et services, les transferts privés et les transferts de l'Etat.

<sup>3</sup> Le secteur public comprend l'Etat, les pouvoirs publics subordonnés et les organismes paraétatiques administratifs, d'exploitation et de crédit.

**IX - 1. — BALANCE DES PAIEMENTS \***  
**DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Chiffres annuels

(milliards de francs)

	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<b>A. Transactions sur biens et services.</b>										
1. Opérations sur marchandises <sup>1</sup> :										
1.1. Exportations - Importations (f.o.b.) <sup>2</sup> .....	+ 11,1	- 1,7	- 5,9	+ 1,5	+ 1,0	- 6,4	+ 0,9	- 4,2	- 1,9	- 5,7
1.2. Travail à façon .....	+ 3,1	+ 2,1	+ 1,6	+ 2,0	+ 2,6	+ 2,6	+ 2,4	+ 1,8	+ 2,6	+ 3,4
1.3. Opérations d'arbitrage .....	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,7	+ 1,4	+ 1,9	+ 2,6	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,6	+ 2,3
2. Or non monétaire .....	- 0,1	...	...	- 0,1	- 0,8	- 1,1	...	- 0,6	- 0,6	- 1,1
3. Transports <sup>2</sup> .....	- 4,6	- 2,3	- 2,7	+ 1,1	+ 0,8	+ 3,0	+ 2,8	+ 2,5	+ 1,2	- 0,6
4. Primes et indemnités d'assurances .....	- 0,2	...	- 0,1	- 0,7	- 0,6	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,9	- 0,7
5. Déplacements à l'étranger <sup>1 3</sup> .....	- 1,5	- 0,8	- 0,2	+ 0,3	+ 1,0	+ 1,1	+ 3,3	- 1,4	- 1,4	- 1,1
6. Revenus d'investissements .....	+ 0,8	+ 1,1	+ 1,1	+ 2,1	+ 3,5	+ 3,3	+ 2,5	+ 1,1	+ 2,3	+ 2,4
7. Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs .....	+ 0,6	- 0,4	- 1,1	- 0,2	- 1,0	+ 0,1	- 0,6	- 2,2	- 2,4	- 2,7
8. Autres .....	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	+ 2,4	+ 3,6	+ 3,9	+ 5,7	+ 4,3	+ 5,4	+ 5,7
Total des transactions sur biens et services ...	+ 10,9	...	- 3,8	+ 9,8	+ 12,0	+ 8,5	+ 17,5	+ 1,2	+ 4,9	+ 1,9
<b>B. Transferts.</b>										
9. Transferts privés .....	+ 0,2	+ 0,4	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 3,2	+ 3,1	+ 3,4
10. Transferts de l'Etat .....	+ 0,4	+ 0,2	...	...	...	...	...	- 0,8	- 2,5	- 0,8
Total des transferts ...	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 1,1	+ 1,3	+ 1,5	+ 1,2	+ 2,4	+ 0,6	+ 2,6
<b>C. Mouvements des capitaux.</b>										
11. Etat .....				+ 2,3	- 3,8	+ 0,8 <sup>5</sup>	+ 1,2	- 3,2	+ 3,2	- 5,8
12. Autres pouvoirs publics ..				+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	...	- 0,8	+ 1,7	+ 0,1
13. Organismes paraétatiques d'exploitation .....	- 3,7	+ 1,4	+ 2,6	...	...	...	+ 1,8	+ 0,7	- 0,1	+ 1,9
14. Organismes paraétatiques de crédit .....				...	...	+ 0,8	- 0,6	- 0,2	+ 0,1	+ 0,2
15. Autres :										
15.1 Court terme recensé ..	- 1,3	+ 0,4	+ 0,5	- 0,5	+ 1,0	- 0,9	- 0,1	- 1,2	+ 0,2	- 1,3
15.2 Transactions identifiées en valeurs mobilières <sup>4</sup> .....	-	-	-	-	-	-	-	-	- 4,0	- 3,2
15.3 Autres <sup>1 3 4</sup> .....	- 1,5	- 2,4	- 3,9	- 7,2	- 9,0	- 6,6 <sup>5</sup>	- 4,9	- 0,9	+ 1,3	+ 5,5
Total du mouvement des capitaux ...	- 6,5	- 0,6	- 0,8	- 5,2	- 11,6	- 6,1	- 2,6	- 5,6	+ 2,4	- 2,6
<b>D. Opérations non déterminées <sup>1</sup></b>	-	-	-	- 1,3	- 1,8	- 2,2	- 0,7	- 1,9	- 2,1	- 1,9
<b>E. Erreurs et omissions .....</b>	- 1,6	+ 0,1	...	...	+ 0,5	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,6
<b>Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....</b>	+ 3,4	+ 0,1	- 3,6	+ 4,4	+ 0,4	+ 2,1	+ 15,9	- 4,1	+ 6,2	+ 0,6

\* Les balances des années 1952 à 1954 ne sont pas strictement comparables à celles des années suivantes.

<sup>1</sup> Les opérations non déterminées paraissent comprendre surtout des opérations sur marchandises (rubrique 1), des déplacements à l'étranger (rubrique 5) et des mouvements de capitaux (rubrique 15.3) sans qu'il soit possible de les ventiler entre ces différentes rubriques pour toutes les années couvertes par le présent tableau. Une telle ventilation est possible cependant pour 1961 et elle a été effectuée au tableau IX 2. Elle n'a, par contre, pas été effectuée dans le présent tableau, car si elle l'avait été, les chiffres de 1961 n'auraient plus été comparables à ceux des années antérieures.

<sup>2</sup> La rubrique 1.1 « Exportations et importations f.o.b. » comprend, en principe, les dépenses de transports autres que celles afférentes à l'importation des marchandises.

<sup>3</sup> Il n'est pas toujours aisé de faire le départ entre les déplacements à l'étranger et les mouvements de capitaux qui doivent être recensés sous la rubrique 15.3 « Autres ». Il semble qu'en 1955, 1956 et 1957, le solde de la première de ces rubriques a été en réalité moins favorable et le solde de la seconde plus favorable qu'il ne ressort du présent tableau, tandis qu'en 1958 l'inverse paraît avoir été le cas. On ne dispose cependant pas d'éléments suffisamment précis pour pouvoir rectifier les chiffres.

<sup>4</sup> Pour les années 1960 et 1961, des transactions sur valeurs mobilières (rubrique 15.2) ont pu être isolées des autres mouvements de capitaux du secteur privé (rubrique 15.3) ; pour la période 1952-1959, cette répartition n'a pu être effectuée, faute d'informations.

<sup>5</sup> Les entrées de capitaux incluses dans la rubrique 11 « Etat » et les sorties de capitaux recensées dans la rubrique 15.3 « Autres » comprennent la partie de l'emprunt de \$ 80 millions de l'Etat belge sur le marché américain qui a été souscrite par des résidents belgo-luxembourgeois ; le montant de ces souscriptions n'est cependant pas connu.

**IX - 2. — BALANCE DES PAIEMENTS  
DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE <sup>1</sup>**

Chiffres trimestriels  
(milliards de francs)

Soldes (crédit moins débit)	1961				1962			
	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre p	
1. Transactions sur biens et services et transferts privés .....	- 0,6	- 1,7	+ 2,1	+ 3,8	+ 4,3	+ 0,4	+ 2,1	
2. Transferts de l'Etat .....	...	...	...	- 0,8	...	...	...	
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics et des parastataux de crédit et d'exploitation .....	- 0,4	- 5,2	- 0,2	+ 2,2	+ 2,9	- 4,2	- 1,7	
4. Mouvement des autres capitaux :								
4.1 Court terme recensé .....	- 0,3	+ 0,4	- 1,0	- 0,4	- 1,2	+ 0,9	- 1,7	
4.2 Autres .....	+ 0,2	- 0,3	+ 0,8	+ 1,4	+ 0,2	...	+ 1,0	
5. Erreurs et omissions .....	- 0,1	+ 0,4	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	+ 0,4	- 0,5	
6. Total correspondant au mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires .....	- 1,2	- 6,4	+ 2,2	+ 6,0	+ 6,6	- 2,5	- 0,8	

<sup>1</sup> Certains chiffres du présent tableau diffèrent de ceux qui ont figuré dans ce tableau jusqu'au numéro de juin 1962 et de ceux qui figurent au tableau IX 1. La différence la plus importante est que les opérations non déterminées (rubrique D du tableau IX 1 et antérieurement rubrique 5 du présent tableau) ont été reclassées sous la rubrique 1 « Transactions sur biens et services » et sous la rubrique 4.2 « Mouvement des autres capitaux : Autres ». Cette nouvelle classification, plus précise que l'ancienne, sera désormais utilisée dans les balances des paiements qui seront publiées pour les années 1962 et ultérieures, avec des chiffres comparables pour 1961.

**Références bibliographiques :** *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : voir XXXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, page 480 : « La balance des paiements de l'U.E.B.L. en 1961 ». — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *L'économie belge en 1959* (M.A.E.). — *Recherches économiques de Louvain* (I.R.E.S.P.). — *Cahiers économiques de Bruxelles* (D.U.L.B.F.A.). — *Bulletin statistique* (O.C.D.E.). — *International Financial Statistics* (F.M.I.).

## X. — MARCHÉ DES CHANGES

### 1. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

(francs belges)

Moyennes journalières	1 \$ U.S.A.	100 fr. français ou 1 NF	1 Livre Sterling	1 florin P.-B.	1 fr. suisse	1 Deutsche Mark	100 lires italien.	1 Cour. suéd.	1 Cour. norv.	1 Cour. dan.	1 \$ canadien		100 escudos	100 schillings autrich.
											câble	courrier		
1957 .....	50,24	{ 14,27 <sup>1</sup> 11,89 <sup>2</sup>	140,29	13,18	11,46	11,96	8,01	9,69	7,02	7,24	52,400 <sup>4</sup>	52,396 <sup>4</sup>	174,02	193,10
1958 .....	49,89	11,84 <sup>3</sup>	139,41	13,17	11,40	11,90	7,99	9,63	6,97	7,21	51,397	51,395	174,04	192,21
1959 .....	49,96	10,19	140,33	13,24	11,56	11,96	8,05	9,66	7,01	7,25	52,110	52,108	174,98	193,14
1960 .....	49,86	10,17	139,98	13,22	11,54	11,96	8,03	9,65	6,99	7,23	51,427	51,425	174,41	192,11
1961 .....	49,86	10,16	139,72	{ 13,19 <sup>5</sup> 13,85 <sup>6</sup>	11,54	{ 11,95 <sup>5</sup> 12,51 <sup>6</sup>	8,03	9,65	6,98	7,22	{ 50,469 <sup>7</sup> 48,153 <sup>8</sup>	{ 50,468 <sup>7</sup> 48,149 <sup>8</sup>	174,21	192,32
1961 3 <sup>e</sup> trimestre ..	49,79	10,14	139,42	13,82	11,53	12,48	8,02	9,63	6,97	7,21	48,237	48,234	173,83	192,92
4 <sup>e</sup> trimestre ..	49,78	10,14	140,03	13,82	11,52	12,45	8,02	9,63	6,99	7,23	48,034	48,031	174,56	192,78
1962 1 <sup>er</sup> trimestre ..	49,78	10,16	140,05	13,78	11,50	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,507	47,506	174,57	192,73
2 <sup>e</sup> trimestre ..	49,77	10,16	139,92	13,84	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	46,355	46,354	174,49	192,88
3 <sup>e</sup> trimestre ..	49,74	10,15	139,47	13,82	11,51	12,45	8,01	9,66	6,96	7,19	46,139	46,138	173,91	192,78
1961 Novembre .....	49,78	10,14	140,11	13,82	11,52	12,44	8,02	9,63	6,99	7,23	48,055	48,051	174,66	192,77
Décembre ..	49,78	10,16	139,85	13,83	11,53	12,45	8,02	9,63	6,99	7,24	47,735	47,730	174,35	192,82
1962 Janvier .....	49,78	10,16	139,91	13,81	11,53	12,46	8,02	9,63	6,98	7,23	47,630	47,626	174,40	192,68
Février .....	49,78	10,16	140,10	13,76	11,51	12,45	8,02	9,65	6,99	7,23	47,462	47,461	174,63	192,70
Mars .....	49,78	10,16	140,13	13,78	11,47	12,45	8,02	9,66	6,99	7,24	47,430	47,430	174,69	192,80
Avril .....	49,79	10,16	140,10	13,83	11,46	12,45	8,02	9,67	6,99	7,23	47,419	47,418	174,69	192,93
Mai .....	49,77	10,16	139,95	13,85	11,50	12,45	8,02	9,67	6,98	7,22	45,924	45,921	174,53	192,86
Juin .....	49,75	10,15	139,71	13,84	11,53	12,46	8,02	9,67	6,97	7,22	45,723	45,722	174,24	192,84
Juillet .....	49,74	10,15	139,59	13,84	11,52	12,48	8,01	9,66	6,97	7,20	46,078	46,077	174,06	192,76
Août .....	49,73	10,15	139,44	13,80	11,51	12,44	8,01	9,66	6,96	7,19	46,138	46,136	173,88	192,74
Septembre ..	49,76	10,15	139,37	13,81	11,51	12,44	8,02	9,66	6,96	7,19	46,202	46,201	173,78	192,84
Octobre .....	49,76	10,15	139,40	13,81	11,51	12,42	8,02	9,66	6,96	7,19	46,238	46,236	173,82	192,80
Novembre .....	49,75	10,15	139,39	13,80	11,53	12,41	8,01	9,63	6,96	7,19	46,195	46,192	173,79	192,56

<sup>1</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 10 août 1957. — <sup>2</sup> Moyenne du 11 août au 31 décembre 1957. — <sup>3</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 28 décembre 1958. — <sup>4</sup> Moyenne du 25 mars au 31 décembre 1957. — <sup>5</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 3 mars 1961. — <sup>6</sup> Moyenne du 6 mars au 31 décembre 1961. — <sup>7</sup> Moyenne du 1<sup>er</sup> janvier au 20 juin 1961. — <sup>8</sup> Moyenne du 21 juin au 31 décembre 1961.

### X - 2. — MONNAIES DES PAYS MEMBRES DE L'A.M.E

parité par rapport au dollar, marges des cours acheteurs et vendeurs des banques centrales  
et cours extrêmes à Bruxelles le 30 novembre 1962

Pays	Parité (ou taux moyen) par rapport au dollar des Etats-Unis 1	Marges des cours du dollar des Etats-Unis en % de la parité (ou du cours moyen) du dollar		Cours extrêmes à Bruxelles		pour :
		vendeur (+)	acheteur (-)	acheteur 4	vendeur 5	
				en francs belges		
Autriche .....	26,— sch.	+ 0,769	- 0,769	189,4080	195,2519	100 sch.
Belgique .....	50,— FB	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Danemark .....	6,90714 C. dan.	+ 0,729	- 0,719	7,1325	7,3459	1 C. dan.
France .....	4,93706 NF	+ 0,748	- 0,751	9,9769	10,2806	1 NF
Allemagne .....	4,— DM	+ 0,750	- 0,750	12,3139	12,6889	1 DM
Grèce .....	30,— Dr.	+ 0,500	- 0,500	—	—	—
Islande .....	43,— C. isl.	+ 0,140	- 0,116	—	—	—
Italie .....	625,— Lires	+ 0,720	- 0,720	7,8832	8,1184	100 Lires
Pays-Bas .....	3,62 Fl.	+ 0,760	- 0,760	13,6052	14,0223	1 Fl.
Norvège .....	7,14286 C. nor.	+ 0,800	- 0,740	6,8924	7,1050	1 C. nor.
Portugal .....	28,75 Esc.	+ 1,148	- 1,148	170,6499	177,2519	100 Esc.
Espagne .....	60,— Pesetas	+ 0,750	- 0,750	—	—	—
Suède .....	5,17321 C.S.	+ 0,759	- 0,739	9,5203	9,8101	1 C.S.
Suisse .....	4,37282 F.S.	+ 1,765	- 1,780	11,1517	11,7287	1 F.S.
Turquie .....	9,— L.t.	+ 0,500	—	—	—	—
Royaume-Uni .....	2,80 £ <sup>2</sup>	+ 0,714 <sup>3</sup>	- 0,714 <sup>3</sup>	137,9575	142,0575	1 £

<sup>1</sup> Parité reconnue par le F.M.I., sauf dans le cas de la Suisse pour laquelle la parité indiquée est pratiquée par la banque centrale.

<sup>2</sup> Cours exprimé en dollars des Etats-Unis par livre sterling.

<sup>3</sup> Les marges du Royaume-Uni ne sont pas tout à fait comparables à celles des autres pays; elles représentent les limites de fluctuation de la livre exprimée en dollars des Etats-Unis, alors que, pour les autres pays, les marges représentent les limites de la fluctuation du dollar des Etats-Unis exprimé en monnaie nationale.

<sup>4</sup> (Parité du FB par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée en FB du cours acheteur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours vendeur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

<sup>5</sup> (Parité en FB par rapport au dollar des Etats-Unis + marge exprimée en FB du cours vendeur de la Banque Nationale de Belgique pour le dollar des Etats-Unis) : (Parité de la monnaie du pays membre par rapport au dollar des Etats-Unis — marge exprimée dans la monnaie de ce pays membre du cours acheteur de la banque centrale de ce pays membre pour le dollar des Etats-Unis).

Références bibliographiques : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

## XI. — FINANCES PUBLIQUES

### 1. — SITUATION DE TRESORERIE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Exécution du budget ordinaire			Exécution du budget extraordinaire			Solde budgétaire global	Financement du solde budgétaire				
	Dépenses	Recettes	Solde (8) = (2)-(1)	Dépenses	Recettes	Solde (6) = (5)-(4)		Emprunts consolidés intérieurs	Dette flottante intérieure	Emprunts consolidés et dette flottante extérieure	Fonds de tiers	Encaisse (augmentation — diminution +)
1957 .....	88,0	95,8	+ 7,8	15,3	0,3	-15,0	- 7,2	+ 7,9	- 0,2	+ 2,5	- 2,1	- 0,9
1958 .....	101,4	94,3	- 7,1	18,0	0,4	-17,6	-24,7	+10,7	+12,8	+ 3,9	- 1,7	- 1,0
1959 .....	108,4	100,2	- 8,2	18,1	0,2	-17,9	-26,1	+20,3	+ 0,2	+ 5,2	- 1,0	+ 1,4
1960 .....	111,2	108,1	- 3,1	23,7	0,3	-23,4	-26,5	+27,1	- 9,4	+10,6	- 0,2	- 1,6
1961 .....	126,0	120,4	- 5,6	14,6	0,4	-14,2	-19,8	+13,0	+ 5,5	+ 3,4	- 2,5	+ 0,4
1960 6 prem. mois .	58,3	51,4	- 6,9	11,8	0,1	-11,7	-18,6	+20,4	- 4,6	+ 2,6	+ 1,6	- 1,4
9 prem. mois .	84,0	81,9	- 2,1	17,5	0,2	-17,3	-19,4	+20,4	- 4,3	+ 3,9	+ 0,5	- 1,1
1961 3 prem. mois .	34,1	29,1	- 5,0	3,5	...	- 3,5	- 8,5	+ 0,4	+ 6,0	+ 4,7	- 1,5	- 1,1
6 prem. mois .	66,8	58,3	- 8,5	6,2	0,1	- 6,1	-14,6	+ 7,2	+ 3,2	+ 5,7	- 1,7	+ 0,2
9 prem. mois .	95,8	88,2	- 7,6	9,1	0,2	- 8,9	-16,5	+ 7,2	+ 6,1	+ 4,1	- 1,6	+ 0,7
1962 3 prem. mois	37,6	30,9	- 6,7	3,3	0,1	- 3,2	- 9,9	+ 7,2	+ 4,1	- 1,8	- 0,7	+ 1,1
6 prem. mois	68,6	61,7	- 6,9	7,2	0,2	- 7,0	-13,9	+ 7,7	+13,6	- 6,7	- 1,0	+ 0,3
1961 Juillet .....	10,9	13,0	+ 2,1	0,8	...	- 0,8	+ 1,3	...	- 0,9	- 0,2	- 0,2	...
Août .....	7,8	8,4	+ 0,6	1,1	...	- 1,1	- 0,5	...	+ 2,0	- 1,3	...	- 0,2
Septembre ...	10,3	8,6	- 1,7	1,0	...	- 1,0	- 2,7	...	+ 1,9	- 0,1	+ 0,3	+ 0,6
Octobre .....	10,2	10,2	...	1,2	0,1	- 1,1	- 1,1	+ 5,8	- 1,8	- 0,1	- 2,7	- 0,1
Novembre ...	8,7	9,6	+ 0,9	2,0	...	- 2,0	- 1,1	...	+ 1,8	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Décembre .....	11,3	12,4	+ 1,1	2,3	0,1	- 2,2	- 1,1	...	- 0,7	- 0,2	+ 2,0	...
1962 Janvier .....	13,6	12,2	- 1,4	0,8	...	- 0,8	- 2,2	...	+ 4,8	- 0,5	- 1,0	- 1,1
Février .....	11,3	9,0	- 2,3	1,5	...	- 1,5	- 3,8	+ 7,2	- 2,8	- 0,9	- 0,5	+ 0,8
Mars .....	12,7	9,7	- 3,0	0,9	...	- 0,9	- 3,9	...	+ 2,1	- 0,4	+ 0,8	+ 1,4
Avril .....	10,5	9,3	- 1,2	1,1	...	- 1,1	- 2,3	...	+ 6,4	- 1,6	- 1,6	- 0,9
Mai .....	9,9	10,3	+ 0,4	1,7	...	- 1,7	- 1,3	...	+ 0,2	- 0,2	+ 1,2	+ 0,1
Juin .....	10,7	11,3	+ 0,6	1,1	0,1	- 1,0	- 0,4	+ 0,4	+ 2,9	- 3,1	+ 0,1	+ 0,1
Juillet .....	12,4	14,8	+ 2,4	1,4	...	- 1,4	+ 1,0	+ 2,2	- 1,6	- 0,2	- 1,1	- 0,3

<sup>1</sup> Les chiffres de ce tableau ne correspondent pas aux chiffres comptabilisés dans la situation de trésorerie officielle qui est communiquée au Parlement. En effet, toutes les opérations en comptabilité ne donnent pas lieu simultanément à des mouvements de fonds. Par exemple, l'imputation budgétaire d'un virement au budget pour ordre ne provoque au moment de l'opération aucun décaissement. Les chiffres fournis dans le présent tableau représentent les dépenses et les recettes effectivement faites. Les chiffres comptables concernant l'exécution des budgets sont publiés chaque mois au *Moniteur belge* sous forme d'un tableau intitulé « Aperçu de l'exécution des budgets », émanant de l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique.

### XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

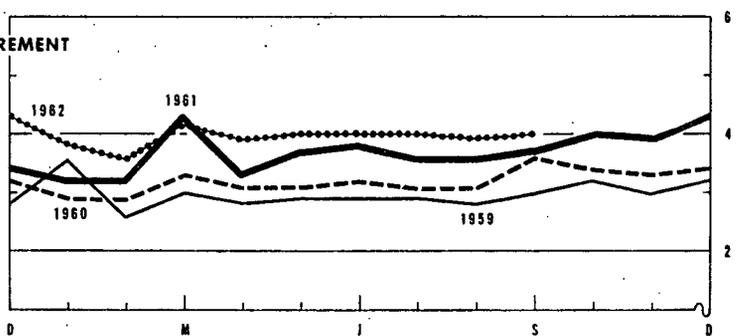
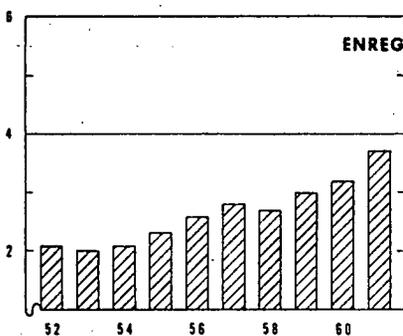
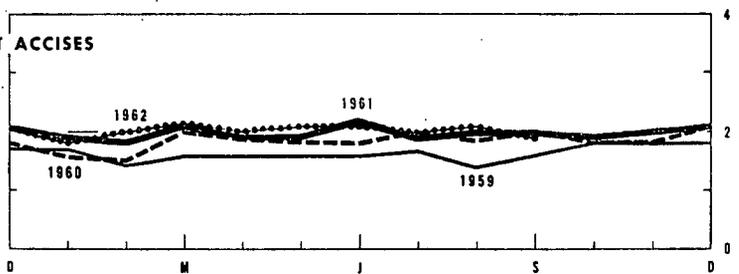
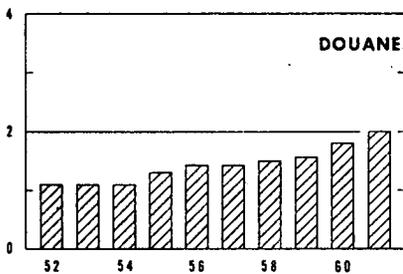
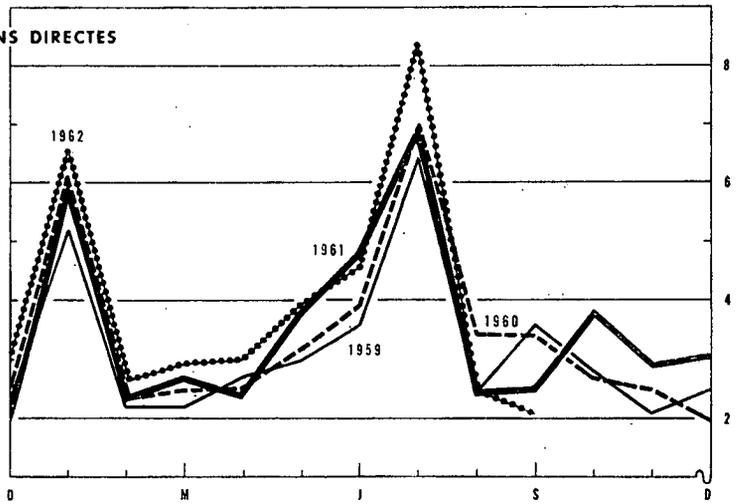
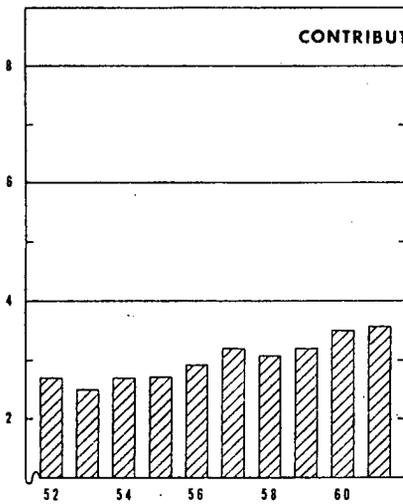
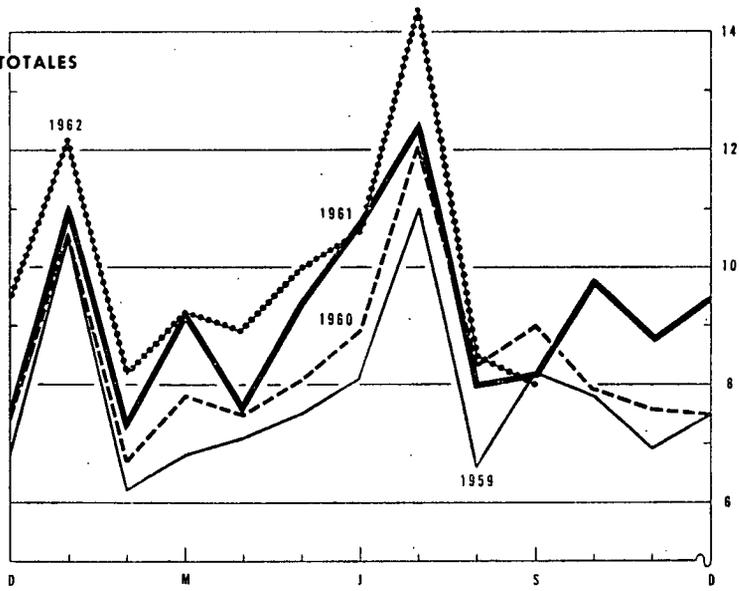
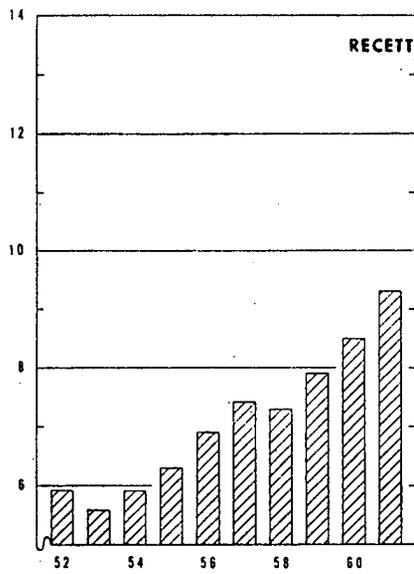
Moyennes mensuelles	Contributions directes <sup>2</sup>	Douanes et accises	Enregistrement	Total	Dont : versements anticipés sur la taxe professionnelle
1953 .....	2,5	1,1	2,0	5,6	0,26
1954 .....	2,7	1,1	2,1	5,9	0,28
1955 .....	2,7	1,3	2,3	6,3	0,33
1956 .....	2,9	1,4	2,6	6,9	0,41
1957 .....	3,2	1,4	2,8	7,4	0,41
1958 .....	3,1	1,5	2,7	7,3	0,36
1959 .....	3,2	1,7	3,0	7,9	0,40
1960 .....	3,5	1,8	3,2	8,5	0,51
1961 .....	3,6	2,0	3,7	9,3	0,53
1960 9 premiers mois	3,8	1,8	3,1	8,7	0,67
1961 3 premiers mois	3,7	1,9	3,5	9,1	0,38
6 premiers mois	3,6	2,0	3,6	9,2	0,35
9 premiers mois	3,7	2,0	3,6	9,3	0,69
1962 3 premiers mois	4,0	2,0	3,9	9,9	0,38
6 premiers mois	3,9	2,0	3,9	9,8	0,25
9 premiers mois	4,1	2,0	3,9	10,0	0,71
1961 Octobre .....	3,8	1,9	4,0	9,7	0,05
Novembre .....	2,9	2,0	3,9	8,8	0,04
Décembre .....	3,1	2,1	4,3	9,5	0,08
1962 Janvier .....	6,6	1,8	3,8	12,2	1,08
Février .....	2,6	2,0	3,6	8,2	0,01
Mars .....	2,9	2,1	4,2	9,2	0,05
Avril .....	3,0	2,0	3,9	8,9	0,10
Mai .....	3,9	2,1	4,0	10,0	0,03
Juin .....	4,6	2,1	4,0	10,7	0,23
Juillet .....	8,4	2,0	4,0	14,4	4,86
Août .....	2,5	2,1	3,9	8,5	0,01
Septembre .....	2,1	1,9	4,0	8,0	0,02
Octobre .....	3,8	2,0	4,5	10,3	0,06

<sup>1</sup> Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

<sup>2</sup> Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

### XI - 2. — RECETTES FISCALES SANS DISTINCTION D'EXERCICE

(milliards de francs)



### XI - 3. — RECETTES FISCALES (par exercice) <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

A : recettes effectives.

B : différence par rapport aux évaluations budgétaires.

Exercices	Contributions directes <sup>2</sup>		Douanes et accises		Enregistrement		Total		
	A	B	A	B	A	B	A	B	
1952 .....	31,7	+ 2,6	13,7	+ 1,0	24,8	+ 2,5	70,2	+ 6,1	
1953 .....	32,7	- 1,5	13,2	+ 0,3	24,0	- 0,1	69,9	- 1,3	
1954 .....	30,3	- 3,4	13,4	+ 0,4	24,7	- 0,6	68,4	- 3,6	
1955 .....	32,2	- 1,6	15,7	+ 0,6	28,0	+ 2,6	75,9	+ 1,6	
1956 .....	35,0	+ 2,8	16,6	+ 1,0	31,4	+ 1,7	83,0	+ 5,5	
1957 .....	38,5	+ 3,9	17,6	+ 1,0	33,2	+ 1,8	89,3	+ 6,7	
1958 .....	36,1	- 1,8	18,1	- 0,3	32,9	- 2,0	87,1	- 4,1	
1959 .....	39,5	+ 0,8	19,6	- 0,6	35,9	+ 0,2	95,0	+ 0,4	
1960 .....	41,4	+ 0,9	22,0	- 0,9	38,5	- 0,1	101,9	- 0,1	
1961 .....	44,0	- 1,4	23,8	+ 1,1	44,6	- 1,9	112,4	- 2,2	
1961 9 premiers mois .....	28,2	- 0,4	17,3	+ 0,9	32,4	- 1,8	77,9	- 1,3	
1962 9 premiers mois .....	30,5	- 0,3	17,7	- 0,2	35,4	- 0,7	83,6	- 1,2	
Exercice 1961	1961 Octobre .....	3,8	...	1,9	...	4,0	- 0,2	9,7	- 0,2
	Novembre .....	2,9	- 0,4	2,0	+ 0,2	3,9	...	8,8	- 0,2
	Décembre .....	3,1	- 0,1	2,1	...	4,3	+ 0,2	9,5	+ 0,1
	1962 Janvier .....	4,1	- 0,4	0,4	...	...	...	4,5	- 0,4
Ex. 1962	Février .....	1,1	- 0,1	...	...	...	...	1,1	- 0,1
	Mars .....	0,9	...	...	...	...	...	0,9	+ 0,1
	1962 Janvier .....	2,5	...	1,4	...	3,8	- 0,1	7,7	- 0,1
	Février .....	1,5	...	2,0	+ 0,2	3,6	- 0,1	7,1	+ 0,1
	Mars .....	2,0	- 0,1	2,1	- 0,1	4,2	- 0,1	8,3	- 0,3
	Avril .....	3,0	+ 0,1	2,0	...	3,9	- 0,2	8,9	- 0,1
	Mai .....	3,9	...	2,1	+ 0,1	4,0	- 0,1	10,0	...
	Juin .....	4,6	+ 0,1	2,1	...	4,0	- 0,1	10,7	...
	Juillet .....	8,4	+ 0,2	2,0	- 0,1	4,0	+ 0,1	14,4	+ 0,2
	Août .....	2,5	- 0,3	2,1	+ 0,1	3,9	...	8,5	- 0,2
Septembre .....	2,1	- 0,3	1,9	- 0,3	4,0	- 0,2	8,0	- 0,8	
Octobre .....	3,8	- 0,2	2,0	...	4,5	+ 0,1	10,3	- 0,1	

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

2 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

### XI - 4. — DETAIL DES RECETTES FISCALES <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	Exercice 1961 <sup>2</sup>		Exercice 1961 : octobre 1961		Exercice 1962 : octobre 1962	
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires
I. Contributions directes <sup>3</sup> .....	44,0	45,4	3,8	3,8	3,8	4,0
contribution foncière .....	0,5	0,5	...	0,1	0,1	0,1
taxe mobilière .....	4,3	3,9	0,2	0,2	0,2	0,3
taxe professionnelle <sup>3</sup> .....	28,5	29,6	2,6	2,5	2,6	2,7
impôt complémentaire personnel ...	4,8	4,7	0,9	0,8	0,7	0,7
contribution nationale de crise ...	2,4	2,2	0,1	0,1	0,1	0,2
taxe de circulation sur les véhicules automobiles .....	2,9	2,8	...	...	...	...
divers <sup>4</sup> .....	0,6	1,7	...	0,1	0,1	...
II. Douanes et accises .....	23,8	22,7	1,9	1,9	2,0	2,0
dont : douanes .....	6,5	5,9	0,5	0,5	0,6	0,6
accises .....	16,2	16,6	1,3	1,4	1,3	1,4
taxes spéciales de consommat.	0,8		0,1		0,1	
III. Enregistrement .....	44,6	46,5	4,0	4,2	4,5	4,4
dont : enregistrement .....	4,4	4,0	0,3	0,3	0,4	0,4
successions .....	2,4	2,0	0,2	0,2	0,2	0,2
timbre et taxes assimilées ...	37,3	40,1	3,4	3,6	3,8	3,7
Total ...	112,4	114,6	9,7	9,9	10,3	10,4
Différence par rapport aux éval. budgét.		- 2,2		- 0,2		- 0,1

1 Non compris les additionnels provinciaux et communaux, les recettes d'impôts d'assainissement monétaire et celles recueillies pour compte du Congo et du Ruanda-Urundi.

2 L'exercice 1961 commencé le 1er janvier 1961 a été clôturé le 31 mars 1962.

3 Y compris le produit des versements anticipés à valoir sur la taxe professionnelle.

4 Y compris les sommes réalisées ou remboursées sur les produits des exercices clos.

N. B. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

— Les statistiques concernant la situation de la Dette publique sont rangées au chapitre XVI.

— Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge* (voir note 1 du tableau XI - 1). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. II, n<sup>o</sup> 6, novembre 1961 : « Les budgets de 1961 et 1962 ».

### XIII. — ORGANISMES MONETAIRES

#### 1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire (1)	Liquidités quasi monétaires			Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires (5) = (1) à (4)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics				Crédits d'escompte d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers résidant en Belgique		Emprunts obligataires des banques de dépôts (13)	Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires (14)	Divers 2 (15)
		Détenues par les entreprises et particuliers		Détenues par le Trésor (4)			Créances sur l'Etat (7)	Créances nettes sur le Fonds des Rentes (8)	Créances sur les autres pouvoirs publics (9)	Total (10) = (7) à (9)	Financés par les organismes monétaires (11)	Pour mémoire : Financés par et hors des organismes monétaires (12)			
		Dépôts 1 en francs belges (2)	Dépôts en devises (3)												
1955 Décembre .....	192,6	23,4	2,4	0,1	218,5	54,7	122,3	0,7	5,0	128,0	44,4	52,0	- 3,8	+ 1,3	- 6,1
1956 Mars .....	191,0	24,5	2,4	0,1	218,0	57,5	121,8	0,7	4,1	126,6	43,4	52,0	- 4,0	+ 1,1	- 6,6
Juin .....	195,1	24,5	2,8	0,1	222,5	58,5	124,2	1,4	4,1	129,7	42,1	52,6	- 4,1	+ 1,4	- 5,1
Septembre .....	195,9	23,6	2,6	0,1	222,2	56,4	123,4	1,3	5,0	129,7	45,1	55,3	- 4,2	+ 1,4	- 6,2
Décembre .....	198,3	22,3	3,2	...	223,8	54,0	123,4	2,0	5,6	131,0	49,0	58,4	- 4,3	+ 1,2	- 7,1
1957 Mars .....	198,2	23,3	3,3	...	224,8	50,4	128,6	0,7	4,0	133,3	50,1	60,3	- 4,4	+ 1,2	- 5,8
Juin .....	201,9	21,9	3,3	...	227,1	51,5	127,5	1,8	4,2	133,5	50,9	61,0	- 4,4	+ 1,0	- 5,4
Septembre .....	194,4	22,1	3,9	...	220,4	49,3	124,3	1,2	4,2	129,7	50,9	60,0	- 4,5	+ 1,3	- 6,3
Décembre .....	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	55,9	121,8	1,7	4,3	127,8	52,3	61,5	- 4,9	+ 1,3	- 7,6
<i>Nouvelle série 3</i>															
1957 Décembre .....	198,0	23,4	3,2	0,2	224,8	56,1	121,6	1,7	1,8	125,1	52,3	61,5	- 4,9	+ 2,3	- 6,1
1958 Mars .....	197,0	25,4	3,0	0,4	225,8	60,2	122,5	0,4	2,0	124,9	48,8	60,2	- 5,3	+ 2,8	- 5,6
Juin .....	206,1	25,0	2,5	0,5	234,1	66,2	125,0	2,0	2,2	129,2	45,7	58,3	- 5,8	+ 3,0	- 4,2
Septembre 4 .....	202,0	26,9	2,6	0,5	232,0	70,1	120,4	3,7	1,7	125,8	43,5	55,8	- 6,3	+ 3,6	- 4,7
Décembre .....	209,5	27,4	2,6	0,6	240,1	72,1	126,4	4,1	2,1	132,6	43,8	56,3	- 6,6	+ 4,1	- 5,9
1959 Mars .....	209,7	30,1	3,3	0,7	243,8	70,3	129,5	3,9	2,9	136,3	45,2	55,9	- 6,8	+ 4,4	- 5,6
Juin .....	214,0	29,2	3,1	0,7	247,0	69,7	129,6	5,0	3,9	138,5	44,8	55,8	- 6,9	+ 4,7	- 3,8
Septembre .....	209,6	30,9	3,1	0,6	244,2	71,2	128,0	2,0	4,0	134,0	45,1	55,9	- 6,9	+ 5,3	- 4,5
Décembre .....	216,3	31,5	4,3	0,5	252,6	70,7	132,4	4,6	4,0	141,0	48,1	59,6	- 6,9	+ 5,1	- 5,4
1960 Mars .....	212,5	36,1	4,8	0,5	253,9	72,8	133,6	2,0	4,3	139,9	48,5	60,1	- 6,9	+ 5,6	- 6,0
Juin .....	219,9	33,5	5,8	0,3	259,5	74,5	136,2	2,1	4,5	142,8	49,2	61,2	- 7,0	+ 5,6	- 5,6
Septembre .....	214,2	33,7	8,0	0,3	256,2	67,2	142,7	3,9	3,7	150,3	48,8	60,0	- 7,2	+ 5,3	- 8,2
Décembre .....	220,4	34,7	7,2	0,2	262,5	75,0	135,9	5,8	4,7	146,4	53,0	65,4	- 7,6	+ 4,9	- 9,2
1961 Mars .....	222,6	37,5	7,9	0,1	268,1	73,3	143,6	4,0	4,2	151,8	51,4	64,5	- 7,9	+ 5,4	- 5,9
Juin .....	226,8	38,0	7,9	0,1	272,8	68,2	149,3	4,1	4,7	158,1	54,1	67,3	- 8,2	+ 6,1	- 5,5
Septembre .....	228,6	41,1	8,4	...	278,1	70,9	154,3	3,4	4,2	161,9	54,6	69,7	- 8,4	+ 6,3	- 7,2
Décembre .....	237,4	43,6	8,0	...	289,0	77,8	147,4	5,2	6,1	158,7	61,2	75,2	- 8,6	+ 6,8	- 6,9
1962 Mars .....	236,3	47,5	8,2	0,1	292,1	84,6	147,3	3,2	5,6	156,1	61,7	73,9	- 9,1	+ 7,0	- 8,2
Juin .....	245,0	47,9	7,9	...	300,8	82,4	151,9	4,4	5,5	161,8	63,5	77,8	- 9,8	+ 8,9	- 6,0
Septembre .....	246,7	50,4	8,0	...	305,1	p 80,3	p 154,7	5,8	p 6,8	p 167,3	66,8	78,6	- 10,4	p + 8,8	p - 7,7

1 Ces dépôts comprennent les dépôts à terme et les carnets d'épargne.

2 Cette rubrique comprend principalement le solde des opérations autres qu'à court terme du Fonds monétaire et de la C.N.C.P., des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre.

3 A partir de décembre 1957, l'adoption d'une ventilation plus détaillée des créances des organismes monétaires sur les pouvoirs publics a entraîné une modification des rubriques suivantes : « Avoirs extérieurs nets » ; « Créances sur l'Etat » ; « Créances sur les autres pouvoirs publics » ; « Total des créances sur les pouvoirs publics » ; « Créances et engagements sur et envers des intermédiaires financiers non monétaires » et « Divers ».

4 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques ne sont plus compris dans la rubrique « Stock monétaire », mais dans la rubrique « Liquidités quasi monétaires détenues par les entreprises et particuliers : dépôts en francs belges ».

N. B. — Pour le mode d'établissement de ce tableau, voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV<sup>e</sup> année, vol II, n° 6, décembre 1949 — XXX<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1955 — XXXIII<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1958.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir le tableau 5 du chapitre XIII.

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

**Actif**

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 juillet 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962
<b>A. Créances sur l'étranger :</b>												
1. Or .....	64,9	65,9	66,8	66,8	67,1	67,1	—	—	—	—	64,9	66,8
2. Participation au F.M.I. ....	7,2	6,5	7,5	6,7	6,7	6,7	—	—	—	—	7,2	7,5
3. Actions et obligations .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	—	—	1,3	1,2	1,4	1,3
4. Accept. en francs belges représ. d'export.	0,3	1,0	2,3	3,5	0,3	0,8	0,4	0,2	2,2	2,2	2,9	4,7
5. Créance sur l'U.E.P. 2 .....	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	—	—	—	—	0,4	0,3
6. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	18,2	15,9	13,4	14,8	14,2	14,3	—	—	16,0	15,7	34,2	29,1
b) autres 3 .....	—	—	—	0,1	—	0,1	—	—	2,2	2,5	2,2	2,5
7. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	0,4	0,3	0,4
Total des créances sur l'étranger .	91,1	89,7	90,4	92,3	88,7	89,4	0,4	0,2	22,0	21,2	113,5	111,8
dont : à vue 4 .....	83,5	82,1	80,5	82,0	81,6	81,7	—	—	13,3	12,9	96,8	93,4
autres 5 .....	7,6	7,6	9,9	10,3	7,1	7,7	0,4	0,2	8,7	8,3	16,7	18,4
<b>B. Créances sur le secteur intérieur monétaire :</b>												
1. Pièces et billets .....	0,6	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	—	0,1	2,2	2,3	2,8	2,9
2. Autres :												
a) sur la Banque Nationale de Belgique .	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5	0,1	2,5	0,1
b) sur les organismes publics .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,8	1,0	0,8	1,0
c) sur les banques de dépôts .....	—	—	—	—	—	—	—	—	3,4	3,2	3,4	3,2
<b>C. Créances sur le secteur intérieur non monétaire :</b>												
1. Sur l'Etat :												
a) à un an au plus .....	6,4	7,5	8,1	7,2	10,0	9,9	34,9	36,6	39,0	39,4	80,3	84,1
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	5,2	5,2	22,9	23,6	30,4	31,1
— autres .....	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	—	—	2,6	2,6	36,6	36,6
2. Sur les pouvoirs publics subordonnés et les paraétatiques administratifs :												
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	—	—	2,6	2,5	—	—	2,6	2,5
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	1,6	1,6	2,0	2,0
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	1,0	1,0	1,0	1,0
3. Sur les entreprises, les particuliers et les paraétatiques d'exploitation :												
a) acceptations .....	—	—	—	—	—	—	0,2	0,5	3,7	4,1	3,9	4,6
b) effets commerciaux .....	2,0	1,8	1,7	1,6	1,6	1,7	—	0,2	25,1	25,4	27,1	27,3
c) avances .....	—	—	—	—	—	—	0,6	0,6	30,0	31,1	30,6	31,7
d) obligations :												
— généralement accessibles au public .....	—	—	—	0,1	0,1	0,1	—	—	2,4	2,9	2,4	2,9
— autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	0,9	0,9	0,9	0,9
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus 6 .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. Sur les paraétatiques de crédit :												
a) à un an au plus .....	—	—	—	—	0,4	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :												
— obligations généralement accessibles au public .....	—	—	—	—	—	—	—	—	7,6	8,3	7,6	8,3
— autres .....	—	—	—	—	—	—	0,2	0,1	0,8	0,7	0,8	0,8
D. Autres .....	27,0	25,3	23,6	24,3	23,9	22,5	4,8	4,6	33,3	38,2	65,1	66,4
<b>TOTAL DE L'ACTIF ...</b>	<b>163,6</b>	<b>161,3</b>	<b>160,8</b>	<b>162,4</b>	<b>161,6</b>	<b>160,5</b>	<b>49,1</b>	<b>50,8</b>	<b>201,8</b>	<b>207,6</b>	<b>414,5</b>	<b>419,2</b>

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (actifs à court terme et obligations), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (actifs à court terme), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue et à un mois au plus), Institut de Réescote et de Garantie (actifs financés par un recours aux organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des actifs recensés sur les passifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Créances bilatéralisées sur les pays débiteurs lors de la liquidation de l'U.E.P.  
3 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges sur les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

4 B.N.B. : total des rubriques A1, 5 et 6.

5 B.N.B. : total des rubriques A2, 3 et 4.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les créances sur le Fonds des Rentes sont comprises sous la rubrique D « Autres ».

**XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE  
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS**

(milliards de francs)

**Passif**

	Banque Nationale de Belgique						Organismes publics monétaires 1		Banques de dépôts		Total	
	31 mars 1962	31 mai 1962	30 juin 1962	31 juillet 1962	31 août 1962	30 sept. 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962	31 mars 1962	30 juin 1962
<b>A. Engagements envers l'étranger :</b>												
1. Envers le F.M.I. ....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	—	—	—	—	0,2	0,2
2. Envers l'U.E.P. ....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :												
a) en monnaies étrangères convertibles ...	...	...	...	...	...	...	—	—	15,5	16,4	15,5	16,4
b) autres 2 .....	0,4	0,4	0,6	0,5	0,6	0,6	2,0	2,0	10,9	11,1	13,8	13,7
4. Ajustement statistique .....	—	—	—	—	—	—	—	—	-0,1	-0,9	-0,1	-0,9
Total des engagements envers l'étranger	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8	0,8	2,0	2,0	26,3	26,6	28,9	29,4
dont : à vue .....	0,6	0,6	0,8	0,7	0,8	0,8	2,0	2,0	23,8	24,1	26,4	26,9
autres .....	—	—	—	—	—	—	—	—	2,5	2,5	2,5	2,5
<b>B. Engagements envers le secteur intérieur monétaire :</b>												
1. Pièces et billets 3 .....	2,3	2,6	2,4	2,7	2,3	2,3p	0,5	0,5	—	—	2,8	2,9
2. Autres :												
a) envers la Banque Nationale de Belgique	—	—	—	—	—	—	...	...	...	...	...	...
b) envers les organismes publics .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) envers les banques de dépôts .....	2,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1p	0,8	1,0	3,4	3,1	6,7	4,2
<b>C. Engagements envers le secteur intérieur non monétaire :</b>												
1. Monnaie fiduciaire 4 .....	125,5	127,3	129,7	130,5	130,8	131,0p	5,5	5,6	—	—	131,0	135,3
2. Monnaie scripturale :												
a) détenue par les entreprises et particuliers 5 .....	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4p	29,3	30,6	66,1	68,3	95,8	99,3
b) détenue par les pouvoirs publics .....	—	—	—	—	—	—	9,6	10,4	—	—	9,6	10,4
3. Liquidités quasi monétaires :												
a) détenues par les entreprises et particuliers :												
— dépôts en francs belges à plus d'un mois .....	—	—	—	—	—	—	—	—	30,6	30,5	30,6	30,5
— dépôts en francs belges reçus en carnets ou livrets .....	—	—	—	—	—	—	—	—	16,9	17,4	16,9	17,4
— dépôts en devises .....	—	—	—	—	—	—	—	—	8,2	7,9	8,2	7,9
b) détenues par le Trésor .....	0,1	...	...	...	...	...	—	—	—	—	0,1	...
4. Emprunts obligataires .....	—	—	—	—	—	—	—	—	9,1	9,8	9,1	9,8
5. Autres :												
a) envers le Fonds des Rentes 6 .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les paraétatiques de crédit .....	—	—	—	—	—	—	0,2	—	1,1	0,2	1,3	0,2
c) envers le Trésor .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres .....	32,2	30,3	27,4	28,0	27,2	25,9p	1,2	0,7	40,1	43,8	73,5	71,9
<b>TOTAL DU PASSIF ...</b>	<b>163,6</b>	<b>161,3</b>	<b>160,8</b>	<b>162,4</b>	<b>161,6</b>	<b>160,5</b>	<b>49,1</b>	<b>50,8</b>	<b>201,8</b>	<b>207,6</b>	<b>414,5</b>	<b>419,2</b>

1 Office des Chèques postaux, Fonds Monétaire belge (pièces et billets), Caisse Nationale de Crédit Professionnel (passif à vue et à un mois au plus), Crédit Communal de Belgique (passif à vue et à un mois au plus), Institut de Récompte et de Garantie (passif envers les organismes monétaires). Dans le cas du Fonds Monétaire belge et de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'excédent éventuel des passifs recensés sur les actifs recensés est compris dans la rubrique D. « Autres ».

2 Cette sous-rubrique comprend presque exclusivement des francs belges dont la plus grande partie est convertible. Elle correspond au total des sous-rubriques b) « En francs belges convertibles » et d) « Autres » qui n'avaient pu être distinguées sans une large part d'arbitraire dans les tableaux publiés aux pages 20 à 27 du Bulletin d'Information et de Documentation de juillet 1961. La sous-rubrique c) « En monnaies étrangères U.E.P. et en francs belges envers les pays U.E.P. » de ces mêmes tableaux n'a plus de raison d'être depuis la liquidation de l'U.E.P.

3 B.N.B. : y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique. Organismes publics monétaires : uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la Banque Nationale de Belgique.

4 Les chiffres de cette rubrique sont sous-évalués pour la Banque Nationale de Belgique et surévalués pour les organismes publics à concurrence des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes monétaires autres que la Banque Nationale de Belgique.

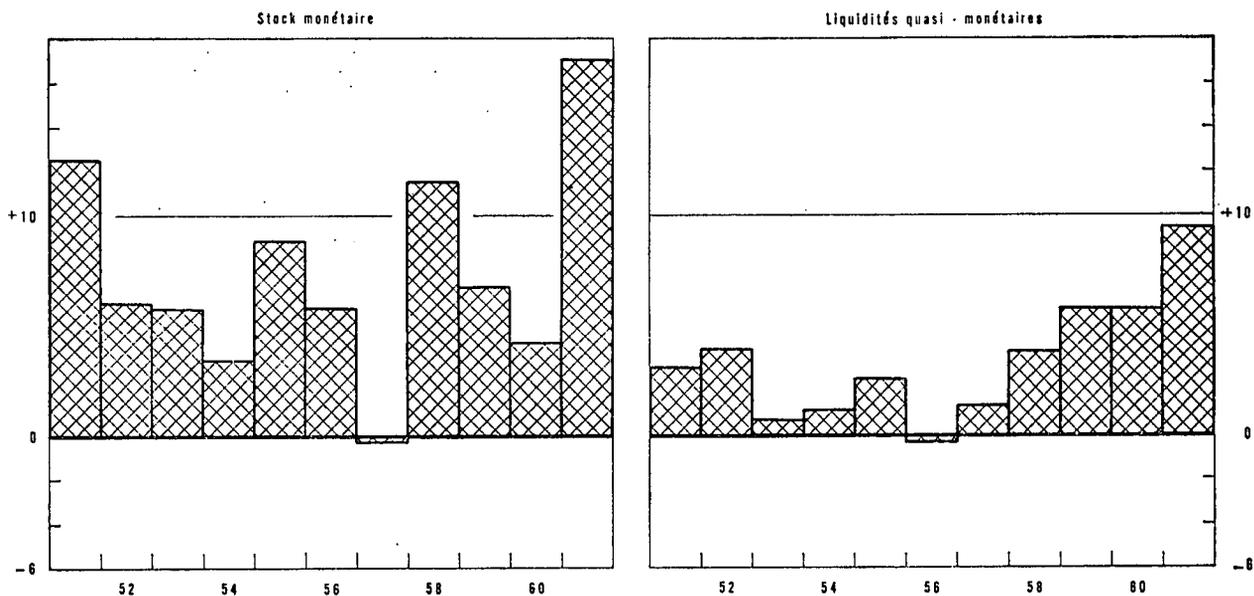
5 B.N.B. : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf celui du Fonds des Rentes qui est compris dans la rubrique C. 5a ou D « Autres ». Organismes publics monétaires : y compris les comptes à vue des paraétatiques, sauf ceux de certains paraétatiques administratifs qui sont compris dans la rubrique C2b.

6 Aux dates pour lesquelles le Fonds des Rentes n'a pas publié de chiffres, les engagements envers le Fonds des Rentes sont compris sous la rubrique D « Autres ».

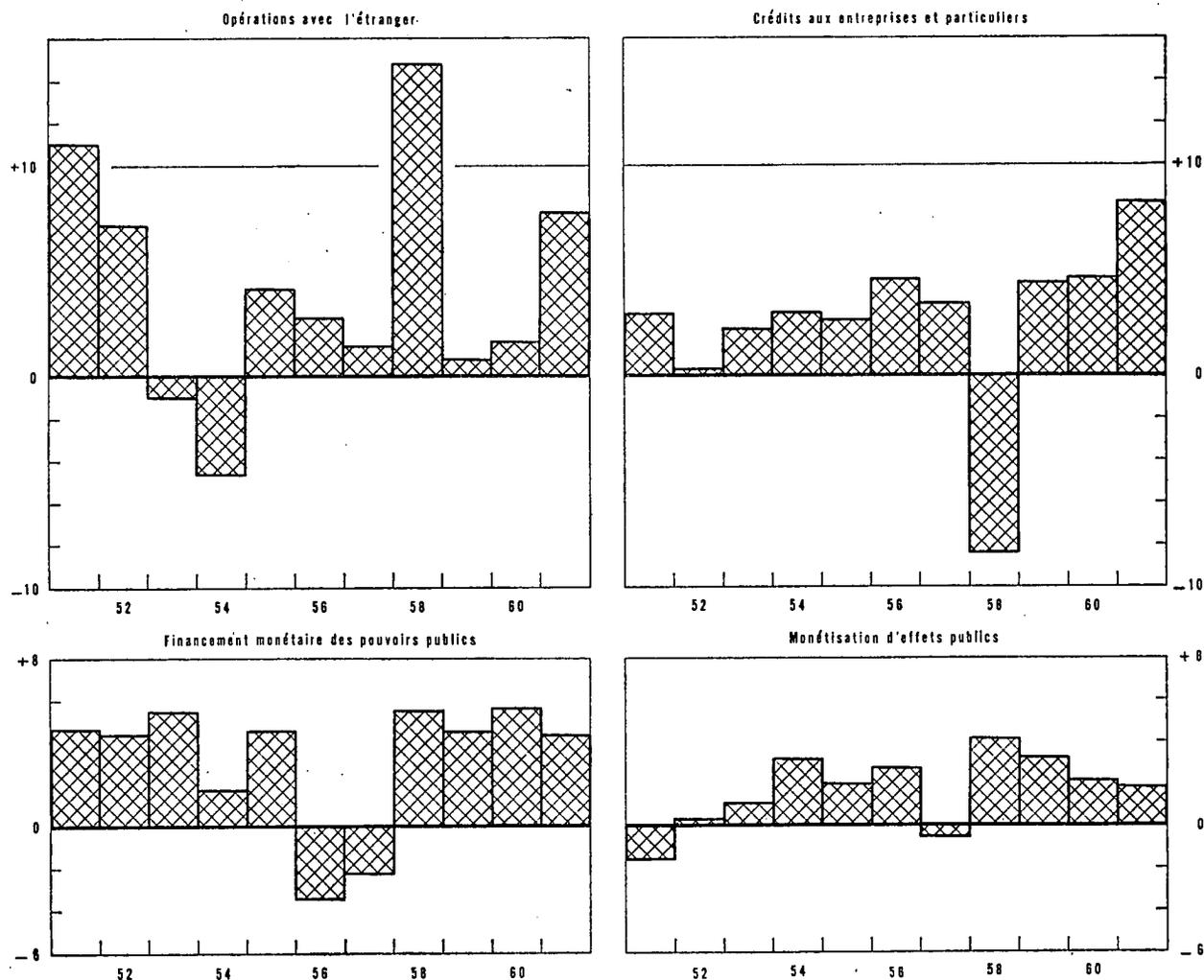
### XIII - 8. — STOCK MONÉTAIRE ET LIQUIDITÉS QUASI MONÉTAIRES

(variations en milliards de francs)

#### A.- VARIATIONS DU STOCK ET DES LIQUIDITÉS



#### B.- ORIGINES DES VARIATIONS



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Liquidités quasi monétaires	Total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires	Opérations avec l'étranger (à l'exclusion des opérations en capital et des donations des pouvoirs publics)	Financement monétaire des pouvoirs publics			Monétisation d'effets publics		Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptations aux entreprises et particuliers résidant en Belgique	Emprunts obligataires des banques de dépôts	Crédits à des intermédiaires financiers non monétaires	Divers
					de l'Etat		des autres pouvoirs publics	achats sur le marché par les organismes monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes				
					par cession de titres de la dette	par cession nette de devises							
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	
1956 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,5	+ 1,1	- 0,4	+ 3,2	- 0,7	- 0,7	- 0,9	+ 0,3	- 0,1	- 1,0	- 0,2	- 0,2	- 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 1,9	+ 2,2	- 1,0	- 0,3	+ 0,5	+ 0,8	- 1,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 0,8	- 1,1	- 0,3	- 1,0	- 1,2	- 0,9	+ 0,8	+ 0,5	- 0,2	+ 3,0	- 0,1	...	- 1,2
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 2,4	- 0,7	+ 1,7	- 1,3	- 0,1	- 1,2	+ 0,6	...	+ 1,0	+ 3,9	- 0,1	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 5,8	- 0,3	+ 5,5	+ 2,8	+ 0,2	- 3,8	+ 0,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 4,6	- 0,5	- 0,1	- 0,7
1957 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 0,2	+ 1,1	+ 0,9	- 1,2	+ 5,3	- 1,9	- 2,0	+ 0,2	- 1,5	+ 1,1	- 0,1	...	+ 1,0
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 3,7	- 1,4	+ 2,3	- 0,1	- 1,5	+ 1,1	+ 0,1	+ 0,5	+ 1,1	+ 0,8	...	- 0,2	+ 0,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 7,5	+ 0,8	- 6,7	- 2,5	- 3,5	+ 0,4	+ 0,1	+ 0,3	- 0,6	...	- 0,1	+ 0,2	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 3,7	+ 0,8	+ 4,5	+ 5,1	- 1,4	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,7	+ 1,5	- 0,4	+ 0,1	- 1,2
Total ...	- 0,3	+ 1,3	+ 1,0	+ 1,3	- 1,1	+ 0,7	- 1,6	+ 1,2	- 1,7	+ 3,4	- 0,6	+ 0,1	- 0,7
1958 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,0	+ 1,9	+ 0,9	+ 3,9	- 0,6	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,3	- 0,1	- 3,6	- 0,4	+ 0,5	+ 0,3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 9,1	- 0,8	+ 8,3	+ 5,6	+ 2,7	+ 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 1,4	- 3,0	- 0,5	+ 0,1	+ 1,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,1	+ 2,1	- 2,0	+ 2,8	- 4,9	+ 0,8	- 0,6	+ 1,0	+ 1,3	- 2,2	- 0,5	+ 0,6	- 0,3
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,5	+ 0,6	+ 8,1	+ 2,6	+ 7,1	- 0,1	+ 0,4	+ 0,2	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,5	- 2,3
Total ...	+11,5	+ 3,8	+15,3	+14,9	+ 4,3	+ 1,4	- 0,1	+ 1,9	+ 2,2	- 8,4	- 1,7	+ 1,7	- 0,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 0,2	+ 3,4	+ 3,6	- 2,1	+ 1,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,3	+ 1,2	+ 1,4	- 0,2	+ 0,2	+ 0,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,3	- 0,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 0,3	- 1,1	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,9	- 0,4	- 0,1	+ 0,3	+ 1,9
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 4,4	+ 1,6	- 2,8	- 0,3	- 2,2	+ 0,3	- 0,2	+ 0,7	- 0,4	+ 0,3	...	...	- 1,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 6,7	+ 1,7	+ 8,4	+ 2,8	+ 7,7	- 3,3	+ 0,1	- 0,4	- 0,3	+ 3,1	...	- 0,3	- 1,0
Total ...	+ 6,8	+ 5,8	+12,6	+ 0,7	+ 7,0	- 4,0	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,4	+ 4,4	- 0,3	+ 0,2	...
1960 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 3,9	+ 5,1	+ 1,2	+ 4,7	- 2,8	- 3,9	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,4	...	+ 0,7	- 0,7
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 7,4	- 1,8	+ 5,6	- 0,1	+ 3,7	+ 1,3	- 0,1	- 0,5	+ 0,2	+ 0,7	- 0,2	+ 0,1	+ 0,5
3 <sup>e</sup> trimestre .....	- 5,7	+ 2,4	- 2,4 <sup>1</sup>	- 4,6	+ 7,3	- 1,8	- 0,8	...	+ 1,0	- 0,5	- 0,2	- 0,3	- 2,5
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 6,3	+ 0,1	+ 6,1 <sup>1</sup>	+ 1,9	+ 5,2	+ 5,3	+ 1,2	- 0,3	+ 0,5	+ 4,1	- 0,3	- 0,3	- 0,8
Total ...	+ 4,1	+ 5,8	+10,5 <sup>1</sup>	+ 1,9	+ 3,0	+ 0,9	+ 1,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 4,7	- 0,7	+ 0,2	- 3,5
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	+ 2,2	+ 3,4	+ 5,4 <sup>1</sup>	- 1,9	+ 5,3	+ 0,2	- 0,6	+ 1,1	- 0,5	- 1,6	- 0,3	+ 0,8	+ 2,9
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 4,1	+ 0,4	+ 4,5	+ 0,1	+ 5,9	- 6,1	+ 0,6	- 0,1	+ 0,3	+ 2,7	- 0,3	+ 0,7	+ 0,7
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,8	+ 3,6	+ 5,3 <sup>1</sup>	+ 4,3	+ 3,6	- 1,3	- 0,4	+ 0,4	...	+ 0,5	- 0,2	+ 0,4	- 2,0
4 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,9	+ 1,9	+10,6 <sup>1</sup>	+ 5,3	- 6,2	+ 0,9	+ 2,4	+ 0,1	+ 0,6	+ 6,6	- 0,2	+ 0,6	+ 0,5
Total ...	+17,0	+ 9,3	+25,8 <sup>1</sup>	+ 7,8	+ 8,6	- 6,3	+ 2,0	+ 1,5	+ 0,4	+ 8,2	- 1,0	+ 2,5	+ 2,1
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	- 1,1	+ 4,2	+ 3,1	+ 3,8	- 1,2	+ 2,5	- 0,2	+ 0,2	- 0,6	+ 0,5	- 0,5	- 0,3	- 1,1
2 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 8,7	+ 0,1	+ 8,8	+ 1,7	+ 4,0	- 3,8	- 0,1	+ 0,6	+ 0,5	+ 1,8	- 0,7	+ 2,4	+ 2,4
3 <sup>e</sup> trimestre .....	+ 1,7	+ 2,6	+ 4,3	p + 0,4	p + 4,1	p - 1,9	p + 0,8	p + 0,9	- 0,1	+ 3,3	- 0,6	p - 0,4	p - 2,2

N. B. — Pour le détail du « Stock monétaire », voir le tableau 4 du chapitre XIII.  
 — Pour le détail des « Opérations avec l'étranger », voir le tableau 5 du chapitre XIII.  
 — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau 1 du chapitre XIII.

<sup>1</sup> Au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges, qui étaient confondus jusque là dans les statistiques monétaires avec les comptes de résidents, ont été convertis en comptes étrangers « financiers »; ultérieurement, une partie de ces comptes a été réintégrée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires, une diminution purement comptable de 0,9 milliard au 3<sup>e</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,3, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard, respectivement au 4<sup>e</sup> trimestre de 1960 et au 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées des variations du total du stock monétaire et des liquidités quasi monétaires telles qu'elles apparaissent à la colonne (3) du présent tableau; par contre, elles n'ont pu être éliminées des variations du stock monétaire [col. (1)] ni de celles des liquidités quasi monétaires [col. (2)], car on ignore dans quelle mesure les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus, d'une part, à plus d'un mois d'autre part.

**XIII - 4. — STOCK MONETAIRE**

(milliards de francs)

Fin de période	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale					Total du stock monétaire	Pourcentage de monnaie fiduciaire	
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire 2	détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés	détenue par les entreprises et particuliers 1			Stock de monnaie scripturale			
					comptes courants à la B.N.B. 2	avoirs en C.C.P. 2	dépôts à vue et à 1 mois au plus dans les banques et établissements parastatiques 2				Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9) = (4) + (8)	(10) = (3) + (9)	(11) = (8) : (10)	
1952 Juin .....	5,8	96,3	100,6	6,8	0,5	18,8	44,9	64,2	71,0	171,6	58,6
Décembre .....	5,9	97,8	102,0	7,5	0,6	18,0	46,4	65,0	72,5	174,5	58,4
1953 Juin .....	5,8	98,4	102,6	6,9	0,6	19,6	46,1	66,3	73,2	175,8	58,4
Décembre .....	5,9	101,6	105,9	7,1	0,6	19,9	46,8	67,3	74,4	180,3	58,7
1954 Juin .....	5,9	100,2	104,3	8,1	0,7	20,2	49,0	69,9	78,0	182,3	57,2
Décembre .....	5,9	102,7	106,7	7,4	0,5	20,6	48,4	69,5	76,9	183,6	58,1
1955 Juin .....	5,8	105,3	108,6	7,3	0,6	20,4	50,7	71,7	79,0	187,6	57,9
Décembre .....	5,6	107,6	110,7	7,9	0,6	20,8	52,5	73,9	81,8	192,5	57,5
1956 Juin .....	5,4	108,4	111,4	6,7	0,3	22,6	54,1	77,0	83,7	195,1	57,1
Décembre .....	5,4	111,5	114,3	6,5	0,6	21,3	55,6	77,5	84,0	198,3	57,7
1957 Juin .....	5,3	111,2	113,9	7,9	0,4	23,0	56,7	80,1	88,0	201,9	56,4
Décembre .....	5,4	112,7	115,5	6,4	0,9	22,0	53,2	76,1	82,5	198,0	58,3
1958 Juin .....	5,5	115,3	118,1	7,6	0,4	23,2	56,8	80,4	88,0	206,1	57,3
Décembre .....	5,5	117,4	120,3	7,2	0,5	24,0	57,5 <sup>3</sup>	82,0	89,2	209,5	57,4
1959 Juin .....	5,5	117,5	120,3	7,8	0,4	24,9	60,6	85,9	93,7	214,0	56,2
Décembre .....	5,6	118,3	121,3	7,6	0,5	25,8	61,1	87,4	95,0	216,3	56,1
1960 Juin .....	5,7	119,3	122,1	8,2	0,4	25,7	63,5	89,6	97,8	219,9	55,5
Décembre .....	5,8	124,1	126,8	7,3 <sup>5</sup>	0,7	26,9	58,7 <sup>4</sup>	86,3	93,6	220,4	57,5
1961 Juin .....	5,9	124,8	127,9	8,5	0,4	27,3	62,7	90,4	98,9	226,8	56,4
1961 Septembre .....	5,9	125,9	129,2	9,7	0,4	27,0	62,3 <sup>4</sup>	89,7	99,4	228,6	56,5
Octobre .....	5,9	125,9	128,9	8,4	0,4	27,8	62,8 <sup>4</sup>	91,0	99,4	228,3	56,5
Novembre .....	5,9	125,6	128,7	8,3	0,4	27,2	64,7	92,3	100,6	229,3	56,1
Décembre .....	6,0	129,1	132,2	10,0	0,6	27,9	66,7	95,2	105,2	237,4	55,7
1962 Janvier .....	6,0	125,7	128,8	7,9	0,5	29,0	64,9	94,4	102,3	231,1	55,7
Février .....	6,0	126,8	129,8	8,1	0,5	28,8	64,5	93,8	101,9	231,7	56,0
Mars .....	6,0	127,9	131,0	9,5	0,4	27,8	67,6	95,8	105,3	236,3	55,4
Avril .....	6,0	129,5	132,5	7,7	0,4	29,3	66,6	96,3	104,0	236,5	56,0
Mai .....	6,0	130,0	132,9	8,9	0,4	29,0	69,1	98,5	107,4	240,3	55,3
Juin .....	6,1	132,1	135,3	10,4	0,4	29,1	69,8	99,3	109,7	245,0	55,2
Juillet .....	6,1	133,2	136,2	9,8	0,4	30,5	67,6	98,5	108,3	244,5	55,7
Août .....	6,1	133,2	136,5	8,7	0,4	29,0	67,5	96,9	105,6	242,1	56,4
Septembre .....	6,1	133,2	136,7	11,0	0,4	29,3	69,3	99,0	110,0	246,7	55,4

1 Y compris les organismes parastatiques administratifs.

2 Déduction faite des encaisses des organismes monétaires.

3 Depuis septembre 1958, grâce à une nouvelle ventilation, les comptes à plus d'un mois des sociétés financières dans les banques sont éliminés du stock monétaire. (cf. tableau XIII - 1, note 4.)

4 En principe, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges ne devraient pas être compris dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires. L'application de ce principe se heurte cependant à des difficultés d'ordre statistique. C'est ainsi que jusqu'à la fin de juillet 1960, les dépôts des résidents congolais non bancaires dans les banques belges étaient englobés dans le stock monétaire et les liquidités quasi monétaires; ils en ont été exclus à concurrence d'un montant de 0,2 milliard en août et d'un montant supplémentaire de 0,7 milliard en septembre, mais ces montants y ont ensuite été partiellement réenglobés, soit à concurrence d'un montant de 0,1 milliard en novembre, d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en décembre 1960, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en janvier, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en février, d'un montant supplémentaire de 0,1 milliard en septembre et d'un montant supplémentaire de 0,2 milliard en octobre 1961. Dans une mesure qui n'est pas connue avec précision, mais qui est sans doute importante, les dépôts des résidents congolais sont à vue et à un mois au plus. Au cours de chacun des mois d'août-septembre 1960, de novembre 1960 à février 1961 et septembre-octobre 1961, la différence entre le chiffre de la colonne (7) du présent tableau et celui du mois précédent est donc influencée par des facteurs purement comptables.

5 Le chiffre de la monnaie scripturale détenue par le Trésor et les pouvoirs publics subordonnés à la fin de décembre 1960 est anormalement bas par suite de la désorganisation causée par les grèves. En l'absence de celles-ci, il se serait sans doute situé entre 8 et 9 milliards.

**XIII - 5. — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES**

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période 1			Evolution						Evolution	
	B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total (8) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations de donation et en capital des pouvoirs publics avec l'étranger		Opérations avec l'étranger 4 (à l'exclusion des opérations de donation et en capital des pouvoirs publics) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les chiffres des organismes monétaires [col. (6)] et ceux de la balance des paiements de l'U.E.B.L. [col. (11)] 5 (10)	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. 6 (11)
				B.N.B.	Autres organismes monétaires	Total	Etat 2	Autres 3			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
1952 Année	51,6	- 1,2	50,4	+ 1,1	+ 2,8	+ 3,9	- 3,2	...	+ 7,1	- 0,5	+ 3,4
1953 Année	52,7	- 2,4	50,3	+ 1,1	- 0,2	+ 0,9	+ 1,9	...	- 1,0	- 0,8	+ 0,1
1954 Année	50,9	- 2,6	48,3	- 1,8	- 0,3	- 2,1	+ 2,6	...	- 4,7	- 1,5	- 3,6
1955 Année	57,2	- 2,5	54,7	+ 6,3	+ 0,4	+ 6,7	+ 2,4	+ 0,2	+ 4,1	- 2,3	+ 4,4
1956 1 <sup>er</sup> trimestre	59,2	- 1,7	57,5	+ 2,0	+ 0,6	+ 2,6	- 0,7	+ 0,1	+ 3,2	+ 0,1	+ 2,7
2 <sup>o</sup> trimestre	59,8	- 1,3	58,5	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,9	- 1,0	...	+ 1,9	- 0,9	...
3 <sup>o</sup> trimestre	59,6	- 3,2	56,4	- 0,2	- 1,7	- 1,9	- 0,9	...	- 1,0	+ 2,1	+ 0,2
4 <sup>o</sup> trimestre	57,8	- 3,8	54,0	- 1,8	- 0,5	- 2,3	- 1,2	+ 0,2	- 1,3	- 0,2	- 2,5
				+ 0,6	- 1,3	- 0,7	- 3,8	+ 0,3	+ 2,8	+ 1,1	+ 0,4
1957 1 <sup>er</sup> trimestre	54,3	- 3,9	50,4	- 3,5	+ 0,2	- 3,3	- 1,9	- 0,2	- 1,2	...	- 3,3
2 <sup>o</sup> trimestre	54,1	- 2,6	51,5	- 0,2	+ 1,2	+ 1,0	+ 1,1	...	- 0,1	+ 0,1	+ 1,1
3 <sup>o</sup> trimestre	52,5	- 3,2	49,3	- 1,6	- 0,5	- 2,1	+ 0,4	...	- 2,5	+ 0,4	- 1,7
4 <sup>o</sup> trimestre	58,4	- 2,3	56,1	+ 5,9	+ 0,3	+ 6,2	+ 1,1	...	+ 5,1	- 0,2	+ 6,0
				+ 0,6	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,7	- 0,2	+ 1,3	+ 0,8	+ 2,1
1958 1 <sup>er</sup> trimestre	60,9	- 0,7	60,2	+ 2,5	+ 1,8	+ 4,3	+ 0,4	...	+ 3,9	- 0,2	+ 4,1
2 <sup>o</sup> trimestre	67,5	- 1,3	66,2	+ 6,6	- 0,7	+ 5,9	+ 0,3	...	+ 5,6	+ 0,4	+ 6,3
3 <sup>o</sup> trimestre	72,3	- 2,2	70,1	+ 4,8	- 1,2	+ 3,6	+ 0,8	...	+ 2,8	+ 0,4	+ 4,0
4 <sup>o</sup> trimestre	75,5	- 3,4	72,1	+ 3,2	- 0,7	+ 2,5	- 0,1	...	+ 2,6	- 1,0	+ 1,5
				+17,1	- 0,8	+16,3	+ 1,4	...	+14,9	- 0,4	+15,9
1959 1 <sup>er</sup> trimestre	70,6	- 0,3	70,3	- 4,9	+ 2,9	- 2,0	+ 0,1	...	- 2,1	+ 0,3	- 1,7
2 <sup>o</sup> trimestre	73,5	- 3,8	69,7	+ 2,9	- 3,7	- 0,8	- 1,1	...	+ 0,3	+ 1,1	+ 0,3
3 <sup>o</sup> trimestre	74,7 <sup>7</sup>	- 3,5	71,2 <sup>7</sup>	- 1,6 <sup>7</sup>	+ 0,9	- 0,7 <sup>7</sup>	+ 0,3	- 0,7 <sup>8</sup>	- 0,3	- 0,3	- 1,0
4 <sup>o</sup> trimestre	72,3 <sup>7</sup>	- 1,6	70,7 <sup>7</sup>	- 2,5 <sup>7</sup>	+ 1,9	- 0,6 <sup>7</sup>	- 3,3	- 0,1	+ 2,8	- 1,1	- 1,7
				- 6,1 <sup>7</sup>	+ 2,0	- 4,1 <sup>7</sup>	- 4,0	- 0,8 <sup>8</sup>	+ 0,7	...	- 4,1
1960 1 <sup>er</sup> trimestre	74,0	- 1,2	72,8	+ 1,7	+ 0,2	+ 1,9	- 3,9	+ 1,1	+ 4,7	+ 1,5	+ 3,4
2 <sup>o</sup> trimestre	76,3	- 1,8	74,5	+ 2,3	- 0,7	+ 1,6	+ 1,3	+ 0,4	- 0,1	+ 0,1	+ 1,7
3 <sup>o</sup> trimestre	69,7	- 2,5 <sup>9</sup>	67,2 <sup>9</sup>	- 6,6	+ 0,3 <sup>9</sup>	- 6,3 <sup>9</sup>	- 1,8	+ 0,1	- 4,6	+ 0,3	- 6,0
4 <sup>o</sup> trimestre	80,5	- 5,5 <sup>9</sup>	75,0 <sup>9</sup>	+10,8	- 3,4 <sup>9</sup>	+ 7,4 <sup>9</sup>	+ 5,3	+ 0,2	+ 1,9	- 0,3	+ 7,1
				+ 8,2	- 3,6 <sup>9</sup>	+ 4,6 <sup>9</sup>	+ 0,9	+ 1,8	+ 1,9	+ 1,6	+ 6,2
1961 1 <sup>er</sup> trimestre	79,7	- 6,4 <sup>9</sup>	73,3 <sup>9</sup>	- 0,8	- 1,2 <sup>9</sup>	- 2,0 <sup>9</sup>	+ 0,2	- 0,3	- 1,9	+ 0,8	- 1,2
2 <sup>o</sup> trimestre	82,6	-14,4 <sup>9</sup>	68,2	+ 2,9	- 8,6	- 5,7	- 6,1	+ 0,3	+ 0,1	- 0,7	- 6,4
3 <sup>o</sup> trimestre	86,0	-15,1 <sup>9</sup>	70,9 <sup>9</sup>	+ 3,4	- 0,4 <sup>9</sup>	+ 3,0 <sup>9</sup>	- 1,3	...	+ 4,3	- 0,8	+ 2,2
4 <sup>o</sup> trimestre	92,7	-14,9 <sup>9</sup>	77,8 <sup>9</sup>	+ 6,7	- 0,4 <sup>9</sup>	+ 6,3 <sup>9</sup>	+ 0,9	+ 0,1	+ 5,3	- 0,3	+ 6,0
				+12,2	-10,6 <sup>9</sup>	+ 1,6 <sup>9</sup>	- 6,3	+ 0,1	+ 7,8	- 1,0	+ 0,6
1962 1 <sup>er</sup> trimestre	90,5	- 5,9	84,6	- 2,2	+ 8,8	+ 6,6	+ 2,5	+ 0,3	+ 3,8	...	+ 6,6
2 <sup>o</sup> trimestre	89,6	- 7,2	82,4	- 0,9	- 1,2	- 2,1	- 3,8	...	+ 1,7	- 0,4	- 2,5
3 <sup>o</sup> trimestre	88,6	- 8,3	80,3	- 1,0	- 0,5	- 1,5	- 2,0	+ 0,1	+ 0,4	+ 0,7	- 0,8

1 Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2, et, pour la période 1950-1960, dans le *Bulletin d'Information et de Documentation* de juillet 1961, pages 20 à 27.

2 Cette colonne est la même que la colonne (6) du tableau XIII - 3.

3 Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs et les mouvements des créances en accords internationaux détenues par la S.N.C.I. (voir note 8 ci-dessous).

4 Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (4) du tableau XIII - 8.

5 Cette différence provient en majeure partie de ce que les trois données ci-après sont comprises dans les avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements belgo-luxembourgeois, mais non dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires belges :

a) les variations des avoirs nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique; b) jusqu'au 31 décembre 1960 les variations des engagements des banques belges envers les sociétés congolaises; c) les variations des engagements des banques luxembourgeoises et, jusqu'au 2<sup>o</sup> trimestre de 1958, des banques belges envers les institutions internationales établies en U.E.B.L.

6 Voir tableau IX - 1, total, et tableau IX - 2, rubrique 6.

7 La B.N.B. a été autorisée par la loi du 19 juin 1959 à comptabiliser, dans ses livres, comme avoir propre la créance que possède l'Etat belge sur le Fonds Monétaire International en remboursement de sa quote-part comme membre du Fonds, et cela à concurrence des billets émis, des crédits donnés ou des montants d'or versés par elle en faveur du Fonds, à la décharge de l'Etat. Une partie de la créance que la B.N.B. comptabilise dans ses écritures, en vertu de ces dispositions législatives, a pour origine non des opérations avec le Fonds, mais de simples reprises de créances à l'Etat belge. De telles reprises ont eu lieu à concurrence de 2,8 milliards au troisième trimestre de 1959 et à concurrence de 0,1 milliard au quatrième trimestre de la même année. L'évolution des « Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (4) et (6)] fait abstraction de ces montants.

8 A la suite de la Convention du 1<sup>er</sup> juillet 1959, la S.N.C.I. a racheté à la B.N.B. diverses créances consolidées en accords de paiements. Ces rachats expliquent, à concurrence d'environ 0,8 milliard, la diminution des avoirs extérieurs nets de la B.N.B. [col. (1)] au cours du troisième trimestre de 1959. Mais ces rachats, de même que les remboursements ultérieurs par l'étranger des créances rachetées, n'ont pas d'influences sur le solde des opérations avec l'étranger figurant à la colonne (9). En effet, dans l'évolution des avoirs extérieurs nets, ils sont assimilés à des opérations en capital des pouvoirs publics autres que l'Etat avec l'étranger et figurent à ce titre à la colonne (8).

9 Au 3<sup>o</sup> trimestre de 1960, les dépôts des résidents congolais dans les banques belges, dont il n'avait pas été possible jusque là de tenir compte pour calculer les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires tels qu'ils figurent aux colonnes (2) et (3) du présent tableau, ont été convertis en comptes étrangers « bilatéraux » ou « financiers »; ultérieurement une partie des comptes financiers a été réassimilée à des comptes de résidents. Ces conversions ont provoqué, dans les avoirs extérieurs nets des organismes monétaires, une diminution purement comptable de 1,3 milliard au 3<sup>o</sup> trimestre de 1960 et des augmentations, également comptables, de 0,8, 0,2, 0,1 et 0,2 milliard respectivement au 4<sup>o</sup> trimestre de 1960, au 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> trimestre de 1961. Ces diminutions et augmentations comptables ont été éliminées de l'évolution des « avoirs extérieurs nets après ajustement statistique » [col. (5) et (6)].

XIII - 6. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE (1951-1958)

(millions de francs)

Rubriques	1951 31 décembre	1952 31 décembre	1953 31 décembre	1954 31 décembre	1955 31 décembre	1956 31 décembre	1957 31 décembre	1958 31 décembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse en or .....	31.771	35.180	38.787	38.911	46.385	46.247	45.767	63.487
Avoirs sur l'étranger .....	178	1.431	903	3.338	259	995	1.923	1.415
Devises étrangères et or à recevoir .....	—	2.492	1.994	—	—	2.986	350	280
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) U.E.P. ....	15.202	14.951	13.440	8.596	9.138	9.743	6.825	7.806
b) pays membres de l'U.E.P. ....	4.709	1.640	942	709	712	422	1.744	1.312
c) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	44
d) autres pays .....	868	646	304	580	821	772	879	774
Débiteurs pour change et or, à terme ...	2.170	1.476	20	1.448	1	89	1.464	72
Effets commerciaux sur la Belgique .....	8.890	9.152	8.319	9.511	8.399	11.395	14.384	4.103
Avances sur nantissement .....	345	394	721	291	210	453	2.726	510
Mobilisation de comptes spéciaux U.E.P. (arr. 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	—	166	227	—	—	—	—	—
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14 septembre 1948 et 15 avril 1952) :								
a) certificats du Trésor .....	6.460	6.035	7.970	7.895	8.800	5.900	6.615	7.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	1.824	445	...	1.183	783	1.836	42	11
c) autres effets publics .....	69	225	70	44	118	89	1	...
Compte courant du Trésor public .....	—	—	—	—	—	—	1.325	—
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	202	345	247	548	700	690	673	650
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...					1	1	1	2
Compte A .....	1	2	2	2	—	—	—	—
Compte B .....	1.018	803	468	240	—	—	—	—
Créance consolidée sur l'Etat (article 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.860	34.763	34.660	34.660	34.660	34.660	34.456	34.243
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	1.221	1.478	1.678	1.792	1.914	2.072	2.239	2.379
Valeurs à recevoir .....	365	167	130	151	171	395	210	175
Immeubles, matériel et mobilier .....	740	889	967	1.061	1.179	1.318	1.416	1.468
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	165	225	270	176	224	197	244	239
	111.691	113.579	112.826	111.880	115.285	121.145	124.241	127.813
<b>PASSIF</b>								
Billets en circulation .....	94.967	97.784	101.592	102.679	107.556	111.533	112.670	117.358
Comptes courants et divers :								
compte ordinaire ...	80	24	27	29	11	11	19	8
comptes Accord de Coopération Economique .....	1.044	1.341	193	88	57	28	20	—
taxe exceptionnelle de conjonct. (Loi du 12-3-1957) ...	—	—	—	—	—	—	209	632
Organismes régis par une loi spéciale et pouvoirs publics .....	310	405	364	269	277	320	524	318
Banques en Belgique .....	1.805	2.446	2.143	1.997	1.888	1.663	2.546	2.876
Banques à l'étranger : comptes ordin. ....	475	476	920	1.035	171	229	179	181
Particuliers .....	393	253	261	280	348	321	340	174
Valeurs à payer .....	831	447	465	362	390	450	654	474
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) pays membres de l'U.E.P. ....	644	1.471	852	71	277	752	268	231
b) pays membres de l'A.M.E. ....	—	—	—	—	—	—	—	137
c) autres pays .....	1.120	879	695	462	747	273	268	302
Total des engagements à vue ...	101.619	105.526	107.012	107.272	111.722	115.580	117.697	122.681
Provision spéciale :								
pour avances U.E.P. :								
a) comptes spéciaux (arrêtés des 15-9-1951, 22-3-1952 et 26-7-1952) .....	1.079	3.872	2.817	—	—	—	—	—
b) Trésor public .....	4.057	—	—	—	—	—	—	—
c) convention du 14-9-1954 : S.N.C.I. ....	—	—	—	—	—	275	475	500
Devises étrangères et or à livrer .....	2.478	1.483	32	1.498	71	1.551	1.850	370
Caisse de Pensions du Personnel .....	633	674	707	744	810	885	957	1.003
Comptes transitoires .....	122	106	200	143	284	289	537	446
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400
Fonds de réserve :								
a) réserve statutaire .....	208	232	256	283	315	349	385	425
b) fonds de prévision .....	228	234	243	243	245	247	248	254
c) compte d'amortissement des immeubles, matériel et mobilier .....	616	789	867	961	1.079	1.208	1.306	1.353
Bénéfice net à répartir .....	251	263	292	336	359	361	386	381
	111.691	113.579	112.826	111.580	115.285	121.145	124.241	127.813

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

**XIII - 6. — BILANS ET SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE**

Depuis le 31 décembre 1959

(millions de francs)

Rubriques	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1962 9 avril	1962 9 juillet	1961 9 octobre	1962 8 octobre	1961 6 novembre	1962 5 novembre
<b>ACTIF</b>									
Encaisse en or .....	56.693	58.525	62.424	65.904	66.754	58.697	67.035	61.114	67.061
Monnaies étrangères .....	4.407	12.605	20.432	17.885	14.078	20.246	14.704	20.552	14.028
Monnaies étrangères et or à recevoir ...	224	6.775	6.856	7.846	6.311	6.802	4.786	6.670	4.148
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) U.E.P. ....	5.536	3.509	413	371	332	697	290	422	260
b) A.M.E. ....	...	...	...	10	40	...	35	...	...
c) F.M.I. ....	4.388	4.388	7.989	7.239	7.488	7.388	6.738	7.988	6.738
d) autres accords .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Débiteurs pour change et or, à terme ...	1.205	11.821	18.494	16.166	13.435	18.711	13.754	18.233	13.353
Effets de commerce .....	7.560	6.773	5.086	1.974	4.431	2.398	2.801	2.317	3.558
Avances sur nantissement .....	102	51	74	39	109	134	35	96	534
Effets publics (art. 20 des statuts. Conventions des 14-9-48 et 15-4-52) :									
a) certificats du Trésor .....	8.215	6.040	6.515	5.690	8.815	8.090	8.765	8.190	9.840
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
c) autres effets publics belges .....	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Monnaies divisionnaires et d'appoint ...	645	617	490	524	436	567	411	562	392
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux ...	2	1	2	2	2	1	1	1	2
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948) .....	34.030	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000	34.000
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts)	2.469	2.519	2.568	2.627	2.627	2.568	2.627	2.562	2.627
Immeubles, matériel et mobilier .....	1.508	1.519	1.539	1.539	1.539	1.519	1.539	1.519	1.539
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.168	1.217	1.231	1.128	1.223	1.126	1.221
Divers .....	515	698	544	726	857	872	1.060	779	1.067
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>168.594</b>	<b>163.759</b>	<b>162.485</b>	<b>163.818</b>	<b>159.804</b>	<b>166.131</b>	<b>160.368</b>
<b>Office des Chèques Postaux : Avoir pour compte du Ministre de l'Education nationale et de la Culture (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>2.170</b>	<b>1.737</b>	<b>1.264</b>	<b>893</b>	<b>803</b>	<b>738</b>	<b>610</b>
<b>PASSIF</b>									
Billets en circulation .....	118.325	124.091	129.078	128.023	133.468	125.802	133.429	125.880	134.306
Comptes courants :									
compte ordinaire ...	7	24	1	19	20	20	12	6	12
taxe exceptionnelle de conjunct. (Loi du 12-3-1957) ...	494	185	25	25	25	25	25	13	24
compte spécial liquidation U.E.P. ...	1	...	...	...	...	...	...	...	...
Banques à l'étranger : compte ordin.	252	308	445	377	307	475	305	1.003	349
Comptes courants divers .....	3.161	2.606	8.338	6.437	3.868	6.654	2.114	8.702	2.556
Accords internationaux (Loi du 28 juillet 1948) :									
a) A.M.E. ....	344	249	200	146	94	134	133	165	211
b) autres accords .....	224	263	365	193	168	358	277	421	359
<b>Total des engagements à vue ...</b>	<b>122.808</b>	<b>127.726</b>	<b>138.452</b>	<b>135.220</b>	<b>137.950</b>	<b>133.468</b>	<b>136.295</b>	<b>136.190</b>	<b>137.817</b>
Monnaies étrangères et or à livrer .....	1.436	18.644	25.376	24.037	19.763	25.470	18.535	24.957	17.496
Caisse de Pensions du Personnel .....	1.032	1.075	1.168	1.217	1.231	1.128	1.223	1.126	1.221
Divers .....	767	938	1.007	658	914	1.183	1.124	1.289	1.207
Capital .....	400	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement ...	2.088	2.133	2.191	2.227	2.227	2.169	2.227	2.169	2.227
<b>Compte d'ordre :</b>	<b>128.531</b>	<b>150.916</b>	<b>168.594</b>	<b>163.759</b>	<b>162.485</b>	<b>163.818</b>	<b>159.804</b>	<b>166.131</b>	<b>160.368</b>
<b>Ministre de l'Education nationale et de la Culture : Avoir pour son compte à l'Office des Chèques Postaux (Pacte scolaire, loi du 29 mai 1959, article 15) .....</b>	<b>1.512</b>	<b>2.114</b>	<b>2.170</b>	<b>1.737</b>	<b>1.264</b>	<b>893</b>	<b>803</b>	<b>788</b>	<b>610</b>

N. B. — Le Rapport annuel de la Banque Nationale de Belgique donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

### XIII - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES <sup>1</sup>

(millions de francs)

Rubriques	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 31 août	1962 31 août	1961 30 sept.	1962 30 sept.
<b>ACTIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :								
Caisse, Banque Nation., Chèques post.	6.031	5.972	5.933	7.533	3.299	3.065	3.122	3.000
Prêts au jour le jour .....	1.415	1.013	1.277	1.214	2.742	1.150	3.020	1.443
Banquiers .....	4.393	6.696	8.103	10.732	9.638	10.031	9.791	11.353
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.005	2.345	3.236	4.287	4.536	3.899	4.677	3.546
Autres valeurs à recevoir à court terme	4.745	5.205	6.017	6.742	5.971	6.282	7.057	8.194
Portefeuille-effets .....	51.103	52.469	55.155	66.088	64.382	72.177	66.204	74.364
a) Portefeuille commercial <sup>2</sup> .....	18.353	18.128	21.528	25.875	22.792	31.836	23.438	33.540
b) Eff. publ. réesc. à la B.N.B. ...	19.228	20.709	20.496	27.294	27.633	26.022	27.998	25.767
c) Effets publ. mob. à la B.N.B. à concurrence de 95 % .....	13.522	13.632	13.131	12.919	14.057	14.319	14.768	15.057
Reports et avances sur titres .....	1.222	1.364	1.168	1.237	1.164	1.189	1.147	1.175
Débiteurs par acceptations .....	10.637	11.944	12.682	14.318	12.523	15.871	12.663	16.145
Débiteurs divers .....	20.863	22.792	26.064	30.726	28.429	34.279	28.521	33.991
Portefeuille-titres .....	29.276	34.988	39.274	53.444	52.737	54.087	54.398	55.205
a) Valeurs de la réserve légale .....	340	366	401	429	425	468	425	468
b) Fonds publics belges .....	26.575	32.021	36.199	50.094	49.337	50.608	50.990	51.764
c) Fonds publics étrangers .....	67	231	275	473	540	322	494	282
d) Actions de banques .....	1.196	1.340	1.291	1.261	1.234	1.272	1.236	1.273
e) Autres titres .....	1.098	1.030	1.108	1.187	1.201	1.417	1.253	1.418
Divers .....	1.060	1.730	1.570	1.552	1.663	1.630	1.715	1.941
Capital non versé .....	6	7	7	9	7	8	7	9
<b>Total disponible et réalisable ...</b>	<b>131.756</b>	<b>146.525</b>	<b>160.486</b>	<b>197.932</b>	<b>187.091</b>	<b>203.668</b>	<b>192.322</b>	<b>210.366</b>
C. Immobilisé :								
Frais de constitut. et de premier établ.	23	23	20	19	24	17	24	18
Immeubles .....	1.082	1.126	1.190	1.251	1.225	1.292	1.241	1.299
Participation dans les filiales immobil.	267	257	258	273	272	265	273	265
Créances sur filiales immobilières .....	355	350	345	278	310	314	313	317
Matériel et mobilier .....	136	140	153	166	165	194	162	191
<b>Total de l'immobilisé ...</b>	<b>1.863</b>	<b>1.896</b>	<b>1.966</b>	<b>1.987</b>	<b>1.996</b>	<b>2.082</b>	<b>2.013</b>	<b>2.090</b>
<b>Total de l'actif ...</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>199.919</b>	<b>189.087</b>	<b>205.750</b>	<b>194.335</b>	<b>212.456</b>
<b>PASSIF</b>								
A. Opér. d'épargne (art. 15, A. R. 42)	—	—	—	—	—	—	—	—
B. Exigible :								
Créanciers privilégiés ou garantis .....	283	415	330	398	313	348	1.180	2.190
Emprunts au jour le jour .....	103	644	1.332	2.110	2.368	2.310	2.410	2.142
a) Garanties par des sûretés réelles	—	571	1.247	1.986	2.283	2.233	2.320	2.068
b) Non garant. par des str. réelles	—	73	85	124	85	77	90	74
Banquiers .....	8.186	8.568	14.208	28.067	27.065	20.942	28.986	22.543
Maison-mère, succursales et filiales ...	1.770	2.398	3.165	3.911	3.885	3.138	3.463	3.162
Acceptations .....	10.637	11.945	12.683	14.319	12.524	15.871	12.664	16.145
Autres valeurs à payer à court terme	2.574	2.690	2.382	2.776	2.785	3.557	3.264	4.335
Créditeurs pour effets à l'encaissement	788	889	990	967	1.135	926	1.174	1.020
Dépôts et comptes courants .....	89.494	99.256	103.790	121.118	113.282	130.028	114.912	131.319
a) A vue .....	57.215	62.077	61.080	66.746	63.356	67.656	63.561	69.201
b) A un mois au plus .....	3.540	3.319	4.873	6.112	5.485	6.598	5.849	6.477
c) A plus d'un mois .....	12.223	14.800	19.200	27.902	25.072	33.015	25.878	32.638
d) A plus d'un an .....	1.281	1.495	956	1.529	1.198	2.161	1.343	2.083
e) A plus de deux ans .....	2.023	2.097	1.975	2.495	2.234	2.428	2.290	2.455
f) Carnets de dépôts .....	11.448	13.730	14.116	14.613	14.212	16.277	14.257	16.527
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets .....	1.764	1.738	1.591	1.721	1.725	1.893	1.734	1.938
Obligations et bons de caisse .....	6.607	6.891	7.573	8.619	8.376	10.165	8.438	10.385
Montants à libérer sur titres et partic.	641	664	635	615	646	610	620	646
Divers .....	3.589	4.451	4.940	6.007	5.868	5.738	6.379	6.426
<b>Total de l'exigible ...</b>	<b>124.672</b>	<b>138.811</b>	<b>152.028</b>	<b>188.907</b>	<b>178.247</b>	<b>193.633</b>	<b>183.490</b>	<b>200.313</b>
C. Non exigible :								
Capital .....	5.202	5.746	6.201	6.520	6.391	7.274	6.391	7.299
Fonds indispos. par prime d'émission ...	193	283	284	292	286	430	286	430
Réserve légale (art. 13, A. R. 135) ...	343	369	406	428	425	467	425	467
Réserve disponible .....	3.103	3.106	3.363	3.552	3.634	3.817	3.638	3.817
Provisions .....	106	106	170	120	104	129	105	130
<b>Total du non exigible ...</b>	<b>8.947</b>	<b>9.610</b>	<b>10.424</b>	<b>11.012</b>	<b>10.840</b>	<b>12.117</b>	<b>10.845</b>	<b>12.143</b>
<b>Total du passif ...</b>	<b>133.619</b>	<b>148.421</b>	<b>162.452</b>	<b>199.919</b>	<b>189.087</b>	<b>205.750</b>	<b>194.335</b>	<b>212.456</b>

<sup>1</sup> La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges. Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

<sup>2</sup> Encours des effets réescomptés par les banques à la B.N.B. et aux institutions parasétatiques  
(millions de francs)

1958 31 décembre .....	5.555	1960 31 décembre .....	6.547	1961 31 août .....	6.414	1962 31 août .....	5.725
1959 31 décembre .....	6.885	1961 31 décembre .....	6.909	1961 30 septembre .....	6.853	1962 30 septembre .....	6.627

### XIII - 8. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

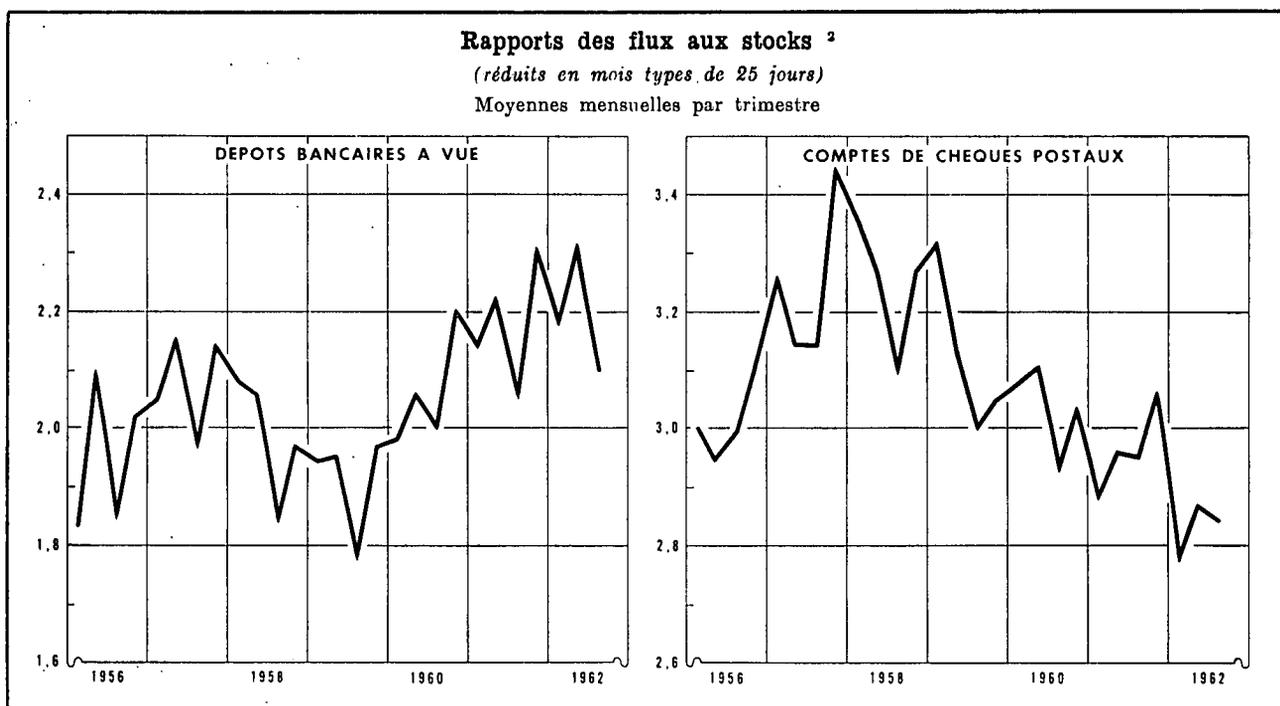
Source : Office des Chèques postaux.

	Milliers de comptes  (fin de période)	Avoir global <sup>1</sup>  (moyennes journalières)	Avoirs des particuliers <sup>2</sup>  (moyennes journalières)	Crédit		Débit		Mouvement général	Pourcentages des opérations effectuées sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
				(moyennes mensuelles ou mois)					
1953 .....	664	27,8	21,1	28,7	71,9	28,6	71,9	201,1	92
1954 .....	678	27,8	20,6	29,7	74,1	29,5	74,1	207,4	91
1955 .....	703	28,3	20,8	30,5	76,2	30,3	76,2	213,3	91
1956 .....	742	29,8	22,2	32,7	81,9	32,7	81,9	229,3	91
1957 .....	765	30,4	22,4	36,0	89,1	36,0	89,1	250,2	91
1958 .....	789	31,2	23,5	37,4	93,0	37,3	93,0	260,8	91
1959 .....	819	33,1	25,1	39,4	97,9	39,1	97,9	274,3	91
1960 .....	855	37,1	26,9	42,4	103,3	41,6	103,3	290,7	92
1961 .....	882	40,3	29,2	45,7	111,2	46,0	111,2	314,2	92
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	861	41,7	29,6	44,1	111,6	47,1	111,6	314,5	92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	866	40,3	29,5	45,1	108,2	44,8	108,2	306,2	92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	874	39,7	28,7	46,4	111,0	46,4	111,0	316,1	92
4 <sup>e</sup> trimestre .....	882	39,7	29,1	47,4	114,2	45,8	114,2	321,5	92
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	887	42,7	31,5	46,6	114,9	47,4	114,9	323,7	92
2 <sup>e</sup> trimestre .....	891	43,4	32,1	49,3	115,5	48,6	115,5	328,8	92
3 <sup>e</sup> trimestre .....	900	43,4	31,8	48,4	114,8	48,8	114,8	326,7	92
1961 Octobre .....	878	40,0	28,6	46,6	115,7	48,1	115,7	326,0	92
Novembre .....	881	38,7	28,9	44,5	109,5	44,2	109,5	307,7	93
Décembre .....	882	40,4	29,7	51,2	117,3	45,0	117,3	330,7	92
1962 Janvier .....	884	44,8	31,2	49,0	122,2	51,4	122,2	344,7	92
Février .....	886	41,9	31,6	44,7	109,9	45,6	109,9	310,2	93
Mars .....	887	41,5	31,6	46,1	112,5	45,3	112,5	316,3	92
Avril .....	888	43,9	32,3	48,3	112,3	49,3	112,3	322,2	92
Mai .....	890	42,7	31,7	49,8	118,4	48,9	118,4	335,5	92
Juin .....	891	43,6	32,2	49,7	115,7	47,7	115,7	328,8	92
Juillet .....	893	47,8	32,3	57,2	134,1	58,8	134,1	384,1	93
Août .....	896	41,5	31,6	44,3	108,5	46,2	108,5	307,6	92
Septembre .....	900	40,8	31,5	43,8	101,7	41,3	101,7	288,5	92
Octobre .....	903	43,7	31,5	51,7	124,8	52,6	124,8	353,8	91

<sup>1</sup> Comprend l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

<sup>2</sup> Ces avoirs comprennent les avoirs libres et jusque juin 1961 compris, les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués; depuis juillet 1961, uniquement avoirs libres. Les chiffres des avoirs libres des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la Dette publique (cfr. tableau 8 du chapitre XVI du présent bulletin).

**XIII - 9. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS  
EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES  
ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX <sup>1</sup>**



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements, réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Rapport des flux aux stocks <sup>2</sup>		
	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>	Total	brut	réduit en mois types de 25 jours <sup>5</sup>	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	dépôts bancaires à vue <sup>3</sup>	avoirs en C.C.P. <sup>4</sup>
1953 .....	61,2	63,4	124,6	1,70	1,69	2,95
1954 .....	67,4	64,6	132,0	1,83	1,80	2,99
1955 .....	75,4	66,8	142,2	1,94	1,92	3,06
1956 .....	83,2	70,3	153,5	1,98	1,95	3,01
1957 .....	89,8	76,6	166,4	2,10	2,08	3,25
1958 .....	85,7	80,4	166,1	2,01	1,99	3,25
1959 .....	90,3	83,4	173,7	1,93	1,91	3,13
1960 .....	99,4	87,2	186,6	2,09	2,06	3,04
1961 .....	106,9	93,0	199,9	2,19	2,18	2,96
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	101,0	90,4	191,4	2,17	2,14	2,87
2 <sup>e</sup> trimestre .....	110,5	94,4	204,9	2,19	2,22	2,96
3 <sup>e</sup> trimestre .....	100,8	91,0	191,8	2,11	2,06	2,95
4 <sup>e</sup> trimestre .....	115,2	96,1	211,3	2,29	2,30	3,06
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	110,1	94,6	204,7	2,24	2,18	2,78
2 <sup>e</sup> trimestre .....	123,4	99,2	222,6	2,28	2,31	2,87
3 <sup>e</sup> trimestre .....	112,3	98,0	210,3	2,12	2,10	2,84
1961 Octobre .....	111,0	92,4	203,4	2,35	2,26	2,97
Novembre .....	114,3	97,4	211,7	2,19	2,29	3,17
Décembre .....	120,5	98,4	218,9	2,34	2,34	3,04
1962 Janvier .....	116,3	95,5	211,8	2,37	2,28	2,80
Février .....	109,2	98,4	207,6	2,10	2,19	2,92
Mars .....	104,7	89,9	194,6	2,25	2,08	2,61
Avril .....	121,5	100,6	222,1	2,27	2,36	2,88
Mai .....	126,9	100,3	227,2	2,36	2,36	2,97
Juin .....	121,7	96,8	218,5	2,22	2,22	2,75
Juillet .....	124,0	105,2	229,2	2,30	2,30	2,97
Août .....	106,2	100,5	206,7	2,09	2,01	2,99
Septembre .....	106,8	88,3	195,1	1,98	1,98	2,57
Octobre .....	123,2	99,4	222,6	2,41	2,24	2,88

<sup>1</sup> Approximations données par le total des débits portés en comptes (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

<sup>2</sup> Le rapport des flux aux stocks est obtenu en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

<sup>3</sup> Le recensement ne s'étend pas à toutes les banques.

<sup>4</sup> Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

<sup>5</sup> De 1951 à 1954 inclus, calculé sur base du nombre de jours ouvrables à l'O.C.P.; par la suite, calculé sur base du nombre de jours ouvrables dans l'industrie.

N. B. — Méthodes d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXVe année, vol. II, no 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge* : situation globale des banques. — *Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de statistique de l'I.N.S. — Bulletin d'Information et de Documentation* (cf. N. B. des tableaux 1 et 9 du chapitre XIII). — *Rapport annuel de la Commission bancaire.*

## XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS NON MONETAIRES

### 4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(millions de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

Fin de période	Actifs					Passifs				
	Portefeuille (valeur nominale)			Solde créditeur à la Banque Nationale de Belgique	Prêts d'argent à très court terme	Certificats placés dans les banques	Emprunts d'argent à très court terme	Opérations à réméré	Crédit reçu de la Banque Nationale	
	Valeurs cotées <sup>1</sup>	Certificats de trésorerie tranche B	Autres certificats de trésorerie						Avances	Escompte de bons de caisse <sup>2</sup>
1952 .....	4.112	—	—	—	—	—	2.350	1.000	10	344
1953 .....	3.532	—	—	—	—	—	1.999	1.000	...	120
1954 .....	5.023	—	—	—	—	—	2.248	1.000	2	1.327
1955 .....	4.533	—	—	—	—	—	2.039	1.000	4	920
1956 .....	5.930	—	—	—	—	—	2.631	800	2	1.998
1957 .....	4.112	1.242	—	...	—	486	2.457	585	1.237	200
1958 .....	3.311	1.370	—	...	—	4.059	274	—	...	45
1959 .....	4.572	623	2.700	1	...	4.608	72	—	...	...
1960 Janvier .....	4.908	5	1.200	719	1.922	5.421	...	—	...	...
Février .....	5.030	37	100	1.476	2.413	5.760	...	—	...	...
Mars .....	4.767	85	...	2.683	1.910	6.147	...	—	...	...
Avril .....	4.992	64	1.200	3.925	1.239	8.099	...	—	...	...
Mai .....	5.105	228	...	3.545	2.640	8.163	...	—	...	...
Juin .....	5.085	201	100	2.862	2.644	7.508	...	—	...	...
Juillet .....	5.995	70	...	1.188	2.237	5.933	...	—	...	...
Août .....	5.936	6	450	3	1.211	4.242	...	—	...	...
Septembre ...	6.075	89	1.000	...	103	3.896	...	—	...	...
Octobre .....	6.097	11	600	75	1.332	4.773	...	—	...	...
Novembre ...	6.366	...	400	1.312	1.383	6.165	...	—	...	...
Décembre .....	6.661	1.403	1.200	6	15	5.812	...	—	...	...
1961 Janvier .....	6.617	20	1.200	750	1.802	6.966	...	—	...	...
Février .....	6.434	90	...	2.917	1.932	7.932	...	—	...	...
Mars .....	5.978	10	825	1.644	3.273	8.401	...	—	...	...
Avril .....	6.104	18	1.875	1.086	3.569	9.266	...	—	...	...
Mai .....	6.054	25	2.525	2.150	2.685	10.042	...	—	...	...
Juin .....	6.394	78	825	1.916	4.239	10.043	...	—	...	...
Juillet .....	6.288	9	100	3.131	3.272	9.442	...	—	...	...
Août .....	6.371	...	...	4.377	3.410	10.800	...	—	...	...
Septembre ...	6.448	...	...	6.391	2.267	11.701	...	—	...	...
Octobre .....	6.599	166	150	6.876	2.030	12.511	...	—	...	...
Novembre ...	6.613	...	150	8.004	2.169	13.605	...	—	...	...
Décembre .....	6.892	1.086	...	3.200	3.069	10.996	...	—	...	...

<sup>1</sup> Y compris les opérations à réméré.

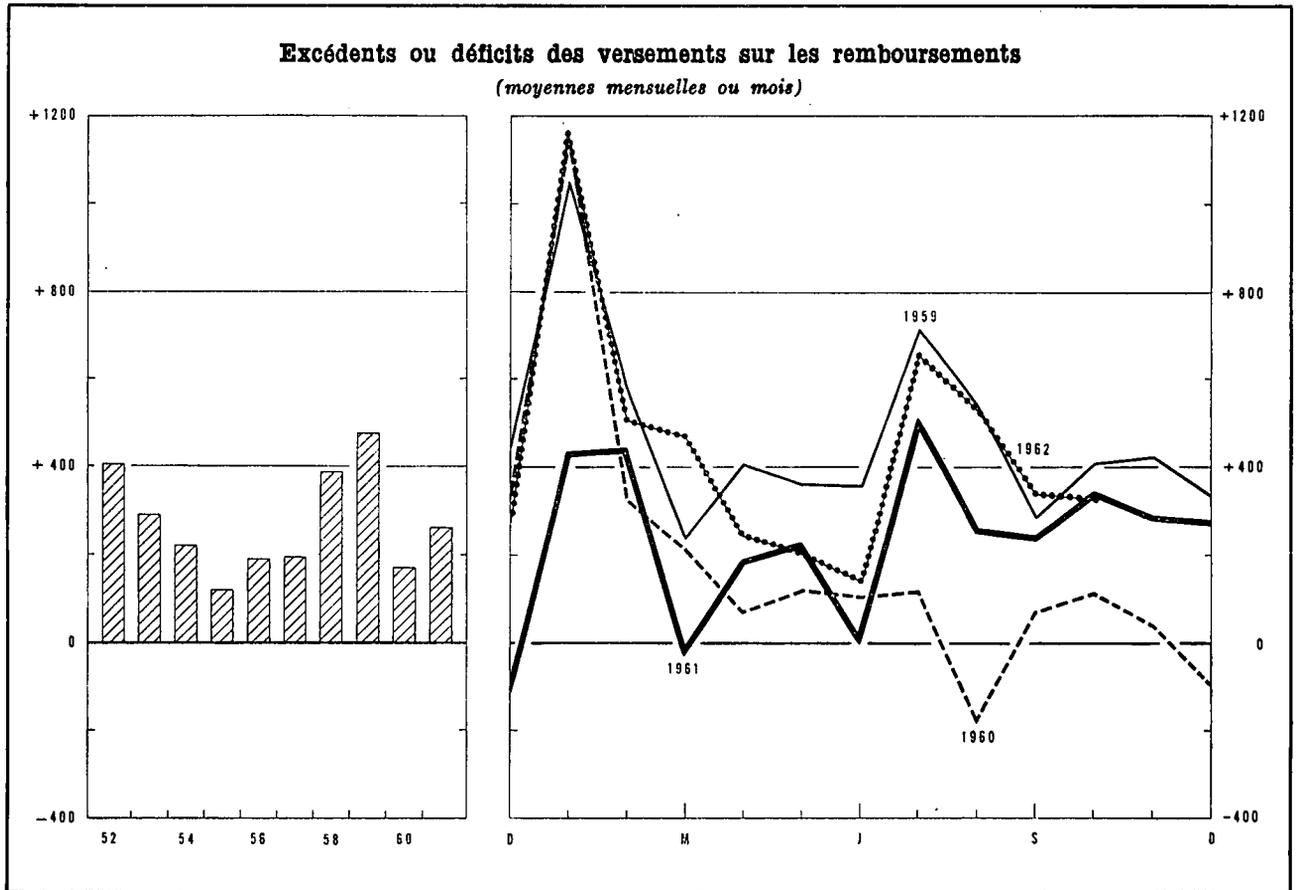
<sup>2</sup> Y compris les bons de caisse escomptés auprès d'organismes autres que la Banque Nationale de Belgique.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5 a. — Mouvements des dépôts

Livrets des particuliers seulement

(millions de francs)



Périodes	Versements (1)		Remboursements (2)		Excédents ou déficits (3) = (1) - (2)		Soldes des dépôts à fin de période (4)	
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
1952 .....	12.958		8.127		4.831		40.748 <sup>1</sup>	
1953 .....	13.204		9.684		3.520		45.493 <sup>1</sup>	
1954 .....	13.383		10.764		2.619		49.459 <sup>1</sup>	
1955 .....	13.624		12.176		1.448		52.354 <sup>1</sup>	
1956 .....	14.518		12.295		2.223		56.192 <sup>1</sup>	
1957 .....	16.783		14.455		2.328		60.144 <sup>1</sup>	
1958 .....	18.912		14.316		4.596		66.700 <sup>1</sup>	
1959 .....	21.939		16.232		5.707		74.442 <sup>1</sup>	
1960 .....	21.840		19.786		2.054		78.887 <sup>1</sup>	
1961 .....	22.799		19.585		3.214		84.633 <sup>1</sup>	
Janvier .....	1.994	2.616	1.561	1.458	433	1.158	79.320	85.791
Février .....	1.953	1.965	1.511	1.456	442	509	79.762	86.300
Mars .....	1.862	2.193	1.879	1.725	- 17	468	79.745	86.768
Avril .....	1.868	p 1.955	1.679	p 1.711	189	p 244	79.934	p 87.012
Mai .....	1.911	p 2.005	1.680	p 1.792	231	p 213	80.165	p 87.225
Juin .....	1.928	p 2.071	1.917	p 1.900	11	p 171	80.176	p 87.395
Juillet .....	2.120	p 2.359	1.614	p 1.680	506	p 679	80.682	p 88.074
Août .....	1.758	p 2.092	1.499	p 1.556	259	p 536	80.941	p 88.610
Septembre .....	1.797	p 1.971	1.546	p 1.632	251	p 339	81.192	p 88.949
Octobre .....	1.949	p 2.148	1.598	p 1.817	351	p 331	81.543	p 89.280
Novembre .....	1.680		1.392		288		81.831	
Décembre .....	1.979		1.709		270		84.633 <sup>1</sup>	

<sup>1</sup> Ces dépôts comprennent les intérêts capitalisés de l'exercice.

## XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

## 5 b. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Epargne

(milliards de francs)

Sources : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>ACTIF</b>						
Disponible <sup>1</sup> .....	0,2	0,2	0,5	0,8	0,8	0,2
Placements provisoires :						
Effets sur la Belgique .....	5,3	6,5	7,6	7,7	9,1	10,8
Avances à l'industrie .....	—	—	—	2,0	3,3	5,2
Crédit d'exportation .....	—	—	—	...	0,2	0,4
Prêts sur nantissement .....	...	...	...	...	...	...
Acceptations bancaires .....	0,1	0,2	0,4	1,6	1,7	2,4
Certificats de Trésorerie .....	2,7	1,8	1,5	5,2	4,8	2,0
Prêts au jour le jour .....	1,1	1,0	1,3	0,8	1,1	0,8
Total des placements provisoires ...	9,2	9,5	10,8	17,8	19,7	21,6
Placements définitifs :						
Rentes belges directes .....	17,9	18,4	18,4	17,3	19,7	20,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat	9,8	12,1	13,6	15,4	16,5	17,8
Valeurs du Congo ou garanties par le Congo .....	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Obligations du Crédit communal, de provinces, villes	2,0	1,9	1,9	1,8	1,8	1,7
et communes .....	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0
Obligations de sociétés belges .....	1,9	1,5	1,5	1,2	1,2	1,0
Avances à l'Etat résultant du paiement des allocations	0,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
complémentaires aux prisonniers politiques, et	2,4	2,7	2,8	2,9	3,3	3,3
avances à l'Œuvre nationale des invalides de la	3,0	3,3	3,4	3,4	3,5	3,6
guerre .....	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Prêts hypothécaires .....	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Crédit agricole .....	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Avances à la Société nationale du Logement, aux	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
sociétés agréées et aux communes en vue de la	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
construction d'habitations sociales .....	15,4	17,1	18,3	19,9	21,3	22,2
Total des placements définitifs ...	53,1	57,9	60,8	62,8	68,2	71,0

**PASSIF**

<i>Exigible :</i>						
Dépôts sur livrets <sup>2</sup> :						
Particuliers .....	52,2	55,9	60,0	66,5	74,3	78,7
Dotations des prisonniers .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Etablissements publics et autres .....	4,2	4,8	4,6	4,9	3,8	3,7
Dépôts pour timbres-retraite .....	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Total des dépôts sur livrets ...	56,8	61,1	65,0	71,8	78,5	82,8
Dépôts en comptes courants <sup>2</sup> .....	1,9	1,9	1,9	3,5	3,7	3,0
<i>Non exigible :</i>						
Fonds de dotation, fonds de prévisions diverses et fonds						
de réserve .....	5,0	5,6	6,2	6,7	7,8	7,9

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend les avoirs en caisse, les comptes à la Banque Nationale de Belgique et à l'Office des chèques Postaux.<sup>2</sup> Comprennent les intérêts capitalisés.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5 c. — Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite \***  
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes .....	6,4	6,3	7,2	7,5	7,7	7,3
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	7,8	8,8	9,1	10,1	11,0	11,6
Valeurs garanties par le Congo .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes .....	1,4	1,3	1,3	1,2	1,2	1,1
Obligations de sociétés belges .....	1,6	1,5	1,4	1,3	1,2	1,1
Prêts hypothécaires .....	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Avances aux sociétés agréées et aux caisses publiques de prêts en vue de la construction d'habitations sociales .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Total ...	17,7	18,4	19,5	20,5	21,5	21,5
<b>PASSIF</b>						
Fonds des Rentes <sup>1</sup> .....	18,3	19,0	13,2	13,5	13,8	13,1
Réserves mathématiques <sup>2</sup> .....			6,7	7,4	8,2	8,8
Total ...	18,3	19,0	19,9	20,9	22,0	21,9

\* La C.G.E.R. publie séparément :

- a) Depuis 1957 :
- 1) Un bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ». Il s'agit des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et des lois coordonnées de 1946 relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des ouvriers et des assurés libres. Toutefois, depuis 1960, les rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 ne figurent plus aux bilans des Caisses de Retraite mais bien aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie.
  - 2) Un bilan se rapportant à la « gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de 1925 et de 1930 sur la Pension des employés ». Ces assurances sont traitées selon le principe de la capitalisation.
  - 3) Un bilan se rapportant aux retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 12 juillet 1957 » conçue également selon le principe de la capitalisation.
  - 4) Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 30 juin 1956 relative à la pension des indépendants. Toutefois depuis 1960, ce bilan se rapporte également à la gestion des assurances réalisées dans le cadre de la loi du 28 mars 1960 sur la pension des travailleurs indépendants.
- b) Depuis 1958 : Un bilan se rapportant à la gestion des assurances réalisées dans le cadre des lois de pension des employés (versements supplémentaires).
- c) Depuis 1960 : En plus, un bilan concernant les retraites des « employés » telles qu'elles ont été fixées par la « loi du 22 février 1960 », conçue également selon le principe de la capitalisation.
- <sup>1</sup> Le Fonds des rentes comprend les réserves représentatives des rentes assurées dans le cadre de la « Loi générale ». Ces réserves englobent les réserves mathématiques, de sécurité et de gestion, ainsi que les provisions. Toutefois, depuis 1960, le Fonds des rentes ne comprend plus les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865. Ces réserves figurent depuis 1960 aux bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions ».
- <sup>2</sup> Les réserves mathématiques pures ont été majorées de chargements pour frais de service des rentes, et pour marge de sécurité et frais d'administration.

**XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

**5 d. — Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie <sup>1</sup>**  
(milliards de francs)

Source : Rapports de la C.G.E.R.

	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille-titres :						
Rentes belges directes .....	1,5	1,8	2,0	1,9	2,2	3,0
Rentes belges indirectes et valeurs garanties par l'Etat .....	0,5	0,5	0,7	1,1	1,3	2,0
Obligations du Crédit communal, provinces, villes et communes .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Obligations de sociétés belges .....	0,6	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Prêts hypothécaires .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Habitations sociales : Avances aux sociétés agréées .....	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Total du portefeuille-titres ...	2,9	3,3	3,6	4,0	4,5	6,0
<b>PASSIF</b>						
Réserves mathématiques et provisions .....	2,2	2,5	2,7	2,9	3,2	4,6 <sup>1</sup>
Fonds de réserve .....	0,8	0,9	1,0	1,2	1,4	1,5

<sup>1</sup> Depuis 1960, ce bilan comporte, sous la rubrique « Réserves mathématiques et provisions » les réserves représentatives des rentes constituées en vertu de la loi du 16 mars 1865 et figurant auparavant dans le bilan concernant l'exécution de la « Loi générale ».

**XIV - 6. — CAISSES D'EPARGNE PRIVEES**

Moyens d'action et placements

(milliards de francs)

Source : Office Central de la Petite Epargne.

Fin de période	Dépôts		Obligations et Bons de Caisse	Total des dépôts, obligations et bons de Caisse	Créances sur les entreprises et particuliers			Créances sur le secteur public							Total des créances sur les entreprises et particuliers et sur le secteur public	
	inférieurs à 2 ans	2 ans et plus			Es-compte, avances et prêts avec caution	Débiteurs hypothécaires	Débiteurs divers	Total des créances sur les entreprises et particuliers	Etat	Pouvoirs subordonnés	Congo et Ruanda-Urundi	Caisse Autonome des Dommages de Guerre	Crédit Communal de Belgique	Autres organismes parastataux		Total des créances sur le secteur public
1956 .....	12,4	3,4	2,7	18,5	1,1	10,4	0,2	11,7	n.d.	0,2	0,1	0,1	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1957 .....	13,7	3,8	3,1	20,6	1,4	12,0	0,3	13,7	n.d.	0,2	0,1	0,2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
1958 .....	15,7	4,4	3,9	24,0	1,8	13,8	0,3	15,9	4,7	0,3	0,2	0,2	0,3	3,8	9,5	25,4
1959 .....	18,5	5,0	4,3	27,8	2,1	15,9	0,4	18,4	5,0	0,2	0,1	0,3	0,4	5,4	11,4	29,8
1960 .....	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1960 2 <sup>e</sup> trimest.	19,4	5,3	4,6	29,3	2,3	16,8	0,4	19,5	6,1	0,3	0,1	0,4	0,3	5,3	12,5	32,0
1960 3 <sup>e</sup> trimest.	19,6	5,4	4,7	29,7	2,4	17,5	0,4	20,3	6,1	0,2	0,1	0,4	0,3	5,4	12,5	32,8
1960 4 <sup>e</sup> trimest.	20,2	5,6	4,8	30,6	1,9	18,0	0,5	20,4	6,2	0,2	0,1	0,4	0,3	5,6	12,8	33,2
1961 1 <sup>er</sup> trimest.	20,9	5,8	4,9	31,6	2,4	18,3	0,4	21,1	6,2	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,4	34,5
1961 2 <sup>e</sup> trimest.	21,4	5,9	5,1	32,4	2,3	19,0	0,5	21,8	6,5	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,7	35,5
1961 3 <sup>e</sup> trimest.	22,1	6,1	5,1	33,3	2,5	19,6	0,5	22,6	6,7	0,2	0,1	0,4	0,4	6,1	13,9	36,5
1961 4 <sup>e</sup> trimest.	23,1	6,4	5,2	34,7	2,1	20,3	0,6	23,0	6,9	0,2	0,1	0,4	0,4	6,4	14,4	37,4
1962 1 <sup>er</sup> trimest.	24,1	6,7	5,5	36,3	2,2	20,9	0,5	23,6	7,6	0,2	0,1	0,4	0,4	6,6	15,3	38,9
1962 2 <sup>e</sup> trimest.	24,8	7,0	5,7	37,5	2,2	21,9	0,5	24,6	7,6	0,3	0,1	0,4	0,4	7,2	16,0	40,6
1962 3 <sup>e</sup> trimest.	25,7	7,2	5,9	38,8	2,4	22,7	0,5	25,6	8,1	0,3	0,1	0,5	0,5	7,3	16,8	42,4

**XIV - 7. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE**

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Rapports de la S.N.C.I.

	1956	1957	1958	1959	1960	1961
<b>ACTIF</b>						
Portefeuille :						
Crédits d'investissement à long et moyen terme :						
1 <sup>o</sup> garantis par l'Etat .....	3,7	5,0	6,7	8,6	9,8	10,5
2 <sup>o</sup> garantis par banques et sociétés financières ...	4,2	4,4	5,1	5,5	6,2	6,7
3 <sup>o</sup> autres que ceux visés sub 1 <sup>o</sup> et 2 <sup>o</sup> <sup>1</sup> .....	5,3	5,8	7,1	7,8	10,5	13,1
Crédits de restauration (dommages de guerre, et inondations) (arrêté-loi du 30 novembre 1944, lois des 1 <sup>er</sup> octobre 1947, 6 janvier 1950, 24 mars 1953 et 26 juin 1956) .....	2,0	2,0	1,9	2,0	1,8	1,7
Crédits commerciaux à moyen terme .....	1,4	1,1	1,0	0,8	0,8	1,3
Crédits de financement d'exportations à moyen terme	0,8	0,7	0,6	0,8	0,9	1,1
Crédits gérés pour compte de l'Etat <sup>2</sup> .....	2,3	2,2	2,4	2,5	2,7	2,7
<b>PASSIF</b>						
Obligations .....	14,6	17,2	21,4	24,9	30,1	35,9
Bons de caisse .....	3,5	3,3	4,1	5,7	6,3	6,9
Etat belge :						
Fonds d'Aide Marshall .....	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7
Fonds de l'armement et des constructions maritimes	0,4	0,5	0,7	0,8	1,1	1,2

<sup>1</sup> Cette rubrique comprend tous les autres crédits d'investissement; le risque de ces opérations est supporté par la S.N.C.I. qui se fait conférer, s'il y a lieu, des sûretés réelles et/ou personnelles.

<sup>2</sup> Il s'agit de crédits financés par l'aide « Marshall » et par le Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes.

## XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(millions de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique.*

Période	Financement des dépenses d'investissement des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal										Opérations en comptes courants des pouvoirs régionaux et locaux et des organismes des secteurs provincial et communal (dépenses ordinaires)				
	Comptes « Subsidés et Fonds d'Emprunts »										Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique  (à fin de période)	Engage- ments de crédits du Crédit Communal de Belgique  (11)	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit de ces comptes  (14)
	Solde disponible au début de la période  (1)	Versements			Prélèvements			Solde disponible à la fin de la période  (1) + (5) - (8) = (9)	créditeurs  (12)	débiteurs  (13)					
		Emprunts dont les charges sont supportées par les emprunteurs  (2)	Emprunts dont les charges sont remboursées aux emprunteurs par l'Etat  (8)	Subventions versées en capital par l'Etat et les Provinces  (4)	Total  (2) + (3) + (4) = (5)	Pour rem- boursements d'emprunts  (6)	Pour paiement de dépenses extra- ordinaires  (7)						Total  (6) + (7) = (8)		
1952 .....	1.326	2.539		2.352	4.891	280	4.716	4.996	1.221	18.261	873	1.961	402	12.522	
1953 .....	1.221	2.565		2.418	4.983	136	4.748	4.884	1.320	20.049	1.160	1.966	406	13.230	
1954 .....	1.320	3.650		2.146	5.796	165	5.250	5.415	1.701	22.868	1.850	1.785	349	15.518	
1955 .....	1.701	4.315		2.261	6.576	363	5.794	6.157	2.120	26.192	1.563	1.700	388	14.061	
1956 .....	2.120	3.562		2.330	5.892	343	5.759	6.102	1.910	28.531	1.699	1.411	701	15.934	
1957 .....	1.910	2.603		2.389	4.992	547	4.984	5.531	1.371	29.631	835	1.588	810	16.609	
1958 .....	1.371	3.594		2.196	5.790	547	4.803	5.350	1.811	32.802	2.133	1.587	638	19.044	
1959 .....	1.811	5.640		2.819	8.459	624	7.147	7.771	2.499	36.777	2.463	1.262	1.129	19.016	
1960 .....	2.499	5.410	290	2.306	8.006	604	7.311	7.915	2.590	41.756	4.398	1.267	1.424	20.451	
1961 .....	2.590	6.182	1.262	1.858	9.302	1.011	7.427	8.438	3.454	46.849	5.231	1.604	1.519	21.917	
1960 Octobre .....	2.706	694	34	120	513	40	537	577	2.642		4.257	1.609	996	1.896	
Novembre .....	2.642	359	40	104	582	30	503	533	2.691		4.069	1.491	938	1.330	
Décembre .....	2.691	438	55	153	459	63	497	560	2.590	41.756	4.398	1.650	892	1.671	
1961 Janvier .....	2.590	251	89	272	946	110	511	621	2.915		4.426	1.050	1.899	3.090	
Février .....	2.915	712	65	202	979	159	711	870	3.024		4.139	1.631	1.415	1.889	
Mars .....	3.024	515	168	199	882	81	764	845	3.061		4.237	1.437	1.405	1.761	
Avril .....	3.061	398	52	110	560	36	420	456	3.165		4.427	1.160	1.638	1.788	
Mai .....	3.165	324	46	135	505	35	590	625	3.045		4.382	1.580	1.242	1.467	
Juin .....	3.045	446	63	145	654	46	576	622	3.077		5.396	1.370	1.523	1.342	
Juillet .....	3.077	654	132	88	874	256	471	727	3.224		5.725	880	2.596	2.581	
Août .....	3.224	481	155	91	727	110	665	775	3.176		5.526	1.535	1.751	1.500	
Septembre .....	3.176	500	100	173	773	56	557	613	3.336		5.456	1.888	1.206	1.537	
Octobre .....	3.336	627	163	178	958	59	781	840	3.454		5.268	1.758	1.182	1.982	
Novembre .....	3.454	443	94	132	669	28	659	687	3.436		5.553	2.026	1.036	1.363	
Décembre .....	3.436	497	145	133	775	35	723	758	3.453	46.849	5.231	1.737	1.341	1.617	
1962 Janvier .....	3.453	438	65	74	577	33	610	643	3.387		5.437	1.172	1.988	3.177	
Février .....	3.387	254	110	106	470	24	493	517	3.340		6.096	1.204	1.829	1.697	
Mars .....	3.340	448	129	122	699	33	681	714	3.325		6.275	1.614	1.796	2.488	
Avril .....	3.325	282	86	105	473	28	426	454	3.344		6.417	1.267	1.934	2.026	
Mai .....	3.344	392	97	114	603	34	545	579	3.368		6.968	1.729	1.491	1.593	
Juin .....	3.368	745	88	116	949	30	797	827	3.490		7.050	1.725	1.579	1.801	
Juillet .....	3.490	865	141	109	1.115	35	733	768	3.837		6.798	1.404	2.158	3.202	
Août .....	3.837	715	105	126	946	34	758	792	3.991		6.536	1.334	2.368	1.458	
Septembre .....	3.991	521	125	105	751	17	881	898	3.844		6.855	1.188	2.543	1.460	
Octobre .....	3.844	682	147	114	943	24	917	941	3.846		6.682	1.067	3.234	2.338	

**XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE**

Principales rubriques des bilans

(milliards de francs)

Source : Ministère des Affaires économiques, Service des Assurances.

	1957	1958	1959	1960	1961	1957	1958	1959	1960	1961
	Sociétés belges					Sociétés étrangères				
<b>ACTIF</b>										
Immeubles .....	1,0	1,4	1,7	2,3	2,6	0,9	1,0	1,1	1,2	1,4
Prêts hypothécaires .....	6,2	7,1	7,8	9,0	10,5	1,6	1,8	2,0	2,3	2,7
Prêts sur police .....	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Valeurs mobilières :										
Fonds publics belges .....	2,5	2,9	3,5	4,8	5,3	2,4	2,8	3,1	3,2	3,4
Valeurs étrangères .....	0,5	0,5	0,8	1,3	1,9	0,2	0,2	0,3	0,4	0,4
Titres garantis par le Congo	0,2	0,2	0,4	0,1	0,1	...	...	...	...	...
Titres des organismes para-										
stataux de crédit .....	2,2	2,6	3,1	4,2	4,2	0,3	0,4	0,4	0,7	0,7
Titres des autres organismes										
parastataux .....	1,0	1,0	1,2	1,4	1,4	0,8	0,9	1,0	0,9	1,0
Titres des provinces et com-										
munes .....	1,6	1,7	1,7	1,4	1,7	0,5	0,6	0,6	0,5	0,5
Obligations de sociétés belges	6,0	6,4	7,2	7,2	7,4	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Actions de sociétés belges ...	2,3	2,5	1,7	2,1	2,2	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Total des valeurs mobilières ...	16,3	17,8	19,6	22,5	38,5	5,2	5,9	6,5	6,7	11,8

**PASSIF**

Cautionnements déposés .....	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Réserves mathématiques <sup>1</sup> ...	24,4	27,0	31,0	35,3	38,7	8,2	9,0	9,8	10,7	11,6

<sup>1</sup> Ces réserves comprennent également les réserves pour sinistres à régler, la réserve technique de participation, et la réserve de garantie.

**XIV - 10. — INSCRIPTIONS  
HYPOTHECAIRES**

Source : *Moniteur Belge*.

Moyennes mensuelles	Milliards de francs <sup>1</sup>
1953 .....	1,47
1954 .....	1,65
1955 .....	1,67
1956 .....	1,80
1957 .....	1,78
1958 .....	1,77
1959 .....	2,13
1960 .....	2,50
1961 .....	2,78
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .	2,65
2 <sup>e</sup> trimestre .	2,84
3 <sup>e</sup> trimestre .	2,75
4 <sup>e</sup> trimestre .	2,89
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .	2,67
2 <sup>e</sup> trimestre .	2,88
3 <sup>e</sup> trimestre .	3,13

<sup>1</sup> Montants estimés d'après les droits d'inscriptions perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 ¼ p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : a) Rapports du Fonds des Rentes sur les opérations de l'année; b) Ministère des Communications : chèques postaux. — *Compte rendu des opérations et de la situation de la C.G.E.R. de Belgique*. — *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.*

## XV. — PRINCIPALES MODALITES DE L'EPARGNE DISPONIBLE A L'INTERIEUR DU PAYS

(milliards de francs)

Source : Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.

Modalités d'épargne	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
<b>1. Epargne-dépôts <sup>1</sup> :</b>									
Caisse d'épargne .....	8,2	6,4	5,5	5,1	6,3	5,6	10,9	10,4	6,0
Banques .....	2,4	2,8	3,0	2,2	-0,7	1,1	4,6	5,1	4,0
Institutions parastatales de crédit .	0,4	0,7	0,3	-0,2	0,3	-0,5	2,2	0,3	1,2
Total ...	11,0	9,9	8,8	7,1	5,9	6,2	17,7	15,8	11,2
<b>2. Epargne-réserves <sup>1</sup> :</b>									
Organismes de pensions .....	3,1	3,1	3,4	3,8	3,6	5,2	4,0	3,1	3,6
Organismes d'assurance contre les accidents de travail .....	1,0	1,0	1,0	1,1	1,2	1,0	1,1	0,9	0,7
Caisse de vacances annuelles .....	0,6	0,5	0,1	0,3	0,1	0,4	-0,1	—	—
Organismes d'assurance sur la vie .	2,7	2,9	3,1	3,4	3,5	3,5	3,8	5,4	4,9
Organismes d'assurance de la responsabilité civile .....	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	0,1	0,2
Assurances diverses, entreprises de capitalisation et d'épargne immobilière .....	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,3	0,4	0,4
Total ...	7,8	7,8	7,9	9,1	8,9	10,7	9,4	9,9	9,8
<b>3. Epargne hypothécaire et immobilière :</b>									
Prêts hypothécaires consentis par les particuliers .....	2,6	3,2	2,9	2,7	2,1	1,8	1,9	1,8	1,2
Remboursements effectués par les particuliers sur emprunts hypothécaires .....	4,3	4,9	5,2	6,2	6,5	7,0	7,4	8,5	9,1
Construction d'habitations (capitales investies par les particuliers) .....	5,4	6,4	7,3	7,9	7,4	8,9	9,1	10,3	11,5
Total ...	12,3	14,5	15,4	16,8	16,1	17,6	18,3	20,6	21,8
<b>4. Emissions de capitaux :</b>									
Nouveaux placements du public ...	11,0	6,1	13,1	10,5	7,9	13,6	16,2	11,0	14,5
Total (1 à 4) .....	42,1	38,3	45,2	43,5	38,8	48,1	61,6	57,3	57,3
Doubles emplois <sup>2</sup> ...	-0,8	-0,3	0,1	0,1	-0,8	0,3	-2,6	0,6	0,4
Total net (1 à 4) ...	41,3	38,0	45,3	43,6	38,0	48,4	59,0	57,9	57,7
<b>5. Epargne interne des entreprises :</b>									
Amortissements .....	23,6	23,2	23,8	25,4	28,5	30,9	29,8	30,7	35,0
Epargne nette .....	9,0 <sup>3</sup>	7,8 <sup>3</sup>	7,8 <sup>3</sup>	9,6 <sup>3</sup>	10,0	9,2	5,2	6,0	10,4
Total ...	32,6	31,0	31,6	35,0	38,5	40,1	35,0	36,7	45,4
<b>Total général (1 à 5) ...</b>	<b>73,9</b>	<b>69,0</b>	<b>76,9</b>	<b>78,6</b>	<b>76,5</b>	<b>88,5</b>	<b>94,0</b>	<b>94,6</b>	<b>103,1</b>

<sup>1</sup> Accroissement de l'année.

<sup>2</sup> Accroissement ou diminution auprès de la C.G.E.R. et des institutions parastatales de crédit, des avoirs de diverses institutions et entreprises dont les réserves — propres ou exigibles — sont déjà recensées comme une épargne dans une des rubriques du présent tableau.

<sup>3</sup> Ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années postérieures à 1955.

Références bibliographiques : Etudes complémentaires aux Comptes rendus annuels de la C.G.E.R.

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME <sup>1</sup>

(milliards de francs)

Emetteurs		Titres généralement accessibles au public <sup>2</sup>					Titres non généralement accessibles au public			Total émissions nettes à long et moyen terme (plus d'un an) <sup>1</sup>	
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet <sup>4</sup>	Emissions nettes totales	Emissions brutes <sup>5</sup>	Amortissements	Emissions nettes		
		Emissions brutes (1)	Amortissements <sup>3</sup> (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							(8) = (6) - (7)
1. Etat (dette directe uniquement)	1956	14,8	4,4	10,4	—	10,4	1,7	3,6	- 1,9	8,5	
	1957	12,0	6,9	5,1	—	5,1	1,6	2,6	- 1,0	4,1	
	1958	18,2	8,9	9,3	—	9,3	0,2	2,7	- 2,5	6,8	
	1959	20,8	7,5	13,3	—	13,3	0,7	1,7	- 1,0	12,3	
	1960	27,5	12,6	14,9	—	14,9	2,3	1,4	0,9	15,8	
	1961	13,4	7,4	6,0	—	6,0	...	1,0	- 1,0	5,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1956	1,6	0,9	0,7	...	0,7	1,2	0,2	1,0	1,7	
	1957	3,9	1,0	2,9	...	2,9	1,3	0,1	1,2	4,1	
	1958	3,3	1,1	2,2	...	2,2	2,7	0,3	2,4	4,6	
	1959	3,7	1,2	2,5	...	2,5	2,6	0,4	2,2	4,7	
	1960	0,9	1,3	- 0,4	...	- 0,4	2,7	0,4	2,3	1,9	
	1961	3,6	1,5	2,1	...	2,1	1,9	0,8	1,1	3,2	
3. Organismes paraétatiques de crédit	1956	0,1	0,2	- 0,1	3,1	3,0	2,0	0,2	1,8	4,8	
	1957	1,5	...	1,5	1,6	3,1	2,5	0,2	2,3	5,4	
	1958	...	...	...	5,4	5,4	2,2	0,4	1,8	7,2	
	1959	2,0	0,1	1,9	3,5	5,4	2,3	0,6	1,7	7,1	
	1960	2,4	0,2	2,2	3,8	6,0	2,0	0,4	1,6	7,6	
	1961	5,4	2,2	3,2	4,4	7,6	1,8	0,6	1,2	8,8	
4. Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal	1956	3,6	3,5	0,1	2,3	2,4	...	...	...	2,4	
	1957	2,1	0,8	1,3	2,3	3,6	...	...	...	3,6	
	1958	2,4	1,6	0,8	4,8	5,6	...	...	...	5,6	
	1959	1,2	1,0	0,2	4,1	4,3	...	0,1	- 0,1	4,2	
	1960	1,3	2,1	- 0,8	5,0	4,2	...	...	...	4,2	
	1961	0,8	1,6	- 0,8	4,7	3,9	...	...	...	3,9	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1956	3,6	2,4	1,2	...	1,2	1,0	0,1	0,9	2,1	
	1957	1,4	0,8	0,6	...	0,6	0,8	0,6	0,2	0,8	
	1958	...	1,9	- 1,9	...	- 1,9	0,7	0,1	0,6	- 1,3	
	1959	4,2	1,1	3,1	...	3,1	1,3	0,2	1,1	4,2	
	1960	3,8	4,5	- 0,7	...	- 0,7	0,5	0,1	0,4	- 0,3	
	1961	4,3	2,9	1,4	...	1,4	0,5	0,2	0,3	1,7	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1956	23,7	11,4	12,3	5,4	17,7	5,9	4,1	1,8	19,5	
	1957	20,9	9,5	11,4	3,9	15,3	6,2	3,5	2,7	18,0	
	1958	23,9	13,5	10,4	10,2	20,6	5,8	3,5	2,3	22,9	
	1959	31,9	10,9	21,0	7,6	28,6	6,9	3,0	3,9	32,5	
	1960	35,9	20,7	15,2	8,8	24,0	7,5	2,3	5,2	29,2	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
6. Congo et Ruanda-Urundi	1956	2,1	0,3	1,8	...	1,8	...	...	...	1,8	
	1957	...	0,3	- 0,3	...	- 0,3	...	...	...	- 0,3	
	1958	4,0	0,4	3,6	...	3,6	...	...	...	3,6	
	1959	...	0,6	- 0,6	...	- 0,6	...	...	...	- 0,6	
	1960	...	1,5	- 1,5	...	- 1,5	...	...	...	- 1,5	
	1961	...	...	...	...	...	...	...	...	...	
Total 1 à 6 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge, du Congo et du Ruanda-Urundi	1956	25,8	11,7	14,1	5,4	19,5	5,9	4,1	1,8	21,3	
	1957	20,9	9,8	11,1	3,9	15,0	6,2	3,5	2,7	17,7	
	1958	27,9	13,9	14,0	10,2	24,2	5,8	3,5	2,3	26,5	
	1959	31,9	11,5	20,4	7,6	28,0	6,9	3,0	3,9	31,9	
	1960	35,9	22,2	13,7	8,8	22,5	7,5	2,3	5,2	27,7	
	1961	27,5	15,6	11,9	9,1	21,0	4,2	2,6	1,6	22,6	
7. Rectifications à apporter pour :	1956	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—	
	a) obtenir l'évolution de l'encours des titres généralement accessibles au public d'une part et des titres non généralement accessibles au public d'autre part	1957	1,9	—	1,9	—	1,9	- 1,9	—	- 1,9	—
	— corrections : conversion de titres non négociables E.A.M. en titres négociables	1958	2,1	—	2,1	—	2,1	- 2,1	—	- 2,1	—
	1959	1,6	—	1,6	—	1,6	- 1,6	—	- 1,6	—	
	1960	1,8	—	1,8	—	1,8	- 1,8	—	- 1,8	—	
	1961	1,4	—	1,4	—	1,4	- 1,4	—	- 1,4	—	
	b) passer du montant nominal au montant effectif des émissions — correction : différence entre la valeur nominale et le prix d'émission <sup>6</sup>	1956	- 0,6	—	- 0,6	—	- 0,6	—	—	—	—
	1957	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	—
	1958	...	—	...	—	...	—	—	—	—	—
	1959	- 0,5	—	- 0,5	—	- 0,5	—	—	—	—	—
1960	- 0,2	—	- 0,2	—	- 0,2	—	—	—	—	—	
1961	- 0,4	—	- 0,4	—	- 0,4	—	—	—	—	—	

<sup>1</sup> Pour les émissions au robinet des organismes paraétatiques de crédit et du Crédit Communal de Belgique, vu l'impossibilité de ventiler dans certains cas les émissions de bons de caisse à un an ou moins et les émissions à plus d'un an, c'est la variation totale de l'encours de ces titres qui a été recensée. — Pour mémoire : Emission nette à court terme (un an ou moins) de l'Etat : en 1956 : - 4,0; en 1957 : - 1,4; en 1958 : 11,4; en 1959 : 8,9; en 1960 : - 3,9; en 1961 : 2,7.

<sup>2</sup> Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, les titres cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, l'Office Central de Crédit Hypothécaire et la Caisse Nationale de Crédit Professionnel.

<sup>3</sup> Les titres rachetés en bourse par la Caisse d'Amortissement de la Dette publique sont recensés à la colonne (2) « Amortissements », non au moment de ces rachats, mais au moment où il est procédé à leur annulation.

<sup>4</sup> Ayant fait l'objet d'une publication de notice légale.

<sup>5</sup> Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

<sup>6</sup> La commission de placement est comprise dans le prix d'émission.

XVI - 2. — PRINCIPALES EMISSIONS A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC \*

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis 1 (millions de francs)	Rendement moyen à l'émission
Mois	Jour						
1959	Septembre ...	Etat belge 1959-1970	5,00	99,00	11 ans	8.166	5,14
	Octobre .....	Ville d'Anvers	5,00	98,00	10 ans	750	5,30
	Novembre ...	S.N.C.B.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
	Décembre ...	S.N.C.I.	5,00	98,50	10 ans	2.000	5,24
1960	Février .....	Etat belge 1960-1970	5,25	100,00	10 ans	12.848	5,25
	Mars .....	R.T.T.	5,25	99,50	13 ans	1.500	5,31
	Avril .....	C.N.C.P.	5 — 5,25 <sup>2</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	325	5,27 <sup>3</sup>
	Avril .....	Etat belge 1960-65-70	5 — 5,25 <sup>2</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	7.752	5,18
	Juin .....	Crédit Communal	3 — 5,00 5,50 <sup>3</sup>	100,00	20 ans	1.938	5,53
	Juin .....	S.N.C.B.	5 — 5,25 <sup>2</sup>	100,00	à 5 ou 10 ans	2.300	5,17
	Octobre .....	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,50	à 5 ou 10 ans	2.000	5,67 <sup>5</sup>
	Novembre ...	Etat belge 1960-65-70-75	5,25 — 5,50 — 5,75 <sup>5</sup>	99,00	à 5, 10 ou 15 ans	7.324	5,73 <sup>6</sup>
	Novembre ...	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,50	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,72 <sup>6</sup>
1961	Janvier .....	S.N.C.B.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.350	5,76
	Février .....	S.N.C.I.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,82 <sup>6</sup>
	Avril .....	R.T.T.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,25	à 5 ou 10 ans	2.000	5,84
	Mai .....	C.N.C.P.	5,25 — 5,50 <sup>4</sup>	98,25	à 5, 8 ou 11 ans	250	5,82 <sup>6</sup>
	Juin .....	Etat belge 1961-1973	5,25-5,50-5,75 <sup>7</sup>	98,50	à 5, 9 ou 12 ans 6 mois	7.007	5,83
	Août .....	Ville d'Anvers	5,25 — 5,50 — 5,75 — 6,00 <sup>8</sup>	98,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,83
	Octobre .....	Etat belge 1961-1981	5,25-5,50-5,75 <sup>9</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	6.000	5,75
	Novembre ...	S.N.C.I.	5,25-5,50-5,75 <sup>9</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.650	5,88 <sup>6</sup>
	Décembre .....	Fonds des Routes	5,25-5,50-5,75 <sup>9</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,78
1962	Février .....	Etat belge 1962-1982, 1 <sup>re</sup> série	5,00-5,25-5,50 <sup>10</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	7.450	5,54
	Mars .....	Ville de Liège 1962-1982	5,25-5,50-5,75 <sup>9</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	800	5,75
	Mars .....	R.T.T. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 <sup>10</sup>	98,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,54
	Mai .....	S.N.C.B. 1962-1982	5,00-5,25-5,50 <sup>10</sup>	99,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.550	5,48
	Mai .....	Ville de Bruxelles 1962-1982	5,00-5,25-5,50 <sup>10</sup>	99,50	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,43
	Juin .....	Etat belge 1962-1982, 2 <sup>e</sup> série	5,00-5,25 <sup>11</sup>	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	8.100	5,26
	Août .....	Ville d'Anvers 1962-1982	5,00-5,25-5,50 <sup>10</sup>	100,00	à 5, 10, 15 ou 20 ans	1.000	5,37
	Septembre ...	Fonds des Routes	5,00-5,25 <sup>11</sup>	100,00	à 10, 15 ou 20 ans	2.500	5,20
	Novembre ...	Etat belge 1962-1982, 3 <sup>e</sup> série	4,75-5,00-5,25 <sup>12</sup>	98,50	à 10, 15 ou 20 ans	10.480	5,08

1 Ces montants sont différents de ceux du tableau précédent [XVI 1, colonne (1)] parce qu'ils ne comprennent pas les obligations remises en paiement, aux sinistrés par la C.A.D.G.

2 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

3 Emprunt à lots; intérêts : 8 % pendant les 10 premières années, 5% de la 11<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> année et 5,50 % de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup> année.

4 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années et 5,50 % pendant les dernières années.

5 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 5 années suivantes et 5,75 % les 5 dernières années.

6 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

7 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % les 4 années suivantes et 5,75 % pendant les dernières années.

8 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % de la 6<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> année, 5,75 % de la 11<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> année et 6 % de la 16<sup>e</sup> à la 20<sup>e</sup> année.

9 Intérêts : 5,25 % pendant les 5 premières années, 5,50 % pendant les 5 années suivantes et 5,75 % pendant les 10 dernières années.

10 Intérêts : 5 % pendant les 5 premières années, 5,25 % pendant les 5 années suivantes et 5,50 % pendant les 10 dernières années.

11 Intérêts : 5 % pendant les 10 premières années, 5,25 % pendant les 10 dernières années.

12 Intérêts : 4,75 % pendant les 10 premières années, 5 % pendant les 5 années suivantes et 5,25 % pendant les 5 dernières années.

Emprunts en monnaies étrangères

Date de l'arrêté 1		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt	Cours d'émission p.c.	Durée	Montant émis (millions d'unités de monnaies étrangères)	Rendement à l'émission
Mois	Jour						
1959	Décembre .....	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
1960	Janvier .....	Fonds des Routes	5,75	98,5	15 ans	D.M. 60	6,02
	Février .....	Etat belge 1960-1972	4,50	98,0	12 ans	F.S. 50	4,72 <sup>4</sup>
	Mars .....	Congo	6,00	100,0	3, 4, 5 ans	U.S. \$ 20	6,13 <sup>4</sup>
	Mars .....	Otraco <sup>3</sup>	6,00	100,0	10 ans	U.S. \$ 5	6,08
	Mars .....	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 28	6,09
	Mars .....	Congo <sup>3</sup>	6,00	100,0	12 ans	U.S. \$ 7	6,10
1961	Mai .....	S.N.C.B.	4,50	100,0	12 ans	F.S. 50	4,50
	Mai .....	Etat belge 1961-1981	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 75	4,75
	Juillet .....	Soc. Nat. Distr. d'Eau	4,75	100,0	20 ans	Fl. P.B. 50	4,75
	Juillet .....	S.N.C.B.	5,00	100,0	2, 3, 4 ans	U.S. \$ 3	5,00
	Juillet .....	S.N.C.B.	5,25	100,0	15 ans	{ U.S. \$ 20 ou D.M. 80	5,32 <sup>4</sup>
	Octobre .....	Sabena	4,75	99,0	20 ans	Fl. P.B. 22	4,92
	Novembre ...	Etat belge 1961-1964	5,50	100,0	3 ans	U.S. \$ 30	5,61
	Novembre ...	Etat belge 1961-1976	5,50	98,0	15 ans	U.S. \$ 25	5,88
	Décembre .....	Sabena 1961-1981 <sup>5</sup>	5,00	100,0	20 ans	FLux. 250	5,06
1962	Mars .....	Etat belge 1962-1977	5,25	98,5	15 ans	U.S. \$ 30	5,55

1 La date exacte d'émission des emprunts en monnaies étrangères n'est en général pas connue. Le plus souvent cependant, un emprunt est émis, ou commence à être émis, peu après que l'arrêté y relatif a été pris. La date de cet arrêté est reprise dans le présent tableau communiquant, de façon aussi approchée que possible, l'époque de l'émission. Lorsqu'il y a plusieurs arrêts, par exemple un arrêté royal suivi d'un arrêté ministériel, c'est le dernier en date qui est cité.

2 Cet arrêté a été modifié par un arrêté royal du 19 mai 1960.

3 Emprunt contracté auprès de la B.I.R.D.

4 Le rendement à l'émission de ces emprunts est calculé sur leur plus longue durée.

5 Emprunt de conversion.

\* Emprunts de l'Etat, du Congo, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la S.N.C.B., la S.N.C.V., la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des émissions continues).

## XVI - 3. — DETTE DE L'ETAT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes	Dettes totales <sup>2</sup>
	intérieures					extérieures					
	Consolidées y compris E.A.M. 1	à moyen terme	à court terme	Avoirs libres des parti- culiers en C.C.P.	totales	conso- lidée <sup>2</sup>	à moyen et court terme	totales <sup>2</sup>	Total de la dette directe <sup>2</sup>		
1950	104,5	36,7	60,6	18,6	220,4	13,0	3,3	16,3	236,7	12,0	248,7
1951	106,5	33,9	68,0	19,4	227,8	12,8	2,1	14,9	242,7	11,9	254,6
1952	119,2	27,9	69,1	19,2	235,4	13,8	4,6	17,9	253,3	13,0	266,3
1953	130,6	29,7	67,1	21,2	248,6	13,7	7,1	20,8	269,4	12,9	282,3
1954	155,2	24,8	62,6	22,4	265,0	14,8	6,6	21,4	286,4	11,8	298,2
1955	167,2	24,9	67,2	22,8	272,1	16,5	6,9	23,4	295,5	16,1	311,6
1956	167,2	23,4	62,1	23,9	276,6	16,5	7,9	24,4	301,0	16,8	317,8
1957	170,1	24,6	60,9	23,7	279,3	17,5	8,8	26,3	305,6	18,0	323,6
1958	175,5	26,1	70,5	25,4	297,5	17,0	12,5	29,5	327,0	18,6	345,6
1959	190,8	23,0	75,8	29,1	318,7	17,7	16,5	34,2	352,9	20,7	373,6
1960 Octobre	206,0	18,1	80,0	27,3	331,4	17,6	22,0	39,6	371,0	21,1	392,1
Novembre	207,9	18,1	76,4	27,4	329,8	17,6	23,2	40,8	370,6	21,1	391,7
Décembre	211,6	18,1	68,6	32,3	330,6	17,4	27,0	44,4	375,0	21,1	396,1
1961 Janvier	210,8	18,1	73,0	31,3	333,2	17,4	29,0	46,4	379,6	21,7	401,3
Février	210,2	18,1	75,6	30,3	334,2	17,5	32,0	49,5	383,7	22,3	406,0
Mars	210,0	18,1	77,1	29,5	334,7	17,4	31,8	49,2	383,9	22,4	406,3
Avril	209,5	17,4	80,0	30,5	337,4	17,4	32,5	49,9	387,3	22,4	409,7
Mai	209,3	17,4	80,3	30,3	337,3	17,4	33,0	50,4	387,7	22,5	410,2
Juin	215,6	17,4	73,8	30,3	337,1	17,1	32,7	49,8	386,9	22,5	409,4
Juillet	215,2	17,4	72,8	30,4	335,8	18,0	31,9	49,9	385,7	22,4	408,1
Août	214,9	17,4	73,1	28,9	334,3	18,0	30,2	48,2	382,5	22,4	404,9
Septembre	214,7	17,4	74,1	29,5	335,7	17,9	30,2	48,1	383,8	22,4	406,2
Octobre	220,1	17,4	71,0	30,1	338,6	17,9	30,0	47,9	386,5	22,3	408,8
Novembre	218,2	17,4	73,3	30,3	339,2	17,8	29,7	47,5	386,7	22,6	409,3
Décembre	217,4	17,4	70,8	32,8	338,4	18,8	28,3	47,1	385,5	25,5	411,0
1962 Janvier	216,1	18,5	73,7	33,5	341,8	18,8	27,8	46,6	388,4	25,4	413,8
Février	222,9	18,4	72,2	33,0	346,5	18,8	26,9	45,7	392,2	25,4	417,6
Mars	222,6	18,4	75,1	32,0	348,1	18,7	26,4	45,1	393,2	25,4	418,6
Avril	221,1	20,4	79,7	33,3	354,5	20,1	23,4	43,5	398,0	25,4	423,4
Mai	220,9	20,2	80,5	32,7	354,3	20,1	23,2	43,3	397,6	25,3	422,9
Juin	220,7	20,0	82,4	32,7	355,8	19,9	20,1	40,0	395,8	25,3	421,1
Juillet	223,8	20,0	79,3	34,0	357,1	19,8	19,9	39,7	396,8	25,2	422,0
Août	223,6	20,0	82,0	32,3	357,9	19,8	19,0	38,8	396,7	25,2	421,9
Septembre	223,4	20,0	82,8	32,4	358,6	19,7	18,4	38,1	396,7	25,2	421,9
Octobre	222,9	22,0	82,3	33,1	360,3	19,7	17,0	36,7	397,0	27,5	424,5

<sup>1</sup> E.A.M. : Emprunt de l'Assainissement Monétaire.<sup>2</sup> Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-18.

## XVI - 4. — RECENSEMENT DES DETTES EN FRANCS BELGES A LONG ET MOYEN TERME DU SECTEUR PUBLIC

### a) Par émetteurs

A = généralement accessibles au public 1.  
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Emetteurs	1952	1953	1954	1955	1956			1957			1958			1959			1960		
					A	B	Total												
Etat <sup>1 3</sup> .....	146,8	160,0	179,7	181,8	136,5	53,8	190,3	143,6	50,9	194,5	154,9	46,4	201,3	169,8	43,7	213,5	186,8	42,7	229,5
Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs <sup>3</sup> .....	18,5	18,9	18,7	23,4	17,2	7,6	24,8	20,0	8,8	28,8	22,1	11,2	33,3	24,6	13,4	38,0	24,2	15,7	39,9
Congo .....	4,6	4,6	6,8	8,9	9,3	1,3	10,6	9,0	1,3	10,3	12,7	1,3	14,0	12,2	1,3	13,5	10,8	1,3	12,1
Pouvoirs subordonnés et Crédit Communal .....	26,5	29,3	31,7	33,7	35,2	1,3	36,5	38,8	1,3	40,1	44,4	1,3	45,7	48,7	1,2	49,9	52,6	1,1	53,7
Organismes paraétatiques d'exploitation .....	24,7	28,0	30,1	32,8	31,0	3,9	34,9	31,6	4,1	35,7	29,9	4,7	34,6	33,0	5,8	38,8	32,2	6,1	38,3
Organismes paraétatiques de crédit .....	19,4	21,2	26,5	32,2	25,5	11,6	37,1	28,7	13,8	42,5	34,0	15,7	49,7	39,6	17,5	57,1	45,4	19,1	64,5
Total ...	240,5	262,0	293,5	312,8	254,7	79,5	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

<sup>1</sup> Sont considérés comme titres généralement accessibles au public, ceux qui sont émis par souscription publique et ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue (y compris les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, l'Institut National de Crédit Agricole, la Caisse Nationale de Crédit Professionnel, l'Office Central de Crédit Hypothécaire).

<sup>2</sup> Dette publique belge directe intérieure consolidée et à moyen terme, sous déduction de l'emprunt 4 p.c. de la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché (actuellement la Société Nationale du Logement).

<sup>3</sup> En 1954, à la suite de la dissolution du Fonds national d'Aide au Rééquipement ménager des Travailleurs, les « Bons de Rééquipement ménager » émis par ce Fonds et dont l'encours était à l'époque de 1,8 milliard, ont été convertis en « Dette à 10 ans 1954-1964 » de l'Etat et sont passés de ce fait de la rubrique « Fonds autonomes et organismes paraétatiques administratifs » à la rubrique « Etat ». Ils appartiennent à la catégorie des titres non généralement accessibles au public.

### b) Par détenteurs

A = généralement accessibles au public.  
B = non généralement accessibles au public.

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

Détenteurs	1952	1953	1954	1955	1956	1957			1958			1959			1960		
						A	B	Total									
Pouvoirs publics, fonds autonomes et organismes paraétat. <sup>1 2</sup>	5,6	5,8	6,5	6,8	7,0	7,6	0,4	8,0	8,6	0,3	8,9	10,3	0,2	10,5	11,3	0,3	11,6
Fonds des Rentes .....	4,1	3,5	5,0	4,5	5,9	4,0	—	4,0	3,2	—	3,2	4,5	—	4,5	6,6	—	6,6
Organismes monétaires <sup>2</sup> .....	49,4	53,4	59,9	62,1	63,5	25,4	38,3	63,7	31,5	36,5	68,0	35,4	36,3	71,7	35,7	37,7	73,4
Organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances et de capitalisation :																	
a) Caisses d'épargne .....	32,2	35,6	37,3	39,8	43,2	33,8	11,7	45,5	34,2	12,8	47,0	38,5	13,7	52,2	40,5	14,8	55,3
b) Organismes de sécurité sociale .....	30,7	33,6	37,2	41,6	44,4	32,8	16,0	48,8	35,9	17,8	53,7	36,8	20,0	56,8	39,0	21,8	60,8
c) Fonds de pensions spéciaux .....	2,5	2,6	2,6	2,7	2,0	2,2	0,1	2,2	2,2	0,1	2,3	2,3	0,3	2,6	2,5	0,6	3,1
d) Entreprises d'assurances .....	8,8	10,5	12,1	14,8	16,7	16,2	2,1	18,3	17,4	2,9	20,3	19,1	3,6	22,7	21,2	4,5	25,7
e) Entreprises de capitalisation .....	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1	0,1	...	0,1
f) Total .....	74,3	82,4	89,3	99,0	106,4	85,0	29,9	114,9	89,8	33,6	123,4	96,8	37,6	134,4	103,3	41,7	145,0
Congo et Ruanda-Urundi <sup>3</sup> .....	2,1	2,8	4,3	4,7	5,5	4,0	1,4	5,4	4,1	1,1	5,2	4,0	0,7	4,7	3,3	0,3	3,6
Entreprises et particuliers <sup>4</sup> .....	105,0	114,1	128,5	135,7	145,9	145,7	10,2	155,9	160,8	9,1	169,9	176,9	8,1	185,0	191,8	6,0	197,8
Total général ...	240,5	262,0	293,5	312,8	334,2	271,7	80,2	351,9	298,0	80,6	378,6	327,9	82,9	410,8	352,0	86,0	438,0

<sup>1</sup> A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

<sup>2</sup> A l'exclusion des avoirs des caisses de pensions gérées par ces organismes.

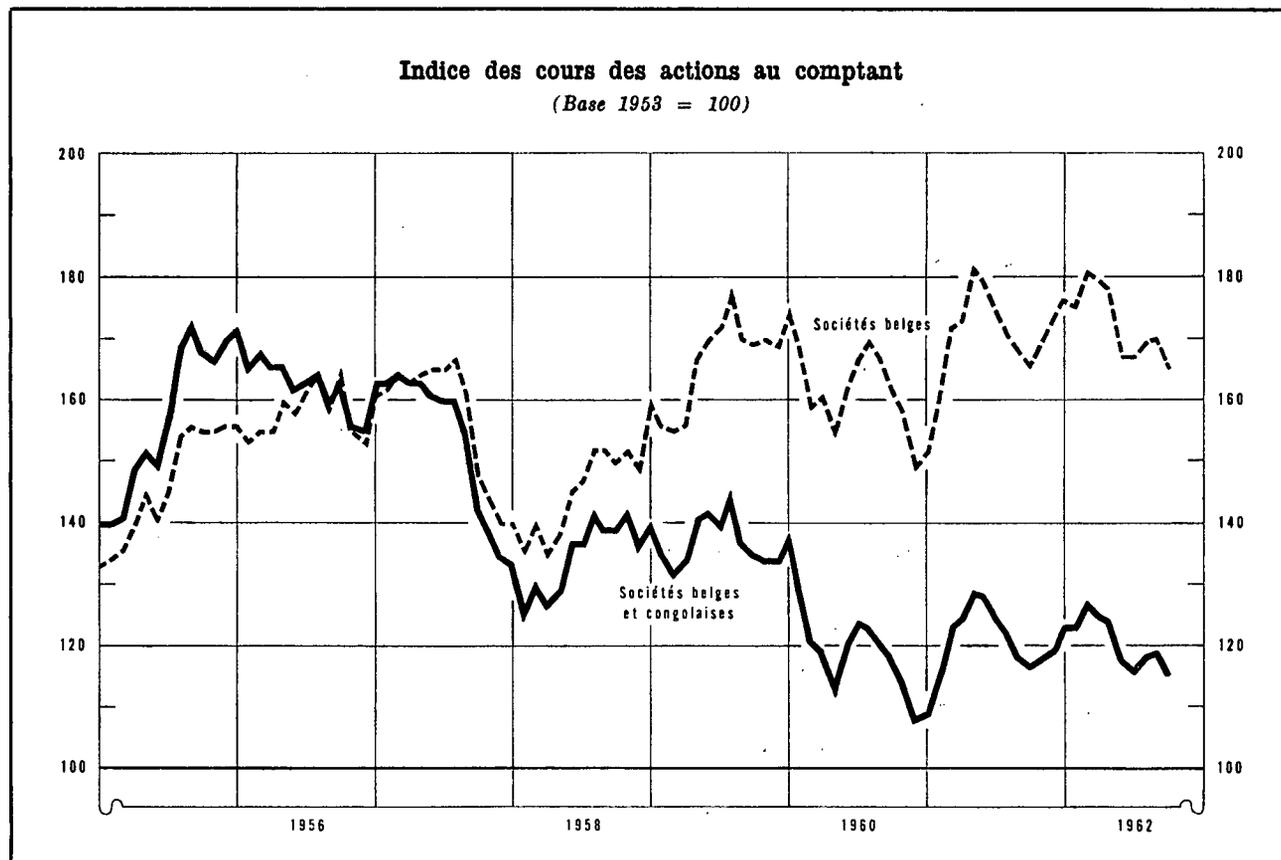
<sup>3</sup> Etat, organismes paraétatiques, Banque Centrale du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, sièges d'Afrique des banques congolaises (de 1952 à 1956).

<sup>4</sup> Y compris les non-résidents autres que ceux repris à la rubrique « Congo et Ruanda-Urundi ».

Références bibliographiques : *Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Annuaire Statistique de la Belgique. — Bulletin de Documentation du Ministère des Finances. — Bulletin d'Information et de Documentation* : XXXVI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 3, mars 1961 : « L'inventaire et le classement des fonds publics belges ». — XXXV<sup>e</sup> année, vol. II, n° 2, août 1960 : Estimations pour les années 1960 à 1975, des amortissements de la dette publique consolidée et à moyen terme émises jusqu'au 30 juin 1960 ».

## XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE

### 1. — EVOLUTION DE L'ACTIVITE, DU NIVEAU DES COURS ET DU TAUX DE RENDEMENT DES VALEURS BOURSIERES



Périodes	Capitaux traités (moyenne par séances - millions de francs) 1 5	Indice global du cours des actions				Taux de rendement % 3						
		Au comptant		A terme	Valeurs belges et congolaises 4 6	Valeurs belges 5						
		Valeurs belges et congolaises	Valeurs belges									
(Base 1953 = 100) 2 4												
1952 Moyenne mensuelle .	79	99	98	104	4,5	n.d.						
1953 Moyenne mensuelle .	67	100	100	100	4,2	n.d.						
1954 Moyenne mensuelle .	110	118	116	108	3,3	n.d.						
1955 Moyenne mensuelle .	152	157	146	141	3,0	n.d.						
1956 Moyenne mensuelle .	113	164	158	139	3,3	n.d.						
1957 Moyenne mensuelle .	106	155	158	133	3,6	n.d.						
1958 Moyenne mensuelle .	70	135	145	117	3,9	n.d.						
1959 Moyenne mensuelle .	105	137	166	129	3,4	2,9						
1960 Moyenne mensuelle .	93	121	162	116	4,5	2,8						
1961 Moyenne mensuelle .	103	120	169	115	4,5	3,1						
	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962	1961	1962
Janvier .....	75	97	109	123	152	176	109	116	5,8	3,3	2,9	3,1
Février .....	114	96	116	123	161	175	115	117	5,7	3,3	2,8	3,1
Mars .....	151	113	123	127	172	181	119	119	5,1	3,2	2,9	3,1
Avril .....	137	104	125	125	173	179	122	117	5,3	3,2	3,0	3,1
Mai .....	180	109	129	124	182	177	123	117	5,1	3,3	2,9	3,2
Juin .....	105	85	128	117	179	167	122	112	4,0	3,3	3,1	3,3
Juillet .....	77	62	125	116	175	167	117	110	4,2	3,1	3,1	3,2
Août .....	77	58	122	118	171	169	116	110	4,1	3,1	3,2	3,2
Septembre .....	73	63	118	119	168	170	112	113	3,9	3,1	3,3	3,1
Octobre .....	78	65	117	115	166	165	110	107	3,7	3,1	3,3	3,2
Novembre .....	88		118		168		112		3,8	3,0	3,2	3,2
Décembre .....	85		119		171		111		3,5		3,2	

1 Source : Commission de la Bourse de Bruxelles ; ces chiffres portent sur les transactions en obligations de sociétés et en actions (terme et comptant).

2 Source : Institut National de Statistique ; Indices au 10 de chaque mois.

3 Source : Kredietbank ; Rapport du dernier dividende net annoncé ou payé, au cours à la fin du mois.

4 Bourses de Bruxelles et d'Auvers.

5 Bourse de Bruxelles.

6 Jusqu'en 1958, moyenne des fins de trimestres.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup>

### Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

### A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique

#### Banques <sup>4</sup>

1953	52	2.776	2.466	646	—	282	36	1.841	50
1954	51	2.878	2.649	661	—	299	37	2.759	75
1955	50	3.265	2.704	644	1	306	33	3.653	119
1956	49	3.404	2.967	695	—	321	36	3.972	157
1957	48	3.406	3.261	817	—	330	43	4.710	163
1958	48	3.628	3.414	829	0,3	355	46	6.410	212
1959	51	4.029	3.514	835	38	377	45	6.626	307
1960	52	4.572	3.624	814	0,1	423	48	7.264	305
1961	53	4.742	3.967	1.043	5,5	259	57	<sup>p</sup> 8.293	363

#### Sociétés financières et immobilières <sup>5</sup>

1953	1.178	10.261	8.214	1.610	44	1.108	76	3.305	159
1954	1.286	11.004	9.118	1.793	50	1.239	90	4.044	149
1955	1.327	11.694	9.721	2.095	39	1.357	99	4.811	214
1956	1.359	12.366	10.112	2.181	94	1.484	104	4.793	249
1957	1.430	14.690	11.430	2.660	169	1.878	129	5.800	233
1958	1.413	22.664	10.330	2.726	59	1.907	124	8.173	298
1959	1.464	24.053	12.126	2.598	93	1.903	114	9.151	414
1960	1.456	26.589	12.968	2.913	189	2.006	132	10.170	467
1961	1.483	28.302	16.273	3.611	190	2.138	140	<sup>p</sup> 11.122	531

#### Industrie des fabrications métalliques

1953	1.143	10.480	6.668	2.215	206	989	110	1.452	74
1954	1.213	10.926	7.587	2.032	234	923	101	1.426	86
1955	1.218	11.324	8.101	2.063	299	1.247	88	2.007	89
1956	1.233	11.416	8.520	2.194	429	1.065	111	2.005	101
1957	1.250	12.204	8.954	2.480	448	1.255	113	1.778	100
1958	1.245	13.211	9.489	2.402	409	1.110	106	1.733	99
1959	1.275	14.681	10.334	2.370	499	1.267	100	2.030	101
1960	1.271	15.432	10.785	2.619	499	1.533	107	1.917	120
1961	1.281	15.989	11.024	3.066	470	1.670	121	<sup>p</sup> 1.932	114

#### Métallurgie du fer

1953	109	10.269	7.121	1.323	20	798	52	2.069	121
1954	108	10.332	7.522	660	53	410	33	2.303	114
1955	106	9.313	6.732	1.135	46	653	51	2.226	123
1956	106	10.026	10.072	2.369	23	1.324	85	2.158	120
1957	100	10.862	10.774	2.734	17	1.445	94	2.269	116
1958	100	12.364	12.409	1.621	37	1.057	72	3.133	119
1959	103	12.952	12.560	858	139	623	39	4.729	172
1960	100	13.918	12.628	1.928	25	992	58	4.886	282
1961	97	15.826	13.880	2.242	44	1.277	75	<sup>p</sup> 4.764	294

#### Industrie textile

1953	1.070	9.882	9.842	551	544	247	48	486	27
1954	1.105	10.285	9.324	660	371	252	48	503	27
1955	1.081	10.299	9.119	793	298	291	55	522	28
1956	1.087	10.753	9.365	804	363	286	52	510	27
1957	1.094	10.894	9.160	1.156	242	348	67	529	27
1958	1.041	11.560	9.300	894	268	321	59	500	27
1959	1.047	11.954	10.077	721	614	272	45	482	27
1960	1.009	12.138	9.853	1.098	255	452	64	453	26
1961	982	12.358	10.249	1.260	265	492	76	<sup>p</sup> 421	25

Notes : Voir fin du tableau XVII - 2.

**XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)**

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
<b>Industrie alimentaire</b>									
1953	725	6.911	3.748	661	73	352	49	696	34
1954	750	7.200	3.900	799	65	394	55	765	41
1955	742	7.359	4.069	881	82	425	59	792	45
1956	731	7.837	4.115	954	98	446	66	789	48
1957	730	7.907	4.577	1.014	91	516	59	906	48
1958	701	8.881	4.833	1.077	200	466	57	925	58
1959	725	9.479	5.058	1.211	155	638	54	992	58
1960	725	9.591	5.505	1.381	179	720	63	892	62
1961	713	9.926	5.983	1.335	165	695	70	p 831	55
<b>Industrie chimique</b>									
1953	518	8.553	5.646	1.168	140	582	43	1.097	53
1954	546	9.270	4.907	1.036	200	502	59	1.091	59
1955	560	9.501	5.395	1.258	52	932	63	1.006	58
1956	561	10.015	5.582	1.468	52	750	68	1.038	56
1957	552	11.285	6.087	1.729	200	810	57	1.305	55
1958	538	11.690	5.405	1.354	124	543	61	1.384	71
1959	545	12.650	6.121	1.212	179	577	65	1.313	82
1960	534	13.309	6.442	1.639	245	711	76	1.290	76
1961	540	14.239	6.883	1.749	360	927	88	p 1.248	75
<b>Electricité</b>									
1953	53	12.395	2.779	1.304	...	1.115	84	4.589	246
1954	54	12.754	2.909	1.456	—	1.165	88	4.764	257
1955	52	13.525	2.968	1.503	0,3	1.164	85	4.494	265
1956	51	15.382	2.207	1.558	...	1.251	82	4.434	253
1957	47	16.784	2.454	1.581	—	1.365	79	5.543	248
1958	44	17.016	2.722	1.637	0,7	1.458	83	5.871	330
1959	41	17.422	3.609	1.748	—	1.511	86	5.525	345
1960	40	17.132	3.628	1.808	0,1	1.539	85	5.441	330
1961	36	18.581	4.260	1.800	2,6	1.608	86	p 5.524	326
<b>Industrie du charbon</b>									
1953	61	8.223	5.043	1.140	149	889	87	906	43
1954	61	8.268	4.927	900	196	723	72	1.073	49
1955	55	8.131	4.747	870	122	716	70	1.015	59
1956	54	8.592	4.263	1.212	153	937	92	972	56
1957	54	8.616	4.335	1.356	186	1.007	97	985	54
1958	53	8.739	4.339	1.192	96	876	85	940	55
1959	55	8.840	4.663	260	702	93	11	860	51
1960	49	8.530	4.367	107	1.023	63	7	477	50
1961	44	8.109	3.018	124	1.450	93	10	p 477	30
<b>Total des sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>6 7</sup></b>									
1953	12.353	108.387	72.712	15.375	1.819	8.615	909	18.952	944
1954	13.171	112.207	76.018	15.095	1.800	8.231	941	21.443	1.003
1955	13.268	114.978	77.313	17.092	1.518	9.674	990	23.506	1.144
1956	13.397	123.605	81.666	20.764	1.748	10.869	1.136	24.930	1.238
1957	13.487	131.010	86.852	22.389	1.810	11.970	1.203	28.457	1.285
1958	13.408	146.913	90.013	20.202	1.936	10.981	1.153	33.241	1.535
1959	13.891	156.056	98.462	18.207	3.512	10.292	1.015	36.138	1.802
1960	13.816	162.844	102.221	21.788	3.243	11.778	1.128	37.531	1.989
1961	13.926	171.069	108.305	24.169	3.936	12.954	1.258	p39.563	2.096

Note : Voir fin du tableau XVII - 2, page suivante.

## XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1</sup> (suite)

Chiffres annuels

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligatoire en vis au 31/12	Montant brut des coupons payés <sup>3</sup>
				(millions de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	

### B. — Total des sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>7</sup>

(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)

1953	449	26.804	12.598	7.854	259	4.296	319	1.334	61
1954	487	29.262	16.173	8.246	156	4.917	429	1.659	73
1955	527	32.018	20.039	9.356	289	5.567	393	1.883	91
1956	552	34.880	21.254	10.897	423	6.801	433	2.241	95
1957	579	42.986	19.520	12.222	287	7.575	428	2.799	107
1958	563	45.670	20.620	9.733	320	6.492	415	3.177	125
1959	560	49.530	22.740	8.296	452	6.318	380	3.351	151
1960	442	48.024	21.895	9.900	348	7.284	346	1.602	78
1961	336	40.721	18.636	7.192	958	4.397	212	p 1.352	56

### C. — Total général des sociétés par actions <sup>6 7</sup>

1953	12.802	135.191	85.310	23.229	2.078	12.911	1.228	20.286	1.005
1954	13.658	141.469	92.191	23.341	1.957	13.148	1.370	23.103	1.076
1955	13.795	146.996	97.352	26.448	1.806	15.241	1.383	25.389	1.235
1956	13.949	158.485	102.920	31.661	2.171	17.670	1.569	27.171	1.333
1957	14.066	173.996	106.372	34.611	2.097	19.545	1.631	31.256	1.392
1958	13.971	192.583	110.633	29.935	2.256	17.473	1.568	36.418	1.660
1959	14.451	205.586	121.202	26.503	3.964	16.610	1.395	39.489	1.953
1960	14.258	210.868	124.116	31.688	3.591	19.062	1.474	39.133	2.067
1961	14.262	211.790	126.941	31.361	4.894	17.351	1.470	p40.915	2.152

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge. Sociétés congolaises : sociétés par actions à responsabilité limitée de droit congolais. A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui sont converties en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

<sup>2</sup> Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

<sup>3</sup> Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique, ce montant est en relation avec la dette obligatoire en vis au 31/12 de l'année précédente.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B.

<sup>5</sup> Non compris la S.N.C.I.

<sup>6</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>7</sup> Total général net, après déduction des doubles emplois.

## XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup>

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

### A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique <sup>4</sup>

1959 12 mois	13.927	156,2	98,6	18,2	3,5	10,3	1,6
1960 4 premiers mois	5.589	54,6	34,0	7,0	1,0	4,2	0,7
5 premiers mois	9.358	102,7	63,2	13,1	2,4	7,4	0,8
6 premiers mois	11.272	121,7	78,0	15,9	2,7	8,7	1,0
7 premiers mois	11.929	129,8	83,6	16,8	2,8	9,2	1,2
8 premiers mois	12.121	130,8	84,4	16,9	2,8	9,2	1,3
9 premiers mois	12.507	133,3	86,2	17,4	2,9	9,4	1,4
10 premiers mois	13.088	142,7	90,0	18,7	3,1	10,2	1,6
11 premiers mois	13.480	156,3	97,8	20,8	3,2	11,3	1,8
12 mois	13.858	163,5	102,5	21,9	3,3	11,8	1,9
1961 Janvier	131	3,1	1,4	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	363	4,0	3,1	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.237	23,1	14,8	3,6	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.777	71,7	44,1	10,1	1,8	5,6	0,8
5 premiers mois	9.500	116,5	71,2	15,7	3,1	8,5	1,0
6 premiers mois	11.429	131,2	82,7	18,2	3,4	9,6	1,3
7 premiers mois	12.018	137,3	87,5	19,2	3,5	10,1	1,5
8 premiers mois	12.226	138,7	88,2	19,4	3,5	10,2	1,6
9 premiers mois	12.601	140,1	89,6	19,6	3,5	10,3	1,7
10 premiers mois	13.183	150,0	94,2	20,9	3,7	11,2	1,9
11 premiers mois	13.550	163,5	102,7	23,1	3,8	12,3	2,1
12 mois	13.957	172,8	109,1	24,3	3,9	13,1	2,4
1962 Janvier	p 116	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	p 293	4,5	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	p 1.647	18,6	10,8	3,3	0,3	1,9	0,5

Notes : Voir page suivante.

**XVII - 3. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS <sup>1 5</sup> (suite)**

Chiffres mensuels cumulés

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B.).

Périodes <sup>2</sup>	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets		Dividendes bruts mis en paiement	Coupons d'obligations bruts <sup>3</sup>
				Bénéfices	Pertes		
				(milliards de francs)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	

**B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger**

*(y compris les sociétés ayant leur principale exploitation au Congo)*

1959 12 mois	560	49,5	22,7	8,3	0,5	6,3	0,2
1960 4 premiers mois	58	1,8	0,8	0,3	...	0,2	0,1
5 premiers mois	158	22,9	12,7	7,2	...	5,0	0,1
6 premiers mois	309	36,4	17,0	8,6	0,2	6,4	0,1
7 premiers mois	364	42,3	20,6	9,4	0,2	7,1	0,1
8 premiers mois	376	43,0	20,9	9,5	0,3	7,1	0,1
9 premiers mois	384	43,2	21,0	9,5	0,3	7,1	0,1
10 premiers mois	407	43,5	21,2	9,6	0,3	7,1	0,1
11 premiers mois	424	45,6	21,6	9,7	0,3	7,2	0,1
12 mois	446	48,1	22,1	9,9	0,3	7,3	0,2
1961 Janvier	3	0,7	0,4	...	...	...	...
2 premiers mois	7	0,8	0,4	...	...	...	...
3 premiers mois	17	1,0	0,4	0,1	...	...	...
4 premiers mois	39	1,7	0,6	0,1	...	0,1	...
5 premiers mois	96	20,9	11,3	5,5	0,2	3,5	...
6 premiers mois	201	31,4	14,0	6,4	0,5	4,0	...
7 premiers mois	246	35,0	15,7	6,7	0,6	4,2	...
8 premiers mois	256	35,3	15,8	6,7	0,7	4,2	...
9 premiers mois	267	36,4	16,3	6,8	0,7	4,2	0,1
10 premiers mois	298	37,5	16,5	7,0	0,7	4,3	0,1
11 premiers mois	316	39,7	17,4	7,1	0,8	4,4	0,1
12 mois	340	41,7	19,2	7,2	1,0	4,4	0,1
1962 Janvier	<i>p</i> 1	...	...	...	...	...	...
2 premiers mois	<i>p</i> 6	0,1	...	...	...	...	...
3 premiers mois	<i>p</i> 13	0,3	0,1	...	...	...	...

**C. — Total général <sup>4</sup>**

1959 12 mois	14.487	205,7	121,3	26,5	4,0	16,6	1,8
1960 4 premiers mois	5.647	56,4	34,8	7,3	1,0	4,4	0,8
5 premiers mois	9.516	125,6	75,9	20,0	2,4	12,4	0,9
6 premiers mois	11.581	158,1	95,0	24,5	2,9	15,1	1,1
7 premiers mois	12.293	172,1	104,2	26,2	3,0	16,3	1,3
8 premiers mois	12.497	173,8	105,3	26,4	3,1	16,3	1,4
9 premiers mois	12.891	176,5	107,2	26,9	3,2	16,5	1,5
10 premiers mois	13.495	186,2	111,2	28,3	3,4	17,3	1,7
11 premiers mois	13.904	201,9	119,4	30,5	3,5	18,5	1,9
12 mois	14.304	211,6	124,6	31,3	3,6	19,1	2,1
1961 Janvier	134	3,8	1,8	0,3	...	0,2	0,3
2 premiers mois	370	4,8	3,5	0,8	0,1	0,7	0,4
3 premiers mois	2.254	24,1	15,2	3,7	0,4	2,2	0,6
4 premiers mois	5.816	73,4	44,7	10,2	1,8	5,7	0,8
5 premiers mois	9.596	137,4	82,5	21,2	3,3	12,0	1,0
6 premiers mois	11.630	162,6	96,7	24,6	3,9	13,6	1,3
7 premiers mois	12.264	172,3	103,2	25,9	4,1	14,3	1,5
8 premiers mois	12.482	174,0	104,0	26,1	4,2	14,4	1,6
9 premiers mois	12.868	176,5	105,9	26,4	4,2	14,5	1,8
10 premiers mois	13.481	187,5	110,7	27,9	4,4	15,5	2,0
11 premiers mois	13.866	203,2	120,1	30,2	4,6	16,7	2,2
12 mois	14.297	214,5	128,3	31,5	4,9	17,5	2,5
1962 Janvier	<i>p</i> 117	3,9	0,9	0,4	...	0,2	0,2
2 premiers mois	<i>p</i> 299	4,6	2,4	0,9	...	0,8	0,4
3 premiers mois	<i>p</i> 1.660	18,9	10,9	3,3	0,3	1,9	0,5

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes et en commandite par action de droit belge.

<sup>2</sup> Il s'agit du mois de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (6).

<sup>3</sup> Les coupons d'obligations sont, comme les dividendes, recensés pendant le mois où ils sont payés. Le paiement des coupons d'obligations peut être effectué avant celui des dividendes. De ce fait, les obligations dont les coupons sont recensés à la colonne (7) ne représentent pas nécessairement toutes des emprunts des sociétés faisant l'objet des colonnes précédentes.

<sup>4</sup> Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la Sabena.

<sup>5</sup> A partir de 1961 sont reprises graduellement dans la statistique les sociétés de droit congolais qui se convertissent en sociétés de droit belge exploitant au Congo; les sociétés de droit congolais ne sont plus comprises dans la statistique.

**XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

Chiffres annuels

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. 2).

Années	Actions		Obligations (montant nominal)					Actions et obligations	Actions et obligations
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions	amortisse- ments	émissions nettes				
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)

**Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique**

1953	4.601	1.556	1.068	est. 700 <sup>3</sup>	est. 368 <sup>3</sup>	n.d.	est. 368 <sup>3</sup>	est. 1.929 <sup>3</sup>	2.525 <sup>4</sup>
1954	7.358	3.489	1.777	879	898	529	1.427	4.916	8.331
1955	14.192	4.273	1.560	1.257	303	532	835	5.108	8.597
1956	16.557	3.503	1.701	1.404	297	389	686	4.189	6.562
1957	27.682	5.573	3.220	1.449	1.771	833	2.604	8.177	10.687
1958	8.801	4.908	3.144	1.507	1.637	1.288	2.925	7.833	12.920
1959	10.227	3.760	3.196	1.568	1.628	814	2.442	6.202	11.317
1960	16.065	6.212	1.367	1.682	— 315	965	650	6.262	11.130
1961	19.013	4.686	1.598	1.566	32	791	823	5.509	10.111

**Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>5</sup>**

1953	3.271	2.002	130	n.d.	130	n.d.	130	2.132	1.834 <sup>4</sup>
1954	2.760	1.764	392	66	326	...	326	2.090	1.445
1955	4.711	2.995	316	91	225	— 7	218	3.213	2.625
1956	8.630	3.146	341	110	231	5	236	3.382	2.637
1957	6.994	1.759	724	171	553	...	553	2.312	1.905
1958	2.282	1.162	450	124	326	51	377	1.539	1.119
1959	2.442	613	215	87	128	— 21	107	720	606
1960	6.443	1.685	80	177	— 97	— 21	— 118	1.567	1.461
1961	209	145	...	85	— 85	— 24	— 109	36	— 73

**Total général**

1953	7.872	3.558	1.198	est. 700 <sup>3</sup>	est. 498 <sup>3</sup>	n.d.	est. 498 <sup>3</sup>	est. 4.056 <sup>3</sup>	4.359 <sup>4</sup>
1954	10.118	5.253	2.168	944	1.224	529	1.753	7.006	9.776
1955	18.903	7.268	1.876	1.348	528	525	1.053	8.321	11.222
1956	25.187	6.649	2.042	1.514	528	394	922	7.571	9.199
1957	34.676	7.332	3.944	1.620	2.324	833	3.157	10.489	12.592
1958	11.083	6.070	3.594	1.631	1.963	1.339	3.302	9.372	14.039
1959	12.669	4.373	3.411	1.655	1.756	793	2.549	6.922	11.923
1960	22.508	7.897	1.447	1.859	— 412	944	532	8.429	12.591
1961	19.222	4.831	1.598	1.651	— 53	767	714	5.545	10.038

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. Sociétés congolaises (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais (voir note 5).

<sup>2</sup> Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues du secteur public (S.N.C.I., Sabena) et les émissions nettes d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

<sup>3</sup> Estimations B.N.B.

<sup>4</sup> Amortissements non déduits.

<sup>5</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

N. B. — Col. (1) et (9) montants repris sans modification des statistiques de l'I.N.S. — col. (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note 2 ci-dessus.

Col. (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — col. (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — col. (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin Mensuel des Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin Hebdomadaire de la Kredietbank*.

**XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS <sup>1</sup>**

Chiffres mensuels <sup>2</sup>

(millions de francs)

Source : Institut National de Statistique (données modifiées par la B.N.B. <sup>3</sup>):

Périodes	A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique				B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger <sup>4</sup>			
	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations	Actions		Obligations (Montant nominal)	Actions et obligations
	émissions nominales (1)	émissions nettes (2)	émissions non continues brutes (3)	Total (4) = (2) + (3)	émissions nominales (5)	émissions nettes (6)	émissions non continues brutes (7)	Total (8) = (6) + (7)
1959 9 premiers mois ...	6.720	2.064	880	2.944	2.201	460	...	460
12 mois .....	10.227	3.324	3.196	6.520	2.442	500	116	616
1960 3 premiers mois ...	1.950	1.016	79	1.095	731	63	...	63
6 premiers mois ...	5.282	2.409	302	2.711	5.055	258	...	258
9 premiers mois ...	10.044	3.987	805	4.792	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
12 mois .....	16.065	5.216	1.213	6.429	6.443	1.628	20	1.648
1961 3 premiers mois ...	2.929	645	176	821	28	...	...	...
6 premiers mois ...	6.873	1.847	357	2.204	145	6	...	6
9 premiers mois ...	8.945	2.648	472	3.120	145	6	...	6
12 mois .....	19.013	3.681	777	4.458	209	45	...	45
1962 3 premiers mois ...	3.181	1.267	220	1.487	219	30	...	30
1961 Mars .....	887	196	30	226	22	...	...	...
Avril .....	1.385	189	131	320	...	...	...	...
Mai .....	769	344	...	344	30	6	...	6
Juin .....	1.790	669	50	719	87	...	...	...
Juillet .....	950	268	90	358	...	...	...	...
Août .....	473	234	25	259	...	...	...	...
Septembre .....	649	299	...	299	...	...	...	...
Octobre .....	1.500	350	25	375	...	...	...	...
Novembre .....	2.694	173	173	346	42	39	...	39
Décembre .....	5.877	510	107	617	22	...	...	...
1962 Janvier .....	1.067	308	100	408	...	...	...	...
Février .....	945	192	8	200	200	30	...	30
Mars .....	1.169	767	112	879	19	...	...	...
Avril .....	924	304	1.000	1.304	...	...	...	...
Mai .....	2.359	343	...	343	...	...	...	...
Juin .....	989	214	...	214	...	...	...	...
Juillet .....	5.104	1.270	...	1.270	...	...	...	...
Août .....	1.026	1.091	...	1.091	...	...	...	...
Septembre .....	1.687	945	2	947	...	...	...	...
Octobre .....	2.824	554	800	1.354	...	...	...	...

<sup>1</sup> Sociétés belges : sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge. — Sociétés congolaises : (jusqu'au 30 juin 1960) : sociétés par actions à responsabilité limitée et de personnes à responsabilité limitée de droit congolais.  
<sup>2</sup> Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII - 4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.  
<sup>3</sup> Les modifications consistent à éliminer les émissions d'obligations et d'actions du secteur public (celles de la Sabena pour la période couverte par le tableau).  
<sup>4</sup> Jusqu'au 30 juin 1960, y compris les sociétés belges ayant leur principale exploitation au Congo et les sociétés de droit congolais. A partir de juillet 1960, cette statistique ne comprend plus les sociétés de droit congolais.

## XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

## 1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR ET A TRES COURT TERME \*

(millions de francs)

Moyennes journalières	Capitaux prêtés par				Capitaux empruntés par				Total (0) = (1) + (2) + (8) + (4) ou (5) + (6) + (7) + (8)	Retraite de capitaux (10)
	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 2	Banques de dépôts 1	Fonds des Rentes	I.R.G.	Autres organismes 3		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)		
1953 .....	2.378	...	76	2.937	9	2.153	2.842	387	5.391	...
1954 .....	2.330	...	21	2.985	19	2.276	2.733	308	5.336	...
1955 .....	2.325	...	...	3.314	23	2.807	2.556	253	5.639	43
1956 .....	2.428	...	15	2.780	22	2.313	2.602	286	5.233	185
1957 .....	2.288	...	...	3.305	17	2.786	2.514	276	5.593	5
1958 .....	2.078	...	8	1.821	15	968	2.504	420	3.907	577
1959 .....	2.191	159	...	1.165	73	29	2.981	432	3.515	188
1960 .....	2.415	1.107	...	1.561	1.025	10	3.001	1.047	5.033	37
1961 .....	2.487	1.811	...	1.523	1.817	1	3.014	989	5.821	23
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	2.527	1.084	...	1.409	1.449	...	2.464	1.107	5.020	3
2 <sup>e</sup> trimestre .....	2.381	2.128	...	1.573	1.993	...	3.224	865	6.082	...
3 <sup>e</sup> trimestre .....	2.320	2.766	...	1.650	2.069	...	3.703	964	6.736	...
4 <sup>e</sup> trimestre .....	2.714	1.297	...	1.468	1.772	3	2.688	1.016	5.479	90
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	1.858	439	12	1.338	1.346	5	1.221	1.075	3.647	886
2 <sup>e</sup> trimestre .....	1.507	943	...	1.968	1.484	...	1.660	1.274	4.418	243
3 <sup>e</sup> trimestre .....	1.198	1.573	1.643	1.953	1.953	...	2.461	...	4.414	...
1961 Novembre .....	2.573	1.187	...	1.721	2.051	...	2.819	611	5.481	2
Décembre .....	2.794	1.282	...	1.178	1.674	...	2.166	1.404	5.254	261
1962 Janvier .....	2.680	74	22	1.216	965	10	1.864	1.163	3.992	844
Février .....	1.236	733	15	1.175	1.755	...	550	839	3.159	1.536
Mars .....	1.600	539	...	1.608	1.355	15	1.248	1.144	3.747	339
Avril .....	1.389	576	...	1.991	1.497	...	1.329	1.130	3.956	367
Mai .....	1.517	675	...	2.682	1.774	...	1.629	1.471	4.874	362
Juin .....	1.614	1.579	...	1.230	1.182	...	2.022	1.219	4.423	...
Juillet .....	1.087	2.208	9	1.777	1.986	...	875	2.220	5.081	...
Août .....	1.123	1.272	...	1.676	1.911	...	1.041	1.119	4.071	...
Septembre .....	1.401	1.205	1.450	1.964	1.964	...	2.092	...	4.056	...
Octobre .....	1.294	1.108	1.141	1.300	1.300	...	2.243	...	3.543	...
Novembre .....	1.508	238	1.852	1.068	1.068	...	2.530	...	3.598	514

\* Du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, on a traité outre de l'argent au jour le jour, de l'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours. Ces montants sont par conséquent compris dans les chiffres ci-dessus. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent prêté ou emprunté à 5 et 10 jours.

1 Jusqu'au 16 novembre 1959, les banques de dépôts comprennent uniquement celles de Bruxelles et d'Anvers. Celles d'autres places y ont ensuite été ajoutées.

2 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la C.G.E.R., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.S.S., le Crédit Communal. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment la C.G.E.R., le Crédit Communal, la S.N.C.B.

3 Jusqu'au 16 novembre 1959, cette colonne comprenait notamment la S.N.C.I., la B.C.C.B.R.U., l'O.N.D. Depuis le 17 novembre 1959 elle comprend notamment l'O.N.D., la C.N.C.P., la S.N.C.I.

**XVIII - 3. — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION**  
**Mouvement du débit**

Moyennes mensuelles ou mois	Nombre de chambres	Bruxelles						Province		Total général	
		Argent à très court terme 1		Autres opérations 2		Total		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs
		Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs	Milliers de pièces	Milliards de francs				
1953 .....	38	2	155	164	87	166	242	185	56	351	298
1954 .....	38	2	138	174	92	176	230	200	55	376	285
1955 .....	38	2	133	188	96	190	229	210	56	400	285
1956 .....	38	2	127	212	110	214	237	222	63	436	300
1957 .....	38	2	119	232	128	234	247	239	66	473	313
1958 .....	38	2	113	245	131	247	244	235	63	482	307
1959 .....	39	2	124	248	142	250	266	237	64	487	330
1960 .....	39	3	208	239	158	292	366	243	57	535	423
1961 .....	39	3	235	409	167	412	402	261	62	678	464
1961 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	208	378	161	381	369	258	60	639	429
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	239	412	163	415	402	261	59	676	461
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	273	397	164	400	437	249	61	649	498
4 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	220	450	181	453	401	274	65	727	466
1962 1 <sup>er</sup> trimestre .....	39	3	146	488	318	491	321	276	64	767	385
2 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	169	474	182	477	351	282	65	759	416
3 <sup>e</sup> trimestre .....	39	3	172	436	198	489	370	276	68	715	438
1960 Octobre .....	39	3	239	454	183	457	422	286	66	743	488
Novembre .....	39	3	221	434	175	437	396	269	65	706	461
Décembre .....	39	3	200	463	185	466	385	265	63	731	448
1962 Janvier .....	39	3	169	521	181	524	350	294	68	818	418
Février .....	39	2	115	458	177	460	292	257	59	717	351
Mars .....	39	3	155	486	166	489	321	278	66	767	387
Avril .....	39	3	147	479	184	482	331	279	63	761	394
Mai .....	39	3	192	492	188	495	380	284	66	779	446
Juin .....	39	3	168	450	174	453	342	285	67	738	409
Juillet .....	39	3	205	465	231	468	436	299	70	767	506
Août .....	39	3	164	438	185	441	349	273	66	714	415
Septembre .....	39	3	147	405	178	408	325	255	68	663	393
Octobre .....	39	3	139	529	236	532	375	321	74	853	449

1 Il s'agit de l'argent au jour le jour et, du 27 février 1956 au 16 novembre 1959, de l'argent prêté ou emprunté à 1, 5 et 10 jours. Depuis le 17 novembre 1959, il n'y a plus eu d'argent à 5 et 10 jours.

2 Titres, effets publics, coupons, virements, chèques, traites, promesses, quittances, opérations sur l'étranger, etc.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1941-1950* (B.N.B.). — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) » — XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n<sup>o</sup> 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

# XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(Pour cent par an)

## 1. — TAUX D'ESCOMPTE ET D'INTERET DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte						Avances en compte courant et prêts sur *			
	Traites acceptées domiciliées en banque, warrants	Acceptations préalablement visées par la B.N.B.	Traites acceptées non domiciliées en banque	Traites non acceptées		Promesses	certificats de trésorerie		Certificats du Fonds des Rentes, émis à maximum 806 jours	autres effets publics 2
				domiciliées en banque	non domiciliées en banque		émis à maximum 806 jours 1			
1957 21 mars .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25	Taux du certificat plus 5/16 %, minimum 2,25 %	—	5,25	
25 juillet .....	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		—	6,25	
12 novembre ..	4,50	4,50	5,25	6,—	6,25	6,25		Taux du Certificat + 5/16 % minimum 2,25 %	6,25	
1958 27 mars .....	4,25	4,25	5,—	5,75	6,—	6,—	>	>	6,—	
5 juin .....	4,—	4,—	4,75	5,50	5,75	5,75		>	5,75	
3 juillet .....	3,75	3,75	4,50	5,25	5,50	5,50		>	5,50	
28 août .....	3,50	3,50	4,25	5,—	5,25	5,25		>	5,25	
30 octobre ...	3,50	3,50	4,—	4,50	5,—	5,—		>	5,—	
1959 8 janvier ...	3,25	3,25	3,75	4,25	4,75	4,75		>	4,75	
24 décembre ..	4,—	4,—	4,50	4,75	5,25	5,25	>	5,—		
1960 4 août .....	5,—	5,—	5,50	5,75	6,25	6,25	>	6,25		
		représentatives d'importations   d'exportations								
10 novembre ..	5,—	5,—	4,—	5,50	5,75	6,25	6,25	>	6,25	
1961 24 août .....	4,75	4,75	3,75	5,25	5,50	6,—	6,—	>	6,—	
								Certificats de trésorerie émis au taux de 1 15/16 %		
28 décembre ..	4,50	4,50	3,50	5,—	5,25	5,75	5,75	2,25	5,75	
1962 18 janvier ...	4,25	4,25	3,25	4,75	5,—	5,50	5,50	2,25	5,50	
22 mars .....	4,—	4,—	3,—	4,50	4,75	5,25	5,25	2,25	5,25	
9 août .....	3,75	3,75	3,—	4,25	4,50	5,—	5,—	2,25	5,—	
6 décembre ..	3,50	3,50	2,75	4,—	4,50	5,—	5,—	—	5,—	

1 Intitulé avant le 21 mars 1957 : Certificats de trésorerie ayant maximum 12 mois à courir.

2 Y compris les certificats de trésorerie à plus de 12 mois. — Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

\* Quotité de l'avance au 6 décembre 1962

Cert. de trés. et cert. du Fonds des Rentes émis à max. 806 jours ... max. 95 % | Autres effets publics (voir note 2) ..... max. 80 %

### XIX - 2. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Moyennes 1	
1957 Du 1-1 au 11-11 2	1,70
Du 12-11 au 31-12 3	2,25
1958 .....	1,41
1959 Du 1-1 au 16-11 ...	1,01
Du 17-11 au 31-12 ...	2,11
1960 .....	2,80
1961 .....	2,57
1961 Décembre .....	2,25
1962 Janvier .....	1,51
Février .....	1,48
Mars .....	1,87
Avril .....	1,74
Mai .....	1,82
Juin .....	2,32
Juillet .....	2,73
Août .....	2,36
Septembre .....	2,44
Octobre .....	2,50
Novembre .....	1,77

### XIX - 3. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRÉSORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

A fin de période	Certificats de trésorerie à très court terme 4				Certificats de trésorerie B et certificats du Fonds des Rentes 5	Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication 8			
	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois			6 mois	9 mois	12 mois	
1957 .....	3,—	3,25	3,75	4,25	3,75	1958 6 janv.	4,676	5,059	5,888	
1958 .....	1,50	1,75	2,—	2,50	2,75	1959 6 janv.	3,998	3,646	3,860	
1959 .....	2,75	3,—	3,25	3,50	3,25	1960 5 janv.	4,171	*	4,354	
1960 .....	4,—	4,25	4,50	4,75	4,75	1961 6 janv.	4,862	4,925	4,956	
1961 .....	3,50	3,75	4,—	4,25	4,25	1962 4 janv.	4,283	4,364	*	
1962 Janvier ..	3,10	3,35	3,60	—	3,80	3,99	1962 6 févr.	3,766	3,802	3,958
Févr. ....	3,—	3,20	3,40	—	3,60	3,65	6 mars	3,700	3,750	3,850
Mars ....	2,90	3,10	3,30	—	3,50	3,54	3 avril	3,541	3,587	3,604
Avril ...	2,50	2,75	3,—	—	3,40	3,43	3 mai	3,481	3,500	3,550
Mai ...	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,34	5 juin	3,396	3,450	3,500
Juin ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,25	3 juillet	3,370	3,450	3,498
Juillet ..	2,50	2,75	3,—	—	3,30	3,28	7 août	*	3,450	3,500
Août ...	2,50	2,70	2,90	—	3,15	3,20	4 sept.	3,299	3,375	3,379
Sept. ...	2,50	2,70	2,90	—	3,20	3,16	2 oct.	3,329	3,351	3,400
Oct. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,22	6 nov.	3,350	*	3,490
Nov. ...	2,50	2,75	3,—	—	3,25	3,24	4 déc.	3,350	3,400	3,450

1 Il s'agit, jusqu'au 16 novembre 1959, de la moyenne arithmétique simple des taux uniques journaliers.

2 Depuis le 17 novembre 1959 : moyenne pondérée par les montants des capitaux empruntés, des taux journaliers moyens.

3 Depuis le 19 novembre 1949 jusqu'au 8 août 1955 inclus, le taux a été de 1,25 %; du 4 août à fin décembre 1955, il a été de 1,50 %. Moyenne 1956 : 1,58.

4 La réforme du marché monétaire de novembre 1957 a comporté notamment le relèvement du taux des certificats de trésorerie bancaires à 4 mois, devenus les certificats B, ce qui a permis des fluctuations plus larges des taux de l'argent au jour le jour.

5 Cfr. Arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8028).

6 Les certificats de trésorerie B sont détenus soit par les banques, soit par le Fonds des Rentes; les certificats du Fonds des Rentes sont détenus par les banques. Ces deux types de certificats ont été créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957; les certificats de trésorerie B ont été créés par la conversion, à concurrence de 8,9 milliards de la dette à court terme logée à l'époque dans les banques, le solde de cette dette, soit 20 milliards étant converti en certificats de trésorerie A à 12 mois et à 1 15/16 p.c. (Arrêté ministériel du 9 novembre 1957, Moniteur belge du 10 novembre 1957, p. 8.030). L'encours des certificats de trésorerie B, comme d'ailleurs celui des certificats de trésorerie A, ne varie pas; le 8 avril 1960 il a cependant été porté à 9,1 milliards par conversion de certificats de trésorerie A. A partir de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, les certificats de trésorerie A et B et les certificats du Fonds des Rentes ont été les seuls effets publics éligibles pour constituer la couverture dite « partielle » des dépôts à un mois au plus des banques de grande et de moyenne circulation jusqu'à la suppression de cette couverture le 1er janvier 1962. Jusqu'à la fin de 1961, le taux des certificats de trésorerie B et des certificats du Fonds des Rentes a été lié au taux d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées domiciliées en banque; depuis le 1er janvier 1962, le taux des certificats du Fonds des Rentes est fixé par des adjudications hebdomadaires qui déterminent également les taux des certificats de trésorerie B.

7 Taux de la dernière adjudication hebdomadaire du mois.

8 Moyenne pondérée des taux fixés par les adjudications hebdomadaires du mois.

9 Les taux donnés pour les adjudications des certificats de trésorerie à 6, 9 et 12 mois sont des taux moyens pondérés par les montants des certificats adjugés, tandis que le taux donné pour les certificats de trésorerie B et les certificats du Fonds des Rentes est un taux unique valable pour tous les certificats adjugés (taux le plus élevé retenu par le Fonds des Rentes).

\* Pas d'adjudication.

**XIX - 4. — TAUX DES DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES  
ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE**

A fin de période	Tarif 1 Comptes de dépôts à					Caisse Générale d'Epargne (Dépôts d'épargne des particuliers)		
	vue	15 jours de préavis <sup>2</sup>	Terme <sup>2</sup>			jusqu'à 75.000 F	de 75.001 à 150.000 F	au-delà de 150.000 F
			1 mois	8 mois	6 mois			
1953 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1954 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1955 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1956 .....	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50
1957 .....	0,50	1,25	2,30	2,70	3,15	3,—	2,—	
1958 .....	0,50	0,90	1,35	1,75	2,15	3,— <sup>3</sup>	2,—	
1959 .....	0,50	0,85	1,20	1,60	1,95	3,—	2,—	
1960 .....	0,50	1,75	2,85	3,45	3,60	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1961 Novembre .....	0,50	1,50	2,65	3,30	3,45	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1961 Décembre .....	0,50	1,30	2,40	3,15	3,30	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Janvier .....	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Février .....	0,50	1,15	2,15	3,00	3,15	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Mars .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Avril .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Mai .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Juin .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Juillet .....	0,50	1,10	1,90	2,75	2,90	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Août .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Septembre .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Octobre .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	
1962 Novembre .....	0,50	1,00	1,70	2,50	2,70	3,— <sup>3</sup>	2,— <sup>4</sup>	

<sup>1</sup> Tarif appliqué par environ 25 banques, dont les principales. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur. — <sup>2</sup> De novembre 1957 à la fin de 1961 les taux des dépôts à préavis et à terme ont fluctué en fonction du taux d'escompte de la B.N.B. pour les traites acceptées domiciliées en banque. Depuis le début de 1962, leurs variations, décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture, font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la Banque Nationale de Belgique et l'Association Belge des Banques. — <sup>3</sup> Majoration d'intérêt de 0,30 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile. Pas de majoration en 1959. — <sup>4</sup> A partir du 1er janvier 1960, majoration d'intérêt de 0,20 % pour les sommes restées inscrites toute l'année civile.

**XIX - 5. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,  
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES \***

Début de période	Dette unifiée  (rendement au regard au cours seulement)	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance de 5 à 20 ans		Taux moyen pondéré (non compris la Dette unifiée)
		Etat	Parastatiques et villes	Etat	Parastatiques et villes	
	4 % 1 <sup>re</sup> s.	3,5 à 5,5 %	3 à 5,5 %	4 à 5,75 %	3 à 5,5 %	
1954 .....	4,33	—	4,15 <sup>1</sup>	4,79 <sup>2</sup>	—	4,70
1955 .....	4,20	—	3,89 <sup>1</sup>	4,59 <sup>2</sup>	—	4,46
1956 .....	4,18	—	3,99 <sup>1</sup>	4,63	4,71	4,57
1957 .....	4,47	—	5,17 <sup>1</sup>	5,54	5,59	5,45
1958 .....	4,93	—	5,53 <sup>1</sup>	6,47	6,51	6,41
1959 .....	4,29	—	4,44	4,85	4,93	4,85
1960 .....	4,21	4,72	4,79	5,21	5,10	5,11
1961 .....	4,39	5,55	5,69	6,07	5,80	5,89
1962 .....	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1961 Décembre .....	4,39	5,27	5,26	5,71	5,70	5,63
1962 Janvier .....	4,40	5,21	5,34	5,74	5,70	5,64
1962 Février .....	4,39	5,16	5,26	5,58	5,55	5,49
1962 Mars .....	4,39	4,93	5,11	5,47	5,52	5,39
1962 Avril .....	4,38	4,63	4,96	5,37	5,44	5,28
1962 Mai .....	4,35	4,50	4,86	5,28	5,39	5,20
1962 Juin .....	4,29	4,41	4,62	5,20	5,28	5,13
1962 Juillet .....	4,23	4,51	4,68	5,21	5,25	5,14
1962 Août .....	4,23	4,28	4,60	5,06	5,17	5,01
1962 Septembre .....	4,18	4,33	4,54	4,96	5,09	4,93
1962 Octobre .....	4,13	4,32	4,48	4,95	5,07	4,92
1962 Novembre .....	4,08	4,30	4,46	5,01	5,04	4,95
1962 Décembre .....	4,07	4,52	4,60	5,08	5,08	5,03

\* Sauf indication contraire, le taux de rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuité (remboursement, intérêts, lots et primes éventuels) encore à recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour, majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

<sup>1</sup> Emprunts aux taux de 4 et 4,5 %. — <sup>2</sup> Emprunts aux taux de 4,25 et 4,5 %.

N. B. — Méthode d'établissement : voir *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.), XXXI<sup>e</sup> année, vol. I, n° 2, février 1956.

Références bibliographiques : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXVII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 6, juin 1951 : « Le Marché de l'argent au jour le jour depuis septembre 1950 » ; XXVIII<sup>e</sup> année, vol. I, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique de la marché de l'argent au jour le jour (call money) » ; XXXI<sup>e</sup> année, vol. II, n° 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV<sup>e</sup> année, vol. I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ».

## XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

### 1. — TAUX D'ESCOMPTE

Mois des changements	Allemagne		Etats-Unis 1		France		Grande-Bretagne		Italie		Pays-Bes		Suède		Suisse	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 1-1-1956 ...		3,50		2,50		3,—		4,50		4,—		2,50		3,75		1,50
1956 Février ...							16	5,50			7	3,—				
Mars .....	8	4,50														
Avril .....			13	2,75												
Mai .....	19	5,50														
Août .....			24	3,—							25	3,25				
Septembre .	6	5,—												22	4,—	
Octobre ...											22	3,75				
Novembre .													22	4,—		
1957 Janvier ...	11	4,50														
Février ...							7	5,—								
Avril .....					11	4,—										
Mai .....											17	4,25	11	5,—	15	2,50
Juillet .....											16	5,—				
Août .....			23	3,50	12	5,—										
Septembre .	19	4,—					19	7,—								
Novembre .			15	3,—												
1958 Janvier ...	17	3,50	24	2,75							24	4,50				
Mars .....			7	2,25			20	6,—			25	4,—				
Avril .....			18	1,75												
Mai .....							22	5,50					3	4,50		
Juin .....	27	3,—					19	5,—	7	3,50	14	3,50				
Août .....							14	4,50								
Septembre .			12	2,—												
Octobre ...					16	4,50										
Novembre .			7	2,50			20	4,—			15	3,—				
1959 Janvier ...	10	2,75									21	2,75				
Février ...					5	4,25									26	2,—
Mars .....			6	3,—												
Avril .....					23	4,—										
Mai .....			29	3,50												
Septembre .	4	3,—	11	4,—												
Octobre ...	23	4,—														
Novembre .											16	3,50				
1960 Janvier ...							21	5,—					15	5,—		
Juin .....	3	5,—	10	3,50			23	6,—								
Août .....			12	3,—												
Octobre ...					6	3,50	27	5,50								
Novembre .	11	4,—														
Décembre .							8	5,—								
1961 Janvier ...	20	3,50														
Mai .....	5	3,—														
Juillet .....							25	7,—								
Octobre ...							5	6,50								
Novembre .							2	6,—								
1962 Mars .....							8	5,50								
Mars .....							22	5,—								
Avril .....							26	4,50			25	4,—	6	4,50		
Juin .....													8	4,—		

1 Federal Reserve Bank of New York.  
Définitions des taux d'escompte officiels : voir « International Financial Statistics » (F.M.I.).

**XX - 2. — BANQUE DE FRANCE**

*(millions de nouveaux francs français)*

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 5 octobre	1962 4 octobre	1961 9 novembre	1962 8 novembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	2.476	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322	4.322
Prêt d'or au Fonds de Stabilisation des changes .....	1.201	—	—	—	—	—	—	—
Disponibilités à vue à l'étranger .....	141	3.969	5.744	9.985	9.381	13.020	9.453	13.484
Avances au Fonds de Stabilisation des changes <sup>1</sup> .....	...	...	656	1.314	1.314	2.546	1.314	2.546
<i>Concours au Fonds Monétaire Interna-     tional</i> .....						2.204		2.204
<i>Autres opérations</i> .....						342		342
Monnaies divisionnaires .....	84	101	23	18	21	24	17	17
Comptes courants postaux .....	512	669	561	553	543	618	532	577
Prêts à l'Etat .....	6.510	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	5.450 <sup>2</sup>	6.500 <sup>2</sup>	5.450 <sup>2</sup>
Avances à l'Etat .....	4.337	2.640 <sup>3</sup>	901 <sup>3</sup>	2.358 <sup>3</sup>	4.165 <sup>3</sup>	4.471 <sup>3</sup>	4.146 <sup>3</sup>	3.448 <sup>3</sup>
Portefeuille d'escompte :	22.217	16.392	18.851	18.675	16.305	16.639	16.073	17.460
<i>Effets escomptés sur la France</i> .....	6.707	4.232	5.118	5.846	5.307	5.722	5.442	5.522
<i>Effets escomptés sur l'étranger</i> .....	3	1	1	1	1	...	1	...
<i>Effets garantis par l'Office des céré-     ales</i> <sup>4</sup> .....	481	699	878	797	265	221	595	941
<i>Effets de mobilisation de crédits à     moyen terme</i> .....	15.026	11.460	12.854	12.031	10.732	10.696	10.035	10.997
Effets négociables achetés en France <sup>5</sup>	2.609	2.827	3.554	2.878	2.646	2.934	2.614	2.278
Avances à 30 jours sur effets publics ...	222	169	205	187	166	167	152	152
Avances sur titres .....	97	83	70	74	70	66	68	64
Avances sur or .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets en cours de recouvrement .....	763	863	529	553	337	515	1.249	480
Divers .....	562	627	764	834	810	741	765	772
<b>Total ...</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>42.680</b>	<b>48.251</b>	<b>46.580</b>	<b>51.513</b>	<b>47.205</b>	<b>51.050</b>

**PASSIF**

Engagements à vue :								
Billets au porteur en circulation .....	34.694	34.947	39.320	44.348	42.648	48.005	42.021	47.672
Comptes créditeurs :	5.720	2.943	2.066	2.590	2.571	1.956	3.740	1.854
<i>Compte courant du Trésor public</i> ...	1	...	1	...	...	1	1	1
<i>Comptes des banques, institutions et     personnes étrangères</i> .....	4.564	1.965	967	1.561	1.616	274	2.684	169
<i>Comptes courants des banques et     institutions financières françaises</i> )						651		701
<i>Autres comptes courants et de     dépôts de fonds; dispositions et     autres engagements à vue</i> .....	1.155	978	1.098	1.029	955	1.030	1.055	983
Capital de la Banque .....	2	150	150	150	150	150	150	150
Divers .....	1.315	1.122	1.144	1.163	1.211	1.402	1.294	1.374
<b>Total ...</b>	<b>41.731</b>	<b>39.162</b>	<b>42.680</b>	<b>48.251</b>	<b>46.580</b>	<b>51.513</b>	<b>47.205</b>	<b>51.050</b>

<sup>1</sup> Convention du 27 juin 1949.

<sup>2</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959 et convention du 3 mai 1962 approuvée par la loi du 7 juin 1962.

<sup>3</sup> Convention du 29 octobre 1959 approuvée par la loi du 28 décembre 1959.

<sup>4</sup> Loi du 15 août 1936, décret du 29 juillet 1939 et loi du 19 mai 1941.

<sup>5</sup> Décret du 17 juin 1938.

**XX - 3. — BANK OF ENGLAND**

(millions of £)

	1959 28 February	1960 20 February	1961 28 February	1962 28 February	1961 4 October	1962 8 October	1961 8 November	1962 7 November
--	---------------------	---------------------	---------------------	---------------------	-------------------	-------------------	--------------------	--------------------

**Issue Department**

Government Debt .....	11	11	11	11	11	11	11	11
Other Government Securities .....	2.035	2.136	2.237	2.313	2.313	2.313	2.363	2.313
Other Securities .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Coin other than Gold Coin .....	3	2	1	...	...	...	...	...
Amount of Fiduciary Issue .....	2.050	2.150	2.250	2.325	2.325	2.325	2.375	2.325
Gold Coin and Bullion .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Total ...	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>	<b>2.325</b>	<b>2.325</b>	<b>2.325</b>	<b>2.375</b>	<b>2.325</b>

**Notes Issued :**

In Circulation .....	2.013	2.116	2.212	2.302	2.308	2.302	2.314	2.298
In Banking Department .....	37	34	38	23	17	23	61	27
Total ...	<b>2.050</b>	<b>2.150</b>	<b>2.250</b>	<b>2.325</b>	<b>2.325</b>	<b>2.325</b>	<b>2.375</b>	<b>2.325</b>

**Banking Department**

Government Securities .....	265	274	425	507	502	397	400	342
Other Securities :								
Discounts and Advances .....	10	33	28	44	52	54	98	48
Securities .....	22	20	19	20	19	20	19	20
Notes .....	37	34	38	23	17	23	62	27
Coin .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Total ...	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>511</b>	<b>595</b>	<b>591</b>	<b>495</b>	<b>580</b>	<b>438</b>

Capital .....	15	15	15	15	15	15	15	15
Rest .....	4	4	4	4	4	4	3	3
Public Deposits :								
(including Exchequer, Savings Banks, Commissioners of National Debt, and Dividend Accounts)	17	12	18	13	12	10	12	10
Special Deposits .....	—	—	155	241	233	158	233	81
Other Deposits :								
Bankers .....	229	264	251	249	259	238	249	261
Other Accounts .....	70	67	68	73	68	70	68	68
Total ...	<b>335</b>	<b>362</b>	<b>511</b>	<b>595</b>	<b>591</b>	<b>495</b>	<b>580</b>	<b>438</b>

**XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS <sup>1</sup>**

(millions of \$)

	1958 31 December	1959 31 December	1960 31 December	1961 31 December	1961 4 October	1962 10 October	1961 8 November	1962 7 November
<b>ASSETS</b>								
Gold certificate account .....	19.013	18.186	16.418	15.445	16.009	14.590	15.889	14.481
Redemption fund for F.R. notes .....	988	978	1.066	1.170	1.065	1.200	1.108	1.208
Total gold certificate reserves ...	19.951	19.164	17.479	16.615	17.074	15.790	16.997	15.689
F.R. notes of other Banks .....	477	524	525	—	—	—	—	—
Cash .....	336	359	363	320	400	354	376	351
Discounts and advances .....	64	458	33	180	68	92	488	579
Industrial loans .....	...	...	—	—	—	—	—	—
Acceptances :								
Bought outright .....	43	44	54	48	34	34	39	34
Held under repurchase agreement .....	6	31	20	3	—	—	...	—
U.S. Government securities :								
Bought outright :								
Bills .....	2.250	2.606	2.900	3.193	3.071	2.882	3.362	2.393
Certificates .....	18.650	10.507	9.060	1.699	1.632	9.542	1.689	9.527
Notes .....	2.868	11.010	12.481	19.984	19.678	13.902	19.829	13.924
Bonds .....	2.484	2.484	2.543	3.846	3.551	4.131	3.644	4.283
Total bought outright ...	26.252	26.607	26.984	28.722	27.932	30.457	28.524	30.127
Held under repurchase agreement .....	95	41	400	159	—	72	85	197
Total U.S. Government securities ...	26.347	26.648	27.384	28.881	27.932	30.529	28.609	30.324
Total loans and securities .....	26.460	27.181	27.491	29.062	28.034	30.655	29.136	30.937
Due from foreign banks .....	...	...	...	—	—	—	—	—
Cash items in process of collection .....	5.631	6.438	6.809	6.125	4.674	4.881	4.357	4.783
Bank premises .....	94	100	108	111	110	107	110	105
Other assets .....	146	262	209	237	283	690	346	622
Total assets ...	53.095	54.028	52.984	52.470 <sup>2</sup>	50.575 <sup>2</sup>	52.477 <sup>2</sup>	51.322 <sup>2</sup>	52.487 <sup>2</sup>
<b>LIABILITIES</b>								
Federal Reserve notes .....	27.872	28.262	28.449	28.802	27.717	29.186	28.099	29.364
Deposits :								
Member bank reserves .....	18.504	18.174	17.080	17.387	16.912	17.164	17.117	16.696
U.S. Treasurer - general account .....	358	504	485	465	481	492	465	325
Foreign .....	273	345	217	279	241	227	274	194
Other .....	391	693	554	320	293	307	269	319
Total deposits ...	19.526	19.716	18.336	18.451	17.927	18.190	18.125	17.534
Deferred availability cash items .....	4.335	4.847	4.941	3.825	3.487	3.555	3.650	4.043
Other liabilities and accrued dividends ...	22	29	32	59	86	70	73	76
Total liabilities ...	51.755	52.854	51.758	51.137	49.217	51.001	49.947	51.017
<b>CAPITAL ACCOUNTS</b>								
Capital paid in .....	363	388	409	445	432	462	433	464
Surplus .....	868	775	817	888	817	888	817	888
Other capital accounts .....	109	11	...	...	109	126	125	118
Total liabilities and capital accounts ...	53.095	54.028	52.984	52.470 <sup>2</sup>	50.575 <sup>2</sup>	52.477 <sup>2</sup>	51.322 <sup>2</sup>	52.487 <sup>2</sup>
Contingent liability on acceptances purchased for foreign correspondents .....	68	82	230	126	123	69	114	67
Industrial loan commitments .....	1	...	—	—	—	—	—	—
Ratio of gold certificate reserves to deposit and F.R. note liabilities combined ...	42,1 %	39,9 %	37,4 %	34,8 %	37,1 %	33,1 %	36,6 %	33,2 % <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks.

<sup>2</sup> « F.R. note liabilities combined » includes \$ 864 million of Federal Reserve notes of other Federal Reserve Banks netted out of the consolidated statement shown above.

<sup>3</sup> Since 1-2-1961, this figure is not comparable with those of the preceding statements. The assets include no more the item « F. R. notes of other Banks ». Besides, the figure of the item « Cash items in process of collection » has been modified. In the liabilities, the figures relating to the « Federal Reserve notes » and the « Deferred availability cash items » have been modified too.

**XX - 5. — DE NEDERLANDSCHE BANK**

(miljoenen guldens)

	1958 31 december	1959 31 december	1960 31 december	1961 31 december	1961 9 oktober	1962 8 oktober	1961 6 november	1962 5 november
<b>ACTIVA</b>								
Goud .....	3.972	4.281	5.487	5.698	5.698	5.698	5.698	5.698
Vorderingen en geldwaardige papieren luidende in goud of in buitenlandse geldsoorten .....	1.603	786	1.107	484	523	741	571	661
Buitenlandse betaalmiddelen .....	1	1	...	...	...	...	...	...
Vorderingen op het buitenland luidende in guldens <sup>1</sup> .....	88	71	40	14	26	9	15	9
Wissels, promessen, schatkistpapier en schuldbrieven in disconto <sup>2</sup> .....	...	6	...	48	...	...	17	...
Wissels, schatkistpapier en schuldbrieven door de Bank gekocht (art. 15, onder 4 <sup>o</sup> van de Bankwet 1948) .....	181	547	249	523	790	331	558	286
Voorschotten in rekening-courant (incl. beleningen) <sup>3</sup> .....	40	62	12	52	18	125	7	6
Voorschotten aan de Staat (art. 20 van de Bankwet 1948) .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Nederlandse munten .....	24	35	51	21	22	19	22	17
Belegging van kapitaal en reserves .....	159	165	174	183	183	188	183	188
Gebouwen en inventaris .....	1	1	1	1	1	1	1	1
Diverse rekeningen .....	15	12	12	8	6	10	7	11
Totaal ...	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>7.133</b>	<b>7.032</b>	<b>7.267</b>	<b>7.122</b>	<b>7.079</b>	<b>6.877</b>
<b>PASSIVA</b>								
Bankbiljetten in omloop .....	4.418	4.513	4.900	5.279	4.961	5.324	4.960	5.393
Bankassignaties .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Rekening-courantsaldo's in guldens van ingezetenen .....	1.284	1.139	1.603	1.421	1.987	1.405	1.789	1.111
's Rijks schatkist .....	643	528	934	996	1.281	589	1.092	519
Banken in Nederland .....	485	484	519	233	542	655	526	446
Andere ingezetenen .....	156	127	150	143	164	161	171	146
Rekening-courantsaldo's in guldens van niet-ingezetenen .....	97	65	59	77	71	138	85	118
Buitenlandse circulatiebanken en daar- mede gelijk te stellen instellingen ...	—	56	48	71	63	130	77	112
Andere niet-ingezetenen .....	22	9	11	6	8	8	8	6
Saldo's voortvloeiende uit betalings- akkoorden .....	75	—	—	—	—	—	—	—
Saldo's luidende in buitenlandse geld- soorten .....	64	6	320	14	12	17	9	15
Kapitaal .....	20	20	20	20	20	20	20	20
Reserves .....	142	152	164	168	164	168	164	168
Diverse rekeningen .....	59	72	67	53	52	50	52	52
Totaal ...	<b>6.084</b>	<b>5.967</b>	<b>7.133</b>	<b>7.032</b>	<b>7.267</b>	<b>7.122</b>	<b>7.079</b>	<b>6.877</b>
<sup>1</sup> Waarvan uit hoofde van de liquidatie van bila- terale akkoorden .....	1	9	...	...	...	—	...	—
<sup>2</sup> Waarvan schatkistpapier, rechtstreeks door de Bank in disconto genomen .....	...	...	...	...	...	...	...	...
<sup>3</sup> Waarvan aan Indonesië (wet van 15 maart 1958 — Staatsblad nr 99) .....	11	8	5	3	3	—	3	—
N. B. — Circulatie der door de Bank namens de Staat in het verkeer gebrachte munt- biljetten .....	110	105	110	69	68	63	68	62

**XX - 6. — BANCA D'ITALIA***(miliardi di lire)*

	1958 dicembre	1959 dicembre	1960 dicembre	1961 dicembre	1961 agosto	1962 agosto	1961 settembre	1962 settembre
Oro in cassa .....	5	5	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
Oro all'estero dovuto dallo Stato .....	2	2	—	—	—	—	—	—
Cassa <sup>1</sup> .....	10	11	10	13	11	13	11	11
Portafoglio <sup>2</sup> .....	386	430	443	500	458	517	460	549
Effetti ricevuti per l'incasso .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Anticipazioni <sup>3</sup> .....	34	46	64	107	91	115	87	129
Prorogati pagamenti .....	—	—	7	6	2	1	...	...
Ufficio italiano dei cambi .....	—	—	1.257	1.810	1.562	1.907	1.596	1.916
Disponibilita in divisa all'estero .....	62	62	63	63	64	63	63	68
Titoli emessi o garantiti dallo Stato .....	56	70	75	83	80	100	80	103
Immobili .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Debitori diversi .....	1.654	2.191	119	123	135	180	135	169
Partite varie .....	8	3	2	—	—	—	—	—
Anticipazioni temporanee al Tesoro .....	77	77	64	—	—	—	—	—
Anticipazioni straordinarie al Tesoro .....	343	343	485	485	485	485	485	485
Emissioni per forze alleate .....	145	145	—	—	—	—	—	—
Conto corrente servizio tesoreria .....	137	—	—	—	—	—	—	—
Impieghi in titoli per conto del Tesoro ...	325	128	20	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	18	—	—	1	...	...	...	...
Spese .....	41	44	43	45	25	30	28	38
<b>Totale attivo ...</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.652</b>	<b>4.236</b>	<b>3.913</b>	<b>4.411</b>	<b>3.945</b>	<b>4.458</b>
Circolazione dei biglietti <sup>4</sup> .....	2.061	2.237	2.424	2.779	2.362	2.736	2.416	2.802
Vaglia assegni e debiti a vista <sup>5</sup> .....	26	28	23	39	17	20	14	17
Depositi in c/c liberi .....	167	130	117	118	92	78	95	75
Conti correnti vincolati .....	774	772	694	797	807	749	854	803
Creditori diversi .....	211	173	170	189	210	249	175	240
C/c servizio tesoreria .....	—	146	159	263	389	530	352	461
C/c servizio tesoreria — Fondo speciale .	—	17	—	—	—	—	—	—
Tesoro dello Stato - plusvalenza rivalutaz. oro .....	—	—	—	—	—	—	—	—
Aiuti internazionali .....	14	—	—	—	—	—	—	—
Servizi diversi per conto dello Stato .....	—	5	16	—	4	12	5	20
Capitale .....	...	...	...	...	...	...	...	...
Fondo di riserva ordinario .....	2	2	3	4	4	4	4	4
Fondo di riserva straordinario .....	1	2	2	2	2	2	2	2
Rendite .....	42	45	44	45	26	31	28	34
<b>Totale passivo e patrimonio ...</b>	<b>3.298</b>	<b>3.557</b>	<b>3.652</b>	<b>4.236</b>	<b>3.913</b>	<b>4.411</b>	<b>3.945</b>	<b>4.458</b>
Depositanti in titoli e valori .....	4.413	3.604	4.407	4.775	4.611	5.521	4.488	5.091
<sup>1</sup> Comprese monete di Stato .....	8	8	5	6	5	8	6	8
<sup>2</sup> Compreso finanziamento ammassi .....	—	—	437	482	450	491	455	533
<sup>3</sup> Comprese operazioni con privati .....	—	—	3	3	5	5	4	5
<sup>4</sup> Compresi biglietti presso il Tesoro .....	1	2	2	2	1	2	1	2
<sup>5</sup> Compresi vaglia e assegni .....	17	16	14	21	12	13	10	12

**XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK**

(Millionen DM)

	1959 31 Dezember	1960 31 Dezember	1961 31 Dezember	1961 6 Oktober	1962 5 Oktober	1961 7 November	1962 7 November
<b>AKTIVA</b>							
Gold .....	10.934	12.286	14.426	14.409	14.446	14.424	14.447
Guthaben bei ausländischen Banken und Geldmarktanlagen im Ausland .....	8.249	15.905	11.387	11.063	11.177	10.092	11.252
Sorten, Auslandswechsel und -schecks ...	130	157	292	325	268	262	221
Kurz- und mittelfristige Kredite an inter- nationale Einrichtungen und Konsoli- dierungskredite .....	4.817	3.657	2.442	2.469	2.308	2.468	2.307
<i>davon : a) aus der Abwicklung der</i> <i>E.Z.U. ....</i>	3.156	1.993	1.038	1.053	912	1.053	911
<i>b) an Weltbank .....</i>	1.486	1.560	1.342	1.345	1.342	1.345	1.342
Deutsche Scheidemünzen .....	88	91	57	91	68	92	66
Postcheckguthaben .....	226	193	281	133	145	149	196
Inlandswechsel .....	853	1.283	1.146	1.705	1.599	864	973
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatz- anweisungen .....	80	137	...	1	...	...	...
Lombardforderungen .....	234	419	220	16	27	17	33
Kassenkredite .....	265	79	167	1	...	3	107
Wertpapiere .....	235	324	1.484	928	1.418	983	1.417
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung .....	6.731	3.561	3.432	2.353	4.671	2.374	3.689
Kredite an Bund für Beteiligung an inter- nationale Einrichtungen .....	1.211	1.387	2.636	2.928	2.146	2.976	2.146
Forderungen an Bund wegen Forderungs- erwerb aus Nachkriegswirtschaftshilfe und Änderung der Wechselkurse .....	—	—	3.778	3.778	3.703	3.778	3.703
Sonstige Aktiva .....	311	370	307	331	341	348	389
	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>42.055</b>	<b>40.531</b>	<b>42.312</b>	<b>38.830</b>	<b>40.946</b>

<b>PASSIVA</b>							
Banknotenumlauf .....	19.046	20.470	22.992	21.568	23.125	20.761	22.273
Einlagen von	11.605	16.696	16.600	16.219	16.559	15.467	16.024
<i>Kreditinstituten (einschliesslich Post- scheck und Postsparkassendämter) ...</i>	9.344	13.036	11.615	10.044	10.250	10.017	11.006
<i>Öffentlichen Einlegern .....</i>	2.039	3.440	4.733	5.957	6.069	5.203	4.764
<i>Anderen inländischen Einlegern .....</i>	222	220	252	218	240	247	254
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsge- schäft .....	672	447	368	735	374	581	381
<i>Einlagen ausländischer Einleger .....</i>	299	232	274	647	351	498	359
<i>Sonstige .....</i>	373	165	94	88	23	83	22
Rückstellungen .....	671	806	867	867	950	867	950
Grundkapital .....	290	290	290	290	290	290	290
Rücklagen .....	522	562	588	588	638	588	638
Sonstige Passiva .....	558	578	350	264	376	276	390
	<b>33.364</b>	<b>39.849</b>	<b>42.055</b>	<b>40.531</b>	<b>42.312</b>	<b>38.830</b>	<b>40.946</b>

**XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE**

(millions de francs suisses)

	1958 31 décembre	1959 31 décembre	1960 31 décembre	1961 31 décembre	1961 7 octobre	1962 6 octobre	1961 7 novembre	1962 7 novembre
<b>ACTIF</b>								
Encaisse or .....	8.329	8.369	9.455	11.078	10.808	10.615	10.842	10.606
Devises .....	561	535	583	842	1.064	734	869	773
Portefeuille effets sur la Suisse .....	58	58	53	70	45	64	46	64
<i>Effets de change</i> .....	58	58	53	70	45	63	46	64
<i>Rescriptions de la Confédération suisse</i> .....	...	...	...	...	...	1	...	...
Avances sur nantissement .....	22	40	38	66	13	12	11	14
Bons du Trésor de l'étranger en FS .....	—	—	—	—	—	—	—	207
Titres .....	45	44	43	43	43	43	43	43
<i>pouvant servir de couverture</i> .....	1	...	1	17	17	16	17	16
<i>autres</i> .....	44	44	42	26	26	27	26	27
Correspondants :		52	52	65	11	16	18	21
<i>en Suisse</i> .....	33	45	45	58	3	8	10	11
<i>à l'étranger</i> .....		7	7	7	8	8	8	10
Autres postes de l'actif .....	35	28	30	30	33	40	34	40
Total ...	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>12.194</b>	<b>12.017</b>	<b>11.524</b>	<b>11.863</b>	<b>11.768</b>

<b>PASSIF</b>								
Fonds propres .....	50	51	52	53	53	54	53	54
Billets en circulation .....	6.109	6.344	6.854	7.656	6.894	7.488	6.941	7.598
Engagements à vue .....	2.726	2.535	2.756	2.947	3.430	2.334	3.228	2.467
<i>Comptes de virements des banques du commerce et de l'industrie</i> .....	2.541	2.330	2.288	1.996	2.235	1.764	2.006	1.779
<i>Autres engagements à vue</i> .....	185	205	468	951	1.195	570	1.222	688
Comptes de virements de banques temporairement liés .....	—	—	—	1.035	1.035	1.035	1.035	1.035
Engagements à terme .....	—	—	390	293	400	400	400	400
Autres postes du passif .....	198	196	202	210	205	213	206	214
Total ...	<b>9.083</b>	<b>9.126</b>	<b>10.254</b>	<b>12.194</b>	<b>12.017</b>	<b>11.524</b>	<b>11.863</b>	<b>11.768</b>

Références bibliographiques : *International Financial Statistics (F.M.I.)*. — *Banque de France* : « Compte rendu des opérations ». — *Report of the Bank of England*. — *Federal Reserve Bulletin*. — *De Nederlandsche Bank* : Verslag over het boekjaar. — *Banca d'Italia* : Bollettino. — *Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank*. — *Banque Nationale Suisse* (rapports).

**XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE <sup>1</sup>**

Situations en millions de francs or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

Actif	81	81	80	81	81	Passif	81	81	80	80	81	81	
	décembre 1960	décembre 1961	septembre 1961	septembre 1962	octobre 1961		octobre 1962	décembre 1960	décembre 1961	septembre 1961	septembre 1962	octobre 1961	octobre 1962
<b>I. Or en lingots et monnayé .....</b>	1.636	2.340	2.552	2.679	2.519	2.610	<b>I. Capital :</b>						
<b>II. Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue .....</b>	60	79	92	47	107	60	Actions libérées de 25 % .....	125	125	125	125	125	125
<b>III. Portefeuille réescomptable : ...</b>	277	193	230	241	221	247	<b>II. Réserves :</b>	23	24	24	25	24	25
1. Effets de commerce et acceptations de banque .....	19	16	20		19		1. Fonds de Réserve légale ...	10	11	11	12	11	12
2. Bons du Trésor .....	258	177	210		202		2. Fonds de Réserve générale .	13	13	13	13	13	13
<b>IV. Effets div. remobilis. sur dem.</b>	13	59	13	31	62	24	<b>III. Dépôts (or) :</b>	1.812	2.089	2.159	2.171	2.120	2.187
<b>V. Dépôts à terme et avances : ...</b>	1.130	1.217	1.213	1.144	1.200	1.123	1. Banques centrales :						
a) à 3 mois au maximum ...	918	1.019	1.145	971	1.089	926	a) de 9 à 12 mois .....	—	28	—	—	10	21
b) à 3 mois au maximum (or)	7	4	4	3	4	3	b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
c) de 3 à 6 mois .....	144	154	48	106	77	155	c) de 3 à 6 mois .....	24	10	3	50	4	15
d) de 6 à 9 mois .....	3	—	7	33	—	9	d) à 3 mois au maximum ...	329	182	295	185	247	175
e) de 9 à 12 mois .....	55	7	—	24	—	26	e) à vue .....	1.372	1.802	1.810	1.857	1.807	1.913
f) à plus d'un an .....	3	33	9	7	30	4	2. Autres déposants :						
<b>VI. Autres effets et titres : .....</b>	730	665	811	504	751	597	a) de 9 à 12 mois .....	—	10	—	—	10	—
1. Or :							b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
a) à 3 mois au maximum ...	73	10	63	71	42	41	c) de 3 à 6 mois .....	6	—	16	—	16	—
b) de 3 à 6 mois .....	39	10	13	3	6	3	d) à 3 mois au maximum ...	21	28	18	10	18	—
c) de 6 à 9 mois .....	—	—	10	10	10	15	e) à vue .....	60	29	17	69	8	63
d) de 9 à 12 mois .....	—	78	10	6	31	44	<b>IV. Dépôts (monnaies) :</b>	1.734	2.159	2.452	2.169	2.438	2.165
e) à plus d'un an .....	—	—	10	10	10	—	1. Banques centrales :						
2. Monnaies :							a) à plus d'un an .....	36	71	—	74	—	79
a) à 3 mois au maximum ...	445	375	327	197	262	180	b) de 9 à 12 mois .....	71	—	—	—	—	—
b) de 3 à 6 mois .....	80	113	281	51	317	170	c) de 6 à 9 mois .....	—	—	36	71	36	72
c) de 6 à 9 mois .....	4	2	61	48	23	24	d) de 3 à 6 mois .....	156	338	488	544	296	389
d) de 9 à 12 mois .....	23	10	2	27	—	41	e) à 3 mois au maximum .	1.167	1.465	1.604	1.070	1.781	1.235
e) à plus d'un an .....	66	67	34	81	50	79	f) à vue .....	30	40	54	16	51	18
<b>VII. Actifs divers .....</b>	1	1	1	4	1	2	2. Autres déposants :						
<b>VIII. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placem. en Allemagne</b>	68	68	68	68	68	68	a) de 9 à 12 mois .....	—	—	—	—	—	—
<b>Total actif ...</b>	<b>3.915</b>	<b>4.622</b>	<b>4.980</b>	<b>4.718</b>	<b>4.929</b>	<b>4.731</b>	b) de 6 à 9 mois .....	—	—	—	—	—	—
							c) de 3 à 6 mois .....	—	3	16	24	19	15
							d) à 3 mois au maximum ...	256	220	225	337	222	324
							e) à vue .....	18	22	29	33	33	33
							<b>V. Divers .....</b>	44	36	31	31	33	32
							<b>VI. Comptes de profits et pertes ...</b>	8	8	8	8	8	8
							<b>VII. Prov. pour charges éventuelles</b>	169	181	181	189	181	189
<b>Total passif ...</b>	<b>3.915</b>	<b>4.622</b>	<b>4.980</b>	<b>4.718</b>	<b>4.929</b>	<b>4.731</b>	<b>Total passif ...</b>	<b>3.915</b>	<b>4.622</b>	<b>4.980</b>	<b>4.718</b>	<b>4.929</b>	<b>4.731</b>

**Exécution des accords de La Haye de 1930 :**

<b>Fonds placés en Allemagne : (voir note 2)</b>							<b>Dépôts à long terme : .....</b>	229	229	229	229	229	229
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank, effets de la Golddiskontbank et de l'adm. des chemins de fer et bons de l'adm. des postes (échus) .....	221	221	221	221	221	221	1. Dépôts des Gouvernements créanciers au Compte de Trust des Annuités (voir note 3) .....	153	153	153	153	153	153
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus) .....	76	76	76	76	76	76	2. Dépôt du Gouvernem. allem.	76	76	76	76	76	76
<b>Total ...</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir ci-dessus) .....</b>	68	68	68	68	68	68
							<b>Total ...</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>	<b>297</b>

Note 1. — Ne sont pas inclus dans la présente situation l'or sous dossier, les effets et autres titres détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants. N'y sont pas compris non plus l'or sous dossier, les avoirs en banque, les effets et autres titres détenus par la Banque en sa qualité d'Agent de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (Accord Monétaire Européen), de Tiers Convenu aux termes du contrat de nantissement conclu avec la Haute Autorité de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, ainsi que de Mandataire-trustee ou d'Agent financier d'emprunts internationaux.

Note 2. — Aux termes d'une Convention en date du 9 janvier 1953 conclue entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et la Banque et qui fait partie de l'Accord sur les dettes extérieures allemandes du 27 février 1953, il a été convenu que la Banque ne réclamerait pas avant le 1er avril 1966 le remboursement en principal de ses placements en Allemagne qui sont indiqués ci-dessus, y compris les intérêts arriérés et afférents à la date du 31 décembre 1952.

Note 3. — La Banque a reçu de Gouvernements dont les dépôts s'élevaient à l'équivalent de francs or 149.920.880,—, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

**PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES.**

<b>A.M.E.</b>	Accord Monétaire Européen.
<b>B.I.R.D.</b>	Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.
<b>B.I.T.</b>	Bureau International du Travail.
<b>B.N.B.</b>	Banque Nationale de Belgique.
<b>B.R.I.</b>	Banque des Règlements Internationaux.
<b>C.A.D.G.</b>	Caisse Autonome des Dommages de Guerre.
<b>C.E.C.A.</b>	Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.
<b>C.E.E.</b>	Communauté Economique Européenne.
<b>C.G.E.R.</b>	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
<b>C.N.C.P.</b>	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
<b>D.U.L.B.E.A.</b>	Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles.
<b>FABRIMETAL</b>	Fédération des Entreprises de l'Industrie des Fabrications Métalliques.
<b>F.A.O.</b>	Food and Agricultural Organization.
<b>FEBELTEX</b>	Fédération de l'Industrie Textile Belge.
<b>F.I.B.</b>	Fédération des Industries Belges.
<b>F.M.I.</b>	Fonds Monétaire International.
<b>I.N.S.</b>	Institut National de Statistique.
<b>I.R.E.S.P.</b>	Institut de Recherches Economiques, Sociales et Politiques (Centre de Recherches Economiques).
<b>I.R.G.</b>	Institut de Réescompte et de Garantie.
<b>M.A.E.</b>	Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie.
<b>O.C.P.</b>	Office des Chèques Postaux.
<b>O.C.D.E.</b>	Organisation de Coopération et de Développement économiques.
<b>O.N.E.</b>	Office National de l'Emploi.
<b>O.N.J.</b>	Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi.
<b>O.N.S.S.</b>	Office National de Sécurité Sociale.
<b>O.N.U.</b>	Organisation des Nations Unies.
<b>R.T.B.</b>	Radiotélévision Belge.
<b>R.T.T.</b>	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
<b>R.V.A.</b>	Régie des Voies Aériennes.
<b>SABENA</b>	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
<b>S.N.C.B.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Belges.
<b>S.N.C.I.</b>	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
<b>S.N.C.V.</b>	Société Nationale des Chemins de fer Vicinaux
<b>S.N.D.E.</b>	Société Nationale des distributions d'Eau.
<b>U.E.B.L.</b>	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.
<b>U.E.P.</b>	Union Européenne de Paiements.

**SIGNES CONVENTIONNELS.**

—	la donnée n'existe pas
n.d.	donnée non disponible.
p.c.	pour cent.
p	provisoire.
r	chiffre rectifié.
est	estimation.
...	zéro ou quantité négligeable.

# STATISTIQUES

## TABLE DES MATIERES

	Numérotation des tableaux		Numérotation des tableaux
<b>I. — Population et comptes nationaux.</b>			
1. Population .....	I - 1	<b>VII. — Prix et indices de prix.</b>	
2. Revenu national net au coût des facteurs .....	I - 2	1. Prix de gros mondiaux .....	VII - 1
a) Estimations I.N.S. ....	I - 2a	2. Indices des prix de gros mondiaux .....	VII - 2
b) Estimations Dulbéa .....	I - 2b	3. Indices des prix de gros en Belgique .....	VII - 3
3. Produit national brut :		4. Indices des prix de détail en Belgique .....	VII - 4
a) P.N.B. calculé par l'analyse de la production aux prix courants .....	I - 3a	<b>VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.</b>	
b) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix courants .....	I - 3b	1. Tableau général .....	VIII - 1
c) P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses aux prix de 1953 .....	I - 3c	2. Exportations par groupes de produits .....	VIII - 2
4. Investissements bruts dans l'ensemble de l'économie	I - 4	3. Importations par groupes de produits .....	VIII - 3
		4. a) Indices des valeurs unitaires moyennes .....	VIII - 4a
		b) Indices du volume .....	VIII - 4b
		5. Orientation géographique .....	VIII - 5
<b>II. — Emploi et chômage.</b>			
1. Indices de l'emploi dans l'industrie (ouvriers) .....	II - 1	<b>IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.</b>	
2. Chômage — Renseignements généraux .....	II - 2	1. Chiffres annuels .....	IX - 1
3. Chômage — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3	2. Chiffres trimestriels .....	IX - 2
<b>III. — Agriculture et pêche.</b>			
1. Production agricole .....	III - 1	<b>X. — Marché des changes.</b>	
2. Pêche maritime — Principales espèces de poissons débarqués dans les ports belges .....	III - 2	1. Cours officiels arrêtés par les Banquiers réunis en Chambre de compensation à Bruxelles .....	X - 1
		2. Monnaies des pays membres de l'A.M.E. ....	X - 2
<b>IV. — Industrie.</b>			
1. a) Indices généraux de la production industrielle ...	IV - 1	<b>XI. — Finances Publiques.</b>	
2. Indices de la production industrielle (principaux secteurs) .....	IV - 2	1. Situation de Trésorerie .....	XI - 1
3. Energie .....	IV - 3	2. Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 2
4. Métallurgie .....	IV - 4	3. Recettes fiscales (par exercice) .....	XI - 3
5. Construction : données annuelles .....	IV - 5	4. Détail des recettes fiscales .....	XI - 4
6. Construction : données mensuelles .....	IV - 6	<b>XIII. — Organismes monétaires.</b>	
7. Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. ....	IV - 7	1. Bilans intégrés des organismes monétaires .....	XIII - 1
<b>V. — Services.</b>			
1. Transports :		2. Bilans de la Banque Nationale de Belgique, des orga- nismes publics monétaires et des banques de dépôts .....	XIII - 2
a) Activité de la S.N.C.B., de la S.N.C.V. et de la Sabena .....	V - 1a	3. Origines des variations du stock monétaire .....	XIII - 3
b) Navigation maritime .....	V - 1b	4. Stock monétaire .....	XIII - 4
c) Navigation intérieure .....	V - 1c	5. Avoirs extérieurs nets des organismes monétaires ...	XIII - 5
2. Tourisme .....	V - 2	6. Bilans de la Banque Nationale de Belgique (1951- 1958) .....	XIII - 6
3. Commerce intérieur :		Bilans et situations hebdomadaires de la B.N.B. (depuis le 31 déc. 1959) .....	XIII - 6
a) Indices des ventes .....	V - 3a	7. Situation globale des banques .....	XIII - 7
b) Ventes à tempérament .....	V - 3b	8. Comptes de chèques postaux .....	XIII - 8
<b>VI. — Revenus.</b>			
1. Rémunérations des ouvriers .....	VI - 1	9. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en C.C.P. ....	XIII - 9

	Numérotation des tableaux
<b>XIV. — Intermédiaires financiers non monétaires.</b>	
4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes ...	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Mouvements des dépôts .....	XIV - 5a
b) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Épargne .....	XIV - 5b
c) Principales rubriques des bilans des Caisses de Retraite .....	XIV - 5c
d) Principales rubriques des bilans de la Caisse d'Assurances sur la Vie .....	XIV - 5d
6. Caisses d'épargne privées .....	XIV - 6
7. Société Nationale de Crédit à l'Industrie .....	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique .....	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie .....	XIV - 9
10. Inscriptions hypothécaires .....	XIV - 10

**XV. — Principales modalités de l'épargne dispo-  
nible à l'intérieur du pays .....** **XV**

**XVI. — Emissions et dettes du secteur public.**

1. Emissions en francs belges à long et moyen terme	XVI - 1
2. Principales émissions à long et moyen terme du sec- teur public .....	XVI - 2
3. Dette de l'État .....	XVI - 3
4. Recensement des dettes en francs belges à long et moyen terme du secteur public .....	XVI - 4

**XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé.**

1. Evolution de l'activité, du niveau des cours et du taux de rendement des valeurs boursières .....	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions — chiffres annuels	XVII - 2
3. Rendement des sociétés par actions — chiffres men- suels cumulés .....	XVII - 3
4. Emissions des sociétés — chiffres annuels .....	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — chiffres mensuels .....	XVII - 5

**XVIII. — Marché monétaire.**

1. Marché de l'argent au jour le jour et à très court terme .....	XVIII - 1
3. Activité des chambres de compensation .....	XVIII - 3

**XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rende-  
ment.**

1. Taux d'escompte et d'intérêt de la Banque Nationale de Belgique .....	XIX - 1
2. Taux de l'argent au jour le jour .....	XIX - 2
3. Taux des certificats de Trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes .....	XIX - 3

	Numérotation des tableaux
4. Taux des dépôts en francs belges dans les banques et à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 4
5. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles .....	XIX - 5

**XX. — Banques d'Émission étrangères.**

1. Taux d'escompte .....	XX - 1
2. Banque de France .....	XX - 2
3. Bank of England .....	XX - 3
4. Federal Reserve Banks .....	XX - 4
5. De Nederlandsche Bank .....	XX - 5
6. Banca d'Italia .....	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank .....	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse .....	XX - 8
9. Banque des Règlements internationaux, à Bâle .....	XX - 9

**Principales abréviations utilisées.**

**Liste des graphiques :**

I - 3. — (P.N.B. calculé par l'analyse des dé- b) et c) } pense aux prix courants et aux prix de 1950 .....	I - 3b et c
II - 3. — Moyennes journalières du nombre de chômeurs contrôlés .....	II - 3
IV - 1. — Résultats des enquêtes sur la conjon- ture .....	IV - 1
IV - 2. — Indices de la production industrielle	IV - 2
IV - 7. — Evolution comparée de la production industrielle des pays de la C.E.E. .	IV - 7
VI - 1. — Rémunérations des ouvriers — Indice du gain moyen brut par heure pres- tée .....	VI - 1
VII - 3. — Indices des prix de gros en Belgique	VII - 3
VII - 4. — Indices des prix de détail en Belgique	VII - 4
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L. ...	VIII
IX - 1. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	IX - 1
XI - 2. — Recettes fiscales sans distinction d'exercice .....	XI - 2
XIII - 3. — Stock monétaire et liquidités quasi monétaires .....	XIII - 3
XIII - 9. — Montants globaux des paiements effec- tués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux. Rapport des flux aux stocks .....	XIII - 9
XIV - 5a — C.G.E.R. — Mouvements des dépôts .	XIV - 5a
XVII - 1. — Indices des cours des actions au comp- tant .....	XVII - 1

---

---

Prix de l'abonnement annuel { Belgique, 250 francs.  
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.

---

---